



Manuel pour un cours en ligne ouvert et massif sur
«La sécurité environnementale et le maintien de la
paix »

Ver. 02/2019

Le contenu de ce manuel a été développé et produit par les institutions suivantes :



*Empowered lives.
Resilient nations.*



Avec le soutien de:



CONTENTS

contexte	6
<i>Module 1: Course Overview</i>	8
Lectures	8
Lectures Facultatives	8
Outils et Guides Pratiques	8
1.1	9
1.2 EVOLUTION DES LIENS ENTRE L'ENVIRONNEMENT, LA PAIX, ET LE CONFLICT (LECTURER : KEN CONCA)	13
1.3 CADRE CONCEPTUEL POUR LA « CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE » (Lecturer: Carl Bruch)	17
1.4 ÉTUDE DE CAS : CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE À LA COLOMBIE (Lecturer: David Jensen)	22
1.5 ÉTUDE DE CAS : L'ACTIVITÉ MINIÈRE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE EN AYNAK, AFGANISTAN (Lecturer: David Jensen)	26
<i>Module 2: LES RESSOURCES NATURELS ET LES CAUSES DES CONFLITS</i>	30
Lectures	30
Lectures Facultatives	30
Outils et Guides Pratiques	31
2.1 INTRODUCTION MODULE 2 (Lecturer: Marc Levy)	32
2.2 LES FACTEURS DECLENCHANTS DE L'EMERGENCE DU CONFLIT (Lecturer: Marc Levy)	33
2.3 ÉTUDE DE CAS : LES DIAMANTS ET LE CONFLIT EN SIERRA LEONE (Lecturer: Richard Matthew)	37
2.4 LE STRESS CLIMATIQUE, LE CONFLIT, ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE (Lecturer: Marc Levy)	41
2.5 ÉTUDE DE CAS: LES DIMENSIONS CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE « PRINTEMPS ARABE » (Lecturer: Marc Levy)	45
2.6 GOUVERNANCE ET RÉSILIENCE (Lecturer: Marc Levy)	48
2.7 TRANSPARENCE ET ACCÈS À L'INFORMATION (Lecturer: Erika Weinthal)	51

2.8 SENSIBILITÉ AUX CONFLITS (Lecturer: Marc Levy)	55
2.9 CADRE CONCEPTUEL POUR COMPRENDRE LE CONTEXTE, PROCESSUS, ET DÉTERMINANTS DES CONFLITS LIÉS À L'ACTIVITÉ MINIÈRE (Lecturer: Bernarda Elizalde)	58
2.10 MÉDIATION DES CONFLITS LIÉS AUX RESSOURCES NATURELLES (Lecturer: David Jensen)	63
2.11 ÉTUDE DE CAS : LA TERRE COMME FACTEUR DÉCLENCHANT DE CONFLIT À SIERRA LEONE (Lecturer: Richard Matthew)	68
2.12 CONCLUSION DU DEUXIEME MODULE (Lecturer: Marc Levy)	71
<i>Module 3: Les Ressources Naturels et l'Environnement Pendant le Conflit</i>	73
Lectures	73
Lectures Facultatives	73
Outils et Guides Pratiques	74
3.1 INTRODUCTION MODULE 3 (Lecturer: Carl Bruch)	75
3.2 L'IMPORTANCE DES RESSOURCES NATURELS PENDANT LE CONFLIT (Lecturer: Carl Bruch)	77
3.3 L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU CONFLIT (Lecturer: David Jensen)	80
3.4 L'IMPACT DU CONFLIT SUR LA GOUVERNANCE ET LES RELATIONS SOCIALES (Lecturer: Carl Bruch)	84
3.5 LES RESSOURCES CONFLICTUELLES ET LE PILLAGE (Lecturer: Carl Bruch)	87
3.6 ÉTUDE DE CAS : LE CACAO ET LE CONFLIT EN CÔTE D'IVOIRE (Lecturer: Richard Matthew)	89
3.7 OUTILS NATIONALES POUR ABORDER LES RESSOURCES CONFLICTUELLES (Lecturer: Carl Bruch)	94
3.8 DROIT INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PENDANT LE CONFLIT ARMÉ (Lecturer: Carl Bruch)	99
3.9 APPLICATION DU DROIT INTERNATIONALE PENDANT LE CONFLIT ARMÉ (Lecturer: Carl Bruch)	102
3.10 OUTILS DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU POUR ABORDER LES RESSOURCES NATURELLES PENDANT LE CONFLIT (Lecturer: Carl Bruch)	105
3.11 Case Study: Diamonds, Timber, and Conflict in Liberia (Lecturer: Richard Matthew)	110
3.12 RESSOURCES NATURELLES DANS LES ACCORDS DE PAIX (Lecturer: David Jensen)	115
3.13 RÉCAPITULATION DU MODULE 3 (Lecturer: Carl Bruch)	119
<i>Module 4: RENFORCEMENT DE LA PAIX DANS L'ENVIRONNEMENT ENVIRONNEMENTAL APRÈS LES CONFLITS</i>	121
Lectures	121

LECTURES FACULTATIVES	121
Kits d'outils et guides	122
4.1 INTRODUCTION AU MODULE 4 (Lecturer: Erika Weinthal)	123
4.2 ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES DANS LES ÉVALUATIONS APRÈS UN CONFLIT (Lecturer: david jensen)	124
4.3 RESSOURCES RENOUVELABLES ET NON RENOUVELABLES POUR LE RECOUVREMENT (Lecturer: erika weinthal)	128
4.4 RESSOURCES NATURELLES DANS LA SÉCURITÉ ET LA STABILISATION (Lecturer: david jensen)	132
4.5 RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE (Lecturer: Erika Weinthal)	136
4.6 RESSOURCES COMME POINTS D'ENTRÉE POUR LE DIALOGUE ET LA COOPÉRATION (Lecturer: Erika Weinthal)	139
4.7 ÉTUDE DE CAS: COOPÉRATION autour de l'eau partagée dans la rivière Jordan (Lecturer: Erika Weinthal)	142
4.8 RECONSTRUIRE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE (Lecturer: Carl Bruch)	146
4.9 Donner aux femmes le pouvoir d'agir dans la gestion des ressources naturelles et la consolidation de la paix (Lecturer: Silja Halle)	151
4.10 UTILISATION DU DIALOGUE MULTI-PARTIES PRENANTES POUR NAVIGUER LES CONFLITS DE RESSOURCES NATURELLES (Lecturer: Rebeca Arias Flores)	157
4.11 PLANIFICATION ET RÉCUPÉRATION SPATIALES (Lecturer: David Jensen)	162
4.12 LIMITER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA RECONSTRUCTION (Lecturer: David Jensen)	166
4.13 COORDINATION DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX (Lecturer: Erika Weinthal)	171
4.14 ÉTUDE DE CAS: RENFORCEMENT DE LA PAIX DE L'ENVIRONNEMENT PAR LA GESTION DE L'EAU À WADI EL KU, Sudan (Lecturer: David Jensen)	175
4.15 RÉCAPITULATION DU MODULE 4 (Lecturer: Erika Weinthal)	180
<i>Module 5: RÉCAPITULATION DU COURS ET ÉVALUATION FINALE</i>	182
5.1 RÉCAPITULATION DU COURS ET ÉVALUATION FINALE (Lecturer: David Jensen)	182

‘De nombreux conflits sont déclenchés, exacerbés ou prolongés par la concurrence pour des ressources naturelles rares; le changement climatique ne fera qu'aggraver la situation. C'est pourquoi la protection de notre environnement est essentielle aux objectifs fondateurs des Nations Unies visant à prévenir la guerre et à maintenir la paix.’

— UN Secretary-General António Guterres

Ce manuel accompagne le cours en ligne ouvert à tous (MOOC) sur la sécurité environnementale et le maintien de la paix. Les conflits liés aux ressources naturelles et à l'environnement constituent l'un des plus grands défis de la géopolitique du 21st siècle et constituent de graves menaces pour la sécurité humaine aux niveaux local, nationale et internationale. Néanmoins, les ressources naturelles et l'environnement peuvent servir de véhicule pour la paix s'ils sont gérés de manière durable et équitable. En conséquence, la consolidation de la paix environnementale est devenue une nouvelle frontière dans les études interdisciplinaires. Il offre un cadre conceptuel et opérationnel pour comprendre le potentiel positif des ressources naturelles en matière de consolidation de la paix tout au long du cycle de vie d'un conflit, tout en atténuant les risques potentiels.

Ce MOOC fournit une introduction aux multiples rôles que les ressources naturelles et l'environnement jouent dans l'apparition, l'escalade, la résolution et la résolution de conflits violents. Bon nombre des considérations et approches présentées dans ce cours sont également pertinentes pour comprendre et résoudre les conflits sociaux liés aux ressources naturelles et à l'environnement.

Ce cours est destiné à :

- Les spécialistes de la paix et de la sécurité qui veulent en savoir plus sur les ressources naturelles.
- Experts en ressources naturelles qui souhaitent concevoir des programmes de meilleure qualité et plus sensibles aux conflits.
- Les praticiens du développement durable ainsi que les acteurs du secteur privé qui ont besoin de comprendre comment les ressources naturelles peuvent être développées dans des contextes fragiles où la gouvernance est faible.
- Étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs intéressés par les concepts et pratiques clés de ce domaine en pleine croissance.

Ce manuel se compose de transcriptions de cours, accompagnées d'images clés, de lectures obligatoires, de lectures facultatives et de kits d'outils pouvant être utiles. Nous sommes

reconnaissants aux nombreuses personnes dont le travail acharné et le dévouement ont rendu ce manuel possible. Nous voudrions remercier tout spécialement ceux qui ont compilé et produit le manuel: Nora Moraga-Lewy, Alexandra Caplan, et Tyler Thomas. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude à notre équipe de traducteurs Français, Marion Planque et Signe Gandhi, sans qui ce manuel en français n'aurait pas été possible.

Si vous souhaitez utiliser l'un des documents présentés dans ce manuel ou le cours en dehors du contexte MOOC, l'autorisation est accordée tant que la source est clairement indiquée.

UN Environment, l'Institut de droit de l'environnement, l'Université Duke, l'Université Columbia et l'Université de Californie à Irvine, le Programme des Nations Unies pour le développement, et la SDG Academy - qui ont conjointement développé ce MOOC - merci d'avoir choisi cette opportunité avec nous!

MODULE 1: COURSE OVERVIEW

LECTURES

From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment (2009) (pp. 5-31)

Natural Resources and Peacebuilding in Afghanistan (2013) (pp. 4-7, 37-42)

Greening the Peace in Colombia (2017)

LECTURES FACULTATIVES

Copper Bottomed? Bolstering the Aynak Contract: Afghanistan's First Major Mining Deal (2012) (pp. 9-14)

Defenders of the [E](#)earth [f](#)Rreport - Global [k](#)Killings of [l](#)and and [e](#)Environmental [e](#)Ddefenders in 2016 (2017)

Environment for Peace: UN Environment's Proposed Contribution to the Post Conflict Development of Colombia (2017)

Mapping the Frontiers and Front Lines of Global Environmental Justice - the [EJ](#)_Atlas (2015)

The Resource Curse: The Political and Economic Challenges of Resource Wealth (2015)

OUTILS ET GUIDES PRATIQUES

What Does "Sustaining Peace" Mean? (2017)

1.1 INTRODUCCION (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bonjour tout le monde! Bienvenue à ce cours en ligne, ouvert à tous, concernant la sécurité environnementale et la consolidation de la paix. Ce cours examinera la relation entre les ressources naturelles et l'environnement en lien avec les notions de paix et de conflits. Nous essayerons vraiment de réunir ces deux mondes car les ressources naturelles et l'environnement jouent différents rôles tout au long du cycle de vie d'un conflit et ensuite lors de la consolidation de la paix. Ce cours est extrêmement contemporain et pertinent car, aujourd'hui, plusieurs des conflits armés autour du monde sont liés aux ressources naturelles. Par exemple, les revenus liés au pétrole financent l'État islamique en Iraq et en Syrie. Également, la vente de charbon finance Al-Shabaab en Somalie. De plus, le changement climatique ainsi que les sécheresses ont amplifié le conflit en Syrie. L'exploitation d'or finance des groupes criminels en République démocratique du Congo et en Colombie.

En fait, la plupart des conflits armés actuels ainsi que ceux terminés lors des 10 dernières années sont liés de quelque façon aux ressources naturelles. Pendant ces 60 dernières années, environ la moitié de tous les conflits ont été alimentés ou entièrement financés par l'exploitation de ces ressources. Des milliers de conflits locaux liés aux ressources naturelles peuvent également être mieux compris grâce au matériel présenté dans ce cours.

Cette carte montre une vue d'ensemble de tous les conflits environnementaux dans le monde aujourd'hui. Par exemple, on peut y voir les conflits d'accès au territoire et aux ressources en eau au Kenya. Des tensions et des plaintes ont émergés au Pérou en raison des impacts environnementaux causés par les projets miniers et pétroliers. D'importantes protestations ont eu lieu aux États-Unis contre le « Dakota Access Pipeline » (un pipeline). Alors, c'est possible que ces conflits ne deviennent pas des conflits armés – mais ils peuvent tout de même être violents.



En 2016, Global Witness a reporté qu'en moyenne 4 personnes par semaine sont tuées en défendant leurs territoires et leurs ressources naturelles contre un possible développement commercial. C'est pourquoi le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a proclamé récemment que « plusieurs conflits sont déclenchés, exacerbés ou prolongés par l'existence de compétitions pour des ressources rares ; le changement climatique va rendre la situation encore plus difficile. C'est pourquoi protéger notre environnement est critique afin d'atteindre les objectifs des Nations Unies de prévention de la guerre et de maintien de la paix. »

Dans ce cours, nous allons répondre à trois questions importantes:

1. Comment les ressources naturelles et l'environnement contribuent-ils ou amplifient-ils les conflits armés et la violence?
2. Quels sont les effets négatifs de la guerre sur les ressources naturelles et l'environnement?
3. Et comment les ressources naturelles et l'environnement peuvent être employés pour encourager la reconstruction et la consolidation de la paix?

En effet, vous aider à répondre à ces questions est un des premiers objectifs d'apprentissage de ce cours. Le deuxième objectif est de vous fournir des concepts et des Études de cas ainsi qu'une série d'outils concrets pour évaluer et répondre à ces situations lors de la création de vos programmes ou de vos politiques. Et finalement, vous aurez aussi accès à une réserve mondiale de connaissance et à une communauté de professionnels vous procurant aide et conseils afin de mettre en pratique les leçons apprises lors de ce cours. Il est important de garder en tête que ce cours est une introduction. Un cours plus avancé sur la prévention et la résolution de conflits liés aux ressources naturelles telles que l'eau, le territoire et les ressources extractives est en cours

de développement. Si vous avez des demandes pour des sujets spécifiques concernant de futurs cours, écrivez-nous.

Alors, ce cours est-il fait pour vous ? Nous avons essayé de rendre ce cours accessible à plusieurs audiences. Premièrement, il est dédié aux spécialistes pour la paix et la sécurité qui veulent vraiment comprendre le rôle que les ressources naturelles jouent dans les conflits. Ainsi que pour les experts en ressources naturelles qui veulent concevoir des programmes prenant en compte le risque de conflits. Et troisièmement, pour des professionnels dans le développement durable ainsi que pour les acteurs du secteur privé qui ont besoin de comprendre comment les ressources naturelles peuvent être développés dans des contextes de fragilité avec une faible gouvernance. Nous avons consacré ce cours à une audience internationale, ainsi qu'aux experts et aux communautés actives sur le terrain dans des pays en conflits.

Ce cours sera dispensé principalement par une équipe d'experts qui ont travaillé sur ces sujets pendant les deux dernières décennies. Ensemble, ces experts ont plus de 100 années d'expérience commune. Maintenant, laissez-moi vous présenter les membres de l'équipe, un par un.



Bonjour, je m'appelle Erika Weinthal. Je suis professeur de politique environnementale au « Nicholas School of the Environment » à l'université de Duke. Je suis spécialisé dans la politique environnementale globale et la sécurité environnementale avec une attention particulière pour l'eau et l'énergie.



Bonjour, je suis Carl Bruch et je dirige le programme international à Environmental Law Institute.



Bonjour, je suis Richard Matthew. Je suis professeur d'urbanisme et de politiques publiques à l'université de Californie à Irvine (UC-Irvine), où je suis également directeur du Centre Blum pour la diminution de la pauvreté (Blum Center for Poverty Alleviation).



Bonjour, je m'appelle Marc Levy. Je suis un politologue et j'étudie comment les systèmes sociaux et biophysiques interagissent. J'étudie spécifiquement comment ils créent des schémas de vulnérabilité et de résilience.



Mon nom est David Jensen. J'ai travaillé au programme des Nations Unies pour l'environnement, étudiant et évaluant les ressources naturelles, les conflits et la consolidation de la paix depuis 15 ans. Je m'intéresse spécifiquement aux partages des bénéfices avec les communautés locales, à la prise de décisions participative et à la prévention de conflits.

En plus de l'équipe principale, de temps en temps, nous aurons aussi quelques intervenants qui participeront au contenu de ce cours. Ainsi, bien que le cours soit présenté par une équipe principale, il est basé sur la contribution et l'expertise de plus de 1000 individus. En particulier, nous avons utilisé une série d'études de cas examinés par 225 experts, illustrant plus de 60 pays étant sortis de conflits. Nous avons documenté ces cas grâce à une série de rapports politiques sur les ressources naturelles, les conflits et la consolidation de la paix qui ont été publiés par un ensemble de 10 agences des Nations Unies. Nous avons également basé ce cours sur plus de deux décennies d'expérience de terrain au sein du programme des Nations Unies pour l'environnement dans plus de 30 pays sortant de conflits.

De plus, en préparant ce cours, nous avons organisé des consultations avec une variété de professionnels afin de présenter un contenu de qualité. Nous avons l'intention d'améliorer ce cours à l'avenir en nous appuyant sur vos feedbacks constructifs.

Encore un dernier mot sur le contenu : nous avons suivi le cycle de vie d'un conflit comme structure de base de ce cours. Donc, le module 2 se concentrera sur les ressources naturelles et l'environnement en tant que moteurs pour le déclenchement de conflits violents. Le module 3 sera centré sur les risques induits par les ressources naturelles et l'environnement lors de conflits armés et comment ils influent sur le déroulement de ces conflits. Et finalement, le module 4 observera les risques et les opportunités qu'apportent les ressources naturelles et l'environnement lors de la consolidation de la paix. En résumé, les modules étudieront le rôle que les ressources naturelles jouent avant, pendant et après les conflits armés. C'est une manière simple de diviser ce contenu mais gardez en mémoire que la plupart des outils et des stratégies recommandés peuvent également être appliqués durant le cycle entier de la vie d'un conflit. Par exemple, nous discuterons de la médiation dans le module 2, mais la médiation peut également être appliquée pendant la durée des conflits armés et tout au long de la construction de la paix, après les conflits.

Ainsi, bien que nous avons essayé de développer chaque chapitre en tant qu'une unité indépendante, nous vous avertirons si d'importants liens existent avec d'autres chapitres. J'aimerais également préciser que bien que les conflits armés soit la structure de base de ce cours, plusieurs outils et stratégies peuvent également être appliqués pour la résolution de conflits locaux ayant pour cause les ressources naturelles. Alors, si vous vous occupez de ces conflits locaux, ce cours est toujours pertinent pour vous.

Maintenant, pour que cette introduction soit complète, il faut mentionner nos généraux sponsors. En particulier, nous voudrions remercier et exprimer notre reconnaissance au gouvernement de Finlande, à la Commission Européenne et au Compte des Nations Unies pour le développement sans qui ce cours n'aurait pas été possible. Nous voulons également remercier Minal Pater pour la coordination de ce cours et Karena Alberts et son équipe pour le filmage et la post-production. Nous avons également eu plusieurs assistants de recherche et des internes qui méritent nos remerciements. Voilà, c'en est fini des informations sur la création et l'approche de ce cours. Je sais que vous voulez commencer, alors c'est parti.

1.2 EVOLUTION DES LIENS ENTRE L'ENVIRONNEMENT, LA PAIX, ET LE CONFLICT (LECTURER : KEN CONCA)

Bonjour, mon nom est Ken Conca. Je suis professeur de relations internationales au « School of International Service » à American University de Washington DC. Mes cours et ma recherche se concentrent principalement sur l'environnement, les conflits et la consolidation de la paix ; la politique de l'eau ; la gouvernance globale de l'environnement et les institutions internationales.

Le lien entre, d'une part, l'environnement et les ressources naturelles et d'autre part les conflits et la consolidation de la paix existe depuis longtemps et il est important de souligner que la relation causale va dans les deux sens. D'une part, nous savons que les répercussions de la guerre peuvent avoir un impact sur l'environnement, que ce soit de manière directe par les dommages qu'elle peut causer mais également de manière indirecte par le dérèglement des institutions et par les perturbations de pratiques positives envers l'environnement et les ressources naturelles. D'autre part, nous savons que les processus de dégradation et de changements environnementaux ainsi que certaines pratiques de gestion des ressources naturelles peuvent augmenter la vulnérabilité, la fragilité et le risque de conflits. La deuxième guerre mondiale a donné au monde un exemple marquant du pouvoir destructeur que les hommes peuvent avoir sur le monde naturel. La politique de la terre brûlée, les bombardements en tapis et la bombe incendiaire sur Dresde, mais aussi l'utilisation de l'arme nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki ont vraiment souligné notre capacité à détruire l'environnement.

Dans les années 1960, il était commun d'entendre les académiciens ainsi que les activistes parler de deux grands risques planétaires : la mort rapide causée par l'holocauste nucléaire ainsi que la lente et progressive mort causée par le cumul de la pollution, de la dégradation des ressources naturelles, de la dynamique démographique et du dérèglement d'écosystèmes importants. La guerre du Viet Nam a souligné ce problème et nous a appris une leçon importante : l'utilisation de défoliants chimiques et la quantité sans précédent de munitions que les bombardiers américains ont utilisées en Asie du SudEst s'est terminée en résultat tragique.

Le Viet Nam a été un sérieux cas de controverse pendant la conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est déroulée à Stockholm en 1972. Les activistes ont essayé, sans grand succès, de persuader les délégués de traiter de la question du Viet Nam et de la question plus vaste du potentiel destructeur de la guerre sur les humains et sur le milieu naturel.

Dans les années 1980, après la catastrophe nucléaire de Chernobyl, le leader soviétique Gorbatchev parlait d'une réminiscence de la Guerre Froide, l'environnement étant devenu le risque planétaire principal. Le rapport innovateur de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, connu sous le nom de la Commission Brundtland, nommé d'après son président Gro Brundtland, premier ministre de Norvège, est principalement mémorisé pour avoir mis en avant le concept de développement durable. En effet, la commission était très informée des risques de conflits autour de l'environnement, dédiant un chapitre entier de leur rapport à cette question.

Dans les années 1990, d'importants nouveaux domaines de recherche académique ont émergé, renversant cette relation causale en remettant en question non seulement les conséquences que la guerre peut avoir sur l'environnement mais aussi le fait que la dégradation environnementale et la perturbation des pratiques de gestion des ressources naturelles peuvent créer une augmentation des conflits. Pendant la Guerre Froide, il y a eu des épisodes qui peuvent aujourd'hui être compris comme ayant un lien avec l'environnement et les ressources naturelles. Les dynamiques autour de la crise du canal de Suez et la construction du barrage de l'Aswan dans les années 1950; les conflits sur le retrait de la colonisation belge au Congo ainsi que la lutte pour le contrôle politique et économique des vastes ressources de cette région; la sécession au Biafra et la guerre civile tragique au Nigéria à la fin des années 1960, sont aujourd'hui reconnus comme ayant un lien avec l'environnement et les ressources naturelles.

À l'époque, il manquait la recherche académique et le cadre conceptuel pour comprendre ces conflits en ces termes. Un important nouveau domaine de recherche qui a émergé au début des années 1990 s'est concentré sur les formes locales de pénurie environnementale, incluant l'érosion des sols, la rareté de l'eau, la surpêche, la déforestation et la possibilité que ces dynamiques puissent créer des réclamations sociales pouvant conduire à de violents conflits ou amplifier des clivages sociaux préexistants entre différentes régions, classes sociales ou ethnies.

Un second important domaine de recherche pendant cette période s'est intéressé, non pas au problème écologique causé par la rareté des ressources mais plutôt au problème de l'abondance en ressources naturelles et de la richesse qu'elle peut engendrer. Découlant de la recherche économique sur la « malédiction des ressources » qui suggère que l'abondance ne mène pas nécessairement les pays riches en ressources naturelles vers la trajectoire attendue d'un plus grand développement économique, les politologues ont découvert qu'il pourrait également exister une malédiction politique des ressources. La tendance à la corruption, un gouvernement faible ainsi que la tendance à s'engager dans des modèles de développement à court terme fondé sur l'endettement pourrait augmenter la fragilité sociale et le risque de conflits violents. La pertinence de ces deux domaines de recherche semble être renforcée par les gros titres des médias d'aujourd'hui.

D'une part, nous avons observé, au début des années 1990, des conflits civils dans des lieux aussi différents que Haïti, le Rwanda et la Somalie, avec néanmoins, comme facteur commun, la présence, depuis des décennies, d'un stress et d'une dégradation environnementale. Également, nous voyons l'émergence d'une forme nouvelle et particulièrement violente de guerre civile qui semble être induite non pas par des plaintes de la population mais plutôt par la convoitise. L'abondance des ressources naturelles peut donc inciter les hommes à la sécession et aux soulèvements. Également, le problème pernicieux du financement des hommes et du matériel requis pour la guerre grâce au flux constant de l'exploitation de ces ressources soutient et prolonge la durée des conflits violents.

C'est à cette époque également, que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a développé un nouvel instrument de sanctions contre le commerce des ressources naturelles afin de contrôler, contenir et réduire ce type de conflits. Depuis l'apparition de ces importants domaines de recherche, je pense que depuis les deux dernières décennies, nous avons pu apercevoir un

affinement de notre pensée. La plupart des études récentes se sont centrées sur un petit nombre d'études de cas critiques étudiés en profondeur. Bien que les académiciens ont tenté d'analyser statistiquement et rigoureusement les tendances globales, nous commençons à réaliser qu'il n'existe pas toujours dans les données une corrélation forte entre la pénurie environnementale et l'apparition de conflits violents. Ceci nous donne une indication de la présence d'autres variables de contrôle importantes. La qualité de la gouvernance et la possibilité d'exprimer son mécontentement de manière pacifique par différents canaux dans la société peuvent également être d'importants médiateurs, empêchant des conditions en amont de conduire à l'apparition de conflits. Nous réalisons également que, dans plusieurs des cas étudiés, une variable importante dans l'incitation aux conflits n'est pas simplement la présence de plaintes ou de convoitise mais plutôt la capacité de mobiliser les personnes ayant ces sentiments à utiliser la violence.

Une troisième constatation est l'idée que la coopération est également possible. Une des leçons apprises, dans l'exemple du partage international des bassins hydrographiques, est que bien que l'eau soit rare et malgré les tensions existantes entre les pays en amont et en aval de la rivière, la coopération est bien plus plausible que le risque de conflits violents. A une échelle complètement différente, alors qu'il est vrai que les fermiers et les bergers, en compétition pour des ressources rares telles que le territoire et l'eau, puissent entrer en conflit, s'ils adaptent leur moyens de subsistance, il est également possible d'établir de nouvelles formes de relations sociales créant un potentiel pour la coopération, la paix et la solidarité sociale.

Mais peut-être, la plus importante vision que nous puissions avoir lorsque nous affinons notre perspective, est l'idée que nous sommes également d'importants consolidateurs de paix sur lesquels nous devrions stratégiquement miser. Initiant leur projet au début des années 2000, un groupe d'académiciens, moi y compris, voyant que le discours dominant dans l'agenda environnemental international sur la sécurité environnementale était dominé par des idées orientées vers le risque de conflits et le "zero-sum" game, nous avons décidé de théoriser la sécurité environnementale de manière différente.

Si les dynamiques induites par l'environnement et les ressources peuvent engendrer des conflits, alors elles peuvent peut-être aussi être un moteur pour la paix. Nous avons théorisé que l'interdépendance écologique peut créer des relations sociales sur lesquelles nous pouvons miser, qu'il existe des interdépendances qui conduisent à des situations de gagnant-gagnant, qu'il existe des opportunités de développement coopératif en terme de savoir et qu'il existe même des opportunités de construction d'identités territoriales qui pourraient servir de base pour la solidarité plutôt que comme base de conflits et de divisions.

Bien que cette nouvelle approche est théorique et a été développée dans le monde académique, plusieurs idées viennent également d'acteurs travaillant directement sur le terrain. Bien que les organisations intergouvernementales, les organisations non-gouvernementales, les organismes donateurs et les communautés locales qui travaillent selon une dynamique socio-écologique, puissent contenir en eux-mêmes les germes de potentiels conflits, ils contiennent également les graines de la coopération.

De ce point de vue, le service des Nations Unies chargé de l'évaluation à la suite des conflits et des stratégies de gestion des catastrophes qui a été créé à la fin des années 1990, est un important exemple car ce service travaille en coopération avec des gouvernements dans des sociétés encore en guerre ou émergent tout juste de périodes de conflits. Ce service effectue une rapide évaluation environnementale, servant ensuite de base pour s'assurer que la dimension de la restauration de l'environnement et des ressources naturelles ne soit pas oubliée au milieu des importantes préoccupations sécuritaires et économiques d'après-guerre.

Aujourd'hui, nous ne connaissons pas grand-chose sur le potentiel préventif de l' « Environmental Peacebuilding » (consolidation de la paix environnemental). Ceci est dû au fait que les gouvernements ont été plutôt réticents à investir du temps, des efforts et des ressources dans cet agenda. Pourtant, avec l'exemple du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui privilégie la discussion sur l'utilisation d'une diplomatie préventive concernant le changement climatique et la rareté de la ressource en eau et son accès, je crois que nous observons les germes de nouvelles opportunités de mieux comprendre l'importance d'interventions proactives en faveur de la paix.

Aujourd'hui, les objectifs de développement durables (SDGs) fournissent un espace important où nous pouvons voir les opportunités de marier d'une part, des efforts pour gérer les risques de conflits liés à l'environnement et aux ressources naturelles, tout en offrant des opportunités de consolidation de la paix. Nous savons que les instruments et le cadre de connaissance que nous avons développés durant les deux dernières décennies autour du développement durable sera un élément essentiel pour fournir un accès sûr à l'eau potable, de l'air de bonne qualité, une réduction des risques de catastrophes et des modes de vie plus résilients pour la population à l'avenir. Mais nous comprenons aussi fort bien qu'adresser les risques de conflits autour des ressources naturelles et inclure des opportunités pour la consolidation de la paix de manière proactive doit aussi être une partie intégrante de l'agenda politique.

Ce qui veut dire qu'une seconde série d'instruments est essentielle: une approche basée sur les droits, le dépistage des conflits sensibles, la médiation environnementale, des systèmes transparents et le contrôle des responsabilités aux niveaux international et transnational ainsi que, plus important encore, la construction d'institutions proactives capables d'anticiper la résolution de conflits. Cette seconde série d'instruments est tout aussi importante à mettre en place que la réalisation des objectifs de développement durable. Merci.

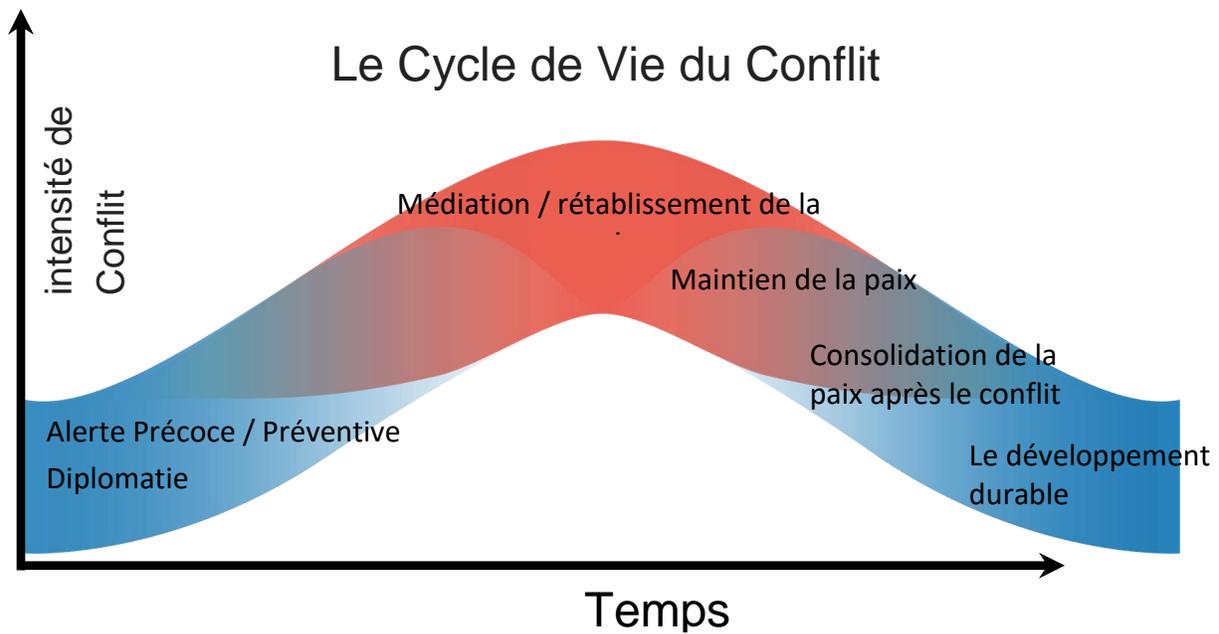
1.3 CADRE CONCEPTUEL POUR LA « CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE » (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce chapitre vous donnera une introduction aux différentes manières selon lesquelles les ressources naturelles et l'environnement peuvent affecter les conflits et la paix tout au long du cycle de vie d'un conflit. Souvent, les conflits armés commencent sous forme d'une contestation sociale. Ce peut être sur le pouvoir, la richesse, les valeurs, des violations, des marginalisations politiques ou une combinaison de tous ces facteurs. Des efforts sont souvent mis en place afin de détecter ou de résoudre ces disputes avant qu'elles ne dégénèrent en violence.

D'une fois que ces disputes éclatent en violence, ou pire en conflits armés, les efforts se concentrent sur la résolution du conflit. C'est le rétablissement de la paix. Lorsqu'un accord de paix est en place, les soldats internationaux, la police et les civils sont souvent invités à aider à préserver cette paix fragile. Cette étape est connue sous le nom de maintien de la paix. Avec la fin des hostilités, on observe une période de transition vers la consolidation de la paix et si celle-ci est réussie, il y a ensuite une transition vers un développement durable. La transition d'une période de consolidation de la paix après un conflit vers l'étape du développement durable est souvent difficile à identifier, bien qu'il soit important de mentionner que la distinction est généralement faite lorsque l'on observe que les dialogues et les débats sociaux et politiques ne sont plus dominés par les préoccupations du conflit, ses causes ou ses effets.

Il est important de noter que c'est une description extrêmement simplifiée des conflits. Tous les conflits ne passent pas forcément par ce processus, ou ne suivent pas forcément ces étapes de manière linéaire. Quelquefois, les disputes sont résolues avant qu'elles ne puissent dégénérer en violence et entre un quart et la moitié de tous les conflits armés resurgissent après dix ans. Dans la plupart des cas, un premier conflit politique entre les leaders fonde ou alimente, par la suite, des conflits sociaux entre différents groupes.

Prenons un moment pour réfléchir à quatre termes clés qui apparaîtront tout au long de ce cours. Le terme conflit désigne souvent un désaccord prolongé entre deux ou plusieurs parties. Des conflits violents apparaissent lorsqu'il y a de la violence collective comme de l'instabilité civile, des émeutes, des actes terroristes individuels ou d'autres actes de violence sporadiques. Les conflits armés sont des conflits politiques où le recours soutenu à la force armée conduit à un minimum de 25 personnes mortes au combat et où au moins une des deux parties est le gouvernement d'un Etat. L'après-conflit désigne la période, suivant un conflit armé, caractérisée par un arrêt de la violence mais une persistance de plaintes, de méfiance et de conflits sociaux.



Les ressources naturelles et l'environnement peuvent représenter autant des risques que des opportunités durant les différentes phases du cycle de vie d'un conflit. Les plaintes autour de l'allocation inégale des ressources naturelles et leurs recettes peuvent être considérées comme causes de certains conflits. En effet, les protestations encouragées par la corruption peut être une cause significative de conflits. Au Sierra Leone, les protestations sur la distribution du territoire, la corruption dans le secteur du diamant et le partage inégal de ses bénéfices ont été des facteurs importants lors de la guerre civile qui a tué environ 70,000 personnes et déplacé plus de 2 millions.

La pollution extrême et la dégradation environnementale peuvent aussi être des causes contribuant à ce conflit. A Bougainville, en Papouasie Nouvelle Guinée, la pollution de l'eau induite par l'exploitation de l'or de Panguna et des mines de cuivre ainsi que le manque de bénéficiaires de ce commerce a mené à un mouvement sécessionniste qui a dégénéré en guerre civile.

Il existe trois risques différents pour les ressources naturelles et l'environnement durant un conflit armé : être utilisés pour le financement du conflit, l'environnement utilisé comme arme de guerre, et être endommagés par le conflit. Les ressources naturelles peuvent fournir une source de revenus pour les rebelles et d'autres groupes armés. Depuis la fin de la Guerre Froide, les revenus des ressources naturelles ont été utilisés par des rebelles dans plus de 35 pays afin de financer de majeurs conflits armés. Comme par exemple les diamants, au Sierra Leone, en Côte D'Ivoire et en Angola. La plupart des gens seront familiers avec le terme " diamants de sang" mais il existe également un éventail d'autres ressources naturelles qui peuvent financer les conflits. Le charbon, la pèche et les bananes en Somalie, l'opium issu du pavot et le lapis lazuli en Afghanistan. N'importe quelle ressource qui peut fournir une source de revenus peut être employée par les rebelles pour financer les conflits armés.

L'environnement peut aussi être utilisé comme une arme de guerre. Durant la guerre du Viet Nam, les troupes américaines ensemençaient les nuages au dessus du Viet Nam afin de ralentir

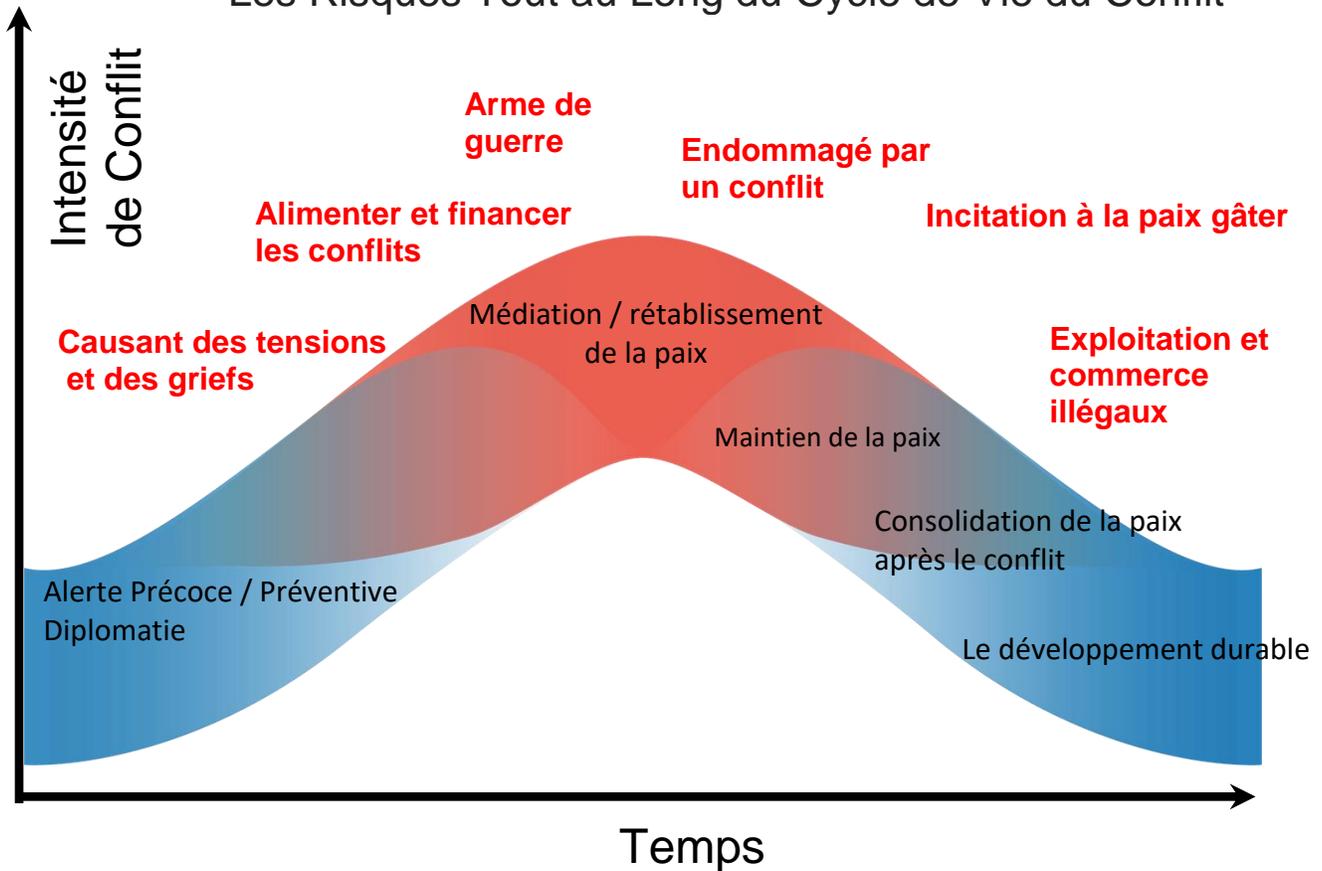
l'avancée des forces militaires Viet Cong. Durant les années 1990-91 de la guerre du Golfe, l'Iraq a enflammé plus de 600 puits de pétrole et a ouvert les valves d'un terminal pétrolier situé au large des côtes, créant la plus importante marée noire que le monde ait jamais expérimenté auparavant. Les Talibans ont fait exploser un barrage au sud de la province de Kandahar en Afghanistan, et une préoccupation similaire concerne l'état Islamique qui pourrait faire exploser des barrages en Iraq. Dans un certain nombre de guerres caractérisées par des purifications ethniques comme le cas du Darfour et de l'ancienne république de Yougoslavie, des combattants ont empoisonné des puits contraignant des personnes à quitter leurs communautés.

Alors que les gens sont plutôt familiers avec l'idée des conflits basés sur les ressources et de l'emploi de l'environnement comme arme, le dommage environnemental le plus commun et le plus sérieux vient de l'effondrement de la gouvernance environnementale et des stratégies de survie à court-terme que la population doit adopter durant les conflits armés. Par exemple, en Afghanistan, une déforestation de grande envergure persiste car le gouvernement ne peut pas empêcher les gangs criminels de couper les arbres. En conséquence, la population coupe les arbres de leurs vergers, les revendant comme bois de chauffage afin de s'assurer au moins quelques bénéfices pour eux-mêmes. Dans certaines régions, la couverture forestière a décliné significativement. Dans la province de Badghis, par exemple, la couverture forestière a décliné de 98 pourcent de 1977 à 2002.

Les ressources naturelles présentent aussi des risques lors de la fin des conflits armés. Même lorsque des pactes de paix ont été conclus et que les combats ont cessé ostensiblement, les ressources naturelles peuvent fournir une incitation à saboter les efforts de paix. Les groupes armés ainsi que d'autres individus ayant exploité les ressources naturelles illégalement ou illicitement durant les conflits armés cherchent souvent à continuer à bénéficier de cette exploitation. A l'est de la république démocratique du Congo, par exemple, la faible gouvernance permet aux groupes armés de continuer à extraire de l'or, de l'étain et d'autres minéraux malgré l'existence d'un accord de paix. Cette exploitation conduit à plus de tensions et d'instabilité.

Lorsque l'on prend du recul, on aperçoit alors qu'il existe une grande variété de risques lors des différentes phases du cycle de vie d'un conflit. Ces risques ont traditionnellement été au centre du domaine de recherche connu sous le nom de sécurité environnementale. Cependant, comprendre les facteurs de conflit n'est que la première étape pour créer un environnement propice à la paix durable. Il est tout aussi important de comprendre les opportunités. Les ressources naturelles et l'environnement offrent des opportunités positives pour mettre fin aux conflits, renforcer la reprise et instaurer la paix.

Les Risques Tout au Long du Cycle de Vie du Conflit



Reconnaissant que la mauvaise gestion des ressources naturelles et de l'environnement peut contribuer à être une cause de conflits, des efforts toujours plus importants cherchent à améliorer la gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement afin d'empêcher les conflits de s'aggraver. Ces efforts incluent, par exemple, l'Initiative en faveur de la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), qui cherche à utiliser la transparence afin d'éviter la corruption dans le paiement de taxes associées au pétrole, au gaz et aux minéraux.

Les principes du consentement préalable, libre et éclairé cherchent à éviter l'aggravation des conflits. D'autres stratégies adoptées incluent l'alerte rapide et l'emploi de la diplomatie préventive. En détectant rapidement les disputes autour des ressources naturelles et de l'environnement, ces approches cherchent à empêcher ces disputes de s'aggraver en conflits armés. En Amérique latine, un fond pour les actions précoces permet aux communautés de trouver

des solutions durables aux différends autour des ressources naturelles avant que ceux-ci ne conduisent à la violence.

Les ressources naturelles et l'environnement fournissent aussi des points de départ pour engager le dialogue et fournir des incitations économiques afin de résoudre des conflits armés. Par exemple, le partage des revenus du pétrole a été central afin de cesser les décennies de conflits entre le Soudan et le Soudan du Sud. De plus en plus, les négociateurs de paix et les parties belligérantes ont reconnu l'importance des ressources naturelles dans le processus de paix. En effet, de 2005 à 2016, tous les accords de paix majeurs ont inclus des dispositions concernant les ressources naturelles et l'environnement, incluant souvent de multiples dispositions liant plusieurs dimensions.

Durant la consolidation de la paix après le conflit, les ressources naturelles sont particulièrement importantes pour l'embauche et la subsistance de la population ainsi que pour les revenus du gouvernement, nécessaires pour fournir les services basiques à la population. Ici, comme partout, les caractéristiques d'une ressource naturelle particulière et l'économie politique du pays en question déterminent quelle ressource est importante pour les objectifs à atteindre. Quelquefois, la ressource employée pour la subsistance de la population ainsi que pour les revenus du gouvernement est similaire, comme c'est le cas pour le cacao en Côte d'Ivoire. Souvent, les ressources nécessaires pour la subsistance et les revenus sont différentes. Par exemple, en Angola, durant la période d'après conflits, plus de 99 pourcent des exportations et une des principales source de revenus pour le gouvernement venait du pétrole et des diamants. A cette époque, environ 80 % des Angolais dépendaient de l'agriculture pour leur subsistance, soulignant ainsi l'importance du territoire et de l'eau.

Combinant les risques et les opportunités présentés par les ressources naturelles et l'environnement, nous avons observé cette tendance globale. Souvent, ces risques et ces opportunités sont liés thématiquement et apparaissent tout au long du cycle de vie d'un conflit. Mais, comment donner un sens à tout ceci? La consolidation de la paix environnementale (« Environmental Peacebuilding ») fournit un cadre conceptuel afin de comprendre les liens existants entre les ressources naturelles et l'environnement d'une part, et la paix et les conflits de l'autre.

La consolidation de la paix environnementale désigne le processus de gestion et de gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement pour soutenir la paix durable. En 2017, le Conseil de Sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté un cadre conceptuel de maintien de la paix. La création d'un espace pour le maintien de la paix requiert une approche compréhensive de la prévention des conflits et de l'identification de ses causes fondamentales par le renforcement de la primauté du droit, de la promotion d'un développement économique continu et durable, de l'éradication de la pauvreté, du développement social, du développement de ressources naturelles durables, de la réconciliation et de l'unité.

La consolidation de la paix environnementale inclut une importante variété de considérations et d'actions tout au long du cycle de vie d'un conflit, mais l'importance est vraiment de comprendre comment les ressources et l'environnement peuvent être employés pour l'agenda du maintien de la paix. Ceci inclut des efforts de prévention, de mitigation et de résolution et de rétablissement de conflits violents. Ceci inclut également des méthodes afin d'adresser les problèmes sous-jacents- qui revient souvent à adresser le problème de la paix négative, qui est l'absence de conflit- et développer la confiance, qui se réfère à la paix positive.

La consolidation de la paix environnementale comprend autant l'emploi de ressources naturelles renouvelables comme le territoire, l'eau et les ressources halieutiques, mais également les ressources non-renouvelables comme les minéraux, le pétrole et le gaz. D'autres considérations environnementales à plus grande échelle sont incluses comme les écosystèmes et les services écosystémiques, la dégradation environnementale et le changement climatique. Les activités de consolidation de la paix environnementale se passent à plusieurs niveaux, de l'échelle locale à l'échelle nationale en passant par le niveau régional et international. Le lien entre, d'une part, l'environnement et les ressources naturelles et, de l'autre, les conflits et la paix est bien répandu. Dans plusieurs cas, ces ressources jouent un rôle central dans les dynamiques de paix et de conflits. Ces liens sont souvent connectés à d'autres causes de conflits, comme une faible gouvernance ou des marginalisations religieuses ou ethniques.

La consolidation de la paix environnementale fournit un cadre fondamental pour comprendre les divers liens existants entre l'environnement, les conflits et la paix ainsi que des théories pour agir sur ses liens. Il est important de noter que ces considérations et ces approches de gestion des ressources naturelles afin de construire et maintenir la paix peuvent et devraient être abordées sous différentes perspectives. D'un point de vue sécuritaire, d'un point de vue économique, d'un point de vue social, d'un point de vue environnemental mais également humanitaire.

Dans ce contexte, les objectifs de développement durable (SDGs) sont importants. Adoptés en 2015, les SDGs intègrent des dimensions économiques, sociales, environnementales et des dimensions de paix. Ils reconnaissent qu'il n'est pas possible d'avoir la paix sans développement durable, et qu'il n'existe pas de développement durable sans paix. L'objectif 16 souligne l'importance de la paix et d'une bonne gouvernance en tant que questions intersectorielles affectant tous les autres objectifs. De plus, plusieurs autres objectifs et buts sont aussi pertinents pour la consolidation de la paix environnementale.

1.4 ÉTUDE DE CAS : CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE À LA COLOMBIE (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bienvenue pour cette étude de cas sur la consolidation de la paix environnementale en Colombie. C'est une étude de cas extrêmement intéressante car elle regroupe plusieurs des challenges dont nous discuterons tout au long de ce cours.

Il existe vraiment très peu d'autres guerres civiles qui ont été autant influencées et transformées par les ressources naturelles que ce que nous voyons en Colombie. En fait, l'avenir de ce processus de paix dépendra largement de comment les disputes de longue date autour du territoire et des ressources naturelles seront résolues et comment ces ressources pourront contribuer au développement économique des zones rurales.

Maintenant, si votre interprétation du cas de la Colombie a été largement influencée par d'anciens documentaires sur la guerre civile ou par des séries comme « Narcos », il est vraiment temps d'actualiser ces perceptions. La Colombie est un pays d'une incroyable beauté et diversité, renforcées par un éventail impressionnant de ressources naturelles. En fait, c'est un des pays les plus importants au monde concernant la biodiversité et il peut être divisé en 5 régions distinctes.



Premièrement, la région Pacifique. C'est une zone de forêts tropicales humides et un hotspot global pour la biodiversité.

La région des Caraïbes est la partie la plus au Nord du pays et est particulièrement connue pour avoir certaines des plus belles plages du monde.

La région des Andes est dominée par la cordillère des Andes mais également par la culture du café.

La région amazonienne, un autre hotspot pour la biodiversité, est relativement isolée du reste de la Colombie.

Et la région de l'Orinoque est principalement composée de prairies, de plaines et de production de bétail.

Alors, maintenant que nous avons eu un bref aperçu géographique, il est temps d'entrer dans le vif du sujet. Le conflit colombien est complexe et il est vraiment difficile de le résumer de manière simple, car il a passé par plusieurs phases et a inclus de nombreux acteurs différents. Le conflit a commencé au milieu des années 1960 comme une guérilla de faible intensité entre un groupe armé rebelle et le gouvernement colombien. La relation entre les acteurs du conflit en Colombie est complexe, mais essentiellement, nous pouvons essayer de la réduire en cinq groupes principaux.

Le gouvernement, les FARC, l'ELN, différents groupes paramilitaires qui se sont formés en réponse au conflit et qui ont finalement fusionné autour des « Forces Unies d'Autodéfense de Colombie » AUC, et d'autres groupes criminels organisés appelés les « Bandas Criminales », or BACRIM. Pendant plus de cinq décennies, le conflit a connu des hauts et des bas, causant la mort de plus de 220 mille personnes, directement imputable à cette guerre, ainsi que plus de 5 millions de personnes déplacées et plus de 7.4 millions de personnes officiellement répertoriées comme victimes de guerre.

Bien que le conflit ait d'importantes dimensions politiques et socio-économiques, une des principales causes a été la question des titres de propriété et la grande inégalité dans la possession du territoire. Depuis l'Époque de la colonisation, les droits de propriété ont été déséquilibrés et instables. Depuis le début du 19ème siècle, le besoin d'une réforme agraire a toujours été un sujet de discussion. Toutes les tentatives de mise en place d'une réforme du territoire effective ont échoué.

En 1957, les Libéraux et les Conservateurs, séparant les sièges du Congrès entre eux, ont créé une alliance nommée le « Front National », et ils ont efficacement dirigé le pays chacun à leur tour. L'exclusion des partis politiques de gauche a mené et encouragé la création d'autres mouvements politiques. L'année 1964 a vu l'établissement des FARC et de l'ELN. Ces deux mouvements ont revendiqué qu'ils représentaient les pauvres et ont mobilisé le soutien politique en encourageant les réformes du territoire et la redistribution.

Pourtant, pour financer leurs campagnes, les FARC sont devenus spécialement dépendants de différentes sources de revenus, incluant un système d'extorsion et de taxation qui facturait tous les niveaux de la production de cocaïne, depuis la récolte jusqu'à la préparation et la contrebande. Finalement, dans les années 1980, des groupes paramilitaires ont émergé, en réponse aux attaques et à l'extorsion des FARC et de l'ELN, comme forces d'autodéfense des propriétaires terriens ruraux et des cartels de drogue. Entre 1994 et 1997, ces groupes paramilitaires se sont unifiés en tant que « Forces Unies d'Autodéfense de Colombie », aussi connu sous le nom de AUC. Bien qu'ils étaient initialement une force d'autodéfense, ils sont aussi devenus incroyablement connectés aux cartels de drogue comme source de revenus et de pouvoir. Durant la même période, les FARC étaient déclarés la plus riche guérilla armée au monde, avec un revenu annuel estimé à 800 millions de dollars.

Au début des années 2000, le gouvernement était déterminé à résoudre le conflit. Les discussions de paix avec les FARC ont duré trois ans mais se sont finalement brisées. En 2002, l'AUC était présent dans 28 des 32 départements colombiens où il se battait contre des groupes de guérilla pour le territoire.

En 2003, le gouvernement colombien et les groupes paramilitaires ont signé l'accord de « Santa Fe de Ralito » qui a initié la démobilisation de l'AUC. Pourtant, tous les groupes paramilitaires ne se sont pas dispersés. Certains se sont transformés en gangs criminels appelés les « Bandas Criminales », ou BACRIM. En 2006, il existait environ 33 gangs criminels qui étaient lourdement impliqués dans le trafic de drogue. Plusieurs d'entre eux ont établi des alliances avec les FARC et l'ELN afin de maintenir la production et le trafic de cocaïne.

Finalement, les groupes de guérilla et les gangs criminels ont aussi ajouté l'exploitation minière illégale comme source additionnelle de revenus. En 2010, l'or a même remplacé la production de cocaïne comme moyen de financement des groupes armés dans au moins huit départements. Le Bureau de l'Ombudsman a déclaré qu'en 2010, au moins 50% des mines de Colombie étaient illégales et que plusieurs d'entre elles étaient contrôlées par des acteurs armés. Également, 44% des municipalités du pays ont été affectées par l'exploitation illégale d'or, de charbon et d'autres minéraux. L'or était aussi très utile pour le blanchiment d'argent. Au contraire de la cocaïne, l'or est un produit légal qui peut être exporté légalement et dont la source n'est pas retraceable aisément. En effet, entre 2008 et 2010, l'exportation d'or colombienne a augmenté de 135% et a généré entre 1.9 et 2.6 milliards de dollars de revenus par année.

En 2010, le président Juan Manuel Santos a été élu. Il a initié un processus de paix avec les FARC qui s'est conclu par l'accord de paix de la Havane en novembre 2016. Après ce succès, en 2017, le gouvernement a initié des discussions de paix avec l'ELN. L'accord de la Havane est composé de six points principaux qui incluent: une réforme rurale intégrale, une participation politique, un cessez-le-feu bilatéral et la cessation des hostilités, des solutions au problème illicite de la drogue, des dispositions pour les victimes et des mécanismes de mise en œuvre et de vérifications.

Aujourd'hui, l'accord de paix crée un important précédent juridique car il contient des actions précises concernant la durabilité environnementale, la gestion des ressources naturelles et des perspectives très progressistes sur le genre. Pour la phase d'après conflit, l'une des priorités du gouvernement est la promotion de technologies et de pratiques durables ainsi que des alternatives économiques qui rendent possible la maximisation des dividendes environnementaux ainsi que de l'emploi des ressources naturelles pour la paix. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a été invité par le président à fournir une assistance technique durant ce processus.

Il y a donc cinq principales dispositions liées au processus de paix qui se rattachent ou dépendent directement des ressources naturelles et de l'environnement. Celles-ci incluent: l'aménagement territorial et la réforme rurale intégrale; les cultures illicites; l'exploitation minière illégale; le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants; la conservation environnementale et la déforestation.

Il y a clairement plusieurs priorités dans le processus de paix colombien et les ressources naturelles renforcent plusieurs d'entre elles. Mais par où commencer? Comment peut-on coordonner ces actions et comment peut-on s'assurer que les ressources naturelles et

l'environnement contribueront concrètement à ce processus de paix? C'est une question fondamentale qui guide et motive ce cours.

A mesure que la Colombie progressera dans ce processus de paix, cela nous donnera plusieurs leçons pratiques sur la consolidation environnementale de la paix. Avec un peu de chance, la plupart des instruments et des approches utilisées dans ce cours pourront être déployés en pratique sur le terrain. Nous allons nous référer à nouveau à l'exemple colombien tout au long de ce cours, alors ne soyez pas surpris s'il réapparaît également à l'examen final. Merci.

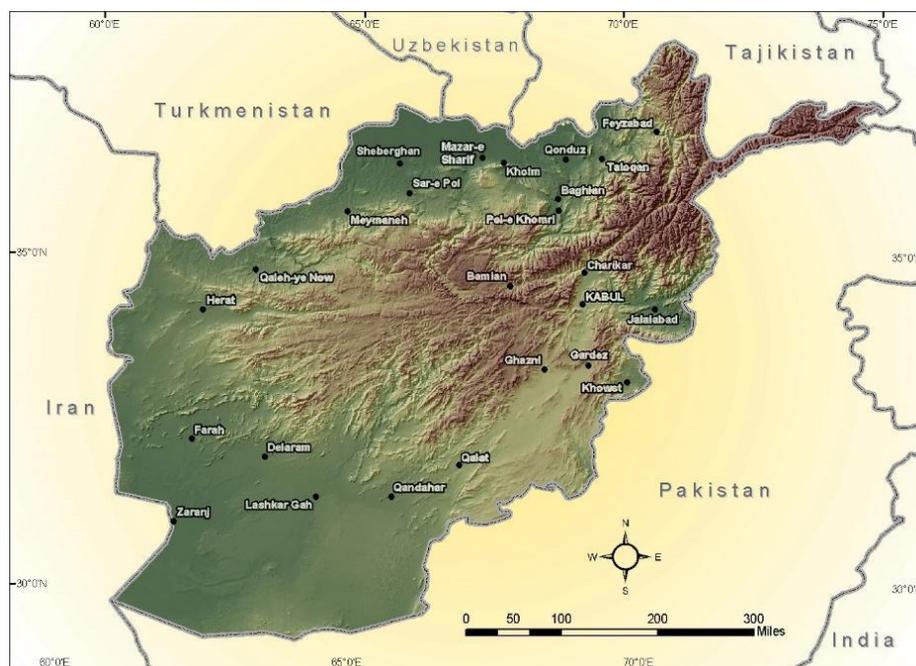
1.5 ÉTUDE DE CAS : L'ACTIVITÉ MINIÈRE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE EN AYNAK, AFGANISTAN (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bonjour tout le monde et bienvenue à cette étude de cas sur les ressources minières et la consolidation de la paix en Afghanistan. Ce cas est très intéressant car il met en relation plusieurs enjeux développés dans ce cours et dans d'autres chapitres. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement travaille sur les ressources naturelles et la consolidation de la paix en Afghanistan depuis 2003. Nous nous baserons directement sur certaines de leurs expériences et de leurs leçons.

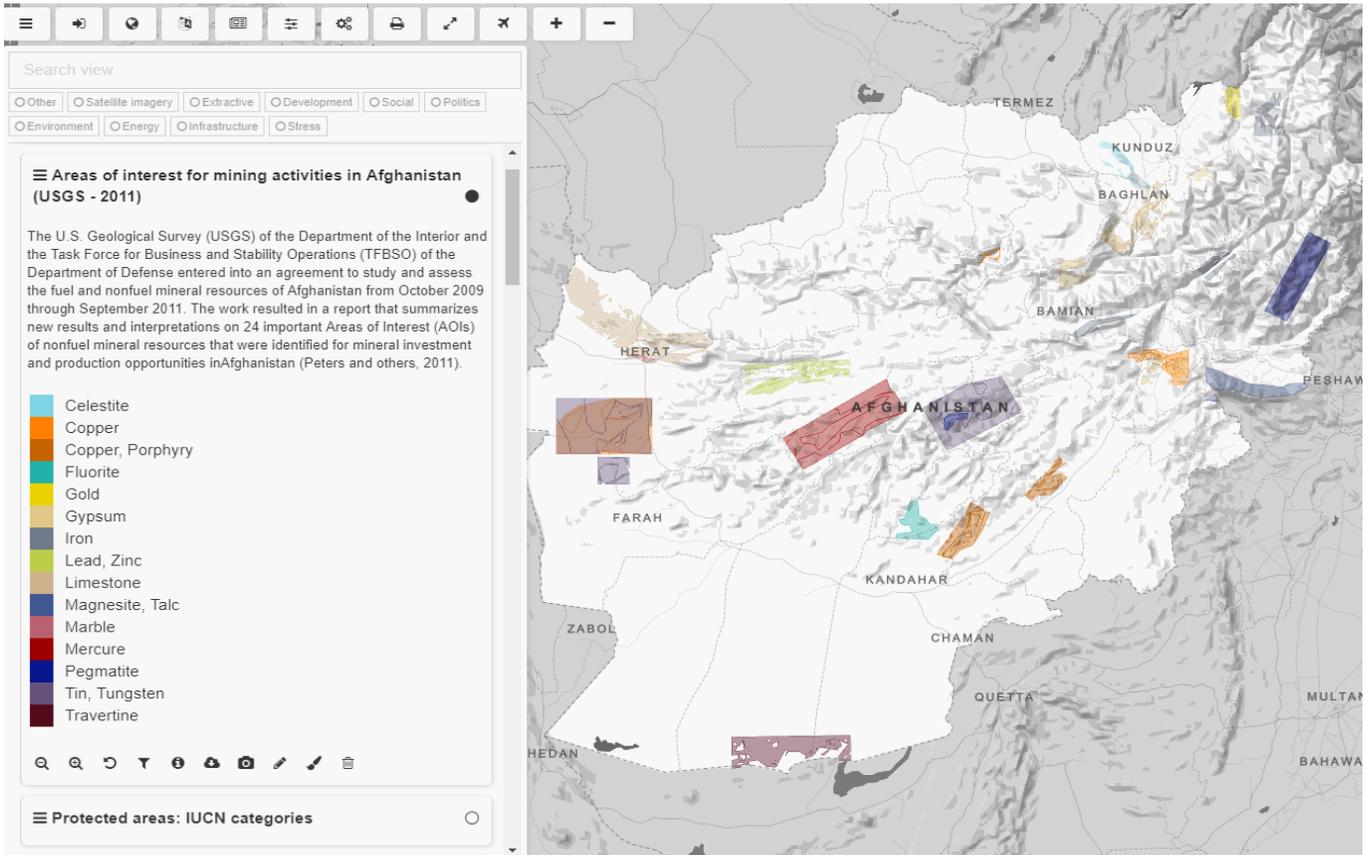
Maintenant, avec ce cas, nous allons explorer la richesse en ressources minières de l'Afghanistan et comment cette abondance peut potentiellement contribuer à la stabilisation et à la reconstruction d'après-guerre. Les dernières estimations suggèrent que l'Afghanistan détient entre 1 et 3 trillions de dollars américains en ressources minières. Mais comment les mines et ses infrastructures peuvent être développées dans un contexte d'insécurité, de faible gouvernance et de faible niveau de confiance de la population? Dans ce contexte, comment l'Afghanistan peut s'assurer que les ressources minières deviennent une bénédiction et une force de croissance économique plutôt qu'une malédiction et une source de conflits?

Nous allons nous concentrer aujourd'hui sur la mine de cuivre d'Aynak dans la province du Logar. Si le projet de la mine d'Aynak est bien géré, cette mine pourrait produire jusqu'à 100 billions de dollars de cuivre, contribuant de manière significative au développement du pays. Mais ce projet devra traiter et surmonter six enjeux principaux qui pourraient déclencher des conflits au niveau local et empêcher ce projet de se développer.

Alors, commençons cette étude de cas. Nous allons débiter par un bref survol géographique de l'Afghanistan. La plupart des opinions sur l'Afghanistan sont généralement influencées par les reportages journalistiques et particulièrement les images des soldats de l'OTAN, en opération dans les déserts de la province de l'Helmand. Mais l'Afghanistan est un magnifique pays, et en réalité, l'Afghanistan détient une grande diversité de paysages. Il y a les montagnes fertiles des plaines du Nord. Il y a des hautes montagnes au centre du pays mais également des hauts plateaux et des déserts sablonneux au Sud.



Maintenant, ayant pris les paysages naturels en considération, seulement 12% du pays fournit de la terre arable adéquate pour l'exploitation agricole. Cette situation renforce la compétition pour le territoire et les autres ressources naturelles. Environ 80% des précipitations tombent sous forme de neige dans les hautes montagnes et ceci a également d'importantes implications concernant le changement climatique. Ici, vous voyez une carte du potentiel minier national de l'Afghanistan. Ce potentiel est estimé à des valeurs de 1 à 3 trillions de dollars américains. Ceci inclut le cuivre, le fer, l'or, le lithium ainsi qu'une série de métaux rares.



A présent, il y a trois investissements commerciaux de grande échelle, environ 170 opérateurs de petite à moyenne échelles et jusqu'à 3000 mineurs artisanaux. Bien sûr, il y a énormément d'enjeux de gouvernance autour de ce secteur. Le ministère des mines a peu de capacité pour réguler les opérateurs de petite et moyenne échelles ou collecter des taxes. Le pays n'a pas encore rempli les exigences de l'Initiative relative à la transparence des industries extractives (ITIE). Des groupes armés, comme les Talibans, interfèrent avec certaines des petites exploitations minières, comme celles du lapis lazuli et d'autres pierres précieuses.

Nous allons maintenant investiguer certains enjeux que ce projet soulève en employant la mine de cuivre de l'Aynak comme étude de cas. La mine de l'Aynak représente un gisement minier de classe mondiale. On estime qu'il est le second gisement de cuivre le plus important au monde. En 2000, le gouvernement afghan a signé un contrat de location de 30 ans avec une corporation chinoise, « China Metallurgical Group Corporation and Jiangxi Copper », connue sous le nom de MCC-JCL et soutenue par le gouvernement chinois. Le prix de cette affaire a atteint 3 billions de dollars en faveur d'Aynak. L'investissement comprenait également 500 millions de dollars pour la

construction d'une centrale électrique, de routes et d'une ligne de chemin de fer entre le Tadjikistan et le Pakistan. La compagnie minière a estimé que le gisement contenait au moins 100 billions de dollars de cuivre avec une capacité de production d'environ 250,000 tonnes par an.

Egalement, les bénéfices d'un tel investissement sont conséquents. La banque mondiale a estimé que la création d'emploi pourrait inclure environ 4,500 emplois directs, 7,600 emplois indirects et environ 62,500 emplois induits. Bien sûr, le développement prospère du gisement de l'Aynak est dépendant de la résolution de six enjeux principaux. Ceux-ci incluent: l'insécurité, la réinsertion et les conflits avec la communauté locale ; le manque d'infrastructures ; les impacts environnementaux ; les impacts sur l'héritage culturel et la faible gouvernance. Maintenant, regardons chacun de ces facteurs en détails.

Premièrement l'insécurité. Le développement des ressources naturelles en Afghanistan ne peut pas vraiment être compris isolément du contexte sécuritaire général du pays. Les facteurs suivants doivent être compris et adressés. Avant tout, la province du Logar a récemment été témoin d'une renaissance des Talibans dans cette région, ainsi que de l'augmentation de la menace de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Avec le lancement des activités minières, la région a connu une augmentation de la violence avec des attaques dans le périmètre du site et des menaces faites contre de futures infrastructures énergétiques et ferroviaires qui pourraient être très difficiles à protéger. Les combats entre les différentes tribus, sur l'accès et le contrôle du territoire, se sont également intensifiés et, en réponse, le gouvernement a déployé une force de 1,700 hommes pour protéger la mine. Malheureusement, cette force est souvent en conflit avec la population locale qui reporte des accidents d'intimidation. Bien sûr, les intérêts géopolitiques des ressources minières de l'Afghanistan continuent d'évoluer. La récente annonce des États-Unis de renforcer le nombre de ses troupes peut transformer le paysage sécuritaire tant nationalement que localement autour d'Aynak.

Le deuxième challenge : le relogement et les conflits de la communauté locale. Le développement de la mine requiert le relogement de cinq villages contenant plus de 117 familles affectées par ce projet. La somme totale de compensation payée à ces familles est de 811 mille dollars. De plus, ils ont tous reçu un terrain résidentiel d'environ 450 mètres carrés dans une zone de réinstallation ainsi qu'un accès à de nouvelles commodités. En plus de ces cinq villages, au moins deux autres villages pourraient être relogés si le projet se développe. Aujourd'hui, le relogement et le développement tardif de la mine a conduit à de nombreuses réclamations des villageois locaux. Des focus groupes avec les communautés locales dans lesquels nous avons été impliqués révèlent du mécontentement ainsi qu'un important manque de respect tout au long du processus de relogement, un manque d'accès à leurs nouveaux terrains agricoles à cause des couvre-feux imposés par les forces de sécurité, des paiements de compensation insuffisants et de la compétition pour le territoire et l'eau dans la zone de réinstallation. Les tensions entre les tribus se sont vues amplifiées par ce déplacement et par le manque d'accès à des mécanismes de prise en charge des réclamations.

Le troisième challenge est le manque d'infrastructures. Maintenant, comme nous l'avons dit précédemment, étant donné le statut géographique de l'Afghanistan et sa distance aux ports, il est nécessaire de débloquer le potentiel financier d'Aynak afin de développer de vastes infrastructures, incluant des chemins de fer et des infrastructures énergétiques. Les prix du cuivre ont baissé de \$US 9,000 par tonne à \$US 6,000. La baisse dans le prix du cuivre a contribué à la renégociation des termes du contrat par la compagnie minière. En particulier, elle a cherché à réduire l'investissement dans les infrastructures et le paiement des redevances. Aujourd'hui, les

négociations sont bloquées et le projet reste suspendu. Si un accord concernant le partage des coûts des infrastructures ne peut pas être conclu, le projet ne verra pas le jour.

Le quatrième challenge concerne les impacts environnementaux. Le développement et l'exploitation de la mine peuvent créer des impacts significatifs sur l'environnement. L'eau, en particulier, peut être touchée. La consommation totale d'eau pour la mine de cuivre d'Aynak, durant les 16 premières années, est estimée autour de 584,000 mètres cube par jour. Sans un réel plan de gestion environnementale, la province du Logar, Kaboul, et les zones alentours pourraient faire face à une crise de l'eau et le changement climatique ne fera qu'amplifier la pénurie d'eau dans la région. Les déchets. Une forte capacité de réglementation sera requise afin d'assurer la construction vigilante et la surveillance des digues à stériles afin de gérer les résidus de la mine et d'empêcher la contamination de la rivière.

Le cinquième challenge est l'héritage culturel. Mes Aynak, situé à côté d'Aynak, est un des sites archéologiques les plus prolifiques de l'Afghanistan. Mes Aynak contient une collection particulière de monastères bouddhistes et des zones résidentielles et commerciales provenant du 5ème et 6ème siècles. Ce sont des vestiges de l'Age de Bronze et d'anciennes fortifications qui entouraient la ville basée sur l'exploitation prospère du cuivre et de ses gisements.

Et finalement, la gouvernance. Aujourd'hui, établir un cadre de forte gouvernance est absolument critique afin d'assurer le développement prospère d'Aynak. A l'heure actuelle, la gouvernance fait face à de nombreux défis. Avant tout, un manque de transparence. Le contrat de concession n'est toujours pas accessible au public et plusieurs personnes ne savent pas comment les nombreux impacts sociaux, environnementaux et archéologiques pourront être atténués. Deuxièmement, il y a un manque de confiance entre les communautés locales face au gouvernement local et à l'opérateur du secteur privé qui contribue à un blocage du dialogue et des voies de communications entre tous les acteurs. Troisièmement, les dispositions et les protections autour du partage des revenus et des bénéfices sont trop floues. Les nombreux bénéfices potentiels liés à la construction de ce site, ou l'accès à de nouvelles infrastructures n'ont pas été matérialisés, menant à des protestations locales. Et finalement: des mécanismes de prise en charge des réclamations. Aujourd'hui, bien qu'un comité officiel ait été établi par le gouvernement pour prendre en charge les réclamations, l'autorité ne semble pas être généralement reconnue par les communautés locales.

Alors, clairement, le projet se retrouve à un croisement. S'il se poursuit, il sera essentiel d'améliorer le niveau de transparence et la communication régulière sur son avancement, sur le partage des bénéfices et sur la mitigation des risques.

Et pour terminer, j'espère que cette étude de cas vous a vraiment montré l'opportunité potentielle que les ressources minières telle que le gisement de cuivre à Aynak représente pour l'Afghanistan, mais aussi le challenge extrême qui réside encore afin d'amener ce projet à être commercialement viable. Est-ce que des projets comme Aynak peuvent être développés dans un contexte général d'insécurité? Et qu'est-ce qui sera nécessaire à l'avenir pour sécuriser le site lui-même mais aussi le chemin parcouru par la ressource?

Si ce projet continue, les questions sur la gestion des revenus, du partage des bénéfices et de la performance environnementale seront extrêmement pertinentes pour les années à venir. Alors, prenez quelques instants, en vous référant aux enseignements des autres chapitres de ce cours, pour imaginer quelles recommandations vous donneriez afin que ce projet se poursuive. Merci.

MODULE 2: LES RESSOURCES NATURELS ET LES CAUSES DES CONFLITS

LECTURES

A New Climate for Peace. Taking Action on Climate and Fragility Risks (Executive Summary) (2015) (24pp)

Darfur: Rainfall and Conflict (2008) (10pp)

Backdraft - The Conflict Potential of Climate Change (2013) (pp. 2-4)

Why Do Conflicts over Scarce Renewable Resources Turn Violent? A Qualitative Comparative Analysis (2014) (10pp)

Natural Resources and Conflict: A Guide for Mediation Practitioners (2015) (pp. 7-27)

Fragile Environment, Fragile State: What Role for Conflict-Sensitivity and Peace-Building? (2009) (10pp)

Building Peace in Fragile Contexts: Lessons on Conflict-Sensitivity from South Sudan (2016) (3pp)

Building Peace through Principle 10: Access Rights and the Prevention of Environmental Conflict (2015) (pp. 1-9, 19-26)

Analytical Frameworks to Understand the Historical Context, Process, and Determinants of Natural Resource Conflict. Andrews (2018) 4 pp.

LECTURES FACULTATIVES

Diamonds in War, Diamonds for Peace: Diamond Sector Management and Kimberlite Mining in Sierra Leone (2012) (26pp)

Negotiation and Mediation Techniques for Natural Resource Management (2007)

Addressing Natural Resource Conflicts: Working Towards More Effective Resolution of National and Sub-National Resource Disputes (2015)

Early Warning and Economic, Social and Cultural Rights (2016)

Natural Resources Charter

Harnessing the Fourth Industrial Revolution for the Earth (2017)

Harnessing Artificial Intelligence for the Earth (2018)

Power, Contested Institutions and Land: Repoliticizing Analysis of Natural Resources and Conflict in Darfur (2017)

The Politics of the Resource Curse (2013)

Diamonds in War, Diamonds for Peace: Diamond Sector Management and Kimberlite Mining in Sierra Leone (2012) (26pp)

Negotiation and Mediation Techniques for Natural Resource Management (2007)

Addressing Natural Resource Conflicts: Working Towards More Effective Resolution of National and Sub-National Resource Disputes (2015)

The Rise in Conflict Associated with Mining Operations: What Lies Beneath? (2016)

Resilience and Environmental Security: Towards Joint Application in Peacebuilding (2017)

Contracts Confidential: Ending Secret Deals in the Extractive Industries (2009)

Conflict Translates Environmental and Social Risk into Business Costs (2014)

What Lies Beneath? CIRDI Study

The Case for a Digital Ecosystem for the Environment : Bringing together data, algorithms, and insights for sustainable development

OUTILS ET GUIDES PRATIQUES

UN Guidelines for Effective Mediation (2012)

Conflict-Sensitive Conservation: Practitioners' Manual (2009)

Conflict-Sensitive Business Practice: Guidance for Extractive Industries (2005)

Conflict and Natural Resource Management (2000)

OECD Guidelines for Multinational Enterprises (2011)

2.1 INTRODUCTION MODULE 2 (LECTURER: MARC LEVY)

Bonjour, mon nom est Marc Levy. Je suis un politologue qui étudie comment les systèmes sociaux et biophysiques interagissent. Et spécifiquement, comment ils créent des situations de vulnérabilité ou de résilience. J'ai beaucoup travaillé sur les connections entre le climat et la sécurité. Je suis au Earth Institute de l'Université Columbia, où je suis directeur délégué du CIESIN, le Centre pour un réseau d'informations international en sciences de la terre.

Durant ce module, nous observerons les conditions selon lesquelles l'environnement, les ressources naturelles et le climat augmentent le risque d'émergence de conflits violents. Quelquefois, comme raccourci, nous utilisons le terme environnement pour désigner la collection de ces trois éléments: l'environnement, les ressources naturelles et le climat. Ce module expliquera pourquoi, aujourd'hui, pratiquement tous les programmes de prévention des conflits incorporent ces facteurs dans leurs projets et nous illustrerons les différentes manières selon lesquelles des problèmes de sécurité environnementale peuvent émerger.

Alors que la reconnaissance de ces problèmes s'est intensifiée, les efforts pour gérer ces problèmes ont également augmenté. Ainsi, nous avons un large ensemble d'expériences et une communauté de pratiques sur lesquelles se baser pour faire des jugements sur la meilleure manière d'aborder ces enjeux particuliers.

Nous verrons que, bien que l'environnement, les ressources naturelles et le climat peuvent poser de sérieuses menaces pour la sécurité, la question de la sévérité de cette menace, partout dans le monde, dépend de facteurs qui peuvent être contrôlés.

Les choix que nous faisons en réponse aux risques environnementaux déterminent les résultats finaux. J'aimerais préciser que certaines des affirmations que nous faisons dans ce cours sont contestées. Les sujets présentés dans ce cours sont controversés et peuvent mener quelquefois à des débats très animés. Vous pourriez rencontrer des personnes, présentant des informations sur ces sujets d'une manière totalement différente de la notre et arrivant à des conclusions également différentes.

Nous pensons que l'existence de ce débat est sain et qu'il est un signe que ces problèmes sont pris au sérieux. Alors que nous explorerons comment l'environnement contribue à l'émergence de conflits violents et comment ces risques peuvent être atténués, nous ne vous demandons pas d'accepter tout ce que nous disons sans critiques; au contraire, nous voulons que vous compreniez le raisonnement et les expériences qui nous ont menés vers ces conclusions afin que vous puissiez les employer pour vous forger votre propre opinion.

2.2 LES FACTEURS DECLENCHANTS DE L'EMERGENCE DU CONFLIT (LECTURER: MARC LEVY)

J'ai commencé à travailler sur les enjeux de la sécurité environnementale depuis le milieu des années 1990, lorsqu'il y a eu un important regain d'intérêt concernant les connections entre le changement environnemental et les dynamiques de sécurité. A l'époque, j'étais plutôt sceptique par rapport aux affirmations faites, principalement parce que je pensais que les preuves données étaient assez faibles. Au fur et à mesure, de plus en plus de preuves se sont rajoutées et aujourd'hui je réalise combien ces deux phénomènes sont fortement connectés. Dans ce chapitre, nous étudierons les vecteurs de l'émergence de conflits violents.

Beaucoup de preuves se sont accumulées pour montrer que plusieurs problèmes environnementaux contribuent aux risques d'émergence de conflits violents. Les ressources naturelles peuvent jouer un rôle dans ces conflits en étant à l'origine de réclamations ou en étant des produits de valeur pouvant alimenter la convoitise. Le stress climatique peut créer des bouleversements dans des sociétés vulnérables aux conflits et la dégradation environnementale peut créer un éventail de problèmes sociaux qui peuvent promouvoir les conflits.

La connaissance de ces risques vient de plusieurs sources. La recherche académique s'est penchée sur des cas individuels comme le génocide au Darfour et la guerre civile en Papouasie Nouvelle-Guinée. Il existe également des analyses statistiques utilisant des bases de données couvrant des cas multiples et un corpus d'expériences de professionnels travaillant sur le terrain dans de nombreux pays. Toutes ces sources de savoir sont importantes pour élaborer des conclusions sur ces relations.

Ainsi, lorsque nous disons qu'un facteur environnemental est un vecteur de conflits violents ou qu'il augmente les risques de conflits violents nous établissons un lien spécifique de causalité. Pour éviter la confusion, il est utile de préciser à quel type de lien causal nous faisons référence car il en existe de plusieurs types. Par exemple, si je dis « si tu ingères du cyanure tu mourras, » c'est un lien causal particulier. Pourtant, si je dis, si tu manges une poignée de cacahuètes, cela te tuera si tu as une allergie sévère aux cacahuètes et si tu ne reçois pas rapidement un traitement médical, c'est un lien de causalité différent.

Dans le second exemple, nous disons qu'une action, manger des cacahuètes, amène à une autre action, mourir, seulement si d'autres facteurs sont présents. Prenons une autre comparaison. Si je dis, si tu bois une quantité d'alcool et qu'ensuite tu conduises une voiture, cela augmentera fortement le risque que tu aies un accident, c'est un certain lien de causalité. Mais si je dis, si tu as une alimentation riche en graisses saturées, cela augmentera la probabilité que tu aies une maladie du coeur si tu as le bagage génétique adéquat et si d'autres facteurs sont aussi présents, alors c'est un autre type de lien de causalité.

Maintenant, lorsque nous regardons la variété de liens de causalité qui sont faits concernant la connection entre l'environnement et les conflits violents, ils tendent à se rapprocher des exemples de l'alcool et du conducteur ou de l'alimentation riche en graisses et des maladies du coeur. Donc, les liens de causalité entre l'environnement et les conflits violents sont, en général, probabilistes et sont toujours contingents à la présence d'autres facteurs. Il est important de garder en tête la façon dont ces différents liens causaux peuvent être formulés afin que lorsque vous observez un débat, avant de comprendre pourquoi certaines personnes sont d'accord ou

non avec une affirmation particulière, vous puissiez d'abord comprendre de quel lien de causalité il est question.

Donc, l'attention portée à l'environnement, aux ressources naturelles et au climat comme forces motrices de conflits violents s'est accrue. Ceci est dû aux pressions importantes dont ces facteurs environnementaux font face et à l'augmentation des conflits autour du monde, spécialement durant la dernière décennie. Pendant longtemps, après la fin de la Guerre Froide, au début des années 1990, la tendance à observer des conflits violents dans le monde avait décliné.

Pourtant, lors des 10 et 12 dernières années, la situation a changé de direction- nous connaissons une augmentation de la présence de conflits violents autour du monde. Il est donc important de construire un cadre théorique afin de comprendre et de relier ensemble l'environnement et les conflits violents. Les choix d'utiliser ou non la violence, par les personnes au pouvoir comme les groupes rebelles et les gouvernements, sont les causes principales des conflits violents.

Les forces qui influencent ces choix – ce qui fait qu'un groupe rebelle prend les armes ou ce qui fait qu'un gouvernement use de la violence pour réprimer une partie de la population – sont typiquement une série de causes principales qui n'incluent pas les facteurs environnementaux. Ces causes fondamentales peuvent être des tendances à l'oppression, des barrières institutionnelles à la résolution pacifique des conflits ou des incitations qui sont en conflits les unes avec les autres. L'environnement entre en jeu en influençant ces causes premières ou en altérant le contexte propice dans lequel les choix d'employer la violence ont été pris.

Par exemple, vous pouvez avoir un facteur environnemental qui augmente les tendances à l'oppression dans la société et qui ensuite, augmentera également la probabilité que quelqu'un dans cette société emploie la violence. Alors, regardons les catégories majeures de facteurs environnementaux qui sont liées aux conflits. Nous allons nous intéresser à la pénurie, à la dégradation environnementale, à la malédiction des ressources et au stress climatique.

Commençons par la pénurie. Il y a plusieurs exemples dans lesquels la pénurie environnementale ou la rareté d'une ressource naturelle a altéré les incitations des acteurs sociaux, les conduisant au point où l'emploi d'une stratégie de violence par un des acteurs était très probable. Au Sierra Leone, par exemple, la rareté des terres arables, dégradant les conditions de vie et de subsistance des zones rurales, a facilité le recrutement de jeunes hommes dans ces zones par les rebelles et a facilité le renversement du gouvernement. Au Soudan, la concentration du pétrole, au Sud, a contribué à la guerre civile dans ce pays en amplifiant les politiques identitaires et nationalistes au Sud, et en créant des inquiétudes sur la rareté de cette ressource au Nord du pays.

Il existe plusieurs exemples où une pénurie locale- par rapport à l'eau, les forêts, les poissons, les ressources, etc - a conduit à des disputes violentes concernant l'accès à ces ressources. Il y a plusieurs exemples où une période de sécheresse a mené à une pénurie de pâturages qui a ensuite conduit, dans certaines situations, à des conflits violents entre des communautés pastoralistes.

La dégradation environnementale est une situation différente dans laquelle l'environnement et les ressources peuvent être liés aux conflits. Dans un pays, s'il y a un groupe particulier qui souffre d'une dégradation majeure de ses conditions environnementales- disons, une augmentation de la contamination de son approvisionnement en eau – et si ce groupe considère que cette

dégradation est injuste ; qu'il ne reoit pas de compensations en retour; qu'il n'a pas eu son mot à dire sur ce qui s'est passé ; etc, et s'il n'a pas accès à des mécanismes non violents pour résoudre ces problèmes, alors la violence est possible et la situation peut s'aggraver sérieusement.

Nous voyons des exemples de ce phénomène dans le delta du Niger avec la pollution pétrolière au Nigéria. Nous voyons cela à Bougainville, en Papouasie Nouvelle Guinée, avec la contamination associée aux mines de cuivre. Et nous l'observons aussi dans plusieurs communautés des Andes, où la contamination de l'eau par une variété d'exploitations minières, a mené à de violents conflits.

Bien que la pénurie puisse créer le trouble, il est également possible que le fait d'avoir trop de ressources naturelles puisse créer des problèmes. Ce type de situations est désigné sous le terme de malédiction des ressources. S'il y a trop d'abondance, spécialement dans le cas de ressources naturelles de grande valeur comme le pétrole, alors, une séries d'actions peuvent survenir, créant une menace pour le maintien de la paix. Les ressources naturelles de valeur peuvent être employées pour financer des groupes armés. Nous l'avons vu avec le concept des « diamants de sang » au Sierra Leone. Nous l'avons vu avec la coca en Colombie, et nous l'avons vu avec les ressources minières rares au Nord-Est du Congo. Nous observons de nombreux exemples de ceci, et en fait, cette théorie est une des mieux documentées pour démontrer le lien existant entre les ressources naturelles et les conflits.

La malédiction des ressources, en plus de financer des groupes armés, peut également contribuer à une divergence d'intérêts entre le gouvernement et sa population. Lorsqu'il y a une abondance de ressources à forte valeur, le gouvernement peut extraire des revenus de son extraction et n'a donc pas vraiment besoin de collecter des taxes – cette situation n'incite donc pas les gouvernements à maintenir leur légitimité au sein de la population. Les intérêts du gouvernement peuvent donc diverger de ceux de la population.

La malédiction des ressources s'est principalement développée comme théorie avec le pétrole pour ensuite s'intéresser à d'autres ressources de grande valeur comme la coca et les diamants. Mais, malheureusement, on peut également retrouver la malédiction des ressources avec des ressources de plus faible valeur et ces effets ont même été documentés pour des ressources telles que les bananes, le charbon de bois et le gravier.

Finalement, le stress climatique est une autre situation où ces phénomènes peuvent être liés à l'émergence de conflits violents. Le stress climatique peut prendre la forme d'une sécheresse ou d'inondations, de vagues de chaleur ou de tempêtes extrêmes, et ces phénomènes peuvent influencer le conflit de manière indirecte car le climat, spécialement dans les pays en voie de développement, a une énorme influence sur l'existence et la sécurité humaine. Un stress climatique sévère peut rendre les conditions de vie très difficiles. Il peut amener à des mouvements de masse des populations. Il peut amener de la compétition pour les ressources rares, et si une série de désastres climatiques ne sont pas gérés correctement, il peut dégrader la confiance de la population envers le gouvernement.

Certaines analyses statistiques ont montré qu'un stress climatique sévère a approximativement doublé le risque d'émergence de conflits violents. Cette relation est spécialement dangereuse parce que le changement climatique affecte le plus gravement les pays les plus sensibles aux conflits. Les pays qui ont, de base, un risque élevé de conflits sont typiquement les pays qui expérimentent le plus important impact humain lors du changement climatique.

Résumons. Lorsque l'on s'intéresse au risques d'émergence de conflits violents, il y a plusieurs façons dont l'environnement, les ressources naturelles et le stress climatique peuvent aggraver la situation. Les effets sont indirects, mais ils peuvent être importants. Les effets seront différents selon où l'on se trouve. Certains risques sont spécifiques, comme la possibilité que les diamants puissent aider les groupes rebelles dans leurs achats d'armes. D'autres effets sont plus diffus, comme la possibilité que des sécheresses à grande échelle puissent abaisser les niveaux de vie. Certains risques sont extrêmement bien étudiés, comme la malédiction des ressources qui a été étudiée par de nombreux professionnels. D'autres risques ont, récemment, été le sujet de nombreux rapports de professionnels et d'académiciens, comme le lien entre le climat et la migration.

Et finalement, nous pouvons conclure qu'en l'absence d'actions conjointes, le problème de l'environnement, comme vecteur de conflits violents, risque d'empirer car les pressions autour de la consommation globale de ces ressources va augmenter. Le changement climatique s'aggrave. Et plusieurs parties du monde expérimentent des demandes pour un changement politique qui, en présence de ces facteurs combinés, risquent de générer des risques d'instabilité.

2.3 ÉTUDE DE CAS : LES DIAMANTS ET LE CONFLIT EN SIERRA LEONE (LECTURER: RICHARD MATTHEW)

Bonjour, mon nom est Richard Matthew. Je suis professeur d'aménagement urbain et de politiques publiques à l'université de Californie Irvine, où je dirige également le centre Blum pour la diminution de la pauvreté. J'ai passé la plupart de ma carrière à étudier les interactions entre la pauvreté, le changement environnemental, les conflits violents et la construction de la paix.

Dans les années 1990, un petit pays à l'extrémité Est de l'Afrique a attiré l'attention du monde entier car il a souffert, pendant plus de 10 ans, d'une guerre civile extrêmement violente menée largement par des enfants soldats et caractérisée par des viols en masse et des mutilations. Dans un pays de 4 millions de personnes, la guerre en a déplacé 2 millions. Elle en a tué entre 50 à 75 mille et a laissé plus de 100 mille personnes blessées et mutilées.

C'était une guerre de convoitise et de griefs. C'était une guerre dans laquelle les diamants ont joué un rôle majeur. Bien sûr, au Sierra Leone comme partout, une variété de conditions et de facteurs ont mené à l'éclatement de la guerre, ont déterminé son évolution et ont contribué à sa résolution. Ces éléments ont pu être les divisions ethniques et religieuses, la pauvreté et l'inégalité, le gouvernement qui n'était pas transparent, participatif ou effectif et des voisins turbulents.

Alors, bien qu'il existe des preuves considérables que les ressources naturelles peuvent contribuer aux conflits violents, elles ne sont souvent pas une cause nécessaire ou suffisante pour la guerre et elles ne réduisent pas l'importance d'autres variables importantes. Cependant, dans une ère de dramatique changement environnemental, l'histoire des ressources naturelles et de la guerre est une histoire importante à raconter et le cas du Sierra Leone l'illustre bien.

A la fin des années 1860, deux très grands gisements de diamants ont été découverts en Afrique du Sud conduisant à une ruée vers le diamant et à d'importants investissements européens. En l'espace de 20 ans, De Beers était établi et il a rapidement gagné le contrôle des mines de diamants dans la plupart de l'Afrique. Au cours du siècle suivant, la population de l'Angola, du Botswana, de l'Afrique du Sud et des alentours a progressivement observé la richesse produite par les diamants remplir les poches d'un nombre restreints d'individus dans leurs pays ou à l'étranger. Pour la plupart de ces populations, l'industrie du diamant est devenue l'incarnation du pouvoir colonial, de l'exploitation, de l'inégalité et de la corruption. Transformer cette situation est devenu le point central de la décolonisation, un point essentiel pour le développement économique et critique pour la justice sociale.

Quand les diamants ont été découverts au Sierra Leone dans les années 1930, De Beers avait développé un modèle de partenariat avec les gouvernements coloniaux qui dirigeaient les pays concernés afin de gagner le contrôle exclusif de la filière du diamant. C'est ce qui se passa également pour le Sierra Leone. En conséquence, depuis les années 1930, la population du Sierra Leone a vu la richesse de ses diamants financer les modes de vie luxueux d'une série de

personnes dans leurs pays et à l'étranger plutôt que les emplois, les écoles, les routes et les hôpitaux qu'ils auraient voulu.

L'indépendance du pays n'y changea pas grand-chose. Au contraire, elle a conduit à trois décennies de corruption et de nepotisme, les élites nationales, les investisseurs étrangers et les acheteurs ayant le monopole sur l'abondance minière considérable du pays.

Décennies après décennies, une majorité de personnes se sont trouvées piégées dans une extrême pauvreté, en dépit du considérable potentiel de leur économie basée sur les ressources naturelles. En l'espace de quelques années, les diamants ont joué un rôle central dans la transformation d'un magnifique pays de plages de sable blanc, de chaînes de montagnes et de forêts épaisses en une terre jalonnée de puits de mine. Durant plus d'une décennie, les diamant ont participé à la guerre civile brutale.

Aujourd'hui, encore en train de se remettre de cette guerre, le Sierra Leone fait face à des problèmes persistants d'importante pauvreté publique, de crises sanitaires et d'un désastre environnemental. Mais malgré les nombreux obstacles, le pays a fait des progrès. Alors que la violence n'a éclaté qu'en 1991, les parties se sont formées en 1984 quand Foday Sankoh, un ancien instructeur caporal et photographe de mariage, a fondé le « Front Révolutionnaire Uni » comme moteur de la révolution. Ses promesses étaient l'éducation pour tous, une réforme agraire approfondie et la richesse induite par les ressources minières utilisée en faveur du bien social. Le RUF a attiré des jeunes en colère des régions rurales mais aussi de la classe moyenne urbaine. Lors d'un camp d'entraînement en Lybie, Sankoh rencontra Charles Taylor qui fuyait du Libéria après avoir été soupçonné de détournement de fonds. Taylor avait quitté la Lybie pour fonder le Front Patriotique National du Libéria.

En 1989, il a envahi son pays d'origine depuis la Côte d'Ivoire, le pays voisin . Taylor était mécontent que le gouvernement du Sierra Leone ne lui ait pas apporté du soutien et il était aussi attiré par la richesse du pays en diamants. En 1991, le RUF, conduit par Sankoh et fortifié par les soldats du Libéria, a commencé à attaquer les villages ruraux du Sierra Leone. La guerre civile au Sierra Leone a duré depuis 1991 jusqu'en 2002. Elle est devenue une guerre de jeunes contre vieux, une guerre des provinces contre Freetown, des zones rurales contre les zones urbaines. La promesse d'une réforme du secteur minier ainsi que le retour à la population de la richesse induite par le diamant renforçaient les deux parties en confrontation.

Mais les diamants n'étaient pas juste une justification de la guerre, ils ont transformé son évolution. Depuis le début, les diamants ont été utilisés pour financer le conflit, souvent passés en contrebande au Libéria en échange d'armes et de munitions. Ils sont aussi devenus une source de gains personnels pour les rebelles et d'autres individus. A cause de cela, tous les accrochages du début entre le RUF et l'Armée ont pris place dans les provinces de l'Est où se situaient les mines de diamants. Le RUF cherchant à gagner et à maintenir le contrôle des mines de diamants, il a initié une campagne d'intimidation et de terreur incluant des mutilations, des viols, des amputations et de l'esclavage.

En 1995, le RUF avait contrôlé le district de Kono, la principale source de diamants du Sierra Leone. A Freetown, en avril 1992, une faction de l'Armée, conduite par le capitaine Valentine Strasser, mécontente du succès du RUF, a organisé un coup d'état. Strasser a quadruplé le nombre de militaires atteignant 13,000 troupes. Pour financer cette expansion, il a tourné son attention vers les gisements de diamants, mais incapable de repousser le RUF, en 1995, Strasser engagea, pour les assister, les « Executive Outcomes », un groupe mercenaire d'Afrique du Sud.

Les « Executive Outcomes » ont rapidement évincé les rebelles de Kono et ont été récompensés de leurs efforts par des concessions diamantaires. Le gouvernement du Sierra Leone a également encouragé les communautés locales à former des milices pour protéger elles-mêmes leurs territoires. Ces groupes, communément appelés la Force de Défense Civile, étaient tout autant violents dans leurs tactiques que les rebelles et se sont concentrés à sécuriser les diamants.

Pendant la guerre, il y a eu plusieurs essais infructueux de promouvoir la paix. Dans l'accord d'Abidjan, le président Kabbah avait accepté la demande de Sankoh que les Executive Outcomes quittent le Sierra Leone – ce qu'ils ont fait, redonnant malheureusement un souffle nouveau au mouvement des rebelles. Trois mois plus tard, Kabbah fut évincé par un nouveau coup d'état. Après une longue période de massacres et de violations des droits humains, les négociations se sont conclues et ont mené à l'accord de Conakry, en 1997, qui a tenté de restituer le président Kabbah mais les combats ont continué et l'Accord échoua.

L'accord de paix de Lomé en 1999 fut une dernière tentative de résolution de la guerre au Sierra Leone. Cette fois, les mines de diamants, ignorées dans les précédentes négociations, furent utilisées, par les deux parties, comme effet de leviers pour arriver à un accord. Pendant les négociations de l'accord de Lomé, Sankoh s'est battu avec succès pour que le commerce de diamant ne soit pas inclus dans le mandat de la force de maintien de la paix de l'ONU. Il a pu le faire en invoquant la souveraineté nationale et le droit à l'autodétermination. A cause de cette décision, les diamants ont continué de financer le conflit après 1999.

Pourtant, en 2000, après l'enlèvement de 500 unités issues de la force des Nations Unies pour le maintien de la paix, Sankoh fut arrêté pour n'avoir pas respecté l'accord et en 2002, la paix a pu être assurée. Alors que la violence s'est arrêtée, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a demandé au Secrétaire Général d'établir un panel d'experts afin d'étudier le lien entre les diamants et la guerre. La résolution 1306 requiert que les états membres des Nations Unies prennent des mesures pour interdire l'importation directe ou indirecte sur leurs territoires de tous diamants bruts en provenance du Sierra Leone et il requiert aussi que le gouvernement du Sierra Leone mette en place et applique un système de certification d'origine pour le commerce de diamants. En septembre 2004, le Conseil de Sécurité a actualisé le mandat de mission des Nations Unies afin de soutenir les forces armées du Sierra Leone pour patrouiller autour des zones des mines de diamants.

En dehors du Sierra Leone, un autre développement a été promu par le rôle qu'ont joué les diamants dans la guerre de ce pays mais aussi en Angola et en Côte d'Ivoire. En 2002, des Etats,

l'industrie du diamants et la société civile ont élaboré le système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts. Alors que le processus de Kimberley est largement considéré comme imparfait, il a augmenté la transparence et a encouragé à une distribution plus égale de la richesse du diamant. Aujourd'hui, le Sierra Leone est un participant agréé dans ce commerce. De grandes avancées ont été faites concernant la transparence du commerce du diamant dans ce pays ainsi qu'autour du monde.

En résumé, depuis le commencement de la guerre, les diamants ont été utilisés pour financer le conflit, souvent passés illégalement au Libéria en échange d'armes et de munitions. Les diamants sont aussi devenus une source de gains personnels pour plusieurs rebelles et soldats, créant une incitation à ne pas mettre fin à la guerre. Ceci a rendu les négociations de paix extrêmement difficiles. Lorsqu'un accord de paix a finalement été conclu, une grande attention a été portée à la réforme du secteur diamantaire.

Pour reconstruire la confiance, il était crucial d'amener de la transparence au sein des secteurs miniers du Sierra Leone. Durant ces dernières années, de grandes avancées ont été faites en encourageant la transparence dans le secteur minier et dans la distribution de la richesse produite par ces ressources. Egalement, d'autres biens naturels ont graduellement pu être mobilisés pour la reconstruction et le maintien de la paix.

2.4 LE STRESS CLIMATIQUE, LE CONFLIT, ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ENVIRONNEMENTALE (LECTURER: MARC LEVY)

Bonjour, aujourd'hui nous allons aborder le rôle du climat comme facteur influençant la paix et la sécurité. Plusieurs aspects différents du climat doivent être pris en compte. Il y a la température moyenne et les conditions climatiques qui peuvent changer. Il y a la variabilité d'année en année et de saison en saison. Il y a les extrêmes climatiques. Les vagues de chaleur, les sécheresses, les tempêtes etc. Ensuite, il y a les conditions climatiques comme les moussons, qui peuvent faire une différence. La science est plus douée pour détecter les moyennes et la variabilité car c'est ce sur quoi nos données et nos modèles sont basés. Ces aspects du climat ont des caractéristiques naturelles mais sont aussi en plein changement. Tant les fluctuations naturelles du climat que le changement climatique sur le long-terme peuvent poser des challenges pour la paix et la sécurité.

Dans un cas spécifique, il peut être difficile de différencier si un choc climatique est la conséquence de fluctuations naturelles ou la raison d'un changement climatique de long-terme. Pourtant, pour les sociétés affectées, il n'importe pas vraiment de savoir si le stress climatique est induit par la nature ou par l'humain. C'est pourquoi lorsque nous parlons de stress climatique, nous incluons autant les fluctuations naturelles du climat que le changement climatique de long-terme induit par les concentrations de gaz à effet de serre.

Grâce aux nouvelles données et méthodes accessibles- mais aussi comme nous observons des cas récurrents de sociétés fragiles qui doivent faire face à des chocs climatiques sans précédents- la compréhension que nous avons des liens entre le stress climatique et les risques sécuritaires a rapidement augmenté. Sur le front de la recherche, les nouveaux résultats montrent des raisons toujours plus fortes de s'inquiéter. Parmi les praticiens, plus les gens étudient ces liens plus ils deviennent alarmés.

Il y a un fort consensus sur quatre types de liens. Il y a le lien entre le climat et l'abilité à réguler la violence. Il y a le lien entre le climat et le changement dans la valeur des ressources naturelles stratégiques. Il y a le lien entre le climat et l'instabilité systémique. Et finalement, il y a le lien entre les réponses politiques au changement climatique et les réponses défavorables non anticipées de la population.

Le premier exemple est la relation entre le stress climatique et l'abilité à réguler la violence. La preuve la plus forte de cette affirmation vient d'un travail statistique qui, se basant sur des données de la violence politique et du stress climatique, a identifié une relation quantitativement très forte entre les deux. Les anomalies climatiques sont associées à un risque élevé de guerres civiles, mais également avec plusieurs autres facteurs contribuant à la violence politique comme la pauvreté, les déplacements de population et les protestations contre le gouvernement.

Le mécanisme causal liant le stress climatique à une abilité déclinante de réguler la violence n'est pas encore complètement compris. Il y a sûrement une multitude de mécanismes en jeu.

Mais comme tendance générale, ce que nous avons découvert est que si le degré de stress climatique augmente vers des risques exceptionnellement élevés, alors le risque de conflits violents augmente également, et il n'est pas inhabituel d'observer un doublement du risque de base.

Nous pouvons aussi faire une connection entre le stress climatique et les changements dans la valeur de biens qui sont stratégiquement importants pour le maintien de la paix. Le stress climatique peut ébranler l'équilibre politique en transformant des biens de faible valeur en biens de forte valeur ou en transformant des biens de forte valeur en biens de faible valeur. Par exemple, un changement majeur dans les précipitations peut altérer la valeur du territoire pour la production agricole. Cela peut mener à des compétitions pour l'accès à ce territoire.

Plusieurs parties du Sahel, toujours en recupération de la longue sécheresse des années 1980 et 1990, ont expérimenté ce type de conflits. Si le stress climatique résulte en des conditions de grande insécurité hydrique dans une société, alors le contrôle et la distribution des infrastructures de l'eau peuvent devenir un dangereux point de discorde. Dans certaines zones urbaines faisant face à des pénuries d'eau sévères, des mouvements d'opposition politiques ont pris en charge les fonctions de distribution d'eau comme moyen d'affaiblissement de la légitimité du gouvernement et pour consolider le soutien populaire en faveur de leurs mouvements.

Le stress climatique peut aussi mener à des changements de nature systémique. Et plusieurs études qui ont étudié la relation entre le stress climatique et les ruptures de la sécurité ont trouvé des liens entre ces forces systémiques complexes. Par exemple, une sécheresse dans une partie du monde, étant une région majeure pour la production alimentaire, peut conduire à une augmentation des prix de la nourriture tout autour du monde. L'impact du stress climatique sur la sécurité peut rendre plus difficile l'anticipation et la préparation de ruptures majeures dans la sécurité et cela peut rendre un système de sécurité entier moins stable. Un autre exemple vient des maladies infectieuses, influencées également par les changements dans les conditions climatiques. Le choléra en est un exemple. Si ces types de changement prennent place dans l'environnement d'une maladie, alors cela peut rendre la gestion des problèmes de sécurité plus compliquée.

Finalement, il peut y avoir des réactions défavorables contre les efforts mis en place pour gérer les problèmes climatiques. Dans un monde politiquement fragmenté, il n'est pas inhabituel que les efforts mis en place pour gérer ces problèmes dans une région augmente les risques climatiques dans une autre région. Les sociologues appellent ce phénomène le dilemme de la sécurité. Et il a le potentiel de générer des cercles vicieux.

Par exemple, durant la crise alimentaire de 2010, il y a eu des pays qui ont répondu à cette crise en interdisant les exportations de leur production alimentaire. Et ceci, bien sûr, a eu comme effet une augmentation de l'insécurité alimentaire dans d'autres pays. Nous avons également d'autres exemples de pays qui se sont inquiétés pour des problèmes de sécurité alimentaire liés au climat et qui ont réagi en se payant des accès à long terme sur des territoires agricoles dans des pays

qui font également face à d'importants problèmes de sécurité alimentaire comme de larges parties de l'Afrique sub-saharienne.

Nous avons aussi trouvé plusieurs exemples où des pays se sont inquiétés de leur sécurité hydrique induite par le changement climatique et qui ont réagi en détournant des flots d'eaux transfrontaliers. Ceci a eu pour effet d'accroître l'insécurité hydrique dans les pays en aval.

Un autre exemple intéressant est l'expérience du biocarburant et des mécanismes de contre-coup politiques qui ont été induits. Plusieurs pays ont répondu favorablement à la réduction des gaz à effet de serre en contraignant leur parc automobile à utiliser du biocarburant. Ceci a eu l'effet d'accroître la demande des plantes utilisées pour produire le biocarburant, conduisant à la délocalisation de productions agricoles et à l'augmentation des prix de la nourriture.

Alors, comment peut-on répondre de manière effective à la série d'enjeux posés par le stress climatique pour la sécurité? Les options de réponses sont toujours à leur commencement. Il existe une revue globale, élaborée par les pays du G20, qui regarde toutes les connections en lien avec la sécurité environnementale et formule une série de recommandations pour des réponses compréhensives. Et ces recommandations peuvent être pensées comme des approches systémiques face à l'innovation politique.

Premièrement, cette revue recommande de se concentrer sur l'intégration de plusieurs éléments politiques jouant un rôle pour la sécurité climatique- et ne pas avoir une seule politique sur la sécurité environnementale.

Deuxièmement, elle recommande que cette série de politiques aient comme but principal celui de renforcer la résilience aux chocs climatiques. Il faut non seulement réduire l'occurrence des ruptures de sécurité mais également renforcer la résilience. La résilience peut protéger contre une grande partie des problèmes sécuritaires, c'est pourquoi elle est plus appropriée pour ce problème.

Elle recommande également d'aspirer au renforcement d'une série d'instruments politiques spécifiques centrés sur la prévention et l'évaluation, sur la planification stratégique et sur les finances et la mise en œuvre. Ces instruments sont mis en avant car ils ont le potentiel de renforcer la résilience des sociétés face aux chocs climatiques.

Et finalement, elle recommande de se concentrer sur des sujets thématiques ayant des impacts importants sur le potentiel d'amélioration. Ces thématiques incluent la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophes et la gestion frontalière de l'eau. Donc, ces approches systémiques aux politiques sont appropriées car elles améliorent les résultats finaux en renforçant l'efficacité des dispositifs politiques dans leur ensemble. Et ceci fait sens dans le cas de la sécurité climatique car le climat peut créer des problèmes de sécurité de différentes manières d'où l'importance d'avoir un réseau de connections dense entre les différents domaines politiques.

2.5 ÉTUDE DE CAS: LES DIMENSIONS CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE « PRINTEMPS ARABE » (LECTURER: MARC LEVY)

En 2010, L'Afrique du Nord était considérée comme une région ayant un risque relativement faible de violence politique et d'instabilité. Pourtant, au cours de l'année suivante, une vague d'insurrection s'est propagée à travers la région, résultant en la démission forcée des leaders politiques de la région en Tunisie, en Lybie et en Egypte. L'instabilité s'est propagée dans plusieurs pays voisins au Moyen Orient. La Syrie a expérimenté la plus forte violence de la région bien que, l'année précédente, ce pays était considéré comme le pays du Moyen Orient à plus faible risque de conflits.

Le printemps arabe a pris beaucoup de monde par surprise et la réponse internationale a été, de bien des façons, ineffective. Dans certains pays, l'état de crise continue de s'intensifier. Au cours de la décennie, la région a abrité la crise humanitaire la plus violente depuis la deuxième guerre mondiale. Comment une telle crise a-t-elle pu prendre autant de personnes par surprise? Comment a-t-elle pu devenir si grave en si peu de temps? Que pouvons-nous apprendre de cette expérience si nous voulons éviter de telles situations à l'avenir?

Une raison majeure de l'apparition de cette crise et la raison pour laquelle elle a pris tant de monde par surprise est la série de stress climatiques extrêmes qui ont frappé la région en 2010. Ces stress climatiques ont interagi avec les vulnérabilités politiques sous-jacentes qui précédaient ces chocs climatiques mais également avec les décisions et les actions qui ont été prises durant le conflit. Les chocs climatiques qui ont frappé la région sont arrivés dans un contexte de vulnérabilités politiques et structurelles.

Parmi les vulnérabilités politiques, on pouvait compter les demandes non respectées pour une plus grande participation politique dans la région. Certains leaders politiques étaient au pouvoir depuis très longtemps, comme Kadhafi en Lybie ou Mubarak en Egypte. Ces pays étaient néanmoins très différents. Certains étaient des monarchies, d'autres acceptaient un certain degré de contestations, mais ils avaient tous en commun cette demande latente pour une plus grande ouverture politique.

Les répercussions politiques des chocs climatiques et alimentaires ont été endigués par des décisions et des actions spécifiques. Vladimir Putin a choisi d'interdire les exportations de blé de la Russie. Il justifia sa décision en terme de protection de la sécurité alimentaire russe. Pourtant, ce n'était pas nécessaire. Des experts ont considéré que c'était une erreur politique. Sa décision a eu comme effet d'amplifier le choc des prix dans les pays d'importations du blé en Afrique du Nord. Les protestations sur le prix de l'alimentation ont aussi été des décisions qui ont affecté les impacts politiques. Dans certains pays, incluant la Tunisie, plusieurs personnes sont sorties dans la rue pour protester contre l'augmentation des prix et contre les réponses inadéquates que prenaient leurs gouvernements.

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un vendeur de pain tunisien, s'est arrosé d'essence et s'est immolé par le feu dans un geste de protestation contre les autorités gouvernementales, dont il disait qu'elles s'étaient engagées dans une longue période d'intimidations systématiques qui l'avaient empêché de gagner sa vie. La raison de sa protestation était qu'il n'était pas autorisé à remettre en cause les actions du gouvernement contre lui. L'action de Mohamed Bouazizi a rassemblé les deux principales sources de mécontentement de la population: la crise alimentaire et l'abus de pouvoir du gouvernement. Cette action a été suivie par une augmentation dramatique des protestations populaires qui ont conduit à la fuite du président Ben Ali de son pays.

Le 14 janvier 2011, une série de transformations politiques sont apparues dans la région. Il y a eu la révolution en Egypte. Il y a eu des guerres civiles en Lybie et en Syrie. La Syrie a été un cas spécial. En plus d'avoir une vague d'insurrection causée par le choc des prix de l'alimentation, d'autres chocs climatiques extrêmes ont frappé le pays. Il y a eu des pénuries en eau dans plusieurs parties du pays. Ceci a mené à des mouvements en masse de la population, et les politiques que le gouvernement a mises en place, en réponse à ces chocs, n'ont fait qu'empirer la situation. Globalement, il y a eu de sévères perturbations des modes de vie individuels et dans les villages, ce qui a amplifié les réclamations populaires contre le régime.

L'effet net a été d'amplifier le niveau déjà haut d'opposition contre le gouvernement d'Assad et d'emmener une large partie du pays dans un désordre social, politique et économique. Les groupes armés de l'opposition ont répondu à ces changements en augmentant leurs actions militaires contre le régime, et ils ont trouvé que le désordre exacerbé rendait leurs opérations et la possibilité de mobiliser de nouvelles recrues plus facile.

Tout au long de cette crise, les choix faits par le régime d'Assad ont rendu la situation considérablement plus difficile. Il a échoué à régler les problèmes politiques qui aggravaient les pénuries en eau. Il a échoué par l'absence de soutien fourni aux communautés affectées. Il a échoué dans l'instauration d'un dialogue politique pacifique avec l'opposition. Il a répondu à la violence par la violence, violemment utilisée contre des communautés entières par des groupes armés spécifiques. Ce qui s'est passé en Syrie, en conséquence de ses choix, a eu des répercussions sur toute la région.

Comme le pays semblait dans la guerre civile avec des montagnes de victimes et aucune résolution politique en vue, le flux de réfugiés s'est intensifié de manière dramatique. C'est une conséquence très prévisible de la guerre civile. En accord avec les tendances globales, la plupart des réfugiés se sont installés initialement dans des pays voisins comme en Jordanie ou au Liban. Pourtant, en raison du nombre important de réfugiés qui continuait à s'intensifier et de la réponse humanitaire internationale qui avait des difficultés à répondre aux besoins, plusieurs réfugiés étaient convaincus que, pour leur sécurité, il était meilleur d'aller en Europe.

La Lybie étant toujours en état de crise, les réglementations aux frontières ainsi que les activités portuaires étaient contrôlées par des groupes hors-la-loi. Ceci a créé une opportunité pour les réfugiés, déterminés à se frayer un chemin jusqu'en Europe en passant par la Méditerranée. D'autres routes ont été prises mais la connexion par la Lybie était la plus importante. En

conséquence du flot non anticipé de réfugiés arrivant par la Méditerranée en Europe, plusieurs pays, insuffisamment préparés, ont été forcés de gérer ces flux.

La situation a mené à plusieurs tragédies humanitaires et à une politisation de la question des réfugiés qui a rendu les tentatives de résoudre cette situation de manière effective encore plus délicate et, dans certains cas, a menacé d'éroder le soutien en faveur d'une intégration politique régionale.

Ce cas a posé plusieurs questions sérieuses. Selon certains observateurs, ce cas a souligné le risque de conflits dramatiques qui peuvent émerger du stress climatique. De ce point de vue, il est crucial de se pencher de manière approfondie sur des questions comme: « Sommes-nous préparés aux futurs bouleversements politiques amenés par le climat ? » Et « pouvons-nous trouver une solution pour anticiper ces bouleversements climatiques? » Bien que le lien causal soit complexe. Comme ça on sera mieux préparé pour trouver des solutions et réponses à ces enjeux de manière efficace.

Pour d'autres, au contraire, ce cas est une manifestation des dynamiques liées aux choix politiques des gouvernements et de la société civile aux niveaux tant national qu'international, autour de thèmes qui ont été au centre de la consolidation de la paix depuis plusieurs décennies et dont la mise en place effective et l'attention soutenue peut se révéler très difficile à maintenir. Changer l'attention générale vers le changement climatique, dans ce contexte, sous-estime la question qui importe vraiment. Comment peut-on encourager les demandes de réformes politiques sans risquer la violence? Comment peut-on rendre les leaders responsables des actions qui ébranlent la paix?

Nous vous encourageons à identifier l'approche dont vous vous sentez le plus proche et de réfléchir si ces approches peuvent être compatibles l'une avec l'autre ou si le fait d'en accepter une induit l'exclusion de l'autre. Il y a plusieurs opinions sur ces questions. Nous vous encourageons à développer votre propre compréhension de ces questions de votre côté.

2.6 GOUVERNANCE ET RÉSILIENCE (LECTURER: MARC LEVY)

Bonjour. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la gouvernance et la résilience- explorer comment elles sont d'importants éléments de l'environnement et de leur importance dans l'équation qui mène aux conflits violents. Nous avons vu que l'environnement, les ressources naturelles et le climat sont des forces importantes pour définir la paix et la sécurité, mais nous savons que ces forces n'ont pas les mêmes effets dans le temps et dans l'espace. Afin de mieux comprendre les risques et les options de réponses, il est nécessaire de regarder les facteurs qui s'interposent entre le stress environnemental et l'état de la sécurité.

La gouvernance et la résilience sont les deux facteurs les plus importants. Alors, commençons par la gouvernance. Il y a plusieurs approches pour aborder la gouvernance mais il y a des éléments essentiels qui se retrouvent dans chacune d'entre elles.

Ces éléments sont l'état de droit, qui désigne la présence de conditions sous lesquelles le gouvernement, les individus et les organisations sont contrôlés par des lois qui lient tout le monde de manière égale et qui sont formulées dans un processus consistant et régulier, sans corruption, qui marche selon une culture du respect du droit.

Un second élément de la bonne gouvernance est l'accès à l'information et la transparence qui signifie que l'information sur ce que font les gouvernements et l'information que les gouvernements collectent sont rendues accessibles à tous.

La participation est le troisième élément. Cela signifie que le processus de prise de décisions permet la participation de tous les groupes et individus importants.

La responsabilité est un autre élément de la bonne gouvernance. Sous des conditions de responsabilité, les institutions créées pour assurer les fonctions de gouvernance et les officiels qui les dirigent sont soumis à un examen public et font face à des conséquences en cas de mauvaise gouvernance.

Et finalement, il y a l'impartialité, qui signifie que l'application des fonctions gouvernementales doit être exercée de manière non discriminatoire.

Dans le passé, certains de ces éléments ont été contestés car non applicable universellement. Pourtant, il y a aujourd'hui un consensus sur la validité de ces éléments pour la réalisation d'une bonne gouvernance. Chacun de ces éléments est une des cibles de l' Objectif de Développement Durable 16 sur la paix, la justice et les institutions fortes, qui a été approuvé par tous les gouvernements du monde.

Alors, comment la bonne gouvernance peut-elle être reliée aux enjeux de sécurité environnementale? Ces objectifs transforment la sensibilité des sociétés envers l'environnement, les ressources naturelles et le stress climatique par rapport aux problèmes de sécurité majeurs.

Une société qui est faible dans tous ces éléments de gouvernance expérimentera que des problèmes environnementaux majeurs seront souvent liés à des problèmes de sécurité. Dans ce type de société, il sera plus probable que les problèmes environnementaux amènent des réclamations sociales. Les disputes autour des ressources naturelles seront plus difficiles à résoudre par des moyens pacifiques et les chocs climatiques auront plus de risques de conduire à des conditions de vie difficiles et à de la souffrance, difficile à contrôler.

Ces éléments de bonne gouvernance fournissent aussi des points de départ utiles et pratiques pour réduire les risques de sécurité environnementale. Les mécanismes de transparence autour de l'extraction et du partage des revenus des ressources naturelles en est un exemple. Les mécanismes de résolution des conflits pour le territoire, l'eau et d'autres ressources critiques en est un autre. Finalement, l'évaluation et les procédures de réglementation afin de gérer la dégradation environnementale fournissent un autre exemple.

Pourtant, l'agenda traditionnel de la bonne gouvernance, en lui-même, s'est montré inefficace pour réellement comprendre et gérer les risques de sécurité environnementale. C'est donc ici que la résilience entre en jeu. La résilience est une approche complémentaire qui cherche à éviter l'aggravation de problèmes environnementaux en conflits violents. Dans ce contexte, la résilience désigne l'aptitude de la société à absorber un choc se rapportant à l'environnement, aux ressources ou au climat et à s'en rétablir rapidement, efficacement et de manière équitable. La résilience diffère du cadre conceptuel traditionnel de la bonne gouvernance en portant une attention spécifique aux réseaux sociaux, aux pratiques et aux capacités. La résilience porte moins d'attention aux procédures et se concentre plutôt sur les dynamiques des risques et des vulnérabilités. Comparé à l'approche de la bonne gouvernance, la résilience se concentre principalement sur les contextes spécifiques des lieux. Ceci est dû au fait que la nature des risques pertinents peut varier significativement selon le lieu où l'on se trouve.

Alors, comment amener la résilience au cœur de la gestion des problèmes de sécurité environnementale? Lorsque la résilience, comme cadre conceptuel, est combinée avec l'approche de la bonne gouvernance, cela permet de plus fidèles évaluations des risques de sécurité environnementale. Certains lieux, pouvant être considérés comme faibles selon les critères traditionnels de la bonne gouvernance, peuvent avoir un haut niveau de résilience. Par exemple, il existe plusieurs communautés pastorales où plusieurs éléments traditionnels de la bonne gouvernance font défaut mais dont les pratiques sociales, très robustes, les rendent résistantes aux chocs climatiques. Une société donnée peut être résiliente contre certains types de chocs mais pas contre d'autres. Par exemple, une communauté de petits exploitants agricoles peut avoir des pratiques efficaces pour lutter contre la sécheresse mais non contre des inondations catastrophiques. Le cadre conceptuel de la résilience est mieux équipé pour identifier ces différences.

De plus, l'approche de la résilience est efficace pour fournir un point de départ, en élargissant le nombre d'options possibles pour mener des actions efficaces. Par exemple, il y a eu des cas où le changement d'une gestion du territoire informelle vers une gouvernance plus formelle – bien que ce changement constitue un progrès du point de vue de l'approche de la bonne gouvernance

– a rendu les sociétés plus susceptibles aux conflits car ce changement a ébranlé des institutions et des pratiques sociales auparavant résilientes. Alors, prendre en compte la résilience dans l'approche traditionnelle de la bonne gouvernance aide à éviter des erreurs d'interprétations et permet d'identifier de nouvelles approches prometteuses.

2.7 TRANSPARENCE ET ACCÈS À L'INFORMATION (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Dans ce chapitre, nous allons discuter de l'importance, pour les acteurs, de la transparence et de l'accès à l'information concernant l'environnement et les ressources naturelles. La transparence et l'accès à l'information sont des stratégies importantes pour la prévention des conflits et la construction de la paix tout au long du cycle de vie d'un conflit car le manque d'informations sur le partage des bénéfices financiers et sur les risques de l'extraction des ressources naturelles affaiblit souvent la confiance et alimente le conflit. En particulier, la transparence et l'accès à l'information sont essentiels pour créer la confiance. Parce que consolider la confiance entre tous les acteurs impliqués dans le secteur des ressources naturelles est requis pour des initiatives de consolidation de la paix réussies, ce chapitre étudiera plusieurs initiatives qui ont cherché à développer la transparence dans les secteurs des ressources naturelles et de l'environnement en rendant publiques les informations concernant l'emploi, la gestion et les profits des ressources naturelles.

L'accès à l'information et la transparence peuvent aider à éviter un conflit de plusieurs façons. Par l'accès à l'information et par la transparence, on peut lutter contre la corruption. On peut gérer les attentes du public en les rendant conscient du contenu des contrats et des licences afin qu'il n'ait pas de fausses idées sur les véritables bénéficiaires de ces projets. On peut aussi améliorer le monitoring participatif du respect des accords et des contrats sur les ressources.

L'accès à l'information et la transparence sont aussi importants pour responsabiliser la population afin qu'elle ait son mot à dire dans les décisions concernant le secteur des ressources naturelles. Ces deux éléments peuvent aussi aider à promouvoir une meilleure communication entre les citoyens et le gouvernement. Prenons l'exemple du Nigéria afin de comprendre pourquoi la transparence est importante. Le Nigéria est un pays riche en pétrole, et, entre 1970 et 2000, il a accumulé environ 350 milliards de dollars grâce aux revenus du pétrole, mais pendant la même période, son économie a diminué et le taux de pauvreté, mesuré par le taux de la population subsistant avec un dollar par jour, a augmenté de 36% à 70%. Donc, nous pouvons voir que, malgré les revenus importants du pétrole, cela n'a pas mené à de meilleurs résultats sur le plan du développement humain pour la population.

Après un conflit, la transparence et l'accès à l'information peuvent aussi aider à la récupération post-conflit et dans la gestion de problèmes urgents- largement parce que les ressources naturelles fournissent souvent un des seuls flux de revenus directement accessible par l'Etat après un conflit. De ce fait, la transparence et l'accès à l'information dans le secteur des ressources naturelles peuvent aider à éviter la corruption à la fin d'un conflit et encourager la confiance et la bonne gouvernance qui sont requises pour maintenir la paix. Avec la transparence sur les revenus, une meilleure planification économique des investissements dans le développement humain peut aussi encourager l'investissement étranger, plus que nécessaire, en augmentant la confiance des investisseurs.

Dans le contexte des ressources naturelles, la transparence est liée à la publication d'informations, par les compagnies et le gouvernement, concernant leurs activités, incluant des éléments comme rendre accessible au grand public les risques potentiels et les bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles, les flux de revenus du secteur des ressources naturelles vers le gouvernement mais aussi les différents impacts causés sur l'environnement. Concernant les flux de revenus en particulier, nous parlons ici de la transparence et de l'accès à l'information sur la gestion des revenus du secteur des ressources naturelles. Par exemple, quel est le montant des revenus que le gouvernement reçoit, comment ces revenus sont-ils dépensés, et comment ces bénéfices sont-ils alloués parmi la population.

Il y a un besoin et une opportunité de réformer le secteur des ressources naturelles en concevant des programmes qui promeuvent la transparence, la responsabilité, l'équité et la participation publique dans la prise de décisions. Il est important de mener ces réformes car les décisions prises ou l'absence de décisions restent figées dans le temps pendant une très longue période.

Récemment, il y a eu de nombreux efforts de consolidation de la transparence en prévision des prochaines décennies. La plupart de ces efforts ont été menés par un petit nombre d'organisations internationales non-gouvernementales qui ont travaillé sur la promotion de la transparence dans le secteur minier. Certaines de ces organisations incluent Global Witness, the Natural Resource Governance Institute, Oxfam, Save the Children, and the Open Society Institute - toutes ces organisations se sont concentrées sur les flux financiers payés par le secteur minier aux gouvernements hôtes à travers des campagnes comme Publish What You Pay, Revenue Watch, et l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives (EITI) dont je parlerai en détails.

L'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives (EITI) a été créée en 2003, utilisant la transparence pour combattre la corruption pour l'ensemble des revenus provenant du pétrole, du gaz et des minéraux. Elle cherche à promouvoir la coopération entre les gouvernements, les industries et la société civile. Les standards de l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives, obligeant les compagnies à publier leurs informations, est une des étapes clés dans la gouvernance du pétrole, du gaz et des revenus miniers. L'emphase est placée sur la publication, mais, au fil des années, l'intérêt s'est étendu à l'observation d'un plus grand éventail de mécanismes de gouvernance liés aux ressources minières et leurs revenus comme la transparence dans les contrats et la transparence dans le commerce du produit.

Alors, qu'est-ce que cela signifie de participer à l'initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives? Un des standards clés est de retracer les paiements relatifs aux industries extractives à travers plusieurs formes de surveillance. En effet, les compagnies doivent reporter tous leurs frais, leurs taxes et les autres paiements qu'elles versent au gouvernement concernant le secteur minier. Le gouvernement doit ensuite reporter tout l'argent qu'il a pu recevoir. Ensuite, une partie tierce, un bureau d'audit externe, est responsable de récolter les informations concernant les paiements des compagnies et des gouvernements. Après cela, un groupe, composé de plusieurs acteurs incluant des représentants des gouvernements, des compagnies

et de la société civile, est convoqué, rend ces rapports publics et travaille à assurer la transparence dans le secteur minier.

En juillet 2017, 52 pays mettaient en oeuvre les standards de l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives. Ces pays sont répartis tout autour du globe. Jusqu'à présent, the Natural Resource Governance Institute a trouvé que 29 gouvernements mettaient en oeuvre les standards de l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives en publiant certains des contrats et des licences qu'ils concluaient avec les compagnies et plusieurs autres pays ont entrepris des démarches pour le faire.

Le Libéria nous fournit un excellent exemple afin de comprendre l'importance de la transparence et de l'accès à l'information ainsi que du rôle que l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives peuvent jouer dans un pays émergent tout juste de conflits. Le Libéria a expérimenté 14 années de guerre civile, entre 1989 et 2003, où la corruption était omniprésente dans les secteurs miniers et forestiers. La présidente Ellen Johnson Sirleaf, qui est la première femme présidente en Afrique et a reçu le Prix Nobel de la paix, a reconnu l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives en 2006.

En 2009, le Libéria est devenu le premier pays africain à être validé et reconnu comme conforme à l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives. L'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives a été innovative de plusieurs manières pour le Libéria. Etant donné les enjeux historiques de corruption que le pays a connu dans le secteur du bois et du caoutchouc, le Libéria a étendu les exigences de l'Initiative pour couvrir également ces secteurs. De plus, il est devenu le premier pays à exiger que les accords de concessions soient accessibles au public. C'était une action que la plupart des autres pays qui avaient signé l'initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives n'avaient pas encore accompli.

Le Libéria a publié son premier rapport en 2009. L'importance de ce rapport, pour un pays comme le Libéria qui a expérimenté la corruption dans son secteur minier, est qu'il a montré les divergences entre ce que les compagnies du Libéria assuraient avoir payé au gouvernement et ce que le gouvernement assurait avoir reçu des compagnies. Ce rapport a aidé les citoyens à comprendre l'importance des industries minières pour l'économie de leur pays, a fourni de l'information tant aux citoyens qu'au gouvernement sur les taxes payées, sur le contenu des contrats, et a forcé les compagnies à regarder à l'interne pour voir s'il n'y avait pas de fraude.

En résumé, L'initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives a joué un rôle incroyablement important pour le Libéria dans l'amélioration de l'accès à l'information, en favorisant la surveillance et la publication dans le pays et en responsabilisant les citoyens à avoir un rôle plus important à jouer dans les industries minières et dans la gestion des ressources naturelles.

En dehors de l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives, plusieurs pays ont adopté de nouvelles législations afin d'encourager la transparence dans le secteur des ressources extractives. Par exemple, le Canada, l'Union Européenne et les Etats Unis ont adopté

des normes de déclaration obligatoires comme la loi sur les mesures de transparence dans le secteur minier au Canada en 2015.

Pour terminer, la transparence et l'accès à l'information sur les ressources naturelles et l'environnement sont des éléments clés pour la construction de la paix environnementale. Ils requièrent la participation des gouvernements, des entreprises et de la société civile afin de promouvoir une meilleure gestion des revenus du secteur des ressources naturelles. L'emploi de la transparence dans des initiatives comme l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives est important pour consolider la confiance entre les citoyens, le gouvernement et le secteur privé autour du secteur minier qui est, dans de nombreux pays, un des secteurs les plus importants.

2.8 SENSIBILITÉ AUX CONFLITS (LECTURE: MARC LEVY)

Bonjour, aujourd'hui nous allons parler de la sensibilité aux conflits. L'aide n'est pas neutre aux conflits. Elle peut renforcer ou réduire les capacités de paix. Elle peut favoriser une partie par rapport à une autre. Dans plusieurs pays ayant un risque élevé de conflits, l'aide au développement a eu un large impact sur ce qui s'est passé dans ces pays. Il n'est pas inhabituel que l'aide constitue un tiers ou plus de l'économie nationale. Une portion significative de l'aide au développement est directement ciblée sur l'environnement, les ressources naturelles et les enjeux climatiques mais elle peut également avoir un effet indirect important sur tous ces enjeux. C'est pourquoi trouver des moyens de rendre les interventions de développement sur l'environnement, les ressources et le climat plus sensibles aux conflits aurait le potentiel d'amener de larges bénéfices.

Lorsque nous parlons de sensibilité aux conflits, l'importance est placée ici sur le fait de ne causer aucun préjudice, défini comme l'élaboration d'interventions de développement qui évitent d'augmenter le risque de conflits violents. Il y a aussi l'aspect de "faire du bien", désignant le développement d'interventions qui abaissent le risque de conflits violents. Ces aspects seront couverts dans le module se centrant sur les situations d'après-conflits.

L'accent mis sur la sensibilité des conflits se concentre principalement sur tous les aspects de l'aide au développement. A la fin de la Guerre Froide, il est devenu politiquement acceptable d'intégrer ensemble les politiques de développement avec la consolidation de la paix. Les preuves se sont accumulées, montrant que l'effet global de ces aides, dans des pays à haut risque de conflits, semblaient rendre les conflits plus probables. Après cela, une communauté de pratique s'est concentrée à améliorer la sensibilité aux conflits des interventions dirigées sur les ressources naturelles, car des liens existent entre les interventions sur les ressources naturelles et les conflits.

Le Sierra Leone et le Libéria ont été des exemples pertinents. Plus récemment, il y a eu beaucoup d'activités autour de la sensibilité aux conflits des interventions sur le climat. Il y a des étapes traditionnelles à suivre afin de promouvoir la sensibilité aux conflits dans un contexte de sécurité environnementale. Premièrement, il y a l'évaluation de l'évolution d'un conflit. Deuxièmement, il faut identifier les liens entre l'environnement, les ressources et le climat. Troisièmement, il faut représenter les risques que peuvent comporter les plans de développement sur les conflits environnementaux. Quatrièmement, il y a l'importance de modifier les programmes de développement afin de mitiger les risques qui ont été identifiés. Et finalement, il y a le monitoring des risques afin de fournir une mise en garde adéquate.

Nous allons regarder ces cinq étapes en détails. Premièrement, faire une évaluation du conflit. L'évaluation du conflit inclut la spécification des causes à l'origine du conflit. Elle inclut l'identification de groupes critiques, de régions et d'individus et du potentiel que ces éléments ont pu avoir sur l'aggravation ou la réduction du conflit. Par exemple, si vous deviez faire une évaluation du conflit au Sierra Leone à la fin des années 1980, vous auriez probablement identifié,

comme causes principales, une participation politique restreinte, une forte pauvreté, une rareté du territoire ainsi que de la compétition entre différentes factions. Le Front Révolutionnaire Uni aurait été un groupe critique ou un perturbateur potentiel.

Le second élément est l'identification des liens environnementaux. Cela implique de savoir quels sont les enjeux environnementaux, climatiques et les enjeux sur les ressources naturelles les plus importants, ayant eu une implication majeure dans les éléments que vous avez préalablement identifiés dans l'évaluation de votre conflit. Concernant l'environnement, quels éléments ont joué un rôle dans la probabilité du conflit? Si nous revenons à notre évaluation hypothétique du conflit au Sierra Leone durant les années 1980, vous auriez certainement inclus, dans cette catégorie, la rareté du territoire et les diamants. Avec du recul, nous savons aujourd'hui que la sécheresse a été un risque majeur à cause de l'effet qu'elle a eu sur les pauvres dans les zones rurales. Aujourd'hui, cet élément serait inclus dans l'évaluation de ce conflit – bien que durant les années 1980, il aurait certainement été ignoré.

Troisièmement, représenter les risques que peuvent avoir les programmes de développement sur les conflits environnementaux. Ici, nous regardons les différentes manières selon lesquelles les interventions que vous avez planifiées peuvent augmenter les risques d'une escalade du conflit. Comment ont-elles pu involontairement empirer certaines des causes à l'origine du conflit? Comment ont-elles pu conduire certains groupes critiques à employer la violence? Par exemple, dans un cas où la rareté du territoire et la pauvreté rurale sont des causes principales du conflit, comme au Sierra Leone, dans les années 1980, vous pourriez découvrir qu'un programme visant à attirer les investissements étrangers vers l'agriculture, bien que comportant plusieurs bénéfices, pourrait être désastreux s'il rend le territoire encore plus rare pour la population rurale pauvre.

La quatrième étape est la modification de vos programmes de développement afin de mitiger les risques que vous avez identifiés. Lorsque les risques du programme de développement initial ont été identifiés, votre mission est de neutraliser ces risques autant que possible. Dans certains cas, vous pourriez changer fondamentalement votre cible de développement. Dans notre exemple, vous pourriez concevoir un changement d'un effort centré sur l'augmentation des investissements étrangers vers l'agriculture vers un focus sur un renforcement de la productivité des petits exploitants paysans. Dans d'autres cas, vous pourriez conserver l'approche initiale en la complétant néanmoins avec des initiatives de développement qui compenseraient le risque de conflits. Par exemple, vous pourriez conserver l'approche centrée sur les investissements étrangers pour l'agriculture tout en ajoutant des efforts importants pour la création d'emplois dans les zones rurales.

La dernière étape est le monitoring des risques et une mise en garde adéquate. A ce stade, vous savez comment les interventions d'aide pourraient potentiellement élever le risque d'aggravation du conflit. Peu importe le temps que vous consacrez à neutraliser ces risques, vous ne pourrez jamais les éliminer complètement. C'est pourquoi vous avez une obligation morale de surveiller les impacts de ces huit activités sur le risque de conflits et de fournir une mise en garde adéquate en cas de besoin.

Par exemple, si vous avez déterminé qu'un des risques majeurs concerne le problème de la rareté des terres, vous aurez besoin de contrôler les changements concernant la rareté des terres. Cette surveillance pourrait inclure le suivi des acquisitions de larges parcelles de terrain, les mouvements importants de la population vers des zones où le territoire est déjà rare, les disputes sur la possession et l'accès des terres, l'augmentation du chômage chez les jeunes personnes des zones rurales, etc.

Une prévention effective n'est jamais facile. Il peut être difficile d'élaborer la bonne méthode. Il peut être difficile d'obtenir des informations correctes. Il peut être difficile de convertir l'information en une estimation valide des risques. Il peut être difficile de communiquer des mises en garde utiles. En effet, si la mise en garde n'est pas effectuée avec soin, elle peut quelquefois rendre l'escalade du conflit encore plus probable. En général, la prévention sur les risques de conflits, pouvant être induits par les interventions sur l'environnement, les ressources et le climat, est plus effective si elle est destinée à supporter des décisions spécifiques. Par exemple, elle peut être destinée à encourager l'augmentation de la redistribution des bénéfices vers une zone où la source de la prévention est le faible niveau de vie. La prévention est aussi plus effective si elle est développée en lien avec une participation active de tous les acteurs pertinents. Par exemple, inclure les citoyens permettrait de collecter des informations de par leur surveillance sur le terrain.

Ces idées autour de la sensibilité des conflits peuvent être appliquées plus largement. Elles ont initialement émergé dans la communauté de l'aide au développement, mais aujourd'hui, la sensibilité aux conflits est appliquée par une grande variété d'acteurs incluant les entreprises multinationales, les organisations en charge de la réponse humanitaire et les gouvernements nationaux et locaux dans des situations de fragilité. La preuve que les interventions de développement autour de l'environnement, des ressources et du climat peuvent augmenter les risques d'intensification des conflits est très probable. En effet, en l'absence d'efforts compensatoires pour réduire la sensibilité aux conflits, les conflits sont les résultats les plus probables.

C'est pourquoi la sensibilité des conflits est universellement acceptée comme bonne pratique lors de l'élaboration d'interventions où les risques de conflits sont de base significatifs. En conséquence, la communauté de pratique augmente rapidement et les leçons applicables s'accumulent. Il sera toujours difficile d'atteindre un succès complet mais il devient plus facile de mettre en place des tentatives plus robustes.

2.9 CADRE CONCEPTUEL POUR COMPRENDRE LE CONTEXTE, PROCESSUS, ET DÉTERMINANTS DES CONFLITS LIÉS À L'ACTIVITÉ MINIÈRE (LECTURER: BERNARDA ELIZALDE)

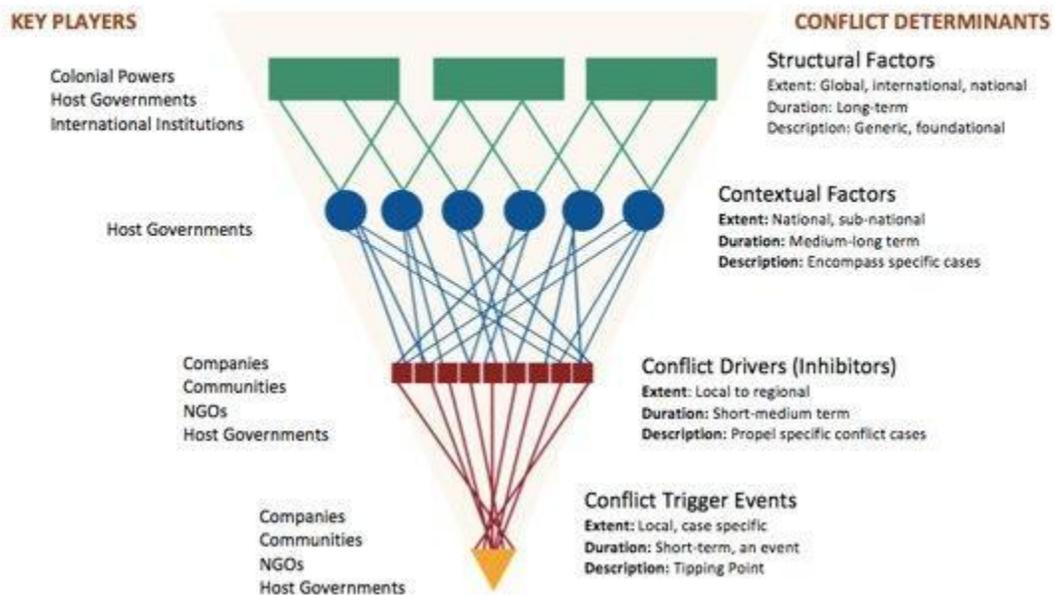
Bonjour, mon nom est Bernarda Elizalde, je suis la co-fondatrice du Centre pour la mise en valeur responsable des minéraux. Je suis une professionnelle dans le domaine social et environnemental. Je travaille actuellement pour une compagnie minière canadienne. Auparavant, j'ai conseillé des agences gouvernementales, des communautés et des institutions financières et internationales sur leurs services et leur performance en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Afrique. J'étais membre d'une équipe de projet de recherche globale centré sur l'augmentation des conflits associés aux opérations minières en partenariat avec l'institut canadien de l'International Resources & Development et le programme de l'ONU pour le développement.

Dans ce cours, je vais expliquer comment les cadres conceptuels peuvent améliorer notre compréhension des systèmes complexes qui conduisent aux conflits dans les secteurs miniers, pétroliers ainsi que celui du gaz. Aujourd'hui, je vous présenterai des cadres conceptuels qui sont utiles pour nous aider à comprendre les aspects spécifiques des conflits associés aux industries extractives. Ces modèles nous permettent de considérer les causes à l'origine des conflits des ressources extractives ainsi que les systèmes, les trajectoires et les acteurs principaux impliqués. En comprenant ces trajectoires, nous pouvons mieux éviter l'escalade des conflits sociaux en violence et améliorer les résultats des programmes de développement dans les zones riches en ressources.

Le premier cadre conceptuel est le « Conflict Pathway Model » (modèle des trajectoires de conflit). Ce modèle nous aide à comprendre les conflits comme un processus qui est prévisible et gérable. C'est un projet global en cours afin d'améliorer la compréhension des conflits associés à l'extraction minière qui ont augmenté de manière dramatique ces 15 dernières années. Le Conflict Pathway Model a été basé sur des investigations de terrain, une revue de la littérature et une analyse quantitative de plus de 330 accidents publics miniers dans le monde entier. Notre équipe a examiné en profondeur des cas de conflits liés aux mines en Amérique latine et en Afrique. Nos investigations se sont centrées sur l'amélioration de la compréhension des conflits sociaux entre les compagnies minières et les communautés. Les situations de conflits peuvent inclure autant des résultats positifs que négatifs. Nous avons appris des leçons utiles en étudiant ces deux types de cas.

Pour l'objectif de ce cours, nous avons défini les conflits comme l'interaction entre deux ou plusieurs parties ayant des objectifs perçus comme incompatibles et qui s'engagent dans une série de pratiques incluant le dialogue, la persuasion, des négociations, de l'arbitration, des actions légales, des protestations, de l'intimidation et de la violence physique. Cette définition est en accord avec l'approche du conflit employée dans ce MOOC.

Vue à travers le Conflict Pathway Model, le processus de conflit peut être vu comme un bassin consistant en une cascade de décisions et d'actions et leurs conséquences qui forment un cheminement du haut de l'échelle jusqu'en bas. Les facteurs déterminants des conflits sont vus comme le côté droit de ce schéma. Ils représentent une hiérarchie, qui se rétrécit graduellement du haut vers le bas en termes d'espace, de la constante géographique de ces déterminants et du temps, de la durée de ces facteurs.



Il y a de la connectivité entre les différents niveaux de facteurs principaux du conflit. Les facteurs structurels à l'échelle globale et sur le long terme donnent lieu à des facteurs contextuels au niveau du pays, qui par la suite donnent lieu à des facteurs locaux. L'effet cumulatif de tous ces facteurs déterminants posent les bases de possible déclenchements de conflits très localisés et très spécifiques dans le temps.

La partie gauche du schéma indique où les acteurs principaux contribuent au processus du conflit. Les gouvernements hôtes qui sont les pays où des projets destructeurs prennent place sont impliqués à tous les niveaux de gouvernance. Les gouvernements hôtes jouent un rôle, pas seulement au niveau national mais aussi aux niveaux regional et local. Les compagnies, les organisations de la société civile et les communautés contribuent beaucoup sur le degré d'importance des facteurs et sur les événements pouvant amener un conflit.

Considérons maintenant un cas qui souligne comment le Conflict Pathway Model fonctionne. Cet exemple est celui du développement des mines de cuivre de Las Bambas et de l'Haqira sur les hauts-plateaux du Sud du Pérou. Nous allons commencer par l'événement déclencheur du

conflit : le conflit a été déclenché lorsque des chefs de communautés ont découvert que le gouvernement et les compagnies minières les avaient ignorés pour la prise de décisions importantes. Une marche de protestation s'est organisée et est devenue incontrôlable lorsque la police est arrivée. Sept personnes ont été tuées et 16 personnes hospitalisées.

Le modèle révèle que d'autres facteurs ont contribué à ce résultat. Parmi les facteurs structurels affectant le Pérou, le colonialisme a été suivi par des années d'autoritarisme et de régime militaire. Le néolibéralisme a ensuite ouvert les portes aux investissements directs étrangers et à l'établissement d'une économie dépendante des ressources naturelles. Au niveau contextuel, cette tendance a ancré le contrôle central du gouvernement sur le développement des ressources naturelles. Pourtant, le gouvernement central manquait de capacité pour gouverner efficacement les régions riches en minéraux qui étaient également les plus éloignées.

La bonne gouvernance des mines dépend d'institutions de gouvernance effectives au niveaux régional et local. La décentralisation de la gouvernance au Pérou a souvent été infructueuse jusqu'à présent dû aux capacités inadéquates présentes dans les régions reculées. Une gouvernance et une capacité de régulation inadéquates au niveau local a donné lieu à plusieurs facteurs de conflit au niveau local. Ceux-ci incluaient: un régime foncier indéterminé et des problèmes sur l'utilisation des sols; des compétitions entre les communautés locales sur la propriété des terres; une distribution des bénéfices de l'opération des mines perçue comme inégale; une dépendance des communautés locales aux compagnies minières pour les programmes de développement social. Les tensions persistentes et irrésolues autour de ces questions ont contribué au déclenchement de violents conflits.

Les conflits que nous avons identifiés grâce à ce modèle nous donne trois réflexions importantes. Premièrement, le conflit n'est pas un événement; c'est un processus avec une histoire et une trajectoire avant son véritable déclenchement. Deuxièmement, le conflit résulte des interactions entre des acteurs multiples et de l'évolution des facteurs affectant le conflit. Les principaux acteurs incluent les agences gouvernementales aux niveaux national, régional, et local, les compagnies et les communautés. Il y a aussi des acteurs secondaires importants incluant les ONG. Les actions et les décisions des gouvernements, à chaque niveau de gouvernance, préparent le terrain vers un développement plus durable ou, à l'inverse, un plus haut risque de conflit. Troisièmement, si la finalité du déclenchement d'un conflit violent semble chaotique, en réalité, le processus du conflit est une trajectoire systématique, prédictible comme le prouve le Conflict Pathway Model; alors, l'intensification des conflits peut être évitée.

Le deuxième modèle utilisé pour analyser les conflits sur les ressources extractives met aussi en lumière les facteurs des conflits et comment les risques de conflit peuvent être mitigés. Ce modèle est basé sur de précédents travaux se concentrant sur les coûts des conflits entre des compagnies et des communautés. Le cadre conceptuel se base sur plus de 200 projets affectés par des conflits dans 6 secteurs différents. La nature des conflits et leurs facteurs ont été adressés ainsi que les implications pour chacun de ses secteurs.

Les facteurs de conflits ont été divisés en quatre catégories: environnementaux, sociaux, économiques et les facteurs de gouvernance. Il est important de noter qu'ici les conflits désignent généralement des conflits sociaux, qui peuvent s'escalader en violence. Nous regarderons quels facteurs ont été les plus significatifs dans le secteur des ressources, incluant les conflits sur les mines, le pétrole et le gaz. Particulièrement, des exemple de facteurs environnementaux déterminants pour les conflits liés aux mines, au pétrole et au gaz sont la pollution et la dégradation des écosystèmes. D'autres facteurs environnementaux incluent la déforestation et les enjeux hydriques, particulièrement la pollution de l'eau potable.

Les facteurs sociaux des conflits sur les mines, le pétrole et le gaz incluent la réduction de l'accès à ces ressources pour les communautés qui s'inquiètent alors de ne plus avoir accès à l'agriculture et à la pêche, essentiels pour leur subsistance. Le manque de bénéfice pour les communautés est aussi un facteur significatif car les communautés craignent que les impacts négatifs de ces projets ne sont pas compensés de manière adéquate. Cette affaire de parité entre ceux qui bénéficient de l'extraction et ceux qui souffrent des impacts environnementaux et sociaux est souvent un facteur clé de conflits.

Le facteur le plus important concernant la gouvernance des mines, du pétrole et du gaz est une planification inadéquate. Ceci inclut des déficiences sur le type de projet, la sélection du site et les stratégies de long terme de la préparation du site avant le développement de sa ressource et de la gestion de la fermeture et de la réhabilitation du site. Un autre facteur clé de la gouvernance concerne le manque de transparence contribuant à la corruption. Un facteur additionnel est le manque de consultation adéquate, en particulier pour des projets affectant les communautés indigènes.

Un facteur économique : lorsque les gouvernements ne fournissent pas des institutions, pourtant préalablement acceptées, ou ne respectent pas leurs devoirs. Un autre facteur économique : lorsque les communautés sentent que les bénéfices d'un projet sont distribués injustement vers les centres urbains plutôt que vers les zones affectées par le projet.

Les deux modèles considérés ici illustrent les facteurs clés et les opportunités où les compagnies et les gouvernements peuvent aider à réduire les conflits avec les communautés. Le cadre conceptuel utilise nous renseigne sur les situations où de futurs conflits peuvent être évités dans les secteurs miniers, pétroliers et du gaz. Premièrement, la nature des conflits est multi-dimensionnelle et dynamique. La plupart des projets font face à des enjeux sociaux qui peuvent mener à une escalade du conflit avec des conséquences négatives incluant de la violence; par exemple, les facteurs sociaux et environnementaux des conflits sont interconnectés. Les conflits peuvent être compris comme un processus avec une histoire et une trajectoire existants bien avant son déclenchement, et le résultat des interactions entre des acteurs identifiables.

Deuxièmement, il y a un besoin pour une meilleure planification des projets dès leurs commencements. Les projets font typiquement face à des conflits dans les premières phases de leurs créations. Lorsque les gouvernements et les autres acteurs s'engagent dans une planification de long-terme et transparente, cela peut aider les communautés locales à

développer leur durabilité, la réduction des risques de conflits et aider la résilience des communautés locales. Un engagement minimal aide à mettre en place des conditions afin que les communautés locales puissent bénéficier des projets inclus dans un plan plus large de développement. Ceci requiert le renforcement des capacités du gouvernement au niveau local.

Troisièmement, il y a un manque de capacité gouvernementale pour contenir les conflits. Dans plusieurs régions riches en ressources mais éloignées, il y a un manque de présence et de régulations du gouvernement au niveau local. Ceci, combiné avec la méfiance des populations rurales dans leurs gouvernements et les compagnies, contribuent aux réclamations faites contre la contamination des sols et de l'eau. Renforcer les capacités institutionnelles pour gouverner les ressources naturelles ainsi qu'améliorer les capacités pour gérer les conflits sociaux devraient être une des priorités principales à tous les niveaux du gouvernement; en particulier, résoudre les enjeux de propriété et d'utilisation du territoire peut contribuer à réduire le risque d'escalade des conflits.

Quatrièmement, le besoin d'une distribution équitable des bénéfices. Les bénéfices ne sont souvent pas partagés équitablement avec les zones affectées par les projets. S'assurer que le système de distribution des bénéfices allouent ceux-ci de manière juste peut aider à éviter les conflits.

Cinquièmement, renforcer les capacités de mise en oeuvre des régulations environnementales parmi tous les acteurs. La dégradation environnementale, les impacts sur les sols et sur la subsistance des communautés amènent souvent les conflits sociaux à s'intensifier. Les compagnies et les gouvernements peuvent aider à réduire les conflits en améliorant leur processus d'évaluation des impacts environnementaux et en initiant un processus de surveillance effectif qui inclut l'engagement des communautés.

Les conflits sont un aspect inévitable du développement des ressources qui peuvent avoir des résultats tant négatifs que positifs. La question clé est de savoir si les conflits sont gérés afin de construire un consensus autour d'une variété d'intérêts ou si l'échec de la gestion du conflit amène à une escalade de violence.

Ce chapitre a souligné deux cadres conceptuels qui peuvent nous aider à comprendre les conflits comme processus avec une histoire et une trajectoire et qui peuvent être compris de manière systématique. Comprendre la trajectoire d'un conflit ainsi que ses facteurs aide les acteurs impliqués dans la prise de décisions à se diriger vers des résultats plus constructifs.

La planification attentive des projets et l'engagement dans le développement durable dans les zones riches en ressource peuvent aider ces régions à garder leurs moyens de subsistance et leurs territoires rentables pour des générations futures. Merci de m'avoir accompagnée dans ce cours.

Bonjour tout le monde. Ce chapitre se concentrera sur le rôle que la médiation peut jouer dans la résolution ou la désintensification de disputes et de conflits incluant les ressources naturelles. La médiation est un instrument essentiel, particulièrement bien adapté à certains types de disputes sur les ressources, bien que ce processus soit créé pour marcher dans un contexte spécifique. Dans certains cas, spécialement lorsque les conflits sur les ressources sont liés à des asymétries de pouvoir importantes ou à des enjeux structurels, des approches différentes sont requises.

Une caractéristique particulièrement importante de plusieurs disputes sur les ressources naturelles est leur double nature. D'une part, ces disputes sont techniquement complexes. De l'autre, elles sont souvent très sensibles politiquement. Cette complexité technique vient du fait qu'elles ont un ensemble de dimensions scientifiques, techniques, économiques et légales. Il existe souvent de l'incertitude, de la confusion ou des désagréments sur l'information concernant le statut et la possession des ressources. Et les ressources naturelles sont souvent imbriquées dans une chaîne d'approvisionnement globale qui dépasse souvent les limites du conflit. La sensibilité politique vient du fait que ces ressources sont économiquement très profitables ; les intérêts particuliers des élites sont souvent impliqués ; les ressources naturelles sont très souvent liées à d'autres valeurs culturelles, historiques ou spirituelles; elles sont souvent liées à l'identité des groupes; et quelquefois, des conflits locaux sur les ressources naturelles peuvent être imbriqués dans des conflits politiques plus globaux.

Alors, la médiation est un instrument très utile de gestion des conflits permettant de faire face à la complexité technique et à la sensibilité politique. La médiation est un processus où une tierce partie assiste, avec leurs consentements, deux ou plusieurs parties afin de prévenir, gérer ou résoudre un conflit en les aidant à développer des accords mutuels satisfaisants.

Il existe de nombreuses raisons pour expliquer pourquoi la médiation est particulièrement applicable pour résoudre les disputes sur les ressources naturelles. Premièrement, c'est un instrument flexible. La médiation peut gérer des enjeux complexes et techniques. Elle inclut une série d'approches afin de gérer des informations techniques provenant de plusieurs sources. Deuxièmement, c'est un instrument volontaire requérant un consentement mutuel, ce qui signifie qu'il est applicable pour des conflits politiquement sensibles. Les parties créent et possèdent la solution au lieu d'avoir des solutions "top-down" imposées à elles. Troisièmement, la médiation se concentre sur la création et le maintien de bonnes relations, ce qui est applicable pour des situations de long-terme où la coopération est demandée. Elle met l'accent sur une prise de décisions collective et la gestion collaborative des ressources naturelles sur le long-terme. Et finalement, c'est une approche de gagnant-gagnant qui permet de maximiser mutuellement les bénéfices des ressources. Elle peut vraiment aider à débloquer des positions de "zero-sum" game ou des situations qui sont bloquées depuis longtemps et peut vraiment maximiser les bénéfices mutuels dérivés des ressources naturelles pour toutes les parties.

Bien sûr, il faut garder en mémoire qu'il existe aussi certaines limitations. Il y a trois situations où la médiation pourrait ne pas être le bon instrument à utiliser. Premièrement, en cas d'enjeux structurels prolongés ou fortement ancrés qui, afin de pouvoir adresser le conflit de manière adéquate, demandent des réformes légales, économiques, politiques ou sociales. La médiation n'est pas destinée à transformer des relations de pouvoir ou des structures sociales inégales ou injustes. Deuxièmement, la nature insurmontable de certains conflits sur les valeurs ou les identités peut signifier que certaines parties refuseront d'entrer en négociations. Dans ce cas, des solutions de gagnant-gagnant ne sont pas toujours possibles. Finalement, les situations incluant un déséquilibre de pouvoir important ou un manque de confiance entre les parties peut rendre l'emploi de la médiation très difficile.

Alors, le Programme de l'ONU pour l'environnement et le département de l'ONU pour les affaires politiques, ont établi un partenariat afin d'explorer les meilleurs pratiques de médiation dans les disputes sur les ressources. J'aimerais consacrer le reste de ce chapitre à sept stratégies clés identifiées lors de cette collaboration. Premièrement, il est important de comprendre que la médiation est un processus. La conception de ce processus est un facteur clé de succès pour atteindre un résultat positif. La médiation peut être divisée en quatre phases principales.

1. La première phase est une évaluation. L'objectif essentiel de cette phase est d'évaluer les dynamiques du conflit afin de déterminer si la médiation est appropriée et possible afin d'atteindre des accords de n'importe quels types.
2. La phase 2 se concentre sur la préparation et la conception du processus de médiation. Le but ici est de se mettre d'accord sur la structure du processus et d'établir les meilleures conditions possibles pour une médiation réussie.
3. La phase 3 est le processus de négociations. Nous essayons ici d'atteindre un accord mutuel et satisfaisant, et idéalement, de renforcer les relations pour se rapprocher d'une plus grande collaboration.
4. Et la phase 4 est la mise en oeuvre. Il y est principalement question d'aider les parties à résoudre leurs disputes pendant la mise en oeuvre d'un accord pour augmenter leur stabilité et la durabilité.

La deuxième leçon centrale : n'importe quel bon processus de médiation est basé sur une compréhension détaillée des acteurs, leurs capacités, leurs positions et leurs intérêts. Ceci devrait toujours inclure une cartographie des parties prenantes et une analyse du conflit, une représentation des positions et des intérêts de tous les acteurs, une évaluation des capacités des acteurs à s'engager réellement dans la médiation incluant hommes et femmes, une évaluation de l'accès de tous les acteurs à l'information sur les ressources naturelles et l'identification des

acteurs ayant une participation directe dans le processus de médiation ainsi que de ceux qui seront consultés ou impliqués.

La troisième leçon est l'importance de la technicisation du débat pour s'assurer que toutes les parties ont le même accès à l'information et à une expertise impartiale. C'est une tactique très commune que de diriger les discussions sur des enjeux techniques et rester ainsi en dehors des enjeux politiques, culturels ou idéologiques trop sensibles. Ici, il est vraiment très utile d'employer des standards objectifs, des critères ou si possible des données. Des experts techniques impartiaux peuvent aussi amener beaucoup à la médiation en aidant à fournir des données fiables ou en validant des données fournies par les parties. Ceux-ci peuvent également aider à surmonter les impasses lorsque les parties ont des informations différentes ou des perceptions, des interprétations, ou des conclusions erronées, et, dans certains cas, une récolte de données conjointe peut être utilisée afin de consolider la confiance entre les parties et maximiser la transparence dans le processus de récolte des données.

Un bon exemple de technicisation et d'accès à de l'information impartiale vient du cas de l'Ogoniland, au Nigéria. Vous pourriez déjà être familiés avec ce cas. La région de l'Ogoniland au Nigéria, a une longue histoire de conflits basés sur les ressources principalement dû à la contamination par le pétrole et aux partages inégaux des bénéfices de cette ressource. Alors que le gouvernement démarrait un processus de réconciliation par la médiation, on réalisa qu'un des principaux challenge pour les deux parties était de s'accorder sur les faits. Et les communautés locales n'avaient pas confiance dans les données présentées par le gouvernement ou par les opérateurs pétroliers.

Afin de surmonter cette impasse, le gouvernement a demandé au programme de l'ONU pour l'environnement de conduire une évaluation environnementale indépendante de la contamination pétrolière. Dans l'exemple illustré par ce cas, le processus d'évaluation était tout aussi important que les résultats scientifiques ou techniques. L'évaluation a été conduite de manière totalement transparente, ce qui a permis aux communautés locales de consolider leur confiance dans le processus lui-même. Au total, 23,000 personnes ont été directement engagées dans ce processus. Le rapport d'évaluation final a ensuite été utilisé, par toutes les parties, comme une base commune d'informations sûres afin de s'accorder sur un programme de dépollution.

La quatrième stratégie est de séparer la possession des ressources de leur emploi et de leur gestion. La propriété des ressources naturelle est typiquement un enjeu très complexe et délicat et peut être lié à des questions d'identité, d'histoire et de culture. Il peut être très utile de séparer les enjeux de propriété de ceux de la gestion ou de la distribution des revenus. En effet, dans certains cas, la question de la propriété peut même être enlevée de la table des négociations si elle est trop sensible ou trop complexe à résoudre. Si cela arrive, les parties s'accordent en disant qu'elles divergent sur la propriété mais sont prêtes à négocier l'accès, l'emploi et la gestion de ces ressources pour des bénéfices mutuels, à condition que cela ne compromette pas leurs droits de propriété dans le futur.

Un exemple de ce cas est le développement de zones conjointes pour les ressources transfrontalières. Un autre exemple, où cela est arrivé est le cas du processus compréhensif de paix au Soudan. Les parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur la propriété de la ressource pétrolière mais elles ont décidé de laisser cette question irrésolue et de se concentrer plutôt sur la gestion et le partage de ses revenus.

La cinquième stratégie est d'essayer d'élargir la tarte et de collaborer pour des bénéfices partagés. Si une négociation sur les ressources naturelles se concentre sur l'allocation, entre plusieurs acteurs, d'un approvisionnement limité d'une ressource, il existe alors le risque de tomber dans une situation de gagnant-perdant souvent référée comme une situation de "zero-sum game". Une stratégie souvent employée pour la médiation sur les ressources est alors d'essayer d'identifier une palette plus large de bénéfices qui peuvent être fournis par cette ressource, afin d'élargir la tarte, les bénéfices pouvant ensuite être partagés ou employés conjointement. Les bénéfices des ressources peuvent inclure de l'emploi, des revenus, des services, des infrastructures, du tourisme ou des bénéfices écosystémiques.

Plus un médiateur peut aider les parties à maximiser le nombre et la variété des bénéfices mutuels fournis, plus il y aura de solutions possibles pour permettre d'atteindre une situation de gagnant-gagnant. Une des leçons essentielles est qu'une situation de bénéfices mutuels est souvent de loin la plus durable comparée à une situation de gagnant-perdant. La médiation peut vraiment aider les parties à établir des procédés et des relations leur permettant de collaborer sur l'avenir de ces bénéfices partagés.

La sixième stratégie est d'aider les parties à explorer des scénarios et à visualiser leur futur commun. Il y a de nombreuses techniques qui peuvent être utilisées pour aider les parties à discuter de solutions potentielles aux conflits sur les ressources sans compromettre leurs intérêts actuels ou avoir recours à une décision politique ou à un mandat. La construction de scénarios et de prévisions historiques, avec lesquelles les parties peuvent explorer et comparer les différentes options et résultats, peuvent ensuite les aider à développer des visions alternatives plausibles pour le futur. Ces instruments peuvent aider les parties à générer de nouvelles idées et leur fournir des solutions constructives dans un environnement informel qui peut indirectement influencer leurs stratégies de négociations ainsi que la faisabilité des propositions venant du médiateur.

Et, finalement, il est vraiment important de prendre en compte, dans un accord de médiation, les variabilités naturelles, l'incertitude et d'autres chocs ou stress possibles. Dans la mesure du possible, les parties devraient anticiper les changements potentiels affectant la disponibilité et la distribution de ressources naturelles spécifiques et inclure des mécanismes de modifications et d'adaptation. C'est particulièrement important pour les ressources qui sont vulnérables au changement climatique.

En conclusion, la médiation est un instrument incroyable de résolution des conflits sur les ressources lorsqu'elle est employée dans un contexte adéquat et lorsque l'on porte suffisamment d'attention à l'élaboration du processus de médiation. Aujourd'hui, nous avons revu plusieurs

stratégies réussies tout au long de ce chapitre et je vous recommande fortement de lire le guide de l'ONU pour la médiation des ressources pour de plus amples informations. Pour plus d'assistance sur cette question, le département des affaires politiques de l'ONU dirige une équipe d'experts dans la médiation qui ont de l'expérience sur les questions des ressources naturelles, de genre, de justice transnationale et de l'élaboration des processus de paix. Le programme de l'ONU pour l'environnement est également disponible, sur demande des gouvernements, pour fournir une expertise technique impartiale sur les ressources naturelles qui peut ensuite être un support pour un processus de médiation pour la paix. Merci.

2.11 ÉTUDE DE CAS : LA TERRE COMME FACTEUR DÉCLENCHANT DE CONFLIT À SIERRA LEONE (LECTURER: RICHARD MATTHEW)

En 1991, la guerre brutale au Sierra Leone a attiré l'attention du monde entier. Bien qu'elle soit particulièrement connue pour être une guerre sur les diamants, c'était aussi une guerre sur l'accès et le contrôle du territoire. Bien sûr, le territoire n'était pas le seul facteur qui a influencé la guerre. Néanmoins, la relation entre le territoire et la guerre est un aspect important de ce qui s'est passé au Sierra Leone et c'est un exemple pertinent pour d'autres parties du monde.

Le Sierra Leone est un pays qui contient d'importantes ressources minières. L'extraction minière des diamants, de l'or et du fer a commencé dans les années 1930. Pour le rutile et le bauxite il a fallu attendre les années 1960. L'extraction artisanale des diamants, impliquant plus de 250,000 mineurs, a été une forme particulièrement agressive de dégradation des sols. Les forêts couvraient autrefois 70 à 90% du Sierra Leone mais, en 1924, seulement 3.5% de la couverture forestière initiale était encore présente. Cette situation a conduit à des efforts de conservation et, aujourd'hui, la plupart des forêts du pays sont protégées dans 55 réserves et zones de conservation.

Mais, alors que les forêts fournissent d'importants services écosystémiques et méritent d'être protégées, elles sont constamment menacées par l'agriculture et par une forte demande pour le bois de chauffage, le charbon de bois et les matériaux de construction. La population du Sierra Leone est rurale à 60-70% et elle dépend lourdement des cultures agricoles pour sa subsistance. Avant la guerre, le secteur Agricole se développait à un taux de 3% par an – plus rapidement que la croissance démographique- et, avec une forte dépendance dans l'agriculture itinérante, ce secteur plaçait une pression considérable sur la couverture forestière.

Le Sierra Leone a aussi de considérables ressources d'eau douce incluant neufs bassins hydrographiques majeurs ainsi que de vastes aquifères discontinus. Selon une étude de 1993, lors du commencement de la guerre, 44% de la population obtenait son eau des rivières, 37% allait chercher son eau aux puits et 16% l'obtenait par des sources domestiques.

Le Sierra Leone est aussi un pays qui contient une biodiversité remarquablement riche. Quelque 15,000 espèces de plantes et 761 espèces de mammifères et d'oiseaux ont été identifiées. Alors, l'économie et le futur de ce pays sont très fortement liés à son capital naturel qui a été affecté de bien des manières par les dix années de guerre.

Aujourd'hui, encore en train de se remettre de la guerre, le Sierra Leone fait face à d'importants enjeux environnementaux. Le régime foncier, l'utilisation et la gestion du territoire sont au centre de nombreux enjeux. Le régime foncier du Sierra Leone est en grande partie une réflexion de son héritage colonial. Dans la zone Ouest de cette petite péninsule, qui inclut Freetown, sa capitale, le territoire est une propriété privée et la possession des terres suit les procédures et les pratiques du Royaume-Uni.

Mais dans les provinces du Nord, de l'Est et du Sud, les puissances coloniales ont établi un système de chefferies principales qui sont dépositaires du territoire. Les chefs principaux ont le droit d'allouer l'accès à ce territoire. Tout au long de la période coloniale et ensuite lors des premières décennies de l'indépendance, les chefs principaux ont loué le territoire à des fins minières et forestières. D'anciennes accusations assurent que les revenus de ces locations ont principalement bénéficié les chefs et leurs familles. La frustration contre le régime foncier et l'utilisation du territoire ressemble beaucoup à la frustration contre la distribution des richesses des diamants au Sierra Leone, alimentant les réclamations de la population et constituant une des raisons de la révolution.

En 1984, Foday Sankoh, un enseignant caporal retraité et un photographe de mariage, a fondé le Front révolutionnaire uni, comme vecteur de la révolution. Ses promesses incluaient l'éducation pour tous, les richesses du diamant dédiées au bien commun et des réformes foncières. La guerre civile au Sierra Leone aura duré de 1991 à 2002. C'était une guerre de jeunes contre vieux, une guerre des provinces contre Freetown, de propriétaires ruraux contre les urbains et pour Sankoh et le RUF, la réforme foncière était un élément clé pour résoudre toutes ces divisions.

Le territoire au Sierra Leone a été directement touché durant la guerre par les tactiques militaires et l'effondrement des capacités de gouvernance. Par exemple, durant le conflit, le RUF, l'armée nationale et les milices civiles ont tous travaillé à l'intensification de l'extraction du diamant. Les sites miniers improductifs n'ont pas été réhabilités. Ces actions ont laissé en héritage une forte dégradation, des effluents et des pertes de terres arables. Durant la guerre, des dommages considérables ont touché le secteur agricole, directement et largement impacté par le pillage des villages et des fermes par les rebelles ce qui a amené les propriétaires ruraux à abandonner leurs parcelles de terrain. Ces terrains ont été très vite recouverts par la végétation et sont devenus inutilisables pour des activités agricoles.

Les soldats du RUF ont aussi ciblé les infrastructures hydriques incluant les canalisations et les puits. On estime que l'accès à la sanitation pour la population dans le pays a décliné de 30% en 1990 à moins de 20% dix ans plus tard en 2000. La fréquence des maladies d'origine hydrique a augmenté de manière dramatique en conséquence de l'emploi des sources et des rivières pour la disposition des eaux usées et des déchets solides, des conditions de vie difficiles dans les zones urbaines surpeuplées et de la dépendance aux latrines. La guerre civile a aussi entraîné la destruction de nombreuses infrastructures industrielles sur des sites comme le port de Freetown. Ces destructions ont causé tant des problèmes environnementaux que des problèmes de santé publique dû à l'infiltration de produits chimiques industriels et de déchets dangereux dans la nappe phréatique.

En plus de ces impacts directs, la guerre a eu un d'importants impacts indirects. Les personnes déplacées de leur fermes et de leurs villages ont souvent trouvé refuge dans les forêts protégées du pays, où ils ont pratiqué l'agriculture, coupant des arbres pour le feu et faisant du charbon. De plus, les mouvements de population vers la zone urbaine pour trouver de la protection a augmenté la demande en eau, en bois et en nourriture – des demandes qui ont été satisfaites mais par des moyens non durables sur le long terme.

Ces impacts ont été sentis autant au Sierra Leone que dans les pays voisins. Par exemple, plusieurs habitants du Sierra Leone se sont enfuis dans des camps de réfugiés en Guinée, dans une région connue sous le nom de Parrot's Beak. Des dizaines voire des centaines de milliers de réfugiés ont migré vers cette unique région forestière entre les rivières Meli et Mokona, où ils ont trouvé des matériaux de construction, du charbon et des terres arables. Les changements dans la couverture végétale et dans l'utilisation des sols ont mené à d'importantes baisses de la biodiversité. Dans une étude, conduite dans la réserve "Western Area Peninsula Forest", un hotspot pour la biodiversité et un des sites majeurs de la guerre civile, située à cinq kilomètres au Sud de Freetown et entourée par 50 camps de personnes déplacées, les chercheurs ont conclu que la menace pour la biodiversité avait augmenté de manière significative à cause de l'effort de guerre. La pression sur la biodiversité a été la conséquence de pratiques comme l'agriculture itinérante et l'augmentation critique de la chasse au gibier.

Finalement, la guerre a aussi eu de considérables impacts institutionnels. Elle a affaibli la gouvernance environnementale à travers le Sierra Leone. L'information et d'autres ressources n'étaient pas disponibles pour encourager la gestion environnementale et les efforts de conservation. Des enjeux persistants en lien avec des données inadéquates, le bas niveau de transparence et la faible capacité de la gouvernance ont également été amplifiés. Comme la violence s'atténuait, une période de consolidation de la paix a commencé.

Très vite, lors de ce processus, plusieurs risques environnementaux qui auraient pu compromettre la consolidation de la paix et le développement ont été identifiés. Il y avait plusieurs grands domaines d'intérêts, incluant les aspirations incroyablement élevées sur ce que la réforme foncière pourrait accomplir après la guerre. Mais le système foncier fragmenté, dans lequel le contrôle du territoire résidait dans les mains des chefs alors que le système de la gestion environnementale était sous la responsabilité du gouvernement central, rendait la réforme foncière très périlleuse. La corruption et les perceptions de corruption étaient très difficiles à gérer de manière objective. En plus de ces considérations générales, il y avait d'autres zones d'intérêts comme les enjeux de la gestion de la reforestation, la réhabilitation du secteur agricole, la reconstruction et l'amélioration des infrastructures hydriques et la réforme du secteur minier.

Les risques, pourtant, peuvent aussi être considérés comme des opportunités. Et le processus de consolidation de la paix a cherché à s'engager dans un processus de consultation afin de promouvoir la confiance, d'identifier les enjeux environnementaux et les priorités qui pourraient être utilisés comme base pour le développement des compétences locales et nationales autour d'une base commune de données scientifiques et d'une vision commune d'une Sierra Leone durable et résiliente au climat.

2.12 CONCLUSION DU DEUXIEME MODULE (LECTURER: MARC LEVY)

Bonjour. Nous arrivons finalement à la fin de ce module - l'investigation des risques d'intensification des conflits violents découlant de l'environnement, des ressources naturelles et des enjeux climatiques. J'ai été personnellement témoin que les questions adressées dans ce cours ont subi des changements dramatiques durant les 30 dernières années. Ce que j'ai vu, concernant ses opportunités, m'a rendu enthousiaste et optimiste.

A l'époque, nous luttons pour déterminer quels étaient les risques, et les réponses que nous avions n'étaient pas toujours claires. Donc, nous avons fait beaucoup de progrès sur la compréhension des risques mais nous ne sommes toujours pas satisfaits des réponses à cette question : Que devons-nous faire? Alors, nous avons imaginé une série de réponses, appris de nos expériences, diffusé des approches prometteuses et accumulé beaucoup de connaissance pratique.

Alors, aujourd'hui, la sévérité de ces risques et la nécessité d'agir sont largement reconnus. Nous avons une base de connaissance, nous avons accès à des données et à de l'information et nous avons une communauté de pratique qui est bien intégrée à la communauté scientifique. Nous répondons donc à toutes les exigences pour le déploiement de réponses effectives aux menaces environnementales pour la sécurité.

Le fait que cette possibilité est à portée de main aujourd'hui, est très excitant. Dans ce module, nous avons couvert certains des éléments les plus importants pour cette évolution. Nous avons vu comment l'environnement, les ressources naturelles et le climat sont capables d'exacerber, de plusieurs façons, les risques de conflits violents.

Nous avons présenté ces risques selon un cadre conceptuel qui est fidèle aux résultats scientifiques concernant la causalité des liens tout en prenant en compte le contexte politique, social et moral dans lequel ces forces agissent.

Nous avons vu comme les tendances sont inquiétantes et c'est pourquoi, en l'absence d'actions concertées, nous pouvons nous attendre à des conflits violents découlant de causes environnementales, plus fréquents, plus globaux et plus intenses que ce qui a été expérimenté auparavant.

Nous avons regardé deux cas en détails : le Sierra Leone et le printemps arabe. Ces cas nous ont rappelé la magnitude de la tragédie humaine qui peut résulter de l'échec de la gestion de ces risques de manière appropriée et la complexité qui lie tous ces éléments ensemble et rend la mise en oeuvre de solutions efficaces difficile.

Nous avons passé en revue certaines des réponses politiques les plus employées pour gérer ces risques: la promotion d'une bonne gouvernance, le renforcement de la résilience, l'intégration de la sensibilité aux conflits dans les programmes de développement, la médiation et la transparence

et l'accès à l'information. Chacun de ces éléments constitue une collection d'instruments pratiques qui sont solidement ancrés dans la recherche scientifique, supportés par l'expérience pratique et approuvés par un processus normatif aux niveaux global, régional et national. En résumé, il n'y a plus d'excuse pour ne pas comprendre que les risques d'intensification des conflits sont associés à l'environnement, aux ressources naturelles et au climat, et pour ne pas prendre des mesures concrètes pour gérer ces risques.

Bien qu'il soit vrai qu'il reste encore beaucoup à apprendre, il est aussi vrai que la plupart de cet enseignement vient de personnes comme vous cherchant vigoureusement à mettre en pratique les leçons présentées ici.

MODULE 3: LES RESSOURCES NATURELS ET L'ENVIRONNEMENT PENDANT LE CONFLIT

LECTURES

Conflict Pollution and the Toxic Remnants of War: A Global Problem That Receives Too Little Attention (2017) (8pp)

Warfare in Biodiversity Hotspots (2009) (10pp)

Hot Chocolate: How Cocoa Fuelled the Conflict in Cote d'Ivoire (2007) (pp. 2-5)

Corporate War Crimes: Prosecuting the Pillage of Natural Resources (2011) (2nd ed.) (pp. 9-14, 19-22)

Protecting the Environment During Armed Conflict: An Inventory and Analysis of International Law (2009) (pp. 4-20, 51-54)

Taking the Gun out of Extraction: UN Responses to the Role of Natural Resources in Conflicts (2016) (pp. 249-272)

Stepping Stones to Peace? Natural Resource Provisions in Peace Agreements (2016) (pp. 71-78, 98-101)

Greening the Blue Helmets: Environment, Natural Resources and UN Peacekeeping Operations (2012) (pp. 8-16, 78-82)

LECTURES FACULTATIVES

Effectiveness of UN Targeted Sanctions (2013)

Effects of War and Civil Strife on Wildlife and Wildlife Habitats (2002) (11pp)

Strategic Report: Environment, Peace and Security A Convergence of Threats (2016)

Pollution Politics: Power, Accountability and the Toxic Remnants of War (2014)

Amidst the Debris - A Desktop Study on the Environmental and Public Health Impact of Syria's Conflict (2015)

Environmental Assessment of the Gaza Strip Following the Escalation of Hostilities in December 2008 – January 2009 (2009)

Technical Note for Iraq: Environmental Issues in Areas Retaken from ISIL around Mosul, Iraq (2017)

Living Under a Black Sky - Conflict Pollution and Environmental Health Concerns in Iraq (2017)

UN Sanctions: Natural Resources (2015) (24pp)

Experts' Background Report on Illegal Exploitation and Trade in Natural Resources Benefitting Organized Criminal Groups and Recommendations on MONUSCO's Role in Fostering Stability and Peace in Eastern DR Congo (2015)

Pollution Politics: Power, Accountability and Toxic Remnants of War (2015)

OUTILS ET GUIDES PRATIQUES

OECD Due Diligence Guidance for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas (2016)

3.1 INTRODUCTION MODULE 3 (LECTURER: CARL BRUCH)

Salut, je m'appelle Carl Bruch et je dirige les programmes internationaux de l'Institut de Droit Environnemental. Bienvenue au Module 3. Maintenant, nous allons passer des facteurs et risques environnementaux qui ont une influence sur le déclenchement de violents conflits aux risques et possibilités que présentent les ressources naturelles et l'environnement pendant les conflits armés.

Les chapitres de ce premier module examinent tout d'abord comment les ressources naturelles de l'environnement sont affectées par les conflits armés et comment elles peuvent en retour financer, conduire ou alors affecter autrement les conflits armés en cours. Nous utiliserons quelques études de cas détaillées de la Côte d'Ivoire et du Libéria pour mieux comprendre ces dynamiques. Ensuite, nous discuteront de différents outils que les pays, organisations internationale et autres peuvent utiliser pour protéger et autrement adresser la question des ressources naturelles et de l'environnement en cas de conflit armé.

Ce module a trois objectifs. A la fin de ce module, vous devriez être capable de comprendre comment et pourquoi les conflits armés affectent les ressources naturelles et l'environnement; comprendre comment les ressources naturelles affectent la conduite des conflits armés; et comprendre les avantages comparatives et les limites des divers outils de protection des ressources naturelles et de l'environnement pendant les conflits armés.

Tout au long de ce module, nous aborderons plusieurs thèmes clés. Le premier thème concerne les effets d'absence de gouvernance lors des conflits armés. Le deuxième thème concerne les effets directs et indirects des conflits armés sur l'environnement, y compris les stratégies d'adaptation, l'économie de conflit, et diverses armes et tactiques militaires. Le troisième thème concerne les différentes forces et limites des outils et stratégies visant à régler les problèmes liés aux ressources naturelles et à l'environnement pendant les conflits armés.

Depuis le milieu des 1970, après la guerre du Vietnam, le droit international a connu une croissance et un développement constants, cherchant à prévenir et à punir les atteintes injustifiées à l'environnement pendant les conflits armés. Il y a eu une lacune dans la mise en œuvre et l'application, cependant cela commence à changer. Nous observons une croissance numérique des mesures nationales et internationales visant à rendre opérationnel le droit international, telles que la législation nationale, les manuels militaires et le personnel spécialisé dans le domaine de l'environnement.

De plus, les outils du Conseil de sécurité des Nations unies traitent des ressources conflictuelles y compris les résolutions, les déclarations présidentielles, les mandats des missions de maintien de la paix, les sanctions et les groupes d'experts.

Il existe également des outils nationaux pour gérer les ressources en cas de conflit y compris les systèmes de certification, la diligence raisonnable, les campagnes de sensibilisation des consommateurs et les poursuites.

Le dernier ensemble d'outils que nous considérons est l'insertion de dispositions portant sur les ressources naturelles et l'environnement dans les accords de paix. Beaucoup de ces outils peuvent être utilisés par différents acteurs à différents niveaux. Vous verrez que le contexte et la portée d'un conflit armé peuvent influencer s'ils doivent être utilisés, le moment et les modalités d'utilisation de ces différents outils.

3.2 L'IMPORTANCE DES RESSOURCES NATURELS PENDANT LE CONFLIT (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce chapitre met l'accent sur l'importance des ressources naturelles en temps de conflits et les moyens par lesquels les ressources naturelles et l'environnement sont essentiels à la survie. Dans la plupart de pays touchés par les conflits armés, 60 à 80 % de la population dépend directement de la terre, des forêts et d'autres ressources naturelles pour leur subsistance, leur sécurité alimentaire et leur bien-être. Cependant, les conflits armés très souvent cause préjudice à ces ressources naturelles dont dépendent les populations.

Les effets environnementaux peuvent être volontaires ou accidentels. Toutefois, ils sont tous bien établis. Les bombes et armes incendiaires sont souvent utilisées dans les zones où se cachent des forces opposées, détruisant ainsi les forêts et zones protégées. Les mines antipersonnel, les bombes et les autres débris toxiques de guerre rendent les terres agricoles inutilisables. La pollution provenant de l'uranium appauvri et les fuites provenant d'installations industrielles endommagées peuvent endommager les eaux de surface et les eaux souterraines, menaçant ainsi la santé humaine et l'environnement. L'empoisonnement des puits et d'autres sources d'eau est une stratégie courante dans les conflits ethniques, et les tactiques de la terre brûlée qui détruisent et dégradent délibérément les ressources peuvent endommager l'environnement, forçant ainsi les habitants à quitter leurs terres. Comme nous l'avons mentionner dans un autre chapitre les rebelles utilisent souvent les revenus des ressources naturelles pour financer les conflits armés.

Dans la suite de ce chapitre, Je mettrais l'accent sur deux éléments clés qui influencent les effets des conflits armés sur les ressources naturelles et l'environnement, les effets des ressources naturelles sur la conduite des conflits armés. Ce sont tout d'abord des stratégies d'adaptation et ensuite le rôle des ressources naturelles dans l'économie de conflit. Pendant les conflits armés, les ressources naturelles qui ont servi de source de subsistance et de nourriture deviennent une bouée de sauvetage essentielle pour de nombreuses personnes. La prédominance de l'agriculture de subsistance dans de nombreux pays touchés par les conflits suggère que même lorsque le commerce et les marchés sont compromis, les gens sont capables de continuer à se nourrir - à moins que la nourriture ne soit supprimée, la terre ou la source d'eau est détruite ou bien que la population soit obligée d'adopter des stratégies d'adaptation à court terme.

L'urgence de survie entraîne souvent l'usage des stratégies d'adaptation à court terme qui compromettent la prospérité à long terme. Il existe trois types courants de stratégies d'adaptation inadaptées observées pendant les conflits armés. Elles sont associées à la liquidation des actifs, les fuites, et de l'utilisation des ressources par les personnes déplacées. Les communautés dépendantes des ressources investissent souvent beaucoup de temps, d'efforts et d'argent pour développer et entretenir les champs agricoles, les vergers et les forêts communautaires.

Toutefois, en période de conflits armés, les préoccupations de survie signifient souvent que les gens liquident leurs biens pour pouvoir acheter de la nourriture et d'autres nécessités ou bien qu'ils fuient vers la sécurité, même si ces actions compromettent leur capacité de retour. Cette

liquidation des actifs entraîne souvent une exploitation intense et rapide des ressources naturelles, généralement au détriment de sa capacité de récupération et pas toujours pour son utilisation optimale. L'élevage, par exemple, peut être un atout de subsistance particulièrement risqué à conserver pendant un conflit, car il est facilement volé ou tué.

Par exemple, pendant la guerre civile au Burundi, environ un cinquième des ménages dans les zones touchées par le conflit ont déclaré avoir perdu du bétail à cause du vol et du pillage. Par conséquent, pendant le conflit, de nombreux ménages ruraux vendent du bétail comme stratégie d'adaptation. Au lieu de garder du bétail, les ménages ruraux ont tendance à recourir à des cultures à faible risque et à faible rendement qui nourrissent leurs familles et sont moins susceptibles d'attirer des combattants.

Une autre stratégie d'adaptation consiste à fuir. C'est une stratégie commune pour les personnes vivant en zones rurales et qui cherchent une protection dans les villes et les zones périurbaines et dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées. Cependant, la fuite peut entraîner la perte des droits sur les terres et autres ressources détenues en vertu du régime coutumier. En fait, la perspective d'être en mesure de conserver les terres qu'ils ont acquises au cours d'un conflit armé a été un facteur important de recrutement pour les Janjawid dans le Darfour au Soudan. Un autre effet de la fuite est qu'avec l'absence des propriétaires, d'autres personnes peuvent s'installer et exploiter les ressources de manière moins durable. Les populations déplacées ont besoin de nourriture, d'eau et de bois pour leur survie immédiate.

Leur objectif initial est la survie avec cependant les semaines se transformant en mois, et les mois se transformant en années. Les personnes déplacées par les conflits en Afghanistan, en Somalie et ailleurs ont été déplacées pendant dix ans, vingt ans, parfois plus. Les personnes déplacées s'installent dans des zones qui n'étaient pas au préalable assujetties à l'occupation humaine, par exemple les forêts et les zones protégées. Ces zones fournissent des ressources telles que de la nourriture, du bois pour la cuisine et la construction, et elles offrent également la possibilité de gagner un peu d'argent là où les moyens de subsistance pourraient être limités.

En Côte d'Ivoire par exemple, un grand nombre de personnes se sont réinstallées dans des réserves forestières et des zones protégées. Ils sont devenus dépendants de ressources auparavant inexploitées comme une bouée de sauvetage. En pareilles circonstances, les gens sont souvent entassés dans des espaces qui dépassent la capacité de charge naturelle de la zone, ce qui conduit à une surexploitation des ressources et à la dégradation de l'environnement. Par exemple, pendant les guerres civiles en Sierra Leone et au Libéria, des centaines de milliers de réfugiés ont fui vers la sécurité d'une région de la Guinée connue sous le nom de « bec de perroquet ». Pour s'intégrer dans les villages locaux, de nombreuses familles de réfugiés ont abattu des arbres et construit des maisons. Ils ont également pris l'exploitation forestière comme moyen de revenu; les forêts ont été rapidement appauvries comme illustré dans les images satellites.

Pendant les conflits armés, la capacité du gouvernement à gouverner est souvent réduite, parfois de manière considérable. C'est souvent le cas dans les localités rurales riches en ressources,

loin des villes, où le gouvernement peut exercer plus efficacement son autorité. Cela peut contribuer à un surcroît de violence, de crimes et d'opportunisme qui peuvent tous contribuer à soutenir le conflit. Dans ces situations, il existe une économie de conflit, qui peut être distingué d'une certaine façon de l'économie qui existe pendant une paix relative.

La compréhension du rôle des ressources naturelles dans le conflit peut aider à mieux comprendre la dynamique d'une économie de conflit, et cette compréhension est la clé d'interventions efficaces pour construire la paix. L'économie de conflit a quatre dimensions principales: l'économie formelle, l'économie informelle, l'économie d'aide internationale et l'économie criminelle illicite.

1. L'économie formelle est ce qui contribue au PNB et au PIB, les secteurs surveillés, réglementés, et inhabituellement taxés par les gouvernements.
2. L'économie informelle quant à elle, n'est pas gouvernée par l'État, mais elle n'est pas nécessairement illicite. Bien que fréquemment stigmatisé, elle peut constituer d'importantes sources de revenus.
3. Les gouvernements et les organisations internationales d'aide humanitaire sont les acteurs clés de l'aide internationale économique qui joue un rôle important dans les projets et initiatives de développement. L'aide internationale économique peut avoir d'énormes répercussions; par exemple, en fonction de la manière dont elle est entreprise, l'aide alimentaire peut fausser les prix alimentaires locaux et nuire aux moyens locaux de subsistance agricoles.
4. Enfin, l'économie criminelle illicite fonctionne en dehors de la loi ou porte atteinte à celle-ci, se caractérise par la saisie opportuniste et illicite et par le commerce de produits tels que les minéraux, le bois et les stupéfiants.

Ces quatre composantes peuvent exister à divers degrés en temps de paix, mais en période de conflits armés leur importance relative change souvent à mesure que l'économie informelle, l'aide internationale et les économies criminelles illicites prennent de l'importance. La compréhension de l'économie de conflit est essentielle à la compréhension de nombreuses dynamiques de ressources naturelles pendant les conflits y compris l'utilisation des ressources de conflit, la dégradation de la gouvernance et des relations sociales, et les stratégies d'adaptation.

En conclusion, les ressources naturelles sont des moyens de subsistance indispensables pour les populations, la sécurité alimentaire et le bien-être. Pendant les conflits armés, ces ressources deviennent vitales à la survie. Cependant, les conflits armés peuvent également être dévastateurs pour ces ressources constituant une bulle d'oxygène. En période de conflit, les ressources peuvent être détruites en tant que stratégie, dégradées en raison de dommages collatéraux ou être affectées par des stratégies d'adaptation. Il est important de comprendre comment les ressources naturelles renforcent les moyens de subsistance dans la sécurité alimentaire pendant les conflits armés, et la connaissance de la dynamique l'économie de conflit peut améliorer la gestion des ressources naturelles pendant les conflits armés.

3.3 L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU CONFLIT (LECTURER: DAVID JENSEN)

Salut à tous. Le présent chapitre examine un éventail d'impacts environnementaux et de dommages causés par les conflits armés. L'essentiel à retenir de ce chapitre est que tous les conflits armés entraînent des dommages environnementaux mettant ainsi en péril la santé humaine, les moyens de subsistance et la sécurité, et ceux-ci doivent être compris dans tout effort stratégique de reconstruction après un conflit.

Maintenant, les dommages et les risques proviennent de plusieurs voies que nous allons explorer tout au long de la conférence, allons-y donc sans plus tarder. Aujourd'hui, les gens pensent aux impacts environnementaux des conflits armés, ce sont beaucoup plus des images dramatiques de puits de pétrole brûlants de la première guerre du Golfe qui viennent à l'esprit mais ce genre de dommages n'est qu'une des façons dont les ressources naturelles et l'environnement sont affectés pendant les conflits. En fait, il existe trois voies principales par lesquelles les dommages et dégradation de l'environnement s'opèrent: il y a les impact directes, des répercussions secondaires et des répercussions de la gouvernance. Maintenant, examinons chacune d'entre elles.

Les impacts directs sont causés par le ciblage intentionnel ou la destruction physique de l'environnement par des opérations militaires. Il y a quatre exemples que nous pouvons examiner. Premièrement, les tactiques de la terre brûlée qui visent à priver les populations locales de ressources pour leur subsistance. Par exemple, Saddam Hussein a délibérément asséché les marais irakiens pour priver les Arabes de leurs moyens de subsistance et, ce faisant, cela a affecté et dégradé environ 85% des terres humides.

Un autre exemple vient de l'utilisation d'armes, de mines terrestres et de la contamination de munitions non explosées. Par exemple, lors du conflit entre le Liban et Israël en 2006, environ 1 million de bombes à sous-munitions ont contaminé environ 3271 hectares de terres et environ 62% de ces terres étaient agricoles.

Une autre cause d'impacts directs provient des rejets de produits chimiques et de déchets provenant des bombardements de sites industriels et d'infrastructures. Par exemple, pendant le conflit du Kosovo en 1999, une cinquantaine de sites industriels ont été bombardés par les forces de l'OTAN, ce qui a provoqué l'apparition de quatre menaces environnementales écologiques critiques liés aux rejets de produits chimiques et de déchets.

La dernière cause d'impacts directs est l'utilisation des ressources naturelles par les groupes armés pour financer les conflits. Ainsi, l'utilisation non réglementée et illégale des ressources naturelles pour financer des opérations militaires peut entraîner toute une gamme d'impacts environnementaux. Par exemple, l'extraction artisanale de l'or impliquant des groupes armés cause une importante dégradation de l'environnement dans la région de Choco, en Colombie, une zone de haute biodiversité dans le monde. Voilà quelques exemples d'impacts directs des conflits armés sur l'environnement.

Ceuc-ci sont en général très visibles du public, et ils entraînent une série de risques et de dommages aigus. Maintenant, passons aux impacts secondaires. Les impacts secondaires sont des impacts qui surgissent des stratégies d'adaptation utilisées par les communautés locales et les populations déplacées pour survivre à la perturbation socio-économique et à la perte des services de base causés par le conflit.

Une fois encore, il existe quatre causes principales de dommages. Premièrement, la liquidation des actifs naturels. Ici, les ressources naturelles sont vendues pour gagner un revenu de base et servent à la survie pendant les conflits. L'une des études réalisées par la PNUE (le programme des Nations unies pour l'environnement) en Afghanistan a révélé que de nombreuses forêts naturelles de pistachiers, par exemple, avaient été complètement liquidées afin de les transformer en charbon de bois utilisé pour la vente et la survie.

La deuxième cause de dommages provient des déplacements et des installations temporaires. Par exemple, pendant le conflit en République Démocratique du Congo entre 2007 et 2008, environ 250 000 personnes ont été déplacées et relogées à côté du Parc National des Virunga. Dans ce cas d'espece, certains des camps se trouvaient à l'intérieur des limites du parc, et des milliers de personnes déplacées comptaient sur le charbon de bois du parc pour cuisiner.

La troisième cause majeure d'impacts secondaires provient de la prolifération des économies informelles qui tend à se produire pendant un conflit. En effet, on observe régulièrement que les secteurs informels se développent, et ceux-ci sont en grande partie non réglementés, ce qui entraîne toute une gamme d'impacts environnementaux. Par exemple, dans l'est de la RDC, l'exploitation minière informelle et artisanale représente environ 90% de toute l'activité minière soutenant environ 2 millions d'emplois informels.

Et, enfin, nous avons le soutien humanitaire, le maintien de la paix et tout type de ressources dont ces soutiens ont besoin. Au Darfour, par exemple, les opérations humanitaires et de maintien de paix ont multiplié par cinq la demande de briques pour leurs habitations, ce qui a entraîné une déforestation d'environ 52 000 arbres par an.

De ce fait, les impacts secondaires sont souvent les plus répandus et de long terme. Mais il y a une troisième catégorie d'impacts dont vous devez également être conscients, et ceux-ci sont peut-être les plus difficiles à gérer, il s'agit de la gouvernance et de l'effondrement de la gouvernance au cours d'un conflit. En effet, les impacts de la gouvernance apparaissent lorsque les conflits provoquent une perturbation des institutions étatiques, des mécanismes de coordination politiques et des relations sociales entre les utilisateurs des ressources.

Une fois de plus, il existe quatre causes principales de dommages. Tout d'abord, la répartition des investissements environnementaux, la réglementation environnementale, la coordination, le suivi et l'application. Par exemple, dans un examen de 70 concessions forestières construites pendant le conflit au Libéria, aucune d'etre elles ne s'est révélée légitime. Elles couvrent

collectivement environ 10 millions d'hectares alors que la zone boisée du Liberia n'est que de 4,5 millions d'hectares, d'où une rupture significative de la capacité à gérer les ressources naturelles.

La deuxième cause principale de dommages est le manque d'engagement des institutions environnementales transfrontalières et des accords environnementaux multilatéraux. Les relations de ces conventions tombent tout simplement à l'eau. Par exemple, à la suite du conflit entre l'Iran et l'Iraq, les autorités responsable de la gestion d'eau ont perdu le contact pendant plus de 20 ans, ce qui a entraîné une rupture majeure de la coopération et de la gestion des eaux transfrontières.

La troisième cause principale survient lorsque les systèmes de gouvernance s'effondrent car il y a une tendance d'expansion de l'exploitation illégale et criminelle des ressources naturelles. En effet, toujours en RDC, nous avons effectué une évaluation qui a déterminé que sur une base annuelle, environ \$US 1,25 milliards de ressources naturelles sont exploités par une combinaison de groupes armés et de réseaux criminels, et bien évidemment, cette exploitation conduit à un grand impact environnemental.

Enfin nous avons la perte de la sécurité foncière. En effet, le changement du régime foncier et l'incertitude influencent véritablement comme un facteur dissuasif d'investissement dans des pratiques durables. En Haïti, par exemple, le manque de sécurité foncière a été identifié comme un facteur clé de dégradation de l'environnement et du manque d'investissement. Dès lors, lorsque les gouvernements sont impliqués dans des conflits, ils ne sont pas en mesure de protéger et de maintenir la sécurité foncière. Ce qui entraîne toute une suite d'impacts subséquents.

Ainsi, les dommages environnementaux sont en grande partie fonction de trois facteurs principaux: le type d'armes et de tactique utilisée, l'emplacement des batailles (dans les zones rurales ou dans les zones urbaines) et la durée de la guerre (à court- terme ou à long terme). Bref, en général, les impacts directs sont beaucoup plus aigus, plus spécifiques au site et à court terme alors que les impacts secondaires et de gouvernance sont plus chroniques, généralisés d'une grande incidence et à long terme.

Il est important de savoir que l'une des missions fondamentales de la PNUE est d'évaluer et de faire face aux causes et conséquences environnementales des conflits armés à la demande des pays. Nous sommes mandatés à le faire et nous pouvons offrir ce service tout pays touchés par les conflits armés. L'Assemblée du PNUE a récemment adopté une résolution historique sur la protection de l'environnement dans les zones touchées par les conflits armés, et il y aura un débat annuel à ce sujet lors de l'Assemblée.

Nous aborderons dans les prochains chapitres de ce cours, les diverse instruments d'évaluation et mesures de réponse. Je voudrais également signaler que la Commission du droit international est actuellement en train de mettre au point des principes sur la protection de l'environnement pendant les conflits armés. Ces principes visent à améliorer les mesures qui délimitent et protègent les zones d'importance environnementale et culturelle. Ils ont aussi pour but d'améliorer

la coopération et le partage de données entre les acteurs internationaux afin de rapidement évaluer et réparer les dommages, ainsi que d'améliorer l'accès du public aux informations sur les dommages environnementaux. Enfin, si cette question particulière vous intéresse, préparez-vous à marquer vos calendriers. J'aimerais vous informer que le 06 novembre est la journée internationale de prévention contre l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé. Cette journée a pour but d'attirer l'attention sur les impacts environnementaux causés par la guerre afin d'appeler à une protection accrue.

Pour conclure, en fin de compte, le principal risque environnemental dans les conflits armés est que lorsque les pays sont engagés dans une guerre, l'environnement n'est plus à l'ordre du jour dans le programme politique dominant. Pendant une longue période, la gestion de l'environnement ne reçoit qu'une attention minimale, et certains de ses secteurs peuvent aller au-delà des points de non-retour. C'est pourquoi une action urgente est nécessaire pour identifier et atténuer ces dommages et risques dans le cadre de toute intervention après les conflits.

3.4 L'IMPACT DU CONFLIT SUR LA GOUVERNANCE ET LES RELATIONS SOCIALES (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce chapitre examine les différentes manières dont les conflits armés affectent la gouvernance environnementale et minent les relations sociales. L'un des impacts à long terme le plus important du conflit armé est qu'il affaiblit les relations sociales de gouvernance qui sont essentielles à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. La gouvernance établit des lois, les institutions et les pratiques nécessaires pour à la gestion des ressources naturelles de manière à préserver à la fois l'environnement et les moyens de subsistance locaux. En revanche, les relations sociales déterminent les normes les normes environnementales et elles déterminent aussi en pratique l'examen des problèmes environnementaux par les membres de la communauté. Ceci est une question de confiance.

En période de conflit armé, les gouvernements éprouvent généralement une réduction de capacité à gouverner, planifier, investir et contrôler les ressources naturelles et l'environnement. La coordination est perturbée, de nombreuses personnes fuient le pays à la recherche de sécurité personnelle, ce qui peut entraîner un exode des cerveaux et une diminution de la capacité.

En situation de conflit, le gouvernement national accorde très souvent très peu de priorité aux questions environnementales. Les véhicules et autres équipements nécessaires à l'investigation et l'exécution peuvent être réquisitionnés pour la survie de guerre et les ressources financières sont détournées. Les autorités nationales perdent souvent leur légitimité ceci en particulier dans les zones reculées du pays, ce qui affecte la gouvernance.

Cette capacité réduite de régir l'environnement et les ressources naturelles crée une absence de gouvernance, dans laquelle toute activité illégale et non réglementée est endémique. Dans ce contexte, les organisations criminelles et les rebelles peuvent exploiter les ressources naturelles et capturer les revenus. Ce comportement est particulièrement fréquent avec les ressources de grande valeur qui pouvaient être commercialisées à l'échelle internationale: par exemple, l'or, l'étain et d'autres minéraux dans l'est de la RDC, le bois au Libéria et la coca en Colombie.

Le conflit crée également des situations où les gouvernements ont besoin de liquidité. Ce besoin urgent d'argent couplé d'un environnement d'investissement peu attrayant avec un levier de négociation affaibli, et finalement d'une réduite de surveillance publique conduisent très souvent à des contrats de ressources et de concessions défavorables. Autrement dit, dans de telles circonstances, les pays n'obtiennent pas les revenus ou les différents avantages qu'ils devraient en différentes circonstances et en fait, ils encourrent souvent plus de coûts environnementaux et sociaux qu'ils n'en auraient autrement à supporter.

Les conflits armés peuvent intentionnellement viser ou affaiblir la gouvernance et la réglementation des ressources environnementales. Un exemple souvent observé dans les conflits ethniques est la destruction des registres fonciers et des bureaux d'enregistrement des titres fonciers. Ceci est une approche brutale d'éliminer toute preuve que la terre n'ait jamais été

possédée par quelqu'un d'un groupe ethnique différent. C'est ce qui s'est passé, par exemple, en ex-Yougoslavie et au Timor-Leste. Au Cambodge, les Khmers rouges ont cherché à éliminer toute la notion de propriété.

Le conflit affaiblit les relations sociales essentielles à la gestion des ressources naturelles dans l'environnement de trois manières. Premièrement, les conflits violents peuvent affaiblir les mécanismes formels et informels de règlement pacifique des différends - y compris les différends relatifs à la terre, à l'eau et à d'autres ressources naturelles. Au Darfour, par exemple, les institutions coutumières affaiblies par le conflit sont responsables de la gestion des ressources naturelles importantes pour la subsistance locale. L'érosion de ces institutions a permis à la guerre civile de s'intensifier. Dans d'autres cas, les communautés ont perdu toute confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre de manière juste et impartiale les conflits liés aux ressources.

Deuxièmement, avec les conflits civils, on assiste souvent à une déchirure du tissu social de la société et ce qui exacerbe les divisions entre factions selon des critères religieux, tribaux ou ethniques.

Troisièmement, la réduction de la capacité de résolution des litiges et les divisions accrues entre les factions sabotent le dialogue et la coopération entre les groupes sur les intérêts partagés dans les ressources naturelles. Sans aucune confiance les uns envers les autres ou au sein du gouvernement, les communautés perdent leur capital social. Ils deviennent moins résistants aux chocs et aux contraintes qui affectent la distribution et la disponibilité des ressources naturelles. La rupture de la gouvernance environnementale et des relations sociales est étroitement liée à l'adoption de stratégies de survie de court terme par de nombreuses personnes pendant les conflits.

Prenons un exemple de l'Afghanistan. Des décennies de conflit ont affaibli les systèmes statutaires et traditionnels de gouvernance des ressources naturelles, y compris ceux qui régissent les terres du pays. Les registres fonciers ont été perdus, ils ont été détruits et de nombreux fonctionnaires qualifiés qui auraient pu aider à reconstruire le système de gestion des terres ont fui, ou ils ont été tués. Avec un conflit prolongé, un état affaibli et des tribunaux largement considérés comme corrompus, de nombreuses personnes se sont habituées à résoudre les conflits fonciers par la violence. L'accaparement des terres a proliféré et les conflits fonciers se sont aggravés. Les exemples palpables sont les communautés agricoles d'Hazara et les communautés pastorales de Kuchi.

Bien que le conflit prolongé a éffrité la capacité du gouvernement et de la société à gouverner pacifiquement les ressources foncières, il serait exagéré de dire que la gouvernance foncière et le système de gouvernance foncier ont disparu parce que les gens ont continué à vendre et à acheter des terres, en même temps qu'ils ont continué à hériter et à développer des terres. Parfois, cela se faisait par le biais des processus statutaires, mais dans de nombreux cas, les gens utilisaient des processus coutumiers inspirés par la loi islamique. Le système affaibli de gouvernance des terres et de résolution des conflits fonciers a présenté de nombreux défis dans

la consolidation de la paix après les conflits en Afghanistan. Il y avait des besoins simultanés de reconstruction et d'enregistrement, de réinstallation des personnes sur les terres après des années de guerre et de déplacement, de réigner sur les terres accaparées; et de fournir des moyens efficaces et crédibles de résolution des conflits fonciers.

En conclusion, la dégradation de la gouvernance environnementale et des relations sociales est souvent moins visible que le ciblage délibéré de l'environnement pendant un conflit armé ou l'utilisation de ressources conflictuelles. Cela n'est pas aussi saisissant dans les médias ou dans l'esprit du public comme le sont les incendies de pétrole des puits empoisonnés ou des diamants de guerre. Cependant, elle est plus commune et a souvent des effets très graves, étendus et durables.

3.5 LES RESSOURCES CONFLICTUELLES ET LE PILLAGE (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce chapitre analyse les différentes possibles contributions de l'extraction et du commerce des ressources naturelles dans le financement des conflits armés. Les ressources finançant les conflits armés sont généralement appelées « ressources conflictuelles ». L'ONG Global Witness définit les ressources conflictuelles comme « les ressources naturelles dont l'exploitation et le commerce systématiques dans un contexte de conflit contribuent à des violations graves des droits de l'homme, des violations du droit international humanitaire ou des violations qui, en droit international constituent des crimes ».

Cette définition a trois implications importantes. Premièrement, il établit une distinction entre les cas où les ressources naturelles sont légitimement utilisées pour couvrir les coûts d'un conflit et les cas où l'extraction et le commerce de ces ressources financent des activités illégitimes et illégales. Deuxièmement, il aide à identifier les situations où les ressources naturelles sont susceptibles de devenir des ressources conflictuelles. Et troisièmement, cela peut également aider à décourager le commerce de ces ressources en fournissant un signal d'alerte clair aux entreprises et aux particuliers opérant dans les zones de conflit.

Bien qu'il y ait quelques exemples de ressources conflictuelles dans les archives historiques et durant la guerre froide, l'utilisation des ressources conflictuelles a vraiment prospéré avec la fin de la guerre froide. L'Union Soviétique et les États-Unis se sont livrés à de nombreuses guerres par procuration où l'un soutenait le gouvernement et l'autre, les groupes rebelles. Avec la fin de la guerre froide, le financement des guerres par procuration s'est progressivement épuisé. Pendant que les gouvernements avaient la capacité de lever des fonds par voie d'imposition et de commissions sur le bois, l'exploitation minière et d'autres concessions de ressources naturelles, les rebelles quant à eux devaient trouver d'autres moyens. Ils ont rapidement compris qu'ils pouvaient extraire, échanger ou taxer de manière informelle le commerce des ressources naturelles. Ainsi, depuis la fin de la guerre froide, de 1989 à 2016, plus de trente-cinq conflits armés majeurs ont été financés par diverses ressources naturelles.

Nous constatons également que toute ressource naturelle qui fournit un flux de revenus constitue une source potentielle de financement pour les groupes rebelles. Dans de nombreux conflits, comme en République démocratique du Congo et en Somalie, de multiples ressources naturelles fournissent des sources de revenus et les groupes armés peuvent facilement passer d'une ressource naturelle à l'autre lorsque les mesures d'application limitent leur accès à une ressource ou une autre.

Les ressources de conflit peuvent générer des revenus substantiels. En Sierra Leone, le RUF gagnait entre 25 et 125 millions de dollars par an en provenance des diamants de la guerre. À son apogée, l'État islamique a gagné entre 1 million et 3 millions de dollars par jour grâce au pétrole, atteignant 550 millions de dollars en 2015 et un total de 1,25 milliard de dollars depuis 2014. En Colombie, on estimait que les FARC gagnaient des centaines de millions de dollars

chaque année grâce au commerce de la coca, et cela s'est produit chaque année pendant deux décennies à partir des années 1990.

Les rebelles et d'autres groupes armés peuvent utiliser les ressources de conflit de trois manières différentes. Premièrement, ils peuvent contrôler l'extraction de la ressource. Par exemple, dans l'est de la RDC, les groupes rebelles contrôlaient de nombreuses mines artisanales, extrayant l'or, le coltan et d'autres minéraux. Et chaque mine pouvait avoir 1500 à 2000 travailleurs. Les rapports estiment qu'en 2000, sur environ 1 milliard de dollars d'exportations de diamants, 854 millions de dollars ont été illégalement passés en contrebande. En 2015, les groupes armés étaient considérablement appauvris et fragmentés mais malgré cela, plus de 25 groupes armés gagnaient environ 13 millions de dollars par an à partir de ressources naturelles - assez pour que 8000 combattants subsistent. Et à cette époque là, les réseaux criminels gagnaient entre 70 et 420 millions de dollars (EUA) par an sur l'or, le bois, le charbon, les diamants, la faune, l'étain, le tantale et le tungstène. Comme je l'ai précisé, plusieurs sortes de ressources peuvent être exploitées.

Deuxièmement, les rebelles peuvent échanger la ressource même s'ils ne l'extraient pas. Par exemple, en Côte d'Ivoire, les Forces Nouvelles ont acheté du cacao à des agriculteurs et l'ont mis sur le marché pour contourner le monopole gouvernemental et réaliser environ 30 millions de dollars (EUA) par an entre 2004 et 2007.

Troisièmement, les rebelles peuvent taxer le commerce des ressources. Par exemple en Afghanistan, les talibans taxent l'industrie du marbre dans le territoire qui le contrôlait. Ces taxes comprenaient une commission de mille cinq cent dollars pour chaque concession d'extraction de marbre, puis une taxe de sept dollars sur chaque camion de marbre.

Bien qu'il existe une incroyable diversité de ressources qui pourraient devenir des ressources conflictuelles, dans la pratique certaines ressources sont plus susceptibles de devenir des ressources conflictuelles. Philippe Le Billon a identifié un certain nombre de facteurs de risque déterminant quand une ressource naturelle peut devenir une ressource conflictuelle. Les ressources naturelles sont plus susceptibles de ressentir des conflits lorsque les avantages potentiels sont gigantesques, c'est-à-dire qu'ils ont une valeur élevée par poids. Lorsque les ressources peuvent être exploitées avec une technologie minimale et sans la nécessité de contrôler les capitaux ou les machines de l'état. Certaines ressources telles que le bois ou les diamants alluvionnaires, le coltan peuvent être extraites avec un investissement minimal, et commercialisées sans avoir besoin de capacités de transport importantes. Troisièmement, lorsque les ressources sont trouvées loin de la capitale où le gouvernement n'a pas de présence effective, elles sont plus susceptibles d'être exploitées comme ressources. Finalement, lorsque les ressources naturelles sont diffuses, c'est-à-dire dispersées géographiquement, il est plus difficile pour le gouvernement de contrôler l'accès aux ressources, et ces ressources se sont révélées plus susceptibles d'être exploitées comme ressources de conflit.

Examinons comment ces facteurs s'appliquent à des ressources spécifiques.

- Par exemple, les diamants alluviaux sont une ressource diffuse, précieuse, située à distance, facilement exploitée par des moyens artisanaux, facilement dissimulable, facilement transportable et anonyme. En conséquence, les diamants ont été qualifiés de «meilleur ami de la guérilla» et de ressource de choix pour les rebelles de Sierra Leone à Al-Qaïda.
- Le café et le cacao sont des ressources diffuses qui peuvent facilement être pillées mais sont volumineuses, de valeur relativement faible et nécessitent une main-d'œuvre nombreuse. Ainsi, alors que les stocks initiaux ont offert du butin aux rebelles en RDC, en Sierra Leone, le manque de main-d'œuvre a diminué leur rôle en tant que source de financement durable dans ces conflits.
- Le pétrole est une ressource concentrée qui nécessite des investissements à grande échelle. En tant que tel, il présente des opportunités plus probables pour les gouvernements. Cependant, les opportunités d'avitaillement pétrolier, c'est-à-dire d'exploitation des pipelines dans le cadre du raffinage artisanal, offrent des opportunités de financement pour les acteurs non gouvernementaux comme nous l'avons vu au Nigéria.
- Le bois est une ressource volumineuse, couramment disponible et diffuse de valeur moyenne. Mais l'exploitation forestière peut être mécanisée et nécessite peu de main-d'œuvre et peut être effectuée rapidement. De plus, les forêts offrent un terrain favorable aux mouvements de guérilla et en tant que tel, le bois est l'une des ressources conflictuelles les plus fréquentes. Il convient de noter qu'en RDC, en Somalie et dans d'autres pays, le charbon de bois issu des produits forestiers en grumes est une ressource conflictuelle qui peut générer des revenus substantiels dans l'ensemble.

En conclusion, depuis la fin de la guerre froide, il y a eu une expansion rapide de l'utilisation des ressources naturelles pour financer les conflits armés. Il y a des choses qui peuvent être faites pour gérer ces ressources conflictuelles. Le droit international interdit le pillage de ces ressources, et un certain nombre d'initiatives nationales, régionales et mondiales ont cherché à réduire les ressources commerciales et conflictuelles des diamants à l'or en passant par l'étain, le tantale et le tungstène. D'autres chapitres traitent (analysent) de ces outils et approches.

3.6 ÉTUDE DE CAS : LE CACAO ET LE CONFLIT EN CÔTE D'IVOIRE (LECTURER: RICHARD MATTHEW)

Dans le monde entier, les conflits ont été entretenus par des ressources extractives telles que les diamants, le pétrole et le bois, mais ils ont également été financés par des ressources agricoles telles que le cacao, les noix de cajou et le café. En fait, les ressources extractives et agricoles ont été utilisées pour financer les deux guerres civiles de la Côte d'Ivoire. En plus d'échanger des diamants contre des armes, les rebelles ont mis en place des régimes de taxation et de blocus pour collecter des fonds auprès des producteurs de cacao.

Alors qu'est-ce que le cacao? Le cacao fait référence aux gousses de graines du cacaoyer. Ces graines sont d'un apport irremplaçable dans la production de chocolat. Au cours des deux derniers siècles, le chocolat est devenu une industrie mondiale pour laquelle il existe une demande insatiable. Pour la poignée de pays capables de cultiver des cacaoyers, la demande croissante a généré d'énormes avantages économiques.

Malheureusement, dans le cas du plus grand producteur de cacao dans le monde, la Côte d'Ivoire, cette ressource de grande valeur a également été mobilisée autour de conflits violents. Bien sûr, en Côte d'Ivoire comme ailleurs, une série de conditions et de facteurs sont liés au déclenchement et à la conduite de ses deux guerres civiles, et le cacao n'était pas la seule ressource naturelle utilisée pour financer la guerre. En fait, les Nations Unies ont estimé que des diamants d'une valeur comprise entre 12 et 23 millions de dollars américains sortaient clandestinement du pays chaque année pour acheter des armes. Toutefois, pendant ses périodes de paix relative et ses périodes de guerre civile, le cacao a joué un rôle inégalé dans l'économie de la Côte d'Ivoire.

Dans cette étude de cas, nous nous concentrons sur ce rôle. Pour donner un petit contexte à cela, commençons par un bref historique du cacao pour montrer comment en peu de temps il est devenu partie intégrante de l'économie de la Côte d'Ivoire. Les historiens pensent que le cacao a été découvert par le peuple Olmec dans le sud du Mexique il y a environ 4000 ans, et qu'il était utilisé par eux pour sa saveur remarquable et sa haute valeur nutritionnelle. Pendant très longtemps, le cacao est resté unique à une petite région du monde, mais environ trente cinq siècles après sa découverte, l'explorateur espagnol Hernando Cortes a visité la région et a ensuite introduit le cacao en Europe, où il a immédiatement rejoint l'or, les épices exotiques, et la soie en tant qu'importation recherchée et de grande valeur.

Les Européens sont tombés amoureux du cacao, et ils ont mis au point un procédé pour l'utiliser dans la fabrication du chocolat. Le botaniste suédois Carl (Carolus) Linnaeus a nommé le cacaoyer *Theobroma cacao*, la nourriture des dieux, et progressivement une industrie du chocolat a émergé en Europe. La demande croissante de chocolat est devenue la plate-forme d'expansion de la culture du cacao, mais les cacaoyers ne peuvent s'épanouir que dans une petite bande autour de l'équateur dans les zones fertiles, ensoleillées, avec des températures chaudes et humides. Les colonialistes européens ont pris la plante de cacao des Amériques et l'ont introduite dans quelques endroits en Afrique équatoriale et en Asie du Sud-Est.

Aujourd'hui, les principaux producteurs mondiaux sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Indonésie, le Nigeria, le Cameroun, le Brésil et l'Équateur. Au fil du temps, l'Afrique de l'Ouest est apparue comme le centre de la production mondiale de cacao. Durant certaines années, la Côte d'Ivoire et le Ghana représentaient ensemble jusqu'à 60% de l'offre mondiale. Nonobstant les avantages, l'expansion de la culture du cacao a été à bien des égards un processus répugnant et coercitif. Le chocolat n'a pas seulement une variante sombre, il a aussi une histoire sombre: une histoire incluant le travail des enfants, la traite des êtres humains, l'esclavage, la corruption et la guerre.

Compliquant encore plus les choses aujourd'hui, les cacaoyers sophistiqués? sont particulièrement vulnérables au changement climatique. L'industrie du cacao produit un produit qui est largement apprécié, mais il le fait à travers un processus qui a été assailli de plusieurs côtés. En Côte d'Ivoire, aujourd'hui premier producteur mondial de cacao, on voit la matrice compliquée de risque et d'opportunité du secteur. L'histoire du cacao ici est une histoire de grand avantage économique, mais c'est aussi une histoire d'échec moral et de conflit violent.

La Côte d'Ivoire est bien connue pour ses longues plages de sable, sa culture influencée par les Français et ses décennies de prospérité et de paix post-coloniale. Sa capitale, Abidjan, s'appelle la perle des lumières. Après l'indépendance, le pays a été largement considéré comme un modèle pour d'autres pays d'Afrique subsaharienne, et il est célèbre pour sa culture du cacao. Mais au début du 21^{ème} siècle, la Côte d'Ivoire a acquis une nouvelle forme d'attention mondiale en plongeant dans deux périodes de guerre civile violente, amenant le commerce du cacao avec elle.

Le cacao n'a pas été à l'origine de ces différentes guerres civiles. La Côte d'Ivoire avait obtenu son indépendance de la France en 1960 et, pendant les 33 années qui ont suivi, elle était dirigée par le président Félix Houphouët-Boigny. Pendant cette période, l'économie mondiale était favorable aux producteurs de cacao et le président Houphouët-Boigny avait réussi à gérer les tensions sociales. Sa mort en 1993 va cependant créer un vide de pouvoir et les entrepreneurs politiques en profiteront pour mobiliser de large soutien en enflammant les divisions ethniques et politiques de longue date.

Deux divisions ont été particulièrement saillantes: la division entre les musulmans du nord et les chrétiens du sud et la division entre ceux qui se considéraient comme natifs de la Côte d'Ivoire et ceux qui étaient représentés comme des étrangers ou des migrants venus des pays voisins. La politique foncière de l'époque de la mort du président Houphouët-Boigny était une politique de la terre à la barre; il a travaillé la terre pour en prendre possession. Après sa mort, des questions ont été soulevées au sujet des droits de vote et de la propriété foncière.

Pendant près d'une décennie, ces questions sont restées non résolues et très controversées. Au cours de cette période, le gouvernement, assisté de la Banque mondiale, a introduit une nouvelle loi foncière. Cela a permis à la terre coutumière de devenir une propriété privée, mais elle a exclu les non-ivoiriens de la propriété, ce qui a augmenté la pertinence de la question de savoir qui était autochtone et qui ne l'était pas. Le gouvernement a également adopté une loi définissant les

critères de représentation au poste de président: seulement ceux qui ont deux parents ivoiriens. Cette loi a exclu un candidat populaire de la région du nord, largement musulmane.

Une tension croissante a suivi l'élection de Gbagbo en 2000, jusqu'en 2002 où des factions militaires se sont mutinées et ont perpétré une série d'attaques vicieuses pour exprimer leur mécontentement à la fois sur la situation politique et la politique foncière. En 2003, ils ont créé les Forces Nouvelles d'Ivoire. Bien qu'un accord de cessez-le-feu ait été négocié cette même année et que des forces de maintien de la paix de l'ONU aient été déployées en 2004, un conflit civil ouvert, des violations des droits humains et des atrocités de guerre ont suivi jusqu'en 2007 et pri fin avec la signature de l'Accord de paix de Ouagadougou.

Les tensions ont repris en 2010 après la victoire de M. Ouattara à l'élection présidentielle et le refus du président Gbagbo de démissionner. L'année suivante, l'ancien président Gbagbo est arrêté et envoyé à la Cour pénale internationale de La Haye pour répondre de crimes contre l'humanité. Bien que les ressources naturelles n'ont pas joué un rôle dans la création ou l'escalade du conflit en Côte d'Ivoire, les analystes ont noté que les exportations agricoles du pays généraient de moins en moins de revenus au cours de la décennie précédant la guerre civile, et ceci laissant croire qu'il ait eu un possible subtile contribution aux conditions de base favorables au conflit violent.

Cependant, au cours des deux guerres civiles, les deux parties ont tiré des avantages politiques et économiques considérables de l'exploitation du commerce mondial du cacao, à la fois licite et illicite. Cacao était au centre du financement des activités militaires du gouvernement à travers un ensemble d'institutions mises en place par le président Gbagbo. Au moment de l'élection de Gbagbo, le secteur du cacao était géré à travers « l'Autorité de régulation du café et du cacao ». Le gouvernement Gbagbo a établi quatre nouvelles institutions, ostensiblement pour soutenir les producteurs de cacao et pour réglementer le commerce du cacao. Pour financer ces institutions, le gouvernement imposé des taxes sur tout le cacao exporté.

Cependant, les prélèvements et les institutions qu'ils avaient financés manquaient de transparence, et le gouvernement était donc en mesure de canaliser l'argent des prélèvements sur lui-même et ensuite utiliser ces fonds pour financer la guerre. En fin de compte, ces taxes sur le cacao ont contribué plus de 20,3 millions de dollars américains à l'effort de guerre. De plus, le président Gbagbo a conservé le contrôle des institutions nationales de cacao et a utilisé au moins US\$ 38,5 millions de leurs revenus de cacao pour financer la guerre. Pendant ce temps du côté des rebelles, les Forces nouvelles faisaient clandestinement passer des diamants illicites à travers les pays voisins pour acheter des armes. Ces activités ont aussi été financé par le cacao.

Les entreprises exportant du cacao de la zone contrôlée par les rebelles étaient obligées de payer une taxe aux rebelles, et des barrages ont été mis en place pour imposer cette taxe. Bien que seulement 10% environ du cacao de la Côte d'Ivoire était cultivé en territoire contrôlé par les rebelles, les estimations indiquent que plus de 77.500 tonnes de cacao étaient exportées chaque année de cette zone, générant ainsi environ 30 millions de dollars (EUA) de taxes chaque année. Grâce à ce régime fiscal, les Forces nouvelles ont pu accumuler une richesse et un pouvoir

politique considérables tout au long du conflit. Plus précisément, ils ont été capables de contrôler la précieuse région diamantifère du Nord. En 2004, l'Union européenne a publié un audit financier qui a révélé les ventes de cacao au cours de la période d'octobre 2000 à juin 2003. Dans ce rapport, l'UE a éclairé sa décision de ne pas financer les secteurs du cacao et du café en Côte d'Ivoire. Depuis lors, l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale ont publié de multiples rapports suggérant que les prélèvements soient supprimés et encourageant un contrôle et une transparence accrus.

Malgré ces efforts, les prélèvements n'ont ni été suspendus ou n'ont point diminué de manière significative. En juin 2007, Global Witness a publié un rapport d'enquête intitulé «Chocolat chaud: Comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire». Ce rapport a accentué la prise de conscience mondiale de la relation entre le commerce du cacao et les conflits civils. Répondant à ces rapports et à d'autres pressions, le gouvernement ivoirien a publié pour la première fois son propre rapport en 2008, divulguant les recettes provenant des taxes perçues sur le secteur du cacao et fournissant des informations sur la manière dont ces recettes ont été dépensées.

Alors, quelle est la situation actuelle en Côte d'Ivoire? Depuis la fin de la guerre en 2012, des progrès considérables ont été réalisés dans les secteurs du cacao et du diamant. L'économie, qui pendant la guerre a diminué à un taux de moins 1,9 pour cent par an, provoquant d'énormes difficultés, a rebondi de manière spectaculaire en croissance de 6 pour cent depuis 2012. Beaucoup moins de progrès ont été réalisés en termes de réforme agraire; les lois introduites en 1998 ont été peu appliquées et les tensions et les désaccords ont persisté. Mais en 2017, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a créé l'Agence de Régions Foncières Rurales avec un mandat pour formaliser les frontières rurales informelles et clarifier les droits de propriété, un processus qui devrait prendre dix ans.

En fin de compte, deux guerres financées par le cacao et les diamants ont coûté la vie à quelque quatre mille personnes et causé des difficultés considérables à des millions de personnes. Mais aujourd'hui, ces mêmes ressources alimentent un espoir renouvelé et un développement économique rapide.

3.7 OUTILS NATIONALES POUR ABORDER LES RESSOURCES CONFLICTUELLES (LECTURER: CARL BRUCH)

De plus en plus, les pays adoptent et mettent en œuvre des mesures pour empêcher les ressources naturelles de financer des conflits armés. Ces mesures sont prises au niveau national et en collaboration avec d'autres pays. Ce chapitre examine les cinq outils clés adoptés par les pays pour lutter contre les ressources conflictuelles.

Le premier outil consiste à sécuriser les sites d'extraction de minéraux, de bois et d'autres ressources naturelles. Le deuxième outil est la certification. Le troisième outil est la diligence raisonnable. Le quatrième outil est les campagnes de sensibilisation. Et le cinquième outil est la poursuite. Le premier outil, et souvent la première étape, consiste à sécuriser les sites d'extraction afin de s'assurer que les ressources de ces sites ne sont pas utilisées pour financer des groupes armés illégaux. La sécurisation des sites d'extraction se fait souvent en combinant des forces nationales, notamment des militaires, des policiers ou les deux, et des soldats de la paix internationaux. Lors de la sécurisation des sites d'extraction des ressources naturelles, il convient de prendre en compte le risque que l'envoi de forces militaires dans une région riche en ressources naturelles puisse se retourner contre soi. Par exemple, dans les parties orientales de la République démocratique du Congo, l'armée nationale a réussi à expulser les groupes rebelles des zones minières, mais les membres de l'armée nationale ont ensuite été accusés de participer illégalement à l'exploitation minière.

Il existe trois systèmes de certification importants que les pays peuvent utiliser pour gérer les ressources conflictuelles. Le premier est le système de certification du processus de Kimberley. Les États qui adhèrent au Processus de Kimberley doivent adopter une législation nationale et créer des institutions et des pratiques pour contrôler l'importation et l'exportation de diamants. Ils doivent également certifier que les diamants destinés à la vente sont sans conflit. L'une des choses intéressantes à propos du Processus de Kimberley est que c'est une initiative internationale de l'industrie du diamant, des États et de la société civile d'utiliser un système commun de chaîne de contrôle qui garantit que les diamants ne financent pas la violence ou toute activité destinée à destabiliser des gouvernements légitimes.

Le Processus de Kimberley est devenu opérationnel en 2003 en tant qu'une des mesures utilisées pour empêcher les diamants de financer des conflits en Sierra Leone, en Angola et en Côte d'Ivoire. L'une des mesures principales du Processus de Kimberley est d'améliorer la surveillance et l'inspection dans les aéroports, les postes frontaliers et autres zones clés d'importation et d'exportation. Par exemple, pour faire face au commerce international des diamants qui ont financé des conflits dans le passé, la Sierra Leone a posté ce qu'elle appelle des agents de surveillance des mines dans les aéroports. Ces agents veillent à ce que les diamants importés ou exportés possèdent les certificats nécessaires et sont conformes au système de certification du processus de Kimberley.

Actuellement, 81 pays participent au processus de Kimberley. Cela inclut tout les principaux pays producteurs, exportateurs et importateurs de diamants bruts, couvrant 99,8% de la production mondiale de diamants bruts. Dans le cadre du Processus de Kimberley, les États membres ne peuvent pas commercer avec des non-participants. Il y a ainsi une grande motivation pour les états non-parties à s'y joindre. De nombreux états touchés par les conflits ont rejoint le Processus de Kimberley, notamment le Libéria, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone et la République démocratique du Congo. Ces pays ont à la fois un très grand besoin du Processus de Kimberley et des plus grand défis de mise en œuvre et de vérification de la conformité.

Alors que de nombreux pays affectés par les conflits luttent pour mettre en pratique le Processus de Kimberley dans l'ensemble de leur territoire, des innovations dans le processus permettent des certifications des sites ou des zones géographiques spécifiques. Ce test pilote est en cours en Sierra Leone. En outre, la Sierra Leone participe activement à l'Union du fleuve Mano ce qui inclut également le Libéria, la Côte d'Ivoire et la Guinée, afin d'améliorer l'application du Processus de Kimberley au niveau sous-régional. Ce travail comprend du dialogue transfrontalier, de l'harmonisation des politiques et de la normalisation du marché du diamant dans la région.

Le deuxième système de certification que nous considérerons est le FLEGT de l'UE ou l'Application des réglementations forestières, Gouvernance et Échanges commerciaux. Le plan d'action FLEGT a été établi en 2003 comme un outil permettant de réduire l'exploitation forestière illégale en créant un système de chaîne de traçabilité et en veillant à ce que seul le bois légal soit vendu dans l'UE. Ceci a pour effet pratique d'empêcher que le bois récolté illégalement ne devienne une ressource conflictuelle. Le FLEGT est présent dans 15 pays, y compris le Libéria, la République centrafricaine, en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire. Il fonctionne grâce à ce qu'on appelle des accords de partenariat volontaire. Ce sont des accords juridiquement contraignants entre l'UE et le pays spécifique producteur de bois. Les accords de partenariat volontaire prévoient un système de chaîne de traçabilité et un système de vérification de la légalité. Ensemble, ils sont conçus pour identifier et légaliser le bois produit légalement, veiller à ce que seul le bois légalement produit soit exporté du pays et aider ainsi les pays exportateurs de bois à créer des stimulants économiques pour empêcher l'exploitation forestière illégale.

Le troisième système de certification que nous considérerons est celui de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. La CIRGL est une organisation intergouvernementale de 12 pays africains qui promeut une paix et un développement durables dans la région des Grands Lacs en Afrique. Le Protocol CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturels est entré en vigueur en 2006. Il établit un système régional de certification des ressources naturelles et exige que les exportations de minéraux aient un certificat.

Dans la plupart des cas, une diligence raisonnable est adoptée et appliquée par les pays importateurs et les entreprises, plutôt que par les pays qui sont la source de ressources conflictuelles. La diligence raisonnable est un processus que les entreprises ou les particuliers entreprennent pour s'assurer que l'extraction et le commerce des minerais favorisent la paix et le développement, et non les conflits. Cela inclut des mesures visant à assurer des systèmes de

contrôle solides sur la chaîne d'approvisionnement; transmettre des informations vitales aux acheteurs et aux gouvernements et aux institutions régionaux qui réglementent le commerce des minéraux; évaluer les conditions de conflit dans les sites miniers, les voies de transport et les points de commerce des minéraux; et faire des rapports après des vérifications nécessaires.

En 2010, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté des résolutions appelant à une diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement en minerais. Ces résolutions concernaient la République démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire. Par la suite, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a élaboré des directives pour aider les pays à mettre en œuvre ces résolutions. L'édition la plus récente de ce guide a été publiée en avril 2016. Lors de l'application des directives, un pays utilisera soit un système de traçabilité soit une chaîne de traçabilité. Ceux-ci peuvent inclure, par exemple, le système ITSCI de sacs et étiquettes pour l'étain, le système d'étiquetage électronique ou tout autre système de chaîne de traçabilité ou de traçabilité répondant aux normes énoncées dans les directives et dans le manuel de certification du mécanisme régional de certification de la CIRGL.

L'un des premiers efforts nationaux pour faire preuve de diligence raisonnable dans la lutte contre les ressources conflictuelles se trouve dans la loi de 2010 sur la réforme et la protection des consommateurs de Dodd-Frank Wall Street aux États-Unis. L'article 1502 de la Loi exige que les sociétés cotées en bourse divulguent chaque année si des minerais de conflit nécessaires à la production ou à la fonctionnalité d'un produit proviennent de la République démocratique du Congo ou d'un pays limitrophe et, le cas échéant, assurer une diligence raisonnable. En 2012, la commission des opérations de bourse des États-Unis a adopté des règles précisant en détail comment les entreprises devaient divulguer leurs efforts de diligence raisonnable. Conformément à ces règles, les entreprises ont commencé à enquêter et à rendre compte annuellement de la manière dont elles s'approvisionnent en étain, en tungstène de tantale et en or en provenance d'Afrique centrale. Au fil du temps, nous avons constaté une amélioration du nombre de sociétés déclarantes et de la qualité des rapports. Alors que l'administration Trump a suspendu l'application de la règle, d'autres pays adoptent maintenant des exigences de diligence raisonnable pour lutter contre les ressources conflictuelles.

Par exemple, en mai 2017, l'Union européenne a adopté un règlement sur les minerais de conflit qui entrera en vigueur en janvier 2021. Ce règlement vise à empêcher les minerais de conflit d'accéder à l'Union européenne. Il est important de noter que cette réglementation s'applique à tous les pays du monde, pas seulement à la RDC et les pays voisins. Il constitue également un précédent important car il vise non seulement à empêcher le financement des groupes armés dans les pays en développement par le commerce de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or. Il aborde également les questions de droits de l'homme et de gouvernance. Pour ce faire, elle apporte un soutien aux importateurs, en particulier aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'une gamme d'actions d'aide au développement et de politique étrangère pour mettre en œuvre et appliquer efficacement la réglementation sur le terrain.

Reconnaissant que de vagues exigences de vérification nécessaires visant les minerais de conflit peuvent avoir des conséquences inattendues sur les mineurs artisanaux, Partenariat Afrique

Canada a mis au point un système appelé «Just Gold» pour certifier que l'or artisanal de la République démocratique du Congo est exempt de conflit. Il s'agit d'un effort indépendant, non dirigé par un gouvernement et sans mandat gouvernemental qui applique les directives de diligence raisonnable de l'OCDE et les normes de certification régionale de la CIRGL pour fournir de l'or sans conflit au même prix que l'or à l'échelle mondiale.

Un autre exemple de diligence raisonnable est le programme Conflict-Free Smelter, qui fait partie de l'initiative sur l'approvisionnement sans conflit, un partenariat entre la Coalition pour la citoyenneté de l'industrie électronique et l'Initiative mondiale du secteur des technologies de l'information et des communications créé en 2008. Avec plus de 350 entreprises et associations, cette initiative est devenue l'une des ressources les plus utilisées et respectées par les entreprises pour gérer les minerais des zones de conflits dans leurs chaînes d'approvisionnement. Elle aide les entreprises à faire des choix éclairés sur les minerais de conflit dans leurs chaînes d'approvisionnement en utilisant un contrôle indépendante par des tiers des pratiques d'approvisionnement et des systèmes de contrôle et de gestion garantissant la conformité aux protocoles de la PESC et aux normes internationaux pertinentes. La vérification utilise une approche fondée sur le risque pour confirmer l'adhésion des fonderies et raffineries à un approvisionnement responsable des minerais. Les entreprises peuvent des lors utiliser cet information s'éclairer dans leurs choix d'approvisionnement.

Les campagnes de sensibilisation des consommateurs, comme dans le cas de diligence raisonnable, sont en général effectuées dans les pays consommateurs plutôt que dans les pays d'origine. La sensibilisation du public sur les minerais de conflit est cruciale car elle motive les demandes des consommateurs et influence les risques de réputation. Par exemple, Fairphone est une entreprise engagée uniquement dans l'utilisation des minéraux libres de conflit. Elle a établi des chaînes d'approvisionnement transparentes pour les minéraux utilisés dans leurs téléphones et a créé une demande de ressources sans conflit. Apple a également annoncé qu'elle n'utiliserait dorénavant que des matériaux recyclés pour toutes ses gammes de produits afin d'éviter l'approvisionnement des sites miniers où des violations des droits de l'homme, des conflits de financement ou des dommages environnementaux pourraient survenir.

Enfin, un certain nombre de pays ont poursuivi leurs citoyens pour le commerce des ressources de conflit. On parle couramment dans ces cas de «législation extraterritoriale» parcequ'elle évoque la capacité juridique d'un gouvernement à exercer son autorité au-delà de ses limites territoriales normales, quoique cela soit généralement appliquée sur ses propres citoyens. Par exemple en 2004, le tribunal belge a condamné Aziz Nassour et Samih Ossaily en vertu de la loi belge pour des infractions pénales liées au commerce des diamants conflictuels. Nassour et Ossaily ont clandestinement acheminer des diamants de la Sierra Leone et des armes illicites vers le Liberia en violation des embargos du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le 21 avril 2017, un tribunal d'appel néerlandais a condamné Guus Kouwenhoven à 19 ans de prison pour son implication dans le commerce illégal d'armes et de bois au Libéria. La poursuite a duré 12 ans et a impliqué un long processus d'appel. Le tribunal a finalement déclaré

Kouwenhoven coupable d'avoir fourni des armes à l'ancien président libérien Charles Taylor en échange d'un traitement spécial de la société de bois de Kouwenhoven.

Il existe quatre principaux points à retenir concernant les mesures nationales de lutte contre les conflits. Premièrement, la plupart des ressources liées aux conflits dépendent du commerce international et de l'accès aux marchés. Deuxièmement, de nombreux pays, y compris les pays d'origine et les pays consommateurs adoptent des mesures pour gérer les ressources conflictuelles. Comme on peut s'y attendre, la plupart de ces mesures, notamment la certification, la diligence raisonnable et les campagnes de sensibilisation, sont axées sur le commerce et l'accès aux marchés. Troisièmement, en raison de la nature internationale du commerce des ressources en cas de conflit, des partenariats sont essentiels au succès, que ce soit dans le secteur privé et la société civile ou bien avec d'autres pays. Enfin, pour les pays touchés par un conflit, l'assistance internationale est essentielle pour renforcer les capacités de mise en œuvre et réduire les effets collatéraux de ces mesures sur les mineurs artisanaux par exemple.

Tout cela montre qu'il y a beaucoup à accomplir de la part des pays au niveau national et au niveau international en tant que membres de la communauté internationale pour freiner l'utilisation des ressources conflictuelles.

3.8 DROIT INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PENDANT LE CONFLIT ARMÉ (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce chapitre passe en revue les différents organes du droit international protégeant l'environnement pendant les conflits armés. Vous serez peut-être surpris d'apprendre qu'il existe un riche corpus de droit international provenant de diverses sources. En même temps, il ne sera probablement pas surprenant d'observer des lacunes dans la loi, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre et les guerres civiles. Ces lacunes compromettent la protection globale de l'environnement en temps de conflit armés en vertu du droit international.

Cependant, il est nécessaire de retenir que les lacunes indiquent que le cadre juridique international reste un ouvrage en cours d'édification. Il y a beaucoup de dispositions, beaucoup d'organismes qui commencent à appliquer la loi, et il y a une augmentation lente mais constante dans l'application de cette loi.

Quatre organes distincts du droit international offrent des protections importantes pour l'environnement pendant les conflits armés, notamment le droit international humanitaire, le droit pénal international, le droit international de l'environnement et le droit des droits de l'homme. Au cœur de ces protections se trouvent quatre principes clés du droit international humanitaire coutumier qui protègent l'environnement pendant les conflits armés:

1. Le principe de la discrimination qui oblige les forces militaires à faire une distinction entre les objets militaires qui sont des cibles légitimes, les personnes civiles et les objets qui ne sont pas légitimes. En tant que tel, il interdit toute attaque indiscriminée et directe contre des objets civils.
2. Deuxièmement, le principe de nécessité prévoit que le recours à la force militaire n'est justifié que dans la mesure où il est nécessaire d'atteindre un objectif militaire défini.
3. Troisièmement, le principe de proportionnalité interdit les attaques dans lesquelles le dommage collatéral serait considéré comme excessif par rapport à l'avantage militaire direct attendu.
4. Et quatrièmement, le principe de l'humanité interdit d'infliger des souffrances, des blessures et des destructions inutiles.

Ces principes sont consacrés dans divers traités et dans plusieurs manuels militaires nationaux. Un certain nombre de traités protègent directement et indirectement l'environnement pendant les conflits armés. Une série de lois internationales a été élaborée dans les années 1970 à la suite des impacts environnementaux de conflits tels que la guerre du Viet Nam. Il s'agit notamment de la Convention sur la modification de l'environnement, souvent appelée ENMOD, et des Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève de 1949.

La Convention sur la modification de l'environnement interdit aux États parties de recourir à des techniques militaires ou de moyens hostiles de modification de l'environnement ayant des effets étendus, durables ou graves pour détruire, endommager ou blesser tout autre État partie.

Le Protocole additionnel 1 aux Conventions de Genève de 1949 régit les conflits armés internationaux. Il interdit les méthodes ou les moyens de guerre qui sont destinés ou susceptibles de causer des dommages étendus, à long terme et graves à l'environnement naturel. Il interdit également les attaques contre le milieu naturel à titre de représailles. Le Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949 traite des conflits armés non internationaux ou des guerres civiles. Contrairement au Protocole additionnel 1 qui couvre les conflits armés internationaux, le Protocole additionnel II n'a aucune protection expresse de l'environnement pendant les conflits armés. Il dispose cependant de quelques protections indirectes telles que celles relatives à la protection des biens de caractère civil, les installations contenant des forces dangereuses, les objets culturels et les lieux de culte.

L'un des principaux défis est que bon nombre de dispositifs juridiques internationaux applicables manquent de moyens permettant une application efficace de leurs protections. Le Statut de Rome de 1998, qui crée la Cour pénale internationale, cherchait à combler ce fossé non uniquement pour les violations de l'environnement en temps de guerre, mais plus généralement pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide et crime d'agression. Par exemple, l'un des articles stipule que c'est un crime de guerre de lancer intentionnellement une attaque en sachant que l'attaque causera de graves dommages à long terme à l'environnement, ce qui serait clairement excessif par rapport à l'avantage militaire concrète, directe et anticipée. Bien qu'il permette au tribunal de poursuivre des violations environnementales spécifiques en temps de guerre, cet article ne s'applique qu'aux conflits armés internationaux, et la plupart des conflits que nous voyons dans le monde sont des conflits armés non internationaux.

Jusqu'à présent, nous avons envisagé des protections en vertu du droit humanitaire international. D'autres sources de droit, tel que le droit international de l'environnement, protègent également l'environnement pendant les conflits armés. La Commission du droit international a noté qu'un conflit armé ne met pas nécessairement fin ou ne suspend pas les traités. Par conséquent, les accords multilatéraux sur l'environnement continuent de s'appliquer pendant un conflit armé sauf si l'accord dispose expressément qu'il ne s'applique pas pendant un conflit armé. Ceci revient à dire que même en cas d'existence d'une clause de suspension ou d'un conflit direct avec le droit international humanitaire, le droit international humanitaire gouverne.

La plupart des protections dont je viens de faire mention concernent la destruction de l'environnement pendant les conflits armés. Cependant, l'un des problèmes environnementaux les plus courants pendant les conflits armés est l'exploitation illégale et illicite des ressources naturelles pour financer le conflit armé, l'utilisation des soi-disant ressources du conflit.

Là aussi, le droit international peut aider. L'interdiction de pillage est bien établie en droit international. En vertu du droit international, le pillage parfois couramment appelé "mise à sec", consiste à prendre, saisir, confisquer ou s'approprier intentionnellement des biens publics ou privés (y compris les matières premières) du propriétaire légitime sans son consentement dans un conflit armé. Cette interdiction s'applique aussi bien dans les conflits armés internationaux que dans les conflits armés non internationaux et également aux personnes, aux entités et aux pays.

L'environnement juridique international actuel présente trois principales lacunes et faiblesses. Premièrement, de nombreuses protections juridiques internationales ne s'appliquent pas aux conflits armés non internationaux. Ceci est problématique car la grande majorité des conflits au cours des trente dernières années ont été non internationaux ou hybrides. Deuxièmement, la définition de seuil exigeant que les dommages environnementaux soient généralisés, à long terme et sévères, a également été critiquée comme étant floue et imprécise, rendant difficile la preuve du dommage ou fixant un seuil si élevé que peu d'actions, s'il y en a, seraient interdites. Et troisièmement, il existe peu de mécanismes pour renforcer l'application du droit international protégeant l'environnement pendant les conflits armés.

En guise d'exemple des défis et des opportunités dans la pratique, considérons la guerre du Golfe de 1990-91. Après la guerre au cours de laquelle l'Irak a causé d'importants dégâts environnementaux, y compris la mise à feu de plus de six cents puits de pétrole koweïtiens, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu l'Irak pour responsable des dommages environnementaux et autres. Le Conseil de sécurité ne peut invoquer le Protocole additionnel 1 comme motif de responsabilité parce que l'Irak n'est pas partie au Protocole additionnel 1. Le Conseil de sécurité a plutôt déclaré que l'Irak avait illégalement envahi le Koweït, violant ainsi l'Article 2 (4) de la Charte des Nations Unies qui interdit les guerres offensives et était donc responsable de tous les dommages causés.

Pour déterminer le montant des dommages, le Conseil de sécurité a établi la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour recevoir, examiner et prendre des décisions sur les demandes de dommages-intérêts. En utilisant des méthodologies et des normes du droit international international de l'environnement, la Commission d'indemnisation des Nations Unies a accordé 5,3 milliards de dollars américains en compensation pour les dommages environnementaux et l'épuisement des ressources naturelles. Il convient de noter que les faits particuliers de cette affaire sont relativement rares. L'Irak a causé des dommages environnementaux graves et étendus qui ont attiré l'attention de la communauté internationale, il a perdu la guerre et il a tiré des revenus substantiels du pétrole pour payer les dégâts qu'il a causés.

Il y a trois conclusions clés concernant le droit international protégeant l'environnement pendant un conflit armé. Premièrement, de nombreuses dispositions protègent l'environnement pendant les conflits armés. Ces dispositions se retrouvent dans divers textes juridiques et s'appliquent à différents contextes. Deuxièmement, il existe des lacunes dans la loi, notamment en ce qui concerne les conflits armés non internationaux et les mécanismes d'application. Et troisièmement, le principal défi actuellement est la mise en œuvre et l'application de ces dispositions. Dans de prochains chapitres, nous étudierons comment les organisations internationales des états et autres mettent en œuvre et appliquent le droit international protégeant l'environnement pendant les conflits armés dans d'autres chapitres.

3.9 APPLICATION DU DROIT INTERNATIONALE PENDANT LE CONFLIT ARMÉ (LECTURER: CARL BRUCH)

Il existe souvent un écart dans la mise en œuvre et l'application du droit international protégeant l'environnement pendant les conflits armés. Ce chapitre examine les moyens concrets utilisés par les pays et organismes internationaux pour concrétiser leurs obligations juridiques internationales en matière de protection de l'environnement pendant les conflits armés. Il met l'accent sur quatre outils spécifiques: la législation, les manuels militaires et la formation, la dotation en personnel et les rapports sur la conformité. Ensemble, ces mesures visent à donner une impulsion nouvelle au droit international protégeant l'environnement et les ressources naturelles pendant les conflits armés.

L'adoption d'une législation nationale qui régit la manière dont les forces armées d'un pays abordent l'environnement et les ressources naturelles est un premier pas important. Les forces armées dépendent de la discipline et de la chaîne de commandement: suivez les règles ou soyez pénalisées. La question importante est donc de savoir quelles règles s'appliquent à l'environnement. La législation nationale codifie les exigences juridiques internationales et ajoute souvent de nouvelles exigences nationales.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la protection de l'environnement en relation avec les conflits armés a identifié au moins 30 pays différents qui ont adopté des règles et une législation nationales traitant spécifiquement de la manière dont leurs forces militaires doivent intégrer des considérations environnementales. Par exemple, en Suède, les forces armées doivent se conformer au code environnemental de la Suède de 1998 et, au Danemark, les forces armées doivent se conformer à la législation sur l'énergie, l'environnement et l'aménagement du territoire.

Les manuels militaires constituent un deuxième moyen d'articuler clairement les règles environnementales régissant les forces armées. En règle générale, les manuels militaires établissent des politiques régissant les opérations. Ces politiques comprennent des exigences du droit international, du droit national et des considérations opérationnelles. La formation à des manuels militaires est d'un complément essentiel. Les militaires aiment s'entraîner comme ils se battent, alors ils se battent comme ils s'entraînent. Ceci pour tout simplement dire que si ils avaient été formés pour tenir compte de l'environnement, ils sont plus susceptibles de considérer l'environnement lorsqu'ils sont au combat.

Par exemple, la Norvège a publié un manuel ainsi qu'un plan d'action pour réglementer la protection de l'environnement dans les forces armées. En outre, les forces armées norvégiennes ont maintenu une base de données sur l'environnement à laquelle toutes les unités doivent continuellement reporter toutes les activités, produits ou services susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. De nombreux pays comme la Norvège, notamment l'Allemagne, la Chine, la Finlande, la Suède et les États-Unis, ont incorporé des exigences environnementales dans leurs manuels militaires.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont adopté des lignes directrices et des politiques pour informer les manuels militaires nationaux. Les principes et les politiques militaires de l'OTAN en matière de protection de l'environnement ont encouragé l'OTAN et les pays partenaires à adopter des normes environnementales, et les accords de l'OTAN sur le statut des forces contiennent également des dispositions relatives à la protection de l'environnement. De plus, l'OTAN a conclu de multiples accords de normalisation qui traitent de divers aspects de la protection de l'environnement. Les directives du CICR pour les manuels militaires et les instructions pour la protection de l'environnement en période de conflit armé résument les règles internationales existantes et offrent des conseils aux pays sur la manière d'aborder la protection de l'environnement dans leurs manuels militaires.

Le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le Département de l'appui aux missions des Nations Unies reconnaissent tous deux que les opérations de maintien de la paix peuvent avoir un impact négatif sur l'environnement local. En juin 2009, les deux agences ont élaboré la politique environnementale pour les missions de terrain des Nations Unies. Cette politique exige que chaque mission de terrain prenne des mesures pour intégrer les mesures environnementales dans sa planification et ses opérations. Ceci dans le but d'éviter et de minimiser l'impact des activités menées par la mission et son personnel sur l'environnement et de protéger la santé humaine contre de tels impacts environnementaux.

De nombreuses forces armées ont pris l'habitude d'avoir des spécialistes de l'environnement au sein du personnel; ces experts peuvent fournir une expertise à la fois politique et opérationnelle et les dimensions environnementales de la planification, du déploiement et de l'engagement. Il convient de noter que tout le personnel des forces armées n'a besoin d'être un expert en environnement. Ce qui est important c'est que les agents militaires soient conscients des exigences environnementales fondamentales et comprennent le rôle critique que joue le personnel environnemental pour aider la force à se conformer à ses obligations internationales et pour réduire son empreinte de bottes. Et il est également important d'avoir des experts dédiés au sein du personnel et de les responsabiliser. Nous examinerons trois manières d'utiliser le personnel dédié à l'environnement: comme des missions de maintien de la paix de l'ONU, des avocats de l'environnement et des unités environnementales de l'armée.

La politique environnementale pour les missions de l'ONU sur le terrain exige que les missions individuelles engagent un responsable de l'environnement qui est chargé de superviser toutes les préoccupations environnementales de la mission. Un exemple vient de la mission au Mali. Dans le mandat de 2013 de la mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), le Conseil de sécurité des Nations Unies a exigé que la mission tienne compte des impacts environnementaux. La MINUSMA est devenue la première mission de maintien de la paix de l'ONU chargée de prendre en compte ses impacts environnementaux potentiels lorsqu'elle exécute son mandat de maintien de la paix. Il convient de noter que les missions de maintien de la paix précédentes disposaient également d'un personnel spécialisé dans le domaine de l'environnement.

Les forces armées d'un certain nombre d'États ont des avocats de l'environnement qui veillent à ce que les lois internationales et nationales protégeant l'environnement soient respectées pendant les conflits armés. Par exemple, Les Marines américaine a à la fois des avocats en environnement et en énergie qui sont chargés de fournir des conseils sur les questions de droit et de politique de l'environnement, y compris la planification environnementale, la conformité des ressources naturelles et culturelles, et la conformité et l'application de l'eau, de l'air et des terres. Ces avocats jouent également un rôle important dans l'élaboration des politiques pour le ministère de la Défense.

Certaines armées nationales ont également créé des unités dédiées à l'opérationnalisation des considérations environnementales. Depuis 2006, l'Agence suédoise de recherche sur la défense s'efforce de stimuler une prise de conscience sur l'influence des facteurs environnementaux à la fois comme cause de conflit et comme moyen de fructueux de réalisation de mission. L'agence a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de politiques et de manuels pour l'armée suédoise. Elle a aidé les missions de maintien de la paix des Nations Unies à résoudre les problèmes environnementaux et a fait progresser l'apprentissage et la pratique au niveau national et international.

Le dernier outil dont je parlerai dans ce chapitre est la présentation de rapports et la conformité. En 2016, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a adopté une résolution sur la protection de l'environnement dans les zones touchées par les conflits armés. Cette résolution exhorte les états et autres à prendre une série de mesures pour mettre en œuvre et respecter le droit international protégeant l'environnement pendant les conflits armés. Elle charge également le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de faire rapport sur la mise en œuvre de la résolution. Ce mandat constitue un important forum international permettant aux états membres de partager des informations sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du droit international protégeant l'environnement pendant les conflits armés.

En conclusion, les états et les organisations internationales sont de plus en plus conscients et ambitieux d'envisager les incidences environnementales potentielles des opérations militaires tant en temps de paix qu'en période de conflit armé. Bien que les forces armées des états soient au cœur de ce processus, d'autres institutions, notamment le Comité international de la Croix-Rouge et les missions de maintien de la paix des Nations Unies, jouent un rôle de plus en plus crucial dans la lutte contre la pollution et des dommages environnementaux pendant les conflits armés. Enfin, il est essentiel que des mesures continuent d'être prises aux niveaux national et international pour prévenir les violations du droit international, plutôt que de se concentrer uniquement sur les efforts réactifs après le conflit.

3.10 OUTILS DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU POUR ABORDER LES RESSOURCES NATURELLES PENDANT LE CONFLIT (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce chapitre examine le rôle que le Conseil de sécurité de l'ONU joue dans la lutte contre les conflits liés aux ressources ainsi que les dimensions environnementales des autres conflits. Il présente également certains des outils clés que le Conseil de sécurité de l'ONU a utilisés à cette fin. Le Conseil de sécurité de l'ONU a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

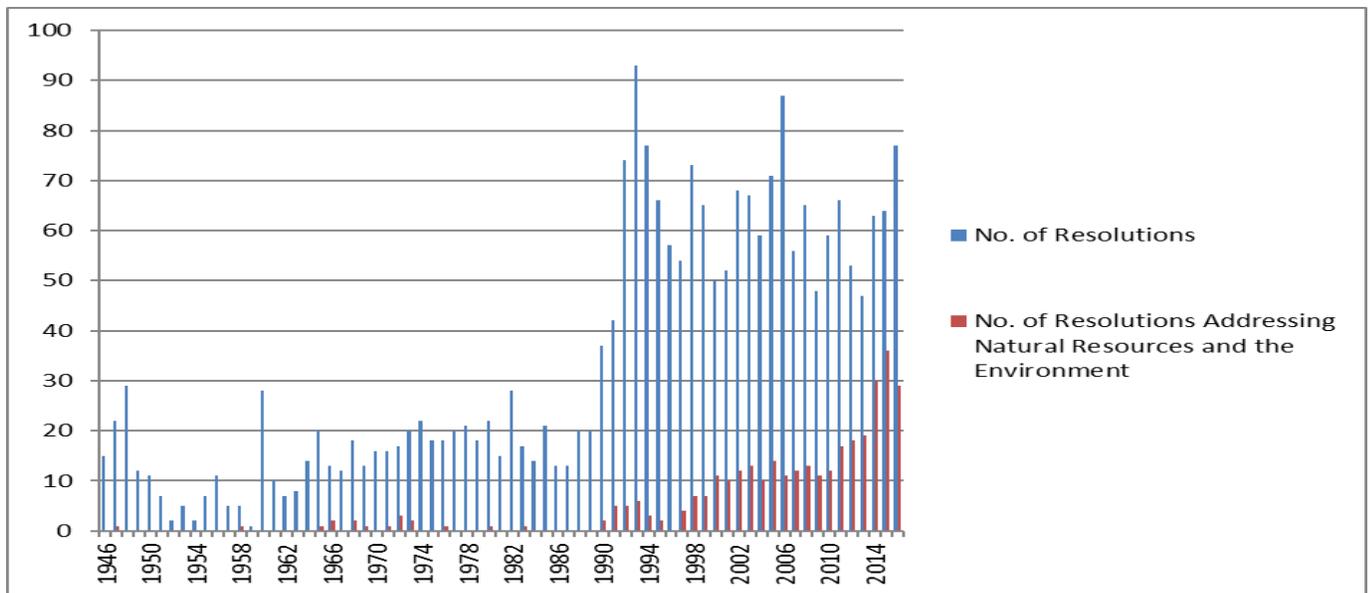
En revanche, les questions liées à l'environnement dans les ressources naturelles ont toujours été considérées comme des questions de développement, et donc plus proprement le domaine de l'Assemblée générale des Nations Unies et des diverses agences et organisations des Nations Unies qui rendent compte à l'Assemblée générale. Ainsi, beaucoup ont été réticents à sécuriser l'environnement. Cependant, comme nous l'avons vu, il existe souvent des liens étroits entre l'environnement et les ressources naturelles d'un côté et les conflits, la paix et la sécurité de l'autre. En conséquence, le Conseil de sécurité a dû se pencher de plus en plus sur les ressources naturelles et d'autres considérations environnementales dans des conflits armés spécifiques.

Le Conseil de sécurité a utilisé quatre outils clés pour résoudre les conflits liés aux ressources:

1. Résolutions et déclarations présidentielles
2. Mandats de missions de maintien de la paix
3. Les sanctions
4. Les groupes d'experts

Premièrement, les résolutions sont des expressions formelles de l'opinion ou de la volonté du Conseil de sécurité et elles combinent les États membres, les agences des Nations Unies et autres. Avec la fin de la guerre froide, le Conseil de sécurité a commencé à utiliser davantage de résolutions, qui traitent de plus en plus des ressources naturelles dans l'environnement. De 1946 à 1989, le Conseil de sécurité n'a adopté que 646 résolutions sur toutes les questions. C'est une moyenne de moins de 15 par an. En revanche, de 1990 à la fin de 2016, il a adopté 1690 résolutions, soit plus de 62 par an en moyenne.

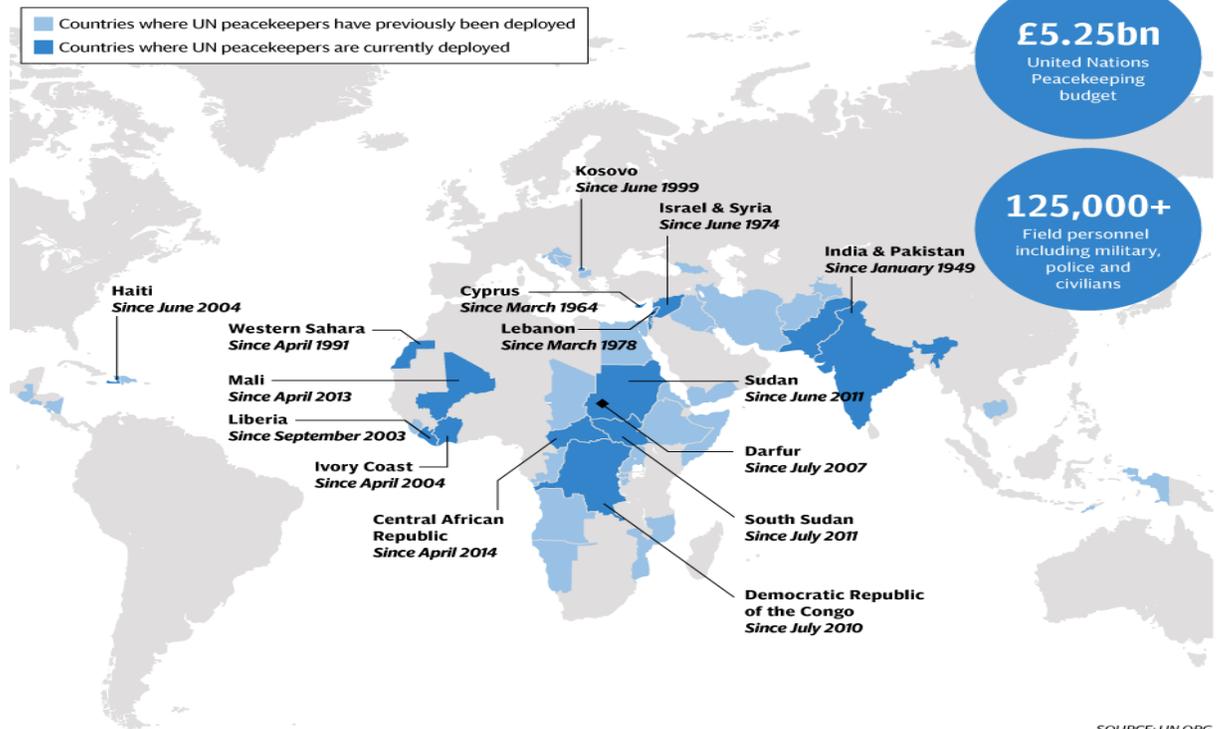
Lorsque nous examinons les les sujets couverts par les résolutions, nous constatons que de 1946 à 1989, seulement 17 résolutions portaient sur les ressources naturelles dans l'environnement. Cela correspond à moins d'un tous les deux ans en moyenne. De 1990 à 2016, ce nombre est passé à 319 résolutions portant sur les ressources naturelles et l'environnement, soit environ 12 par an. À la fin de 2016, un total de 336 résolutions du Conseil de sécurité, soit 14,4% de toutes les résolutions, avaient abordé les ressources naturelles ou l'environnement d'une manière ou d'une autre.



Les résolutions du Conseil de sécurité ont souvent mis l'accent sur les ressources de conflit en tant que source de financement. Ils ont également abordé les trois autres outils analysés dans ce chapitre: mandats pour les missions de maintien de la paix des Nations Unies, sanctions contre le commerce des ressources conflictuelles et habilitation de groupes d'experts pour examiner le rôle des ressources naturelles dans le financement ou le développement des conflits. Le Conseil de sécurité a publié un certain nombre de déclarations présidentielles non contraignantes qui traitent de questions émergentes à la croisée de l'environnement et de la sécurité. Par exemple, en 2007 et 2011, les déclarations du Président du Conseil de sécurité ont abordé les moyens par lesquels les ressources naturelles et le changement climatique, respectivement, pourraient affecter la sécurité internationale.

Je vais maintenant passer au deuxième outil clé dont dispose le Conseil de sécurité de l'ONU: les mandats des missions de maintien de la paix. Le Conseil de sécurité détermine si, quand et dans quelles circonstances la mission de maintien de la paix de l'ONU devrait être déployée. Depuis juin 2017, seize missions de maintien de la paix des Nations Unies sont en cours avec plus de 110 000 membres du personnel civil et en uniforme et un budget annuel de près de huit milliards de dollars. Cinquante pour cent du budget total des opérations de maintien de la paix de l'ONU à ce jour se trouvent dans des situations où les ressources naturelles ont financé ou alimenté des conflits.

Where UN peacekeepers have been deployed



Les opérations de maintien de la paix dans certains pays sont également confrontées aux défis liés à la gouvernance des ressources naturelles dans l'environnement et, dans un certain nombre de pays touchés par les conflits armés, les missions de maintien de la paix doivent faire face à une exploitation illégale et prédatrice des ressources naturelles qui menace la paix fragile. En conséquence, le Conseil de sécurité a confié à un nombre croissant de missions de maintien de la paix le mandat de s'attaquer aux problèmes de ressources naturelles importants pour la consolidation de la paix après les conflits.

Les résolutions ont donné aux missions de maintien de la paix le mandat d'aider les pays à gérer les ressources naturelles de quatre manières principales: premièrement, rétablir le contrôle sur les zones militarisées ou protéger les principales infrastructures de ressources naturelles; deuxièmement, utiliser leurs capacités de contrôle pour empêcher l'exploitation et le commerce illicites; troisièmement, restaurer l'administration sur les ressources naturelles; et quatrièmement, minimiser les impacts environnementaux et aider à fournir des technologies environnementales.

Le mandat de maintien de la paix de la mission de l'ONU en Sierra Leone, ou MINUSIL, est illustratif. Le mandat initial du MINUSIL en 1999 ne portait pas du tout sur les ressources naturelles. Cependant, en 2001, le Conseil de sécurité a révisé le mandat de la MINUSIL pour aider le gouvernement de la Sierra Leone à rétablir son autorité dans tout le pays, y compris dans les zones productrices de diamants. Un an plus tard, la MINUSIL a été explicitement invitée à aider le gouvernement de la Sierra Leone à accélérer le rétablissement de l'autorité civile et des

services publics dans tout le pays, en particulier dans les zones d'extraction de diamants. En 2004, la MINUSIL a été chargée d'aider les forces armées et la police sierra léonaises à patrouiller dans les zones frontalières et minières, notamment grâce à une planification commune et à des opérations conjointes le cas échéant. Grâce à ces mandats, la mission de maintien de la paix a réussi à renforcer la capacité nationale de patrouiller, de gérer et finalement de reprendre le contrôle de ces zones.

Le troisième outil clé utilisé par le Conseil de sécurité de l'ONU pour résoudre les conflits de ressources est celui des sanctions. Lorsque le Conseil de sécurité a déterminé que les ressources naturelles contribuent à financer et alimenter les conflits, il peut imposer des sanctions qui empêchent l'importation ou l'exportation de ces ressources. En effet, les sanctions imposées en vertu du Chapitre 7, Article 41 de la Charte des Nations Unies sont les plus communément utilisées par le Conseil de sécurité pour empêcher que la belligérance ne profite de l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Pendant la guerre froide, seulement sept résolutions traitaient des sanctions liées aux ressources naturelles pendant le conflit. Depuis la fin de la guerre froide, le Conseil de sécurité a adopté 72 résolutions de ce type. Par exemple, le Conseil de sécurité a interdit les importations de tous diamants et du bois du Libéria. Le Conseil de sécurité a également imposé des sanctions ciblées afin de minimiser les effets négatifs sur les parties ne faisant pas partie d'un conflit. Ces mesures permettent l'exploitation et la vente légitimes de ressources naturelles par des groupes autorisés tels que les autorités publiques sous le contrôle du gouvernement de l'état reconnu internationalement, tout en étouffant une source de financement rebelle.

Les sanctions ne sont pas toujours efficaces. Ils peuvent être des instruments contondants. Ils peuvent nuire aux moyens de subsistance de nombreuses personnes dans le pays et pas seulement aux chefs de guerre et élites qui utilisent les ressources naturelles pour financer les conflits. Et en effet, c'est la raison d'être de l'utilisation de sanctions ciblées. Même Avec les régimes de sanctions en place, les gens peuvent essayer de tricher, et même quand ils sont pris, il peut être difficile de poursuivre avec succès. En plus d'imposer des sanctions aux pays, le Conseil de sécurité peut imposer des sanctions aux particuliers et aux entités. Par exemple, ceux qui sont reconnus coupables de commercialisation des ressources conflictuelles.

L'ONU maintient une liste consolidée des sanctions qui inclut tous les individus, groupes et entités soumis aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité. L'inclusion de tous les noms sur une liste de sanctions consolidée facilite la mise en œuvre de ces mesures de sanctions.

Des groupes d'experts ont été utilisés pour surveiller et mener des enquêtes de terrain sur l'application et la violation des sanctions applicables aux produits de base. Ils ont également été utilisés pour évaluer les liens entre les ressources naturelles et les conflits et pour conseiller le Conseil de sécurité sur l'étendue des sanctions et le mandat des opérations de maintien de la paix. Enfin, ils peuvent surveiller les réformes de la gouvernance des ressources naturelles à la fois pendant et après les sanctions sur les produits en coopération avec une mission de maintien de la paix.

Depuis 1999, le Conseil de sécurité a établi des groupes d'experts en Angola, en Sierra Leone, au Libéria, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, en Somalie, en République centrafricaine et en Libye. Ceux-ci ont été utilisés pour surveiller et rapporter les liens entre les ressources naturelles et les conflits. Il est souvent préférable dans ces cas d'imposer des sanctions sur les ressources du conflit et surtout d'évaluer l'efficacité d'un régime de sanctions.

Le Conseil de sécurité a également demandé aux missions de maintien de la paix de soutenir le travail des groupes d'experts dans le contexte de l'environnement et des ressources naturelles. C'était le cas au Libéria, en RDC, dans d'autres pays. Il y a des limitations importantes sur les outils que le Conseil de sécurité de l'ONU déploie. Premièrement, le Conseil de sécurité reste prudent quant à la gestion des ressources environnementales et naturelles, et certains affirment qu'il a même été trop prudent étant donné les liens prouvés avec la paix, les conflits et la sécurité. Deuxièmement, à ce jour, le Conseil de sécurité n'a abordé ces liens que de façon ponctuelle – même lorsqu'il existe une base solide pour une approche cohérente et stratégique. Par exemple, il a abordé à plusieurs reprises diverses ressources conflictuelles dans des instances spécifiques et pourtant il continue de résister aux appels de définir ce qui constitue une ressource de conflit ou quelles réponses appliquer lorsqu'une ressource conflictuelle a été identifiée. Le Conseil de sécurité utilise habituellement ses outils dans un délai déterminé. Les mandats de maintien de la paix, les sanctions et les groupes d'experts expirent tous à moins d'être renouvelés.

Malgré ces limites, le Conseil de sécurité des Nations Unies a un rôle important à jouer dans la lutte contre les conflits liés aux ressources. Il a un mandat global. Il a l'autorité légale pour prendre des mesures fortes nécessaires pour résoudre les ressources de conflit et d'autres défis. Il est capable d'imposer des restrictions aux pays, aux entreprises et aux particuliers, ainsi que d'habiliter, d'orienter et de restreindre les actions des organes de l'ONU. Et cette expérience croissante a affiné et amélioré l'efficacité de ces outils, renforçant le rôle important que le Conseil de sécurité a joué et continuera d'avoir dans ce domaine.

3.11 CASE STUDY: DIAMONDS, TIMBER, AND CONFLICT IN LIBERIA (LECTURER: RICHARD MATTHEW)

Il est largement admis que les diamants et le bois ont joué un rôle important dans le maintien des conflits violents qui ont frappé le Libéria de 1989 à 1996 et de 1999 à 2003. Dans une enquête menée au Libéria sur les causes de ses guerres civiles, la cupidité et la corruption étaient les premières réponses. Les personnes interrogées ont également identifié les divisions identitaires et ethniques, la pauvreté, les inégalités, les questions foncières et les prix alimentaires comme facteurs contribuant au déclenchement de la guerre. Le cas du Libéria est également un excellent exemple de la manière dont la violence liée aux ressources naturelles peut s'étendre au-delà des frontières. Les guerres civiles en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire étaient toutes deux liées au Libéria et au commerce illicite de diamants et d'autres ressources naturelles telles que le cacao.

L'American Colonization Society fonda une colonie en Afrique de l'Ouest baptisée Monrovia. Les colons et leurs descendants étaient en grande partie d'anciens esclaves et des Afro-Américains libres, et aujourd'hui ils sont connus comme Américano-Libériens. À mesure que la colonie s'étendait vers l'est, elle a rencontré et cherché à occidentaliser les populations autochtones. En 1847, le Libéria a déclaré l'indépendance, ce qui en fait la plus ancienne république d'Afrique.

Pendant plus d'un siècle, le Libéria s'est développé en partenariat avec des sociétés américaines attirées par l'abondance de ses ressources naturelles. Les avantages de ces partenariats ont été concentrés dans quelques mains et, avec le temps, les griefs ont parfois éclaté en émeutes et autres actes de violence. Des efforts ont été faits pour combler les fossés économiques et politiques qui s'étaient creusés entre les Américano-libériens sur la côte et les Libériens indigènes de l'intérieur, mais un fort sentiment d'inégalité persistait entre ces deux groupes.

En 1951, Samuel Kanyon Doe est né dans un petit village de l'intérieur. À 18 ans, il a rejoint l'armée. À l'âge de 29 ans, il a mené un coup d'état réussi. Ce coup d'état a été largement salué par les Libériens autochtones pour avoir mis fin à 133 ans de règne Américano-libérien. Alors que Doe a promis de gouverner dans l'intérêt du peuple, le pays a rapidement sombré dans une décennie de peur, de corruption et de répression.

Charles Taylor, un contemporain de Doe, était un Américano-Libérien éduqué aux États-Unis. Il est revenu au Libéria peu après que Doe ait pris le pouvoir et a immédiatement débarqué une position dans le nouveau gouvernement. Mais accusé de détournement de fonds en 1983, Taylor a été contraint de fuir le pays, voyageant d'abord aux États-Unis où il a été arrêté puis s'est échappé et s'est finalement retrouvé en Côte d'Ivoire avec un bref passage en Libye. C'est en Libye, alors qu'il s'entraînait à la guérilla, qu'il a rencontré le chef rebelle sierra-léonais Foday Sankoh. En Côte d'Ivoire, Taylor a fondé le Front patriotique national du Libéria.

En 1989, le NPFL a envahi le Libéria, en commençant la première guerre civile. L'année suivante, Doe a été torturé et tué par une faction du NPFL. La première guerre civile libérienne s'est poursuivie jusqu'en 1997. Ce fut l'une des guerres les plus sanglantes d'Afrique, avec des enfants soldats, des campagnes de viol et le massacre de plus de 200 000 personnes. Le Haut

Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a estimé que 1,9 million de personnes, soit environ la moitié de la population nationale à l'époque, ont été déplacées par la guerre.

Ce qui a provoqué cette période de violence intense est contesté, mais comme indiqué précédemment, de nombreux Libériens ont identifié la cupidité et une longue histoire de doléances entre les Américano-Libériens et les autochtones comme causes principales. Au Liberia, la cupidité a été centrée sur le contrôle des riches richesses naturelles du pays, y compris les diamants et le bois. En fin de compte, la première guerre civile a pris fin avec l'élection de Charles Taylor, et la violence s'est résorbée brièvement. En dépit de sa rhétorique populiste, son slogan de campagne "il a tué ma mère, il a tué mon père, mais je vais voter pour lui" n'a pas attiré tout le monde aux urnes.

Deux ans plus tard, en 1999, la guerre a de nouveau éclaté, cette fois durant quatre ans. La deuxième guerre civile au Liberia a fait entre 150 000 et 300 000 morts. La mesure dans laquelle les ressources naturelles ont contribué au déclenchement des deux guerres civiles au Libéria n'est pas claire, mais il existe un large consensus sur le fait que le bois, les diamants, le caoutchouc et le minerai de fer sont des sources importantes de financement des conflits. Après avoir chassé Doe, Taylor a pris le contrôle de 90% du territoire libérien et a collaboré avec des sociétés extractives pour exporter annuellement des centaines de millions de dollars de ressources. La plupart de ces fonds ont été utilisés pour acheter des armes. Le Libéria a également servi de point de transit pour les diamants extraits par les rebelles du RUF en Sierra Leone pour financer leur insurrection.

En 2000, un groupe d'experts de l'ONU en Sierra Leone a déterminé que des diamants d'une valeur comprise entre 25 et 125 millions de dollars EU par an étaient exportés à travers le Libéria avec la permission et l'implication de hauts fonctionnaires libériens. Ce rapport concluait également que tant qu'il n'y aurait pas de régimes de certification dans les pays voisins, les rebelles continueraient à tirer profit de l'exportation de diamants. À la suite du rapport, le Conseil de sécurité de l'ONU a également adopté la résolution 1306, qui a institué un embargo sur les diamants bruts non certifiés provenant de la Sierra Leone. En 2001, l'embargo a été étendu aux diamants du Libéria.

Comme il devenait difficile pour Charles Taylor de compter sur les diamants pour financer ses activités militaires, il commença à s'appuyer davantage sur le bois, en vendant des concessions d'exploitation forestière pour générer des revenus. À la fin de la deuxième guerre civile en 2003, les concessions forestières représentaient plus de 50% des revenus de la nation. Cette même année, le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé des sanctions sur l'importation de timber bois libérien par la résolution 1478.

Maintenant, à partir de 1993, au moins cinq tentatives infructueuses ont été faites pour négocier des accords de paix. Enfin, en août 2003, sous la pression du président américain George W. Bush, Charles Taylor a quitté le Libéria et l'Accord de paix global d'Accra a été signé. En septembre 2003, la mission de l'ONU au Libéria a été créée avec le premier mandat de maintien de la paix jamais assigné à la gestion des ressources naturelles.

À la fin de la seconde guerre civile, le Libéria a dû faire face à de nombreux défis urgents, notamment la réforme du gouvernement, la démobilisation des ex-combattants, un retour de contrôle des secteurs du bois et du diamant, la reconstruction des infrastructures et la restauration des moyens de subsistance. Pour relever ces défis, il était essentiel que le gouvernement mette à profit les vastes ressources naturelles du pays pour la consolidation de la paix et le développement économique après les conflits.

Pour entamer ce processus, le gouvernement de transition a mis en place un Comité d'examen des concessions forestières, composé de représentants du gouvernement, de la société civile, de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies et d'autres partenaires. À la mi-2005, le comité a publié son examen des concessions forestières pour les 25 années précédentes. Sur les 70 concessions analysées, aucune n'a respecté la loi libérienne. Le comité a également constaté que le gouvernement avait accordé des concessions qui se chevauchaient; Bien que le Libéria compte 4,5 millions d'hectares de forêts, environ 10 millions d'hectares ont été alloués. En réponse au rapport, certains défenseurs ont appelé le gouvernement de transition à annuler les concessions forestières. Cependant, le gouvernement de transition s'inquiétait du fait qu'il n'avait pas de mandat pour le faire, et il laissait la tâche à un gouvernement élu.

Ellen Johnson Sirleaf a été élue présidente en novembre 2005. Son leadership politique a joué un rôle crucial dans la gestion des ressources naturelles au Libéria - en particulier les diamants et le bois. Ces deux ressources avaient été ciblées par les sanctions de l'ONU, et ces sanctions entraîneraient beaucoup de réformes initiales. La présidente Johnson Sirleaf s'est engagée à faire preuve d'une grande transparence en ce qui concerne l'utilisation des revenus issus des ressources naturelles.

En fait, dans son premier ordre exécutif, elle a annulé toutes les concessions forestières. Plus tard dans le courant de l'année, le Libéria a adopté la loi de réforme forestière nationale de 2006 et le Conseil de sécurité de l'ONU a levé les sanctions. Cette loi fournit un cadre général régissant les forêts à des fins commerciales, communautaires et de conservation, et nécessite la participation du public. En 2009, le Libéria et l'Union européenne ont commencé à négocier un accord de partenariat volontaire, entré en vigueur en 2013. C'est un accord commercial juridiquement contraignant visant à garantir que les exportations libériennes de bois vers les pays de l'UE sont conformes aux lois forestières libériennes. Toujours en 2009, le gouvernement a adopté la loi sur les droits communautaires afin de créer un cadre juridique qui énonce les droits des communautés dans la gestion et l'utilisation des ressources forestières.

Mais malgré des améliorations considérables, la gestion des forêts du Libéria reste difficile. En 2012, par exemple, il est apparu qu'une disposition sur les permis d'utilisation privée était utilisée abusivement pour accorder illégalement environ 40% des forêts libériennes à des entreprises privées. Une partie de l'explication à cela est que même après une décennie de renforcement des capacités, l'Office de développement de la foresterie manque d'équipement, de personnel qualifié et de financement pour mettre en œuvre, inspecter et appliquer les lois de manière adéquate.

Mais des questions ont également été soulevées au sujet de la volonté politique. Le nouveau gouvernement a également agi pour réformer le secteur du diamant et, quatre ans après la fin de la guerre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a pu lever l'embargo sur les diamants libériens et le Liberia a été admis dans le processus de Kimberley. Le gouvernement est allé plus loin que cela; en 2009, le Libéria a adhéré à l'Initiative pour la transparence des industries extractives. Le Liberia a non seulement appliqué les normes de l'ITIE aux ressources extractives telles que les diamants, mais il a également étendu les exigences aux produits forestiers et au caoutchouc. Le Libéria a également exigé que les accords de concession soient rendus publics.

Les différentes réformes dans le secteur du diamant semblent avoir fonctionné. En 2015, le Libéria a exporté cinquante-quatre mille deux cents carats de diamants pour un montant total de 2,37 millions de dollars. En mai 2016, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2288, qui a mis fin au régime de sanctions pour le Libéria. Cela a également dissous le Comité du Conseil de sécurité et le groupe d'experts concernant le Libéria, qui a été créé par la Résolution 1521 en 2003 pour surveiller les sanctions.

Bien que la terre ne soit ni une cause de conflit ni une ressource conflictuelle au Libéria, les conflits fonciers constituent une menace persistante pour la paix à long terme. Cette insécurité a été aggravée par l'octroi de concessions forestières, minières et agricoles. On estime que diverses concessions couvrent environ 40% du territoire libérien. L'insécurité foncière est enracinée dans le système de double régime foncier libérien qui est divisé entre les règles coutumières qui régissent la terre dans les zones rurales et les lois qui régissent toutes les terres publiques restantes. Un manque de clarté juridique a conduit à des transferts inappropriés de terres aux élites, à des documents de protection des terres, à des concessions de terres à des étrangers sans consultation de la communauté, à des acquisitions foncières et à des revendications territoriales conflictuelles.

La présidente Sirleaf Johnson a suggéré que s'il y avait une autre guerre civile, ce serait probablement sur terre. Ainsi, en 2013, la Commission foncière libérienne, une entité indépendante, a organisé un dialogue public qui a débouché sur une proposition de loi sur les droits fonciers. Cet acte, une fois approuvé, reconnaîtra les revendications coutumières et leur accordera la parité légale avec les droits statutaires. Il attribuera également la plupart des terres du pays aux communautés.

Les diamants et le bois ont été clairement exploités pendant les deux guerres pour financer l'activité militaire et pour le gain personnel. Alors que la pression mondiale montait sur les diamants conflictuels, Charles Taylor se tourna vers le bois. Ces ressources conflictuelles et d'autres nécessitaient un certain degré de complicité de la part de personnes à l'extérieur du pays, soulignant la nécessité pour les régimes régionaux et internationaux de traiter des ressources de conflit spécifiques. Mais sur une note plus positive, les diamants et le bois ont joué un rôle important dans le processus de consolidation de la paix après les conflits au Libéria.

3.12 RESSOURCES NATURELLES DANS LES ACCORDS DE PAIX (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bienvenue. Ce chapitre se concentre sur l'approche de la notion des ressources naturelles dans différents accords de paix. Le plus important à retenir ici est que toutes réglementations liées aux ressources naturelles dans les accords de paix doivent être adaptées au rôle spécifique que ces ressources naturelles ont jouées dans le conflit ou joueront dans la construction de la paix. Maintenant, nous allons explorer ce point et d'autres leçons clés tout au long de la conférence. Allons-y donc sans plus tarder.

Les dernières décennies ont vu une reconnaissance croissante de l'importance à traiter des ressources naturelles et des accords de paix. Historiquement, moins de 15% des accords de paix traitaient des ressources naturelles. Cependant, comme les ressources naturelles sont devenues une source croissante de contention et de financement de conflits, les accords de paix ont commencé de plus en plus à inclure des dispositions relatives aux ressources naturelles. Par exemple dans accords de paix conclus entre 1989 et 2004, une période de 15 ans où 94 accords ont été signés, plus de la moitié de tous ces accords de paix avaient des provisions relatives aux ressources naturelles. Entre 2005 et 2016, neuf accords de paix ont été signés et tous ces accords avaient des provisions relatives aux ressources naturelles.

Donc, si vous prêtez attention aux chiffres - si vous regardez toute la gamme des accords de paix de 1989 à 2016 - et vous vous demandez quelles ressources naturelles étaient les plus communément incluses, la réponse est la suivante: 46% de ces accords comportaient des dispositions liées à la terre. Que ce soit les terres arables, les pâturages, ou les établissements humains, la terre était la ressource naturelle la plus incluse dans les accords de paix. Les deuxième et troisième étaient réellement attachés. Les ressources extractives et renouvelables telles que l'eau, étaient présent dans environ 14% de ces accords de paix.

Alors, explorons les raisons pour lesquelles les ressources naturelles pourraient ou ne pourraient pas être incluses dans un accord de paix. Ainsi, les raisons d'inclure les ressources naturelles sont: premièrement, lorsqu'elles étaient une cause ou un déclencheur de conflit; deuxièmement, lorsqu'elles financent le conflit; troisièmement, lorsqu'elles ont été endommagées ou détruites par le conflit et enfin, lorsqu'elles peuvent être utilisées en collaboration pour instaurer la confiance.

Maintenant, quelles sont les forces contre l'inclusion? Premièrement, l'existence de priorités concurrentes à la suite d'une crise poussant les gens à penser que les ressources naturelles surchargeront l'agenda politique. Deuxièmement, lorsque l'économie politique de l'accord de paix et les intérêts des élites empêchent de les inclure dans les accords. Troisièmement, lorsque les ressources naturelles sont perçues comme un problème économique sans urgence concrète à être adressées dans le processus de résolution de conflit. Ou enfin en cas de préoccupations par rapport à un manque d'expertise, de temps ou de mandat pour inclure des dispositions robustes.

Maintenant, examinons quelques exemples. Les ressources naturelles ont joué plusieurs rôles dans les conflits Colombiens et sont en fait largement mentionnées dans l'accord de paix. C'est un accord établi sans précédent, qui comprend des dispositions liées à l'eau, l'accès à la terre, les industries extractives, l'agriculture, le développement durable, la planification du territoire, l'autonomisation des femmes et la réconciliation. Si vous comparez cela à la situation de l'Angola, où les diamants et le pétrole ont financés le conflit, aucune ressource n'était incluse dans l'accord de paix final de 2002. Dans les cas de la Sierra Leone et du Liberia, où les ressources naturelles ont joué un rôle clé dans le financement du conflit, seules de pâles dispositions ont été incluses dans l'accord de paix. En fait, en Sierra Leone, le chef des rebelles Foday Sankoh avait été nommé à la direction de la Commission de gestion stratégique de ressources minérales. Ceci lui conférant un contrôle de fait sur le secteur de diamant.

Alors, quelles sont les zones où les provisions sur les ressources naturelles souvent requises? Eh bien, il y a quatre domaines clés: Premièrement, l'accès et la propriété de ressources naturelles, terre y compris. Deuxièmement l'accès à l'allocation et la titularité pour gérer et développer ces ressources. Troisièmement, le partage des avantages et revenus tirés des ressources naturelles. Et enfin, les mesures de confiance.

Désormais, les dispositions relatives aux ressources naturelles dans les accords de paix peuvent être soit des dispositions directes (par exemple, les dispositions de partage des richesses spécifiant une ressource précise) ou indirectes (par exemple, établir de vastes réformes en matière de gouvernance avec un mandat couvrant les ressources naturelles comme c'est le cas pour le Libéria). En 2012, Programme de l'ONU pour l'environnement et le Département des affaires politiques de l'ONU ont uni leurs efforts pour explorer les leçons tirées et et meilleures pratiques en ce qui concerne les ressources naturelles dans les accords de paix. Ce processus était sans précédent en ce qu'il impliquait 40 spécialistes de la médiation et considérait les ressources extractives, la terre, et l'eau.

Dès lors, les sections suivantes de ce chapitre discuterons de cinq leçons clés apprises dans ce processus. Première leçon: aborder les ressources naturelles d'une manière adaptée à leur rôle dans le conflit. Idéalement, il existe trois catégories de base où les dispositions liées aux ressources naturelles devraient être incluses:

1. Tout d'abord, si les ressources naturelles étaient au cœur du conflit, les dispositions devraient être traitées de la propriété des ressources, de l'accès et/ou de la gestion. Par exemple dans le conflit guatémaltèque, la terre était un facteur clé d'où de nombreuses dispositions relatives à la terre dans l'Accord de paix du Guatemala.
2. Deuxièmement, lorsque les ressources ont aidé à financer les groupes armés, les dispositions devraient véritablement limiter l'accès aux revenus des ressources et incluent des garanties de transparence.
3. Enfin, lorsque les ressources ont été endommagées par le conflit les dispositions devraient inclure des évaluations environnementales, restauration et compensation

pour les dommages ou l'accès à une alternative de moyens de subsistance. Un exemple palpable est celui de l'accord de paix de la RDC qui comprend une compensation pour les dommages environnementaux.

La deuxième leçon est de vraiment utiliser les éventuels avantages des ressources naturelles comme une incitation à garder les parties à la table. Ainsi les perspectives économique associées aux ressources naturelles peuvent vraiment être utilisées comme motivation à poursuivre les négociations quand elles ralentissent ou risquent d'être déraillées. Une partie du défi consiste à vraiment aider les parties à voir les ressources naturelles dans le cadre d'une vision économique futur. Une autre stratégie consiste à aider les parties à reconnaître la perte économique d'opportunités associée à un retour de conflit. Donc, les ressources naturelles devraient vraiment être utilisées comme une opportunité pour des mesures de confiance et pour exploiter les avantages mutuels de paix.

La troisième leçon est de vraiment établir des mécanismes et institutions pour traiter des ressources naturelles à l'avenir. Actuellement, les problèmes liés aux ressources naturelles et conflits très souvent exigent des solutions qui sont trop complexes, trop généraux ou à long terme pour être pleinement pris en compte dans tout accord de paix. Par conséquent, les accords de paix peuvent vraiment créer un gouvernance ou un cadre juridique qui pourra à son tour aborder les ressources naturelles dans l'avenir. Les nouveaux cadres juridiques sont les constitutions, les fiducies foncières ou les ressources financières ... Il y a beaucoup d'options pour poser les bases d'un examen des ressources naturelles dans l'avenir. En développant ces futures options, il est vraiment important de penser aux mécanismes institutionnels nécessaires à titre provisoire au lendemain d'un conflit ainsi que ce qui est nécessaire à long terme. Il est important de penser aux problèmes liés aux garanties pour assurer la transparence, la responsabilité, le partage des avantages et la participation à la prise de décision y compris une analyse de comment insérer les perspectives des femmes dans les discussions et les négociations de manière à être refléter dans toutes les institutions et processus futures.

Leçon quatre: une technique qui peut être utilisée est d'établir une empreinte technique sur les ressources naturelles dans le cadre d'une négociation politique plus large. Ainsi, par exemple, un processus de médiation pour un accord de paix peut établir une table technique pour faire face à une ressource naturelle spécifique en parallèle à la principale négociation politique. Ces parcours techniques et parallèles peuvent aborder les ressources naturelles, impliquer des experts externes et explorer différents scénarios. Mais c'est vraiment important que ces parcours techniques soient liées à la négociation politique principale pour assurer l'acceptation politique de tout type d'accord de ressources qui resort d'un parcours technique.

La cinquième leçon est la conception de dispositions liées au partage de richesses et d'avantages qui soutiendront la construction de la confiance à l'avenir. Il est vraiment important d'établir de claires dispositions quant au partage des revenus et avantages des ressources naturelles

Maintenant, les revenus peuvent devoir être partagés à différents niveaux du gouvernement et les dispositions doivent aborder ce type de partage en conséquence (par exemple, le partage entre le gouvernement central contre les gouvernements locaux, ou le partage entre les régions riches et pauvres en ressources, ou le partage entre différents groupes). Toute fois, il existe des questions fondamentales lors de la conception des provisions du partage de richesse. D'abord, qui publiera les contrats de ressource et qui collectera les revenus? Deuxièmement, qui devrait recevoir les revenus tirés des ressources et dans quelle proportion? Troisièmement, comment le suivi sera-t-il effectué et la transparence assurée? Et il est aussi nécessaire de réfléchir au travers de la répartition des avantages entre les hommes et les femmes et entre des groupes spécifiques qui sont généralement marginalisés de la prise de décision.

Maintenant, en dehors des revenus à partager, aborder le partage des menaces environnementales ou le joint développement des ressources naturelles peut agir également comme un début de mesure de confiance qui peut générer de la confiance entre les parties réquises pour pallier à d'autres problèmes pendant la mise en œuvre de l'accord de paix.

En conclusion, la question des ressources naturelles est à la fois liée à la fonction rétrograde de processus de paix qui répond à la cause des différends passés et à la fonction prospective qui a formé la vision d'une nouvelle société. Comme les accords de paix peuvent jouer un rôle important dans la reprise économique après le conflit, la manière dont les ressources naturelles sont gérées d'entrée de jeu peut avoir une implication importante pour les moyens de subsistance, le développement économique et la confiance dans le processus de paix. D'un autre côté, une économie qui perpétue l'inégalité économique et la capture par des élites des ressources clés peuvent saper et compliquer la tâche de construire la paix. Pour plus d'assistance sur cette problématique, le Département des affaires politiques de l'ONU dirige une équipe volante d'experts en médiation qui a de l'expérience sur des questions telles que les ressources naturelles, le sexe, la justice transitionnelle et la conception de processus de paix. Le programme des Nations unies pour l'environnement est également disponible sur demande aux gouvernements pour fournir une expertise technique impartiale des ressources naturelles pouvant soutenir un processus de médiation de la paix.

3.13 RÉCAPITULATION DU MODULE 3 (LECTURER: CARL BRUCH)

Ce module a couvert les risques et opportunités présentées par les ressources naturelles et l'environnement pendant un conflit armé. Tout d'abord, nous avons analysé comment les ressources naturelles et l'environnement sont touchés par un conflit armé et comment ils affectent le conflit armé en cours. Nous avons aussi exploré quelques outils qui peuvent aider, prévenir les dommages à l'environnement, adresser des ressources de conflit et mettre fin au conflit armé.

L'histoire de l'environnement endommagé pendant un conflit armé et la protection de l'environnement est vieille. Quelqu'un invente une nouvelle arme ou trouve une nouvelle façon de combattre la guerre qui provoque des dommages à l'environnement. Et puis il y a une réponse qui cherche à prévenir de tels dommages à l'avenir. Quelqu'un trouve de nouvelles façons de financer les conflits armés en utilisant les ressources naturelles, et la communauté internationale et les pays adoptent des mesures pour lutter contre les ressources conflictuelles. Cela a toujours été ainsi depuis les temps bibliques. Par exemple dans Deutéronome, l'Ancien Testament révèle que "Les arbres des champs ne sont pas vos ennemis que vous devriez les assiéger ", et dans le livre de Josué nous voyons des paramètres énonçant quand il est permis de piller pendant un conflit armé.

Les révolutions technologiques du 20ème siècle a apporté de nouvelles horreurs de guerre - des armes chimiques à la propagation et l'utilisation de défoliants dans des efforts de manipuler le temps. Nous savons maintenant que les conflits armés affectent les ressources naturelles dans l'environnement à travers trois principaux voies: impacts directs, y compris ceux associé à des armes spécifiques et tactiques; des impacts secondaires, y compris ceux des stratégies d'adaptation et ressources de conflit; et la répartition de gouvernance environnementale et sociale des relations. Ces nouvelles horreurs ont généré une nouvelle loi internationale cherchant à prévenir et minimiser pareil dommage. Ce fut la genèse, par exemple de la Convention sur la modification de l'environnement et les deux protocoles additionnels des Conventions de Genève.

De plus, cette attention croissante de protections juridiques au-delà des frontières internationales du droit humanitaire qui s'appuient sur le droit international pénal, le droit international de l'environnement et le droit international des droits de l'homme pour protéger l'environnement pendant un conflit armé. Nous avons cependant vu ceci n'est point suffisant pour établir des normes internationalement reconnues. Dans de nombreux cas, il y a une mise en œuvre persistante et écart d'application. Une partie de cela concerne le contenu de la loi, qui est relativement faible quand il s'agit de contrôler les actions des armées dans des conflits non internationaux. Ce qui est problématique parce que la plupart des conflits armés en cours sont des guerres civiles.

Ceci dit, au cours des trente dernières années, il y a eu une importante expansion dans les mesures de mise en œuvre, le respect du droit international et d'autres mesures pour protéger l'environnement et ressources naturelles pendant un conflit armé. Ces efforts vont au-delà du traditionnel efforts de réglementation. Compte tenu du rôle substantiel que le commerce

international joue dans la création de la demande pour les diamants, le bois et les minéraux qui peuvent servir de ressources de conflit, un nombre d'efforts utilise ce même contexte de commerce international et de la demande des consommateurs pour lutter contre l'utilisation des revenus tirés des ressources naturelles pour financer les conflits armés. De plus en plus, ces mesures se concentrent sur la prévention de préjudice injustifié à l'environnement et aux ressources naturelles pendant un conflit armé plutôt que de répondre aux dommages après le fait.

Il y a des acteurs divers qui poussent l'accent sur mise en œuvre et en application. Les États et leurs forces armées sont certes essentiels mais comme le sont aussi de nombreux organes de l'ONU, organismes régionaux, le secteur privé et les organisations non-gouvernementales. Il y a également une prise de conscience sur l'importance d'aborder les ressources naturelles et les accords de paix pour mettre fin aux conflits armés.

Au moment de clore ce module, l'on peut dire qu'il reste encore beaucoup à faire. Mais c'est tout aussi important de reconnaître comment nous avons évolué en essayant d'empêcher le désinvolte dommages à l'environnement et ressources naturelles pendant le conflit armé et capitaliser sur les opportunités de rétablissement de la paix des ressources naturelles et de l'environnement.

MODULE 4: RENFORCEMENT DE LA PAIX DANS L'ENVIRONNEMENT ENVIRONNEMENTAL APRÈS LES CONFLITS

LECTURES

Natural Resources and Post-Conflict Assessment, Remediation, Restoration, and Reconstruction: Lessons and Emerging Issues (2012) (pp. 411-423)

The Role of Natural Resources in Disarmament, Demobilization Reintegration: Addressing Risks and Seizing Opportunities (2013) (pp. 8-10, 26-34)

Lessons Learned: Managing Natural Resources for Livelihoods: Helping Post-Conflict Communities Survive and Thrive (2015) (pp. 394-412, 433-447)

Transboundary Cooperation in the Lower Jordan River Basin (2014) (7pp)

Natural Resources and Post-Conflict Governance: Building a Sustainable Peace (2016) (pp. 1-10)

Facilitating Peace or Fueling Conflict? Lessons in Post-Conflict Governance and Natural Resource Management (2016) (pp. 958-960, 1016-1024)

Women and Natural Resources: Unlocking the Peacebuilding Potential (2013) (pp. 7-8, 32-45)

Natural Resources and Post-Conflict Assessment, Remediation, Restoration, and Reconstruction: Lessons and Emerging Issues (2012) (pp. 433-443)

Wadi El Ku Final Report for Phase 1 (2017) (pp. 6-11)

LECTURES FACULTATIVES

Environmental Priorities in Post-Conflict Recovery: Efficacy of the Needs-Assessment Process (2016)

Scientific Assessment of the Long-term Environmental Consequences of War (2000)

"Harnessing Water Management for More Effective Peacebuilding: Lessons Learned," in Water and Post-Conflict Peacebuilding (2014)

"Lessons Learned in Land Tenure and Natural Resource Management in Post-Conflict Societies," in Land and Post-Conflict Peacebuilding (2013)

"Building or Spoiling Peace? Lessons from the Management of High-Value Natural Resources," in High-Value Natural Resources and Post-Conflict Peacebuilding (2012)

Encouraging Peace-building through Better Environmental and Natural Resource Management (2013)

Relationships and Resources Environmental Governance for Peacebuilding and Resilient Livelihoods in Sudan (2014)

Investing in Stability: Can Extractive-Sector Development Help Build Peace? (2015)

Resource Governance Index (2017)

Toward Sustainable Peace: A New Research Agenda for Post-Conflict Natural Resource Management (2017)

Addressing Conflict through Collective Action in Natural Resource Management (2017)

Resource Conflict, Collective Action, and Resilience--An Analytical Framework (2013)

A Global Assessment of Community Based Natural Resource Management -- Addressing the Critical Challenges of the Rural Sector (2013)

Environmental Mechanics: Re-Imagining Post-Conflict Environmental Assistance (2015)

A Framework Approach to Shared Use of Mining-Related Infrastructure (2014)

Democratic Dialogue Handbook (2007)

KITS D'OUTILS ET GUIDES

UNDG Guide to Addressing Natural Resources in Post-Conflict Transitional Settings (2013)

UNDG Guidance Note on Conducting a Conflict and Development Analysis (2016)

The EITI Standard (2016)

Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure (2012)

Natural Resource Charter (2nd edition, 2014)

Land Use Planning Concept, Tools and Applications (2011)

EI Source Book (2017)

Livelihoods and Economic Recovery in Crisis Situations (2013)

Mining Contracts: How to Read and Understand Them (2015)

4.1 INTRODUCTION AU MODULE 4 (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Salut. Je me nomme Erica Weintal. Je suis Professeur de politique environnementale à l'Ecole Nicholas de l'Environnement de l'université de Duke. Je suis spécialisée dans la politique environnementale internationale et la sécurité environnementale avec un accent particulier sur l'eau et l'énergie. Mes recherches sont plus concentrées sur l'eau et l'énergie dans le Moyen-Orient, en Asie Centrale, et l'Afrique de l'Est.

Ce module analyse les différentes manières dont les ressources naturelles et l'environnement peuvent soutenir directement les principales priorités de consolidation de la paix au lendemain des conflits, ce qui incluent l'assistance dans l'assurance de la sécurité, la reconstruction des moyens de subsistance, la favorisation d'une reprise économique, la restauration de la gouvernance, et le rétablissement de la confiance.

En particulier, les chapitres exploreront des sujets tels que le rôle des différentes ressources renouvelables et non renouvelables dans le rétablissement; comment les ressources naturelles peuvent être utilisées stratégiquement comme point d'entrée pour favoriser le dialogue, construire la confiance et la coopération entre adversaires.

Dans d'autres chapitres, nous examinerons différentes stratégies et outils de gestion des ressources naturelles dans l'environnement pour soutenir le relèvement après un conflit et construire des moyens de subsistance durables. Les chapitres se pencheront sur l'importance des évaluations, de la cartographie spatiale, et approches sensibles au genre; et nous nous servirons des études de cas pour souligner l'importance de la reconstruction des mécanismes de gouvernance et de la capacité institutionnelle. Je vous remercie.

4.2 ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES DANS LES ÉVALUATIONS APRÈS UN CONFLIT (LECTURER: DAVID JENSEN)

Salut à tous et à toutes. Le chapitre de ce jour est centré sur l'évaluation, et il explore les types d'évaluations qui peuvent être menés pour informer les priorités de post-conflit et les programmes autour des ressources naturelles et l'environnement. Ces évaluations sont absolument essentielles pour comprendre comment les ressources naturelles ont été touchées par le conflit et comment elles peuvent efficacement soutenir la phase de post-conflit dans la consolidation de la paix. La tendance naturelle de la plupart des gens est de vouloir se précipiter dans une situation de post-conflit et d'essayer de fournir de l'aide dès que possible mais le moyen le plus efficace et effectif est de le faire sur la base d'une évaluation structurée.

Alors pourquoi les évaluations sont-elles importantes? Eh bien, en général, les évaluations fournissent trois avantages principaux. Premièrement, ils aident vraiment à construire une compréhension commune des impacts et des besoins du conflit. Deuxièmement, ils soutiennent une base de données pour l'établissement des priorités et la prise de décision. Troisièmement, ils agissent comme une référence par rapport à laquelle l'impact des programmes peut être mesuré.

Les résultats d'une évaluation peuvent être utilisés de trois façons: Premièrement, définir les priorités nationales et déterminer le financement requis pour l'aide d'urgence, le relèvement et la consolidation de la paix après les conflits; Deuxièmement, renforcer la sensibilisation locale et internationale ainsi que la volonté politique d'agir; Et troisièmement, concevoir et mettre en œuvre des projets et des programmes au niveau local.

Commençons par les évaluations du rétablissement et de la consolidation de la paix. Un EPR est vraiment utilisé pour définir, hiérarchiser et évaluer les besoins d'un pays sortant d'un conflit. Ces évaluations aident vraiment la communauté internationale et le pays à identifier et financer conjointement une stratégie commune pour le relèvement après un conflit. Le processus général comprend cinq éléments clés: Tout d'abord, une mission de cadrage pour s'entendre sur la méthodologie de l'évaluation; En second lieu, une analyse des moteurs du conflit; Troisièmement, une évaluation des impacts des conflits; Quatrièmement, une estimation des priorités de rétablissement; Et enfin, une stratégie pour la mise en œuvre et le financement. Une EPR se termine souvent par une conférence d'annonce de contributions afin de recueillir des fonds pour les efforts de rétablissement et de consolidation de la paix.

Maintenant, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a été chargé d'évaluer la récupération de l'environnement et les besoins de gestion des ressources naturelles dans la plupart des évaluations de l'ONU depuis 1999. Les évaluations des besoins de première génération incluaient souvent l'environnement en tant que question transversale. Le résultat de cette approche est que les besoins environnementaux se sont souvent fondus dans des besoins sectoriels plus importants, et n'ont donc pas reçu budget dans le document final. Par exemple, dans l'évaluation des besoins d'après-conflit de 2003 pour l'Iraq, les besoins environnementaux

ont été traités uniquement comme une question transversale, et il n'y avait pas de budget spécifique pour le relèvement de l'environnement dans le rapport de calcul final.

En apprenant cette leçon, nous avons développé une suite d'évaluation des besoins de deuxième génération dans laquelle nous avons commencé à inclure des sections spécifiques et chiffrées pour l'environnement et les ressources naturelles. Donc, dans la dernière reprise et consolidation de la paix d'évaluation menée par les Nations Unies et la Banque mondiale pour le conflit des régions de l'est de l'Ukraine en 2014, un budget chiffré de 30 millions de dollars a été inclus dans le tableau final des coûts pour les besoins de la récupération environnementale en fonction du travail de terrain que nous avons effectué. Et ce budget couvrait d'amples évaluations techniques, des suivis des risques, des renforcements d'urgence environnementale, de la réhabilitation des zones protégées, de la lutte contre la criminalité environnementale et du renforcement des capacités d'intervention en cas d'urgence environnementale.

Les évaluations du rétablissement et de la consolidation de la paix ne sont pas le seul processus d'évaluation de notre boîte à outils. Les EPR couvrent plusieurs secteurs et fournissent un aperçu des besoins nationaux, mais des informations plus détaillées sont souvent nécessaires pour éclairer la conception des programmes de relèvement. Par conséquent, les évaluations environnementales post-conflit évaluent l'état de l'environnement et des ressources naturelles de manière beaucoup plus détaillée. Elles examinent les principaux risques et opportunités liés aux ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, pour soutenir la consolidation de la paix. Elles peuvent prendre une envergure nationale ou se concentrer sur une région ou un thème spécifique.

Depuis 1999, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a mené des activités de post-conflit d'évaluations environnementales dans plus de 20 pays et a utilisé ces évaluations pour recueillir plus de 200 millions de dollars pour les programmes de récupération de l'environnement et de renforcement des capacités. Peut-être les résultats d'évaluation les plus spectaculaires sont venus de Gaza. L'évaluation de 2009 a révélé que les réserves d'eau souterraines utilisées par 1,5 million de Palestiniens pour la boisson et l'agriculture risquaient de s'effondrer. Les niveaux de pollution étaient si élevés que les nourrissons dans la bande de Gaza étaient à risque d'empoisonnement aux nitrates, provoquant un état appelé syndrome du bébé bleu.

Alors quelle est la portée d'une évaluation environnementale post-conflit? Les impacts directs à l'environnement des opérations militaires au cours de la conduite des conflits, les impacts secondaires résultant des stratégies d'adaptation utilisées par les populations locales, et les impacts de la gouvernance en cas de conflit provoquent une perturbation des institutions de l'état et une détérioration des rapports sociaux.

En évaluant ces trois voies d'impact, les évaluations environnementales post-conflit peuvent identifier trois types de risques: Tout d'abord, les risques liés à la santé humaine, provenant généralement des contaminations chimiques et pollution; En second lieu, les risques liés aux moyens de subsistance dus à la dégradation des ressources naturelles ou à la rupture de leur

gouvernance; Et enfin, les risques de sécurité liés aux ressources de conflit ou à la croissance de la vulnérabilité aux dangers naturels et changements climatiques.

De plus en plus, les évaluations environnementales après un conflit adressent également des perspectives et des opportunités positives des ressources naturelles pour soutenir la consolidation de la paix: En particulier, la reprise économique et la création d'emploi; la réintégration d'anciens combattants et la réforme du secteur de la sécurité; L'autonomisation des femmes ou des groupes marginalisés; La restauration des moyens de subsistance et le renforcement de la résilience; Ou la reconstruction des institutions étatiques, les mécanismes de gouvernance et les processus politiques inclusifs.

Dès lors qui peut effectuer des évaluations? Eh bien, typiquement, les évaluations environnementales d'après conflit sont menées et coordonnées par l'autorité nationale de l'environnement. Cependant, il y a trois cas où l'ONU pourrait être invité à effectuer l'évaluation. Ceux-ci comprennent les cas où les ressources naturelles endommagées peuvent être politisées et où une étude impartiale est nécessaire; Là où il existe des impacts transfrontières potentiels; Ou, lorsqu'un gouvernement national n'a pas la capacité de mener une évaluation solide par lui-même.

Au début d'une évaluation il est également important d'apporter des clarifications suivantes: qui possède et qui est responsable des résultats de l'évaluation; quel est le processus de consultation publique, d'examen définitif et d'approbation; Quel est le processus de prise de décision que l'évaluation vise à influencer ou à informer; Et comment les résultats seront-ils communiqués et surveillés?

Les évaluations environnementales postérieures à un conflit varient souvent en fonction des besoins d'une situation spécifique. Celles-ci dépendent typiquement de la durée du conflit, de la localisation des types d'armes utilisées, et de la technologie militaire. Indépendamment des délais, les évaluations environnementales postérieures à un conflit suivent une série de phases standard. Nous commençons par une phase de cadrage pour hiérarchiser les domaines et les problèmes. Nous passons ensuite à une phase de terrain où nous recueillons des échantillons et conduisons des consultations publiques. Nous passons plus tard à une phase de laboratoire et d'analyse pour prendre les échantillons et les analyser dans le laboratoire. Ensuite, une phase de rapport, et enfin une phase de suivi pour mobiliser les ressources et mettre en œuvre les projets. Il y a là une variété d'entrées qui interviennent dans une évaluation.

Aujourd'hui, les évaluations sont des initiatives multidisciplinaires qui comptent sur un mélange quantitatif et qualitatif des données et d'outils. L'approche est toujours adaptée au contexte spécifique, aux besoins, à la situation de sécurité, et aux contraintes logistiques.

Notons que les données quantitatives mentionnées ici sont entendues comme des données pouvant être objectivement mesurées et quantifiées. Celles-ci comprennent des échantillons d'air, de sol, d'eau, et de la végétation qui sont analysés dans un laboratoire; la télédétection des

zones endommagées; et aussi l'utilisation croissante de la technologie de drone; les systèmes d'information géographiques et d'analyse; et la modélisation de la contamination des panaches.

Maintenant, par données qualitatives, nous voulons parler des données qui sont plus subjectives et dépendent largement des expériences, des perceptions, des opinions et des attitudes des gens. Dans notre boîte à outils nous utilisons des sondages, des groupes de discussion et des entrevues avec des informateurs clés. Cependant, les données historiques et autres sources de données secondaires sont également importantes pour la compréhension des conditions environnementales de base et, dans certains cas, le processus même de réalisation de l'évaluation peut être utilisé comme un outil précoce d'engagement des parties prenantes et de renforcement de la confiance.

J'espère que vous êtes maintenant convaincu que la première étape de tout programme de récupération post-conflit est d'effectuer une évaluation afin de disposer d'une base de données solide sur laquelle établir les priorités, sensibiliser et mobiliser le soutien politique pour l'action.

4.3 RESSOURCES RENOUVELABLES ET NON RENOUVELABLES POUR LE RECOUVREMENT (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Ce chapitre met en évidence l'importante exigence pour les stratégies de consolidation de la paix d'après-conflits de traiter à la fois des ressources renouvelables et non renouvelables. Il explore également le besoin nécessaire de ces stratégies de prendre en compte les risques potentiels et les flux de bénéfices des différentes opportunités de ressources.

Dans la plupart des contextes d'après-conflit, il y a variation dans les types de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables importants à la restauration du bien-être humain, le renforcement des moyens de subsistance, la favorisation de la récupération et de la promotion de la sécurité. Prenons le cas de la République Démocratique du Congo. Il abrite la moitié des forêts de l'Afrique et des ressources en eau. Il est riche en biodiversité, a une grande quantité de ressources différentes d'exploitation minière telles que l'or, et contient également des pêches intérieures.

Les ressources naturelles peuvent également être une source primaire d'emploi. Au moins 70% des force de travail au Burundi, la République Centrafricaine, Côte d'Ivoire et la République Démocratique du Congo se trouvent dans l'agriculture, la pêche ou le pastoralisme. Spécifiquement pour les pays avec des ressources extractives, ces ressources sont vus comme une opportunité pour démarrer une croissance économique, pour créer des emplois et générer des revenus pour l'état. L'exploitation minière constitue un enjeu majeur pour aider à promouvoir la reprise économique dans un certain nombre de pays sortant d'un conflit, comme la Sierra Leone, et est un objectif actuel d'efforts de récupération en Afghanistan.

Parcequ'elles sont rarement à la hauteur des attentes, elles ne devraient ne pas être utilisées comme l'unique façon de se sortir de la fragilité. Le point clé est de ne pas négliger le secteur des énergies renouvelables car il fournit des opportunités pour la récupération d'après-conflit. Les énergies renouvelables devraient être traitées comme une restauration des moyens de subsistance liés à l'accès à ces ressources telles que la fourniture des services de base, la résolution des différends identitaires liés à la terre, et l'assurance de la sécurité alimentaire. Et dans de nombreux cas, le développement du secteur extractif prendra beaucoup plus longtemps parce qu'il y a un besoin de gros investissements pour des infrastructures à grande échelle. En tant que telle, les investissements dans l'eau et moyens de subsistance peuvent être plus rapides, et aussi générer des gains importants de bien-être social pour la population, et aussi être d'un soutien pour le gouvernement.

Prenons le cas de l'Irak où après la guerre, de nombreux décideurs se sont concentrés sur la relance de l'industrie pétrolière, alors que l'eau était également essentielle pour la restauration des moyens de subsistance et des services écosystémiques pour les familles des marais dans le sud de l'Irak. La population des marais dépend des sources marécageuses pour la nourriture, pour le bétail, pour la pêche, le transport, et ils utilisent les roseaux pour le logement.

Un autre cas dans lequel le secteur du renouvelable a compté est à Aceh qui préalablement - sous la domination indonésienne - a vu une grande partie du bois, du pétrole et de la pêche être lourdement exploitée. Après le tsunami en Indonésie en 2004 et la fin du conflit sécessionniste en 2005, le Gouverneur d'Aceh a travaillé en collaboration avec un certain nombre d'ONG et des partenaires de développement pour créer Ache Green, qui est une initiative chargée de générer des revenus et des emplois en priorisant les énergies renouvelables et la croissance. Il devait travailler à générer de la nourriture et des moyens de subsistance stables.

Dans la détermination de l'utilisation des ressources renouvelables et non renouvelables, il est tout d'abord important de regarder leurs emplacements et leurs différentes caractéristiques parce que cela pourrait aider à déterminer comment elles peuvent mieux être utilisées et comment elles peuvent être mises à profit pour soutenir la consolidation post-conflit de la paix. Ainsi, il y a un certain nombre de considérations spéciales que je vais analyser en ce qui concerne à la fois les ressources non renouvelables et les ressources renouvelables.

Nous allons commencer avec des ressources non renouvelables. Les ressources non renouvelables peuvent être de très grande valeur et ainsi donc elles sont importantes pour générer des revenus gouvernementaux. Par exemple au Nigeria, les recettes pétrolières en 2011 étaient de 60% plus élevées que l'aide totale internationale à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Pourtant, ces ressources sont limitées. Il devient donc nécessaire de penser à la manière dont elles pourraient être alternativement utilisées comme un pont pour une économie plus diversifiée dépendante des ressources renouvelables et des prestations de service.

Les ressources non renouvelables peuvent également compliquer les efforts de consolidation de la paix, au lendemain de conflit, lorsque les différents groupes politiques rivalisent pour contrôler les flux de revenus et capturer les avantages. Un accent sur l'extraction des ressources génèrent souvent des objectifs à court termes lorsque les décideurs et les différents acteurs sont souvent plus concernés à générer autant de revenus que possible à court terme. Et en combinaison, ces risques peuvent souvent saper les institutions fragiles à moins que des mécanismes pour promouvoir la transparence et la responsabilité ont créé dès le départ.

En raison de l'ampleur des revenus qui sont générés à partir des ressources naturelles non renouvelables, il est impératif de penser aux différentes façons de bien utiliser ces recettes pour prévenir les conflits et promouvoir une meilleure gestion des ressources. Il s'agit premièrement de penser à la façon de les dépenser, les dépenser à bon escient sur l'infrastructure, le développement humain et l'éducation par exemple. Une autre façon est de les économiser pour établir un fonds de dotation ou fonds de ressources naturelles, qui peut être bénéfique générations avenir. Et une troisième façon est de créer un fonds de stabilisation qui aidera à aplanir les impacts des fluctuations dans les prix des produits de base.

Analysons un peu les considérations spéciales des ressources renouvelables. Lorsqu'il y a un besoin de projets à impact rapide, les ressources renouvelables telles que la terre, l'agriculture, les forêts, et les pêcheries peuvent être importantes. Mais ici aussi, il faut penser à la planification

à long terme pour assurer la viabilité. Il faut construire des sauvegardes pour empêcher des phénomènes tels que l'entière liquidation d'une forêt.

Il y a aussi des exigences de capital différents et des délais nécessaires pour apporter des projets de ressources naturelles en ligne. Tandis que nous pensons souvent que l'agriculture et la pêche peuvent prendre seulement quelques mois pour donner des avantages, cela peut ne pas paraître aussi facile que cela. Il y a encore des investissements nécessaires dans la restauration des pêcheries, comme dans l'Ache, ou pour la reconstruction des réseaux d'irrigation comme dans l'Afghanistan. Les ressources renouvelables sont également soumises à des fluctuations naturelles et sont susceptibles d'être plus touchés par le changement climatique.

Une autre considération spéciale est qu'un conflit sur les ressources renouvelables se produit si le stress sur ces ressources sont poussées par des tensions économiques, politiques, et sécuritaires différentes. Les décideurs ont besoin faire attention à trois importants moteurs de conflit des ressources renouvelables que sont: la concurrence sur des ressources renouvelables de plus en plus rares; ils doivent faire attention à la mauvaise gouvernance des ressources naturelles renouvelables et de l'environnement; et ils ont besoin de regarder les différentes dynamiques des ressources naturelles transfrontalières et pressions comme lorsque les moyens de subsistance traditionnels pratiques ou de la faune populaire migrent au-delà des frontières nationales.

Globalement, il est important d'avoir une stratégie qui aborde les ressources renouvelables et non renouvelables à court terme et à long terme. Il est aussi important d'analyser la manière dont les ressources non renouvelables et la richesse générée peuvent servir de pont à la construction du secteur renouvelable pour pourvoir un flux plus durable de moyens de subsistance, de richesse, et des revenus à long terme. Il est également important de considérer comment déterminer et gérer les attentes parce que les attentes non satisfaites sont souvent un facteur clé des griefs.

Le Nigeria et l'Angola, qui sont des pays riches en pétrole, commencent à examiner comment ils peuvent utiliser les revenus pétroliers pour développer le secteur agricole et favoriser la diversification économique. Le Nigeria commence également à reconnaître le besoin de se diversifier à travers les petites et moyennes entreprises et en les intégrant dans la chaîne de valeur d'industrialisation. En 2001, la Sierra Leone a établi le fonds de développement communautaire des zones diamantifères dans le cadre de sa politique de la réforme du secteur de diamant après un conflit. Ici, la Sierra Leone a utilisé des fonds qu'elle reçoit des exportations de diamants et les disperse dans les régions de production de diamants où les fonds peuvent ensuite être utilisés pour des projets de développement à petite échelle tels que l'éducation, les services de santé et les infrastructures communautaires.

Il y a quelques autres questions relatives à la diversification économique qui doivent être prises en considération. Toute stratégie de reprise économique qui repose fortement sur un seul secteur des ressources - renouvelable ou non renouvelable - est très vulnérable aux chocs. Une économie plus diversifiée en lieu et place peut résister plus facilement aux chocs - cela peut être

le climat, l'économie, ou les catastrophes. Aussi, si une marchandise est défailante, le pays peut avoir d'autres produits sur lesquels se replier. Ainsi, il est aussi important de développer les secteurs de services et de fabrication.

Un nombre croissant de pays post-conflit y compris la Sierra Leone et le Libéria a cherché, en utilisant ces matières premières, à conserver une partie des matières premières tel que le bois pour aider à développer la fabrication au sein de leur pays. Ces efforts se concentrant plus largement sur l'augmentation de la valeur tout au long de la valeur chaîne peut être difficile à mettre en œuvre, en particulier lorsque la capacité domestique est limitée. Ainsi, il y a aussi un besoin de construire des capacité domestique à la fois dans les secteurs renouvelables et non renouvelables.

En fin de compte, une approche mixte des actifs naturels des pays en développement devraient inclure ces principaux piliers. Ces piliers comprennent: la construction des institutions et la bonne gouvernance du secteur des ressources; le développement des infrastructures qui peut être partagée avec d'autres secteurs économiques tels que le secteur extractif avec le secteur agricole; assurer une politique budgétaire solide et compétitive; soutenir l'emploi local et les chaînes de valeur; décider de comment partager et dépenser judicieusement une aubaine de ressource; et penser à la façon de transformer la richesse des ressources en de plus large développement économique et diversification. Ils doivent réfléchir à la façon de tirer parti des ressources non renouvelables pour étendre le secteur des renouvelables, développer l'agriculture et favoriser la diversification économique.

4.4 RESSOURCES NATURELLES DANS LA SÉCURITÉ ET LA STABILISATION (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bienvenue dans ce chapitre. Aujourd'hui, nous allons examiner comment les programmes de sécurité et de stabilisation de post-conflit interagissent souvent avec les ressources naturelles. Rappelons que c'est un sujet très large et complexe; la plupart des détails dépendent de la nature du conflit, de l'accord de paix final, et de si une assistance internationale au maintien de la paix a été déployé. En effet, même dans des conflits armés où les ressources naturelles n'ont joué aucun rôle, des problèmes spécifiques doivent être considérés pendant que la sécurité est rétablie, les ex-combattants sont démobilisés, et que les gens reviennent à leurs maisons et leurs colonies. Allons-y donc sans plus tarder.

Maintenant en tant qu'acteur de post-conflit travaillant sur la sécurité et la stabilisation, il y va vraiment sans dire que votre première tâche consiste à comprendre le cadre politique de post-conflit. Plus précisément, vous devez identifier les éléments de sécurité et de stabilisation dans les documents clés suivants: les accords de paix et dispositions liées au cessez-le-feu et à la démobilisation des anciens combattants; Sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies et les interdictions spécifiques contre les ressources naturelles; le mandat de maintien de la paix de l'ONU et, en particulier, comment les troupes de maintien de la paix de l'ONU aideront à la sécurité des opérations et dans la démobilisation des anciens combattants; revoir aussi la sécurité du chapitre portant sur la consolidation de la paix et Évaluation du rétablissement, et toutes évaluations particulières touchant le déminage et les munitions non explosées.

À travers ces différents documents, il y a généralement cinq importantes opérations de sécurité et de stabilisation qui ont des liens directs avec les ressources naturelles. Alors, explorons chacun de ceux-ci en profondeur. Premièrement, [il est important de] sécuriser ou restaurer le contrôle sur les zones contenant des valeurs élevées de ressources naturelles et aussi de prévenir les crimes environnementaux. Maintenant en fonction du contexte du conflit, de nombreuses régions riches en ressources naturelles peuvent avoir été occupées par des groupes armés ou des éléments criminels, et l'une des premières priorités est de sécuriser ces zones et restaurer le contrôle du gouvernement sur ces ressources afin de couper toutes opportunités potentielles de financement de conflit ou d'extraction illégale de ressources.

Les troupes de maintien de la paix des NU sont souvent mandatés pour fournir une assistance. Par exemple, en République démocratique du Congo en 2009, la mission de maintien de la paix de l'ONU a commencé par aider les Congolais Armée dans une opération militaire, qui visait à déloger les groupes rebelles armés d'un nombre de sites miniers et, ce faisant, diminuer leur ressource financière de base. Les trois principales opérations ont réussi à établir le contrôle des sites miniers par l'armée nationale et de sécuriser les ressources minérales. Mais là le coût a été important, et nous discuterons de cela dans quelques minutes.

Dans de nombreuses situations d'après-conflit, il peut également être très important de sécuriser d'autres zones de ressources naturelles de grande valeur dans le but de prévenir contre un

possible pillage et une extraction illégale à l'avenir. Un exemple palpable vient de la situation d'après-conflit du Libéria; avec un taux de chômage au lendemain du conflit de 88 pour cent, deux plantations de caoutchouc étaient illégalement occupés par plus de 2500 anciens combattants. Ils ont commencé un taraudage de caoutchouc et une exploitation minière illégales dans les plantations. Un effort de sécurité concerté par les troupes de maintien de la paix de l'ONU et les autorités locales était nécessaire pour deloger les ex-combattants et leur offrir des moyens de subsistance alternatifs.

Il y a aussi des risques importants qui doivent être pris en compte lorsque les groupes armés quittent soudainement les zones riches en ressources. Dans le cas de la Colombie, par exemple, les soldats du FARC ont démobili les camps de concentration et libéré leur emprise sur les zones de culture de la drogue et d'exploitation minière. Mais le vide de sécurité a maintenant été pris en charge par d'autres groupes armés tels que l'ELN ainsi que par des groupes criminels, le BACRIM.

La deuxième grande opération de sécurité implique une surveillance permanente des incidents de sécurité et l'offre d'un soutien de dialogue et de médiation. Ainsi, lorsque la sûreté et de la sécurité de base ont été restauré dans tout pays au lendemain de conflit, il est vraiment important d'établir des programmes pouvant continuer à surveiller l'émergence de violence localisée et de déployer rapidement des outils de gestion des conflits tels que dialogue ou soutien à la médiation. La surveillance de l'incidence de conflit devrait inclure des informations détaillées sur les moteurs de conflit dans chaque cas, y compris les cas où la terre ou les ressources naturelles ont joué un rôle clé. Toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU fonctionnent en collaboration avec des homologues nationaux pour surveiller en permanence la situation de sécurité à travers la collecte de renseignements sur le terrain de même que par des données de télédétection provenant de satellites et d'autres formes de surveillance aérienne. Cette information est gérée par la Cellule commune d'analyse de la mission ou le JMAC.

Le côté des affaires civiles de nombreuses opérations de maintien de la paix offre également un dialogue et soutien à la médiation pour aider à réduire les conflits intercommunautaires sur la terre et autres ressources naturelles. Par exemple, les missions de maintien de la paix au Soudan, en Côte d'Ivoire, et au Tchad se sont tous davantage directement impliqués dans le soutien du dialogue et le processus de résolution de conflit entre les différentes communautés d'agriculture et d'élevage quant à l'accès à la terre et autres ressources naturelles. Et certaines missions de maintien de la paix, comme au Libéria, au Darfour et au Liban ont également utilisé des projets d'impacts impliquant les ressources naturelles comme un moyen de d'engager les communautés locales et de construire une bonne volonté envers la mission de maintien de la paix elle-même.

La troisième opération majeure de sécurité implique l'initiation des campagnes de déminage et de nettoyage des munitions non explosées. Certaines personnes pourraient ne pas immédiatement voir le lien entre le déminage et les ressources naturelles, mais où les mines terrestres sont utilisées, elles bloquent ou interdisent souvent fondamentalement l'accès à des zones riches en ressources telles que les parcelles agricoles. En conséquence, la restauration

des moyens de subsistance agricoles exigent souvent dans un premier temps, le défrichage des terres de mines et de munitions non explosées.

Et l'une des leçons principales apprises ici est le besoin d'une planification très minutieuse des opérations de déminage, en particulier lorsque la terre n'a pas été utilisée pendant de longues périodes de temps et où le titre foncier n'est plus clair. Le déminage ouvre souvent des terres de très grande valeur, qui pourraient être saisies par des acteurs d'élite ou des intérêts étrangers si les titres régime foncier ne sont pas à l'avance pris en compte, en utilisant un processus communautaire. Le Cambodge a été le pionnier d'une approche qui a engagée les communautés dans la priorisation du déminage des terres, permettant ainsi une appréhension commune du véritable propriétaire de la terre et comment la terre serait utilisée.

La quatrième opération de sécurité majeure concerne la conception et la mise en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des anciens combattants encore connus sous le nom de DDR. Le DDR est un processus qui contribue à la sécurité et à la stabilité dans un contexte de récupération post-conflit en enlevant les armes des mains des combattants, en délogant les combattants hors des structures de l'armée, et en les aidant à s'intégrer socialement et économiquement dans la société et en trouvant des moyens de subsistance civils.

Dans une étude des accords de paix sur les 20 dernières années, le succès de la démobilisation et réintégration des anciens combattants a été identifié comme l'une des réalisations uniques les plus importantes dans la mise en œuvre réussie d'un Accord de paix. Les ressources naturelles sont extrêmement importantes pour le succès des programmes DDR. Entre 50 et 80% de tous les anciens combattants retournent à l'agriculture, ce qui démontre que l'accès à la terre et aux ressources naturelles sont essentielles pour leur réinstallation et le succès de la réintégration.

Maintenant en termes d'opportunités d'emploi, les ressources naturelles fournissent une gamme d'options potentielles. Par exemple: le reboisement, la réhabilitation des écosystèmes, les programmes d'énergie renouvelable, la création d'emplois verts, le soutien aux évolutions de chaînes de valeur dans l'agriculture ou les produits forestiers, l'action contre les mines, l'incorporation des anciens combattants dans les projets à impact rapide sur les ressources naturelles liées à la reconstruction ou réhabilitation d'infrastructures. La cinquième et dernière opération de sécurité ramène à la réforme du secteur de la sécurité.

À présent la réforme du secteur de la sécurité, ou RSS, comprend des activités entreprises par une nation et ses partenaires afin d'améliorer d'une manière responsable la façon dont la sécurité, la sûreté et la justice sont fournies à ses citoyens. Les programmes SSR peuvent se connecter directement aux ressources naturelles lorsque les éléments nationaux de la force de sécurité se sont retrouvés impliqués dans l'extraction illégale des ressources naturelles pendant le conflit. Si nous revenons à notre exemple de la RDC, bien que la mission de maintien de la paix de l'ONU a aidé l'armée nationale à reprendre le contrôle des différents sites miniers, il y a eu une conséquence majeure non intentionnelle. Certaines unités au sein de l'armée nationale ont commencé à exploiter eux-mêmes les minéraux dans une défiance de la loi nationale.

Donc, dans un tel contexte, le programme de réforme du secteur de la sécurité devrait incorporer des éléments relatifs à l'exploitation des ressources naturelles; les programmes de formation pour les forces de sécurité devraient inclure des lignes directrices claires et des instructions interdisant aux membres des forces armées d'exploiter les ressources naturelles; et les procédures de contrôle devraient exclure des forces de sécurité des individus connus pour avoir engagés ou ordonnés l'exploitation ou commerce illicite des ressources.

En conclusion, nous avons parcouru assez rapidement les différentes façons utilisées par les ressources naturelles pour se connecter à la sécurité post-conflit et à la stabilisation. Comme indiqué, ces liens seront toujours extrêmement spécifiques au contexte ainsi que politiquement sensible, surtout lorsque les ressources de conflit ont été impliquées. Je vous remercie.

4.5 RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Ce chapitre souligne l'importance de restaurer les moyens de subsistance et de renforcer la résilience dans les situations d'après-conflit. Plus précisément, ce chapitre traite des stratégies pour soutenir le relèvement durable et les moyens de subsistance dans les situations d'après-conflit. Les moyens de subsistance sont les ressources dont les gens ont besoin pour survivre et le processus par lequel ils obtiennent et utilisent ces ressources. Les moyens de subsistance peuvent inclure le charbon de bois, la faune et la pêche.

Pour que les moyens de subsistance soutiennent les efforts de consolidation de la paix, ils doivent être résilients. Ils doivent pouvoir se remettre des contraintes environnementales et s'adapter aux chocs environnementaux potentiels. La conception de moyens de subsistance résilients est donc un aspect de la phase d'après-conflit qui comprend la reconstruction des économies et des mécanismes de gouvernance ainsi que la réduction de la pauvreté. Garantir la sécurité alimentaire, soutenir la réintégration des ex-combattants et fournir des dividendes de la paix sont également des raisons importantes d'établir des moyens de subsistance durables et résilients.

Les conflits peuvent peser lourdement sur les moyens de subsistance des populations en affectant la disponibilité des terres, des arbres et des autres ressources nécessaires au bien-être quotidien des populations, à leur bien-être économique et à leur sécurité alimentaire. Pendant les conflits, les ressources naturelles peuvent être détruites ou surexploitées. De plus, les conflits peuvent détruire l'infrastructure physique et les mécanismes de gouvernance nécessaires pour soutenir le développement économique et les moyens de subsistance. De plus, les conflits peuvent également entraîner l'épuisement des réserves de ressources naturelles dans les régions où les personnes déplacées par le conflit fuient.

En tant que tel, il est nécessaire de considérer l'impact du conflit sur les moyens de subsistance comme une première étape dans la reconstruction de moyens de subsistance résilients et durables. Puisque soixante à quatre-vingts pour cent des moyens de subsistance dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles dans les pays sortant d'un conflit, les conflits qui affectent les ressources naturelles affectent directement les moyens de subsistance. En tant que tel, la restauration des moyens de subsistance doit faire face à l'impact des conflits sur l'environnement et les ressources naturelles et concevoir des politiques pour gérer les ressources sur lesquelles les gens comptent pour subvenir à leurs besoins à long terme.

Pour créer des moyens de subsistance durables et résilients, il est important de s'intéresser d'abord au secteur agricole. Des études ont démontré que, en moyenne, les conflits entraînent des pertes de production de 12% et ralentissent la croissance agricole de 3% par an. La Syrie est un exemple typique d'une économie agricole dynamique avant le conflit en Syrie. La production de blé est maintenant inférieure de 40% à son niveau d'avant la crise. En tant que tel, un conflit peut avoir des impacts à long terme sur le secteur agricole, ce qui a des impacts

considérables sur le bien-être humain, la sécurité alimentaire et le développement humain à long terme.

Un autre endroit où nous voyons les impacts du conflit sur les moyens de subsistance est le comté de Wajir au Kenya. C'est une partie des terres arides du Kenya qui borde la Somalie à l'est et l'Éthiopie au nord. Cette région a connu des conflits intercommunautaires entre différents clans en 2014. Le principal défi pour cette région est le développement de l'eau car c'est une région pauvre en eau. Les conflits localisés liés à la rareté des pâturages et à l'eau, aggravés par la migration interne, exercent une pression croissante sur les points d'eau. Le fait que 69% des ménages aient connu un accès réduit à la nourriture en raison des conflits locaux illustre l'influence sur les moyens de subsistance dans cette partie du monde.

Quand un ménage est incapable de subvenir à ses besoins par le biais de stratégies de subsistance traditionnelles, il peut être nécessaire d'adopter une stratégie de subsistance ou d'adaptation inadapte. Souvent, ces stratégies sont considérées comme inférieures aux stratégies de subsistance traditionnelles parcequ'elles peuvent dévaster l'environnement si de nombreux individus dans la communauté poursuivent la même stratégie d'adaptation pendant les périodes difficiles. Un exemple d'une stratégie d'adaptation inadaptée est l'abattage d'arbres productifs tels que les vergers de pistaches en Afghanistan qui ont été utilisés pour le bois de chauffage. Parce que les stratégies d'adaptation ne sont pas viables à long terme, le principal défi après un conflit, est de passer de l'adaptation à la reconstruction de stratégies de subsistance durables et résilientes aux stress futurs.

L'introduction d'une approche de moyens de subsistance durables est essentielle. Une approche basée sur les moyens de subsistance durables utilise les moyens d'existence comme point de vue pour envisager les objectifs et les tactiques de consolidation de la paix afin de soutenir au mieux les personnes et l'environnement à long terme. Un certain nombre de facteurs détermineront la résilience et la capacité d'un ménage à absorber la détresse et le choc qui accompagnent les conflits sans se tourner vers la violence. En tant que tel, en construisant une approche de moyens de subsistance durables et en favorisant la résilience, nous devons examiner le type de biens disponibles pour les ménages, qui varient des biens physiques aux biens sociaux, des biens financiers et économiques, ainsi que des ressources naturelles.

Et, en outre, nous devons examiner les politiques et les processus de l'institution qui peuvent influencer les biens d'un ménage et la résilience des moyens de subsistance de ceux qui y vivent. L'Afghanistan Conservation Corps a connu un certain nombre de succès, notamment la remise en état de pépinières fruitières et forestières ainsi que la création de plus de huit cents vergers et pépinières dans différentes provinces de l'Afghanistan.

Une autre manière de soutenir les moyens de subsistance durables peut venir d'approches fondées sur le marché, en particulier de l'utilisation d'une approche fondée sur la chaîne de valeur. Une chaîne de valeur fait référence aux relations sociales et économiques qui amèneraient un produit ou un service de sa source d'approvisionnement au consommateur. Utiliser une approche fondée sur la chaîne de valeur pour la consolidation de la paix signifie identifier les chaînes de

valeur essentielles au sein d'une communauté et soutenir les moyens de subsistance individuels dans le cadre d'une chaîne de valeur plus durable qui doit assurer des opportunités économiques au niveau local qui sont durables sur le plan environnemental et social. D'autant plus, cela signifie créer des relations sociales et économiques mutuellement bénéfiques entre un large éventail d'acteurs, y compris les individus, les entités privées, les organismes gouvernementaux et les communautés.

Récemment, nous avons vu des approches de chaîne de valeur être introduites dans les efforts de consolidation de la paix. Certains des éléments de base encouragés dans une approche de chaîne de valeur incluent un processus participatif se concentrant sur la demande du marché et s'assurant qu'un secteur a un potentiel pour entrer dans un marché, et ayant un processus flexible qui peut être adapté aux conditions spécifiques d'un pays.

Si nous regardons spécifiquement le programme BioTrade de la Colombie, ce programme met l'accent sur les moyens de subsistance comme moyen de lutte contre les conflits de longue date dans le pays. Il contribue au processus de paix en développant des entreprises locales afin que les citoyens aient une alternative à la production de récoltes illicites. En tant que tel, il s'est concentré sur la construction de systèmes agricoles durables pour les plantes médicinales, les fruits, les céréales et autres produits. Il a nourri des produits forestiers non ligneux tels que les fruits et les fleurs, les fibres et le miel. Il a également cherché à promouvoir l'écotourisme. Le programme est axé sur le développement rural durable et, à ce titre, il a généré un certain nombre d'avantages économiques sociaux et environnementaux qui ont permis de sortir les individus de la pauvreté. De plus, cela démontre l'importance d'une approche de subsistance durable pour la consolidation de la paix après le conflit en donnant aux Colombiens des emplois ou des moyens de subsistance basés sur des marchés durables et en développant la capacité du gouvernement à soutenir et protéger les initiatives de subsistance durables.

Un exemple vient d'Afghanistan avec la création du Afghan Conservation Corps. En Afghanistan, 80% de la population rurale dépend directement des ressources naturelles pour ses moyens de subsistance. Le programme Afghan Conservation Corps a été financé par le gouvernement américain et géré par les Nations Unies. Il travaille avec les agences gouvernementales en Afghanistan et les communautés locales pour conserver la biodiversité de l'Afghanistan tout en se concentrant sur l'amélioration des moyens de subsistance ruraux et le renforcement des capacités pour restaurer et gérer durablement les forêts, les prairies et les bassins versants. Il a généré de nombreux avantages, en particulier fournir du travail aux résidents locaux vulnérables y compris du travail pour les rapatriés, les personnes déplacées, les femmes et les ex-combattants.

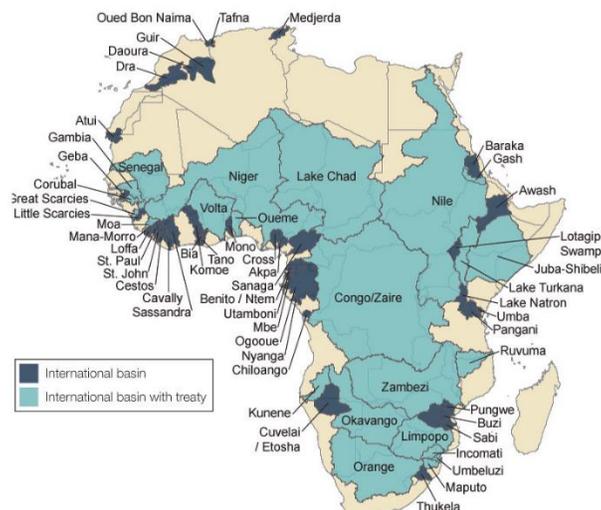
En conclusion, ce chapitre a examiné l'importance de restaurer des moyens de subsistance durables et résilients en accordant une attention particulière au secteur agricole. Les moyens d'existence durables et d'autres initiatives telles que les stratégies de chaîne de valeur sont essentielles pour restaurer les moyens de subsistance et renforcer la résilience au lendemain des conflits. Ils constituent un outil important pour la restauration des moyens de subsistance qui sont également essentiels pour la consolidation de la paix. Je vous remercie.

4.6 RESSOURCES COMME POINTS D'ENTRÉE POUR LE DIALOGUE ET LA COOPÉRATION (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Ce chapitre examine le rôle des ressources naturelles et de l'environnement en tant que point d'entrée à la fin de la guerre pour favoriser la coopération entre les États et entre les communautés. En même temps que l'environnement et les ressources naturelles ont contribué aux causes sous-jacentes du conflit et ont également contribué à prolonger les conflits dans de nombreuses situations, l'accent mis sur les ressources naturelles et l'environnement peut nous aider à démontrer des intérêts partagés, à favoriser la communication et à rétablir la confiance dans le processus de consolidation de la paix après les conflits et dans les institutions de l'État.

Qu'entendons-nous par coopération? La coopération se produit lorsque deux ou plusieurs parties travaillent ensemble vers un but commun ou un bénéfice mutuel. La coopération sur les ressources naturelles peut donc être un moyen efficace de renforcer la confiance mutuelle et de promouvoir la réconciliation. Les ressources naturelles sont souvent partagées, et parce qu'elles sont partagées, cela signifie que les différents acteurs, qu'il s'agisse d'États ou de communautés, dépendent tous de la même ressource naturelle. Même lorsque les communautés ou les États ont des différences politiques, ils peuvent dépendre de ressources telles que l'eau, la terre, la forêt ou la faune.

Souvent, les ressources partagées transcendent les frontières politiques et sociales et, en tant que telles, créent une forme de dépendance à l'égard des ressources. Il existe également des intérêts communs qui émergent dans la lutte contre les menaces environnementales, telles que les menaces d'inondations, d'érosion, de sécheresse, de pollution ou d'espèces envahissantes. Ces intérêts communs face aux menaces environnementales exigent également une coopération. Si vous regardez à une carte des rivières internationales, vous verrez que les frontières politiques ne sont pas en harmonie avec les frontières physiques d'un bassin hydrographique: prenez juste le bassin du Nil, qui est partagé par 11 états y compris le plus récent membre de la communauté internationale des États-nations, le Soudan du Sud. Parmi les autres cours d'eau internationaux figurent le bassin du Jourdain et le bassin de l'Indus en Asie du Sud.



Les forêts qui sont importantes pour la conservation et la protection de la biodiversité franchiront souvent les frontières politiques et nécessiteront une coopération pour leur gestion et la protection des corridors fauniques. Les ressources naturelles et l'environnement offrent également une opportunité de réconciliation au niveau local et constituent un point d'entrée essentiel ici. Ils peuvent unir les communautés autour de questions telles que l'eau potable, les ressources pour les moyens de subsistance et la promotion d'un environnement sain.

En particulier, l'approvisionnement en eau salubre figure parmi les priorités les plus importantes pour le redressement après un conflit et est également important pour le redressement des moyens de subsistance. L'eau est une ressource essentielle pour reconstruire la confiance et les relations entre les communautés touchées par la violence.

Il suffit de prendre l'exemple de l'est du Congo: la deuxième guerre du Congo a eu lieu de 1998 à 2003. Au cours de cette guerre, le système de canalisation d'eau construit par le gouvernement est tombé en ruine car de nombreux villageois ont fui et sont allés chercher refuge ailleurs. Quand les villageois ont commencé à retourner dans l'est du Congo, parce qu'il y avait un manque d'eau potable propre, il y avait aussi une forte incidence de choléra.

Afin de répondre à ce besoin d'eau potable, les femmes en particulier ont joué un rôle de leadership. C'était une véritable fenêtre d'opportunité pour utiliser l'eau comme mécanisme de réconciliation. Comme les femmes ont identifié la réhabilitation de l'eau comme l'une des plus hautes priorités, elles sont devenues les principaux défenseurs de l'eau propre pour leurs ménages. Mais pour atteindre cette eau, elles devaient accéder à l'eau en amont mais devaient d'abord résoudre le conflit entre deux villages de l'est du Congo. Et ici, les femmes ont pu utiliser l'eau pour le dialogue et la réconciliation.

Les ressources naturelles et l'environnement peuvent également favoriser le dialogue et la coopération de plusieurs manières. Ils peuvent aider à fournir une incitation à la paix; ils peuvent aider à favoriser la coopération technique; ils peuvent aider à promouvoir une vision commune et une stratégie commune pour améliorer les moyens de subsistance; et ils peuvent être utiles pour la gestion conjointe et le partage des avantages. Et je vais vous guider à travers chacun d'eux très brièvement.

Les ressources naturelles et l'environnement peuvent constituer un stimulus pour la paix parcequ'ils peuvent contribuer à la fin des conflits. Dans le cas du Myanmar, où il y avait un conflit entre le gouvernement et les armées ethniques, les ressources naturelles étaient traitées dans les accords de paix. À partir de 1989 jusqu'au milieu des années 1990, le gouvernement a commencé à négocier une série de cessez-le-feu et d'accords de paix avec différents groupes ethniques.

Mais dans ces accords de paix, ils incluaient également des dispositions sur les ressources naturelles, de sorte qu'un grand nombre des cessez-le-feu négociés étaient motivés par le désir commun d'extraire des ressources naturelles. L'environnement et les ressources naturelles

peuvent servir de point d'entrée dans la reconstruction de la coopération scientifique. Avec le Traité de paix israélo-jordanien de 1994, un comité mixte de l'eau a été créé, jouant un rôle essentiel dans l'utilisation de la science et de la coopération technique comme mécanisme de renforcement de la confiance entre anciens adversaires.

L'eau a servi de catalyseur pour favoriser le dialogue et renforcer la confiance dans le bassin du fleuve Sava. Après la dissolution de la Yougoslavie, le premier effort de coopération principal entre les nouveaux États a été la création d'un traité pour gérer la rivière Sava, et ce traité a ensuite conduit à d'autres efforts pour développer des plates-formes de coopération balkaniques.

Les ressources naturelles et l'environnement peuvent également aider les États à développer une vision commune et une stratégie commune pour améliorer les moyens de subsistance. Le projet de gestion des bassins hydrographiques à Wadi El Ku au Darfour-Nord illustre comment la communauté internationale a collaboré avec le gouvernement du Darfour-Nord, les ONG et la société civile pour élaborer un programme visant à réduire la vulnérabilité aux risques liés à l'eau tels que sécheresses et inondations et cela a contribué à favoriser les moyens de subsistance.

Un autre exemple dans lequel les ressources naturelles peuvent favoriser le dialogue et la coopération concerne la gestion des ressources pour démontrer des bénéfices partagés. Les parcs de la paix ici fournissent un autre exemple illustratif. La région de la Cordillera del Condor entre l'Équateur et le Pérou est un parc de la paix, et le récent parc de la paix dans les Balkans entre l'Albanie et le Kosovo et le Monténégro qui travaille à rassembler les communautés pour identifier leurs intérêts communs le long de leurs frontières.

Ces parcs de la paix fournissent un cadre de collaboration dans une zone frontalière historiquement conflictuelle. Il permet à différents acteurs, qu'il s'agisse de maires, de ministères gouvernementaux ou d'ONG locales, de travailler ensemble pour protéger leur patrimoine culturel traditionnel. Certains des résultats du travail sur ce projet de parc de la paix a été qu'il est également aidé à créer des emplois pour différents membres de la communauté locale mais aussi pour les scientifiques et les ingénieurs, en particulier dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

Les ressources naturelles et l'environnement peuvent également favoriser le dialogue et la coopération de plusieurs manières. Parmi les éléments que nous avons examinés dans ce chapitre, mentionnons les suivants: fournir une incitation à la paix, aider à favoriser la coopération technique, aider les États et les communautés à développer une vision commune et une stratégie commune pour améliorer les moyens de subsistance et soulignant également la nécessité d'une gestion conjointe et d'un partage des avantages dans les pays touchés par un conflit. Je vous remercie.

4.7 ÉTUDE DE CAS: COOPÉRATION AUTOUR DE L'EAU PARTAGÉE DANS LA RIVIÈRE JORDAN (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Les rivières internationales sont souvent une source de conflit, mais avec des ressources appropriées la gestion, ils peuvent être utilisés comme un moyen pour favoriser la coopération et renforcer la confiance et entre adversaires. Aujourd'hui il y a 276 bassins fluviaux qui coulent entre deux ou plusieurs états. Le point focal de cette étude de cas est celui du fleuve Jourdain, qui traverse le Liban, la Syrie, Israël, la Palestine et la Jordanie.

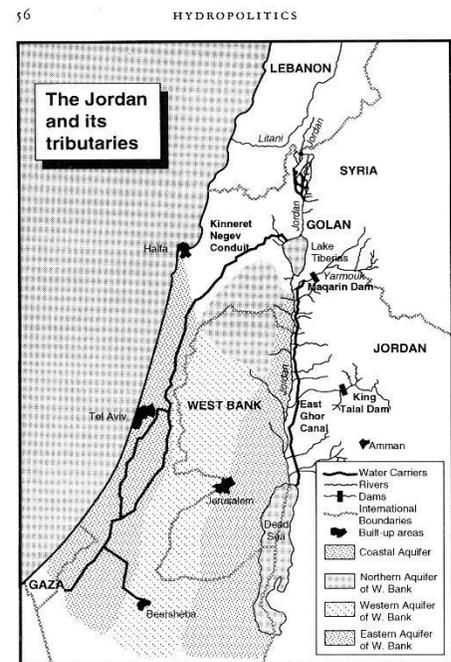
Ces cinq les entités politiques sont considérées riverains au bassin hydrographique. Le Jourdain est souvent lié au plus large conflit israélo-palestinien des ressources en eau souterraine. Je vais me concentrer sur le Jourdain simplement comme fleuve international. Commençons avec une toute petite géographie.

Quand on parle de rivière internationale, nous fait souvent allusion à la rivière en amont comme en aval ou comme une rivière contiguë. Le cours supérieur du Jourdain est originaire de trois rivières: la Dan, les Baniyas et les Hasbani. Ces affluents fusionnent et coulent dans la mer de Galilée, qui est également connue sous le nom de Lac Tibériade, et le Kinneret. De là, le Jourdain quitte la mer de Galilée, et plus d'eau entre de la Rivière du Yarmouk au-dessous de la mer de Galilée.

Ceci est connu sous le cours inférieur du Jourdain, puis continue de s'écouler vers le sud jusqu'à la mer Morte. Le fleuve du Jourdain est d'une importance significative pour de nombreuses religions mais particulièrement pour les chrétiens car c'est le lieu où Jean-Baptiste est connu pour avoir baptisé Jésus, et il est également reconnu comme le lieu de commencement de son ministère. Il a aussi été une source de nourriture extrêmement importante, et l'agriculture sur ses rives a été responsable non seulement de la nourriture, mais aussi des moyens de subsistance.

Les efforts historiques de développement d'une stratégie de partage de l'eau des eaux entières du bassin remontent au 20e siècle. Dès 1913, la Commission ottomane a proposé un plan pour l'irrigation prévue du fleuve du Jourdain. Ce plan aurait utilisé la rivière Yarmouk pour les deux le développement à la fois de l'irrigation et de l'énergie. Cependant, ces efforts se sont effondrés avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la disparition de l'Empire ottoman.

Avec l'effondrement de l'Empire ottoman, des parties de ce qui comprennent le bassin du Jourdain sont devenus parts de l'administration britannique, connue sous le nom Mandat



britannique de la Palestine qui a pris place de 1920 à 1948. Ceci incluait ce qui est maintenant connu comme Israël, la Jordanie, le Cisjordanie et Gaza. Il est important de noter également qu'en 1923 la Grande-Bretagne a accordé une autonomie limitée à La Transjordanie, qui deviendra plus tard la Jordanie. En novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le plan de partition créant ainsi l'état d'Israël.

Quand les Britanniques se sont retirés de la Palestine en mai 1948, la première guerre arabo-israélienne a éclaté. Un cessez-le-feu négocié par les NU a eu lieu en 1949. Cette guerre a conduit au déplacement des centaines de milliers de Palestiniens. Capturer l'eau est devenu critique pour le développement du nouvel Etat d'Israël, en particulier pour absorber un grand nombre d'immigrants - dont beaucoup venaient d'Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Capturer de l'eau était également important pour leur fournir un emploi dans le secteur agricole et pour la promotion la sécurité alimentaire.

Au début des années 1950, la captation de l'eau était également critique pour le développement économique de la Jordanie. En 1951, la Jordanie a annoncé des projets d'irrigation détournant la rivière Yarmouk. Elle a cherché à construire le canal de l'East Ghor, qui plus tard est devenu le canal du roi Abdallah. Depuis la partition de la Palestine, l'eau a été une source de conflit continu entre Israël et ses voisins arabes, et il a pris de formes différentes tout au long de la plupart du 20ème siècle. En 1953, quand Israël a commencé la construction de son Système de transport de l'eau national, il a cherché à détourner unilatéralement l'eau du fleuve du Jourdain.

Cela a conduit à des escarmouches militaires entre Israël et la République arabe syrienne. Dans les années 1960, il y eu plusieurs exemples de conflits d'eau entre Israël et ses voisins arabes. Le Système de transport de l'eau national a été ouvert en 1964, quand Israël a commencé à détourner de l'eau du nord pour approvisionner les villes du long de la côte et ensuite le sud d'Israël. Alors qu'Israël était en voie d'achever son transporteur d'eau, les États arabes ont approuvé un plan pour détourner la affluents du nord de la mer de Galilée vers la Syrie et la Jordanie.

Israël a donc attaqué les chantiers syriens en 1965 et 1966, ce qui a encore augmenté les tensions entre Israël et ses voisins arabes. Bien que l'eau ne soit pas une source de la guerre qui a éclaté entre Israël et ses voisins arabes en 1967, beaucoup ont connecté le problème d'eau aux conflits antérieurs entre Israël et ses voisins arabes. En 1967, ce qui est connu comme la guerre des Six jours a pri endroit. À la suite de cette guerre, Israël a occupé les hauteurs du Golan, la Cisjordanie, et la bande de Gaza.

En réponse à certains de ces précédents conflits d'eau plus tôt, il y a eu quelques tentatives antérieures d'utiliser l'eau comme source de consolidation de la paix. Suivant les escarmouches des années 1950, le président Eisenhower a cherché à utiliser l'eau pour réduire le tensions entre Israël et les États arabes. Le président Eisenhower a envoyé Eric Johnston pour obtenir un accord sur la l'utilisation du Jourdain. Entre 1953 et 1955, les efforts parrainés des États-Unis sous Eric Johnston ont été tenus dans un effort axé sur le développement d'un accord de partage de l'eau prenant en compte les besoins en irrigation d'eau dans la vallée du Jourdain.

La médiation s'est arrêtée pour des raisons politiques en 1955, et ces efforts ont finalement échoué avec les États-Unis soutenant plutôt les différents projets israélien et jordanien de détourner l'eau pour l'irrigation. Beaucoup ont prétendu que c'était impossible de parvenir à un accord sur l'eau pendant ces premières années à cause de l'intensité du conflit politique. Autrement dit, il était nécessaire tout d'abord de résoudre le grand conflit politique existant entre Israël et ses voisins arabes. Ainsi, bien que l'eau n'ait pu être un mécanisme permettant de provoquer la paix dans les années 1950, elle a joué un rôle important entre les années 1950 et 1990 pour aider à réduire les tensions entre Israël et certains de ses voisins arabes, et plus tard, elle a été utilisée comme un mécanisme de renforcement de la paix dans la phase post-conflit.

Prenons l'exemple de relation d'eau entre Israël et la Jordanie où l'eau a servi de lien vital entre les deux pays - ce qu'on a appelé la Tables de pique-nique de négociations israélo-jordanienne. Ces tables de pique-nique de négociations se sont étendues sur de nombreuses années pendant qu'Israël et la Jordanie étaient techniquement en guerre. Les gestionnaires de l'eau se réunissaient le long des rives du Jourdain pour répondre aux demandes des uns et des autres d'ajuster le débit d'eau d'un autre autre pays, surtout dans les mois arides.

Il y a aussi eu une tentative de construction d'accords bilatéraux entre un certain nombre de les riverains. En particulier, la République arabe syrienne et la Jordanie ont convenu en 1987 de définir la part de la Syrie de la Rivière Yarmouk. Le prochain grand moment de relation d'eau entre Israël et ses voisins arabes est survenu dans les années 1990. En 1993, Israël et l'Organisation de libération palestinienne ont signé la Déclaration de Principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie; ceci est connu comme les Accords d'Oslo I. L'eau était incluse dans ces négociations.

Dans le cadre d'Oslo I, l'accord prévoyait la création de l'Autorité palestinienne d'eau, et ensuite en 1995, lorsqu'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine ont négocié l'accord intérimaire Israélo-Palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza plus connue sous le nom d'Oslo II, l'eau a été davantage étoffé dans l'article 40, où les négociateurs traitaient de l'eau, y compris la reconnaissance des droits d'eau des palestiniens en Cisjordanie. La Jordanie et Israël à cette époque se sont également assis pour négocier une cessation des hostilités. Il convient de noter que l'importance de l'eau a également été reconnue au cours de leurs négociations.

En 1994, Israël et la Jordanie ont négocié un traité de paix dans lequel il y avait toute une section séparée entièrement concentré sur l'eau. C'est l'article 6 et l'annexe 2 du traité. Nous avons ici un cas où l'eau était incluse dans le traité - à la fois d'Oslo I et d'Oslo II - mais toutefois dans le Traité de paix israélo-jordanien, l'eau n'a pas été séparé comme dans le cas des Accords de Johnston. Ainsi vu l'importance de l'eau dans une région qui est définie par la pénurie d'eau, ayant de l'eau incluse dans un accord de paix démontre l'incroyable importance de l'eau dans la consolidation de la paix. Le traité Israélo-Jordanien a introduit un certain nombre de mécanismes innovants. Il a constitué une Commission mixte pour l'eau qui rassemble trois membres de chaque pays qui se réunissent pour discuter des allocations d'eau spécifiques, rechercher des

sources d'eau supplémentaires et se réunir aussi pour parler de la manière à suivre pour faire face aux pénuries grandissantes d'eau dans la région.

Tout cela rassemblé a aidé à rétablir la confiance entre Israël et la Jordanie en ce qui concerne l'eau. Aujourd'hui, parce que la demande dépasse l'approvisionnement naturelle, la quasi-totalité de la rivière est détournée. Ce qui reste du cours inférieur du Jourdain, qui est un très petit fleuve, est en grande partie composé d'eaux usées et de l'eau souterraine naturellement salée. En ordre de répondre à certaines de ces questions liées au partage de l'eau qui sont en cours dans le fleuve du Jourdain, nous voyons un rôle élargi non seulement pour les États, mais aussi pour acteurs sous-nationaux et pour les ONG.

Plus notamment le groupe EcoPeace Middle East, qui était auparavant appelé Amis de la Terre du Moyen-Orient. Ils ont travaillé ensemble au niveau local pour établir des relations entre les individus et les communautés pour travailler ensemble sur la restauration du cours inférieur du Jourdain en utilisant l'eau comme mécanisme de consolidation de la paix. Une partie de leur travail consiste à identifier les intérêts partagés à travers des programmes tels que le Good Water Neighbors et le Youth Water Trustees programmes.

L'un des points forts de leur travail tout en essayant de favoriser la coopération, de construire la confiance et d'établir les relations était le grand bond sur les problématiques liées au cours inférieur du Jourdain en 2010 lorsque les membres d'EcoPeace Moyen-Orient, avec différents maires et représentants municipaux, et des jeunes d'Israël, de Palestine et de Jordanie ont profité pour faire appel à leur gouvernements pour réhabiliter le fleuve. Un grand nombre de défis demeurent encore concernant le Jourdain. Avec surtout le traité de paix de 1994 qui a emmené Israël et la Jordanie à coopérer en matière de la planification et du développement de leur ressources d'eau tout en excluant un certain nombre de riverains. Les Palestiniens n'ont pas été inclus dans le traité, de même que certains riverains tels que le Liban et la Syrie. Il est donc nécessaire d'aller au-delà du traité bilatéral pour une conclusion de traités multilatéraux.

Aujourd'hui, le fleuve du Jourdain est toujours contaminé, d'où le besoin d'une bonne gestion des ressources. Il y a un besoin de ramener de l'eau vers le Jourdain et la mer Morte qui se dessèchent et s'assèchent d'année en année. Il y a eu quelques manœuvres cherchant à transférer de l'eau de la Mer Rouge à la Mer Morte et ceci via le projet de Red-Dead Conveyance Project, qui inclut la Jordanie, Israël et la Palestine.

Ainsi, alors qu'il y a eu du progrès dans l'utilisation du Jourdain comme mécanisme pour aider à approfondir la paix entre Israël et ses voisins, des efforts restent à faire, en particulier pour répondre à certains problèmes persistants tels que la contamination de l'eau et la dessiccation de la Mer Morte. Mais cette étude de cas démontre que l'eau peut jouer un rôle important pour aider les États à renforcer la paix, approfondir la coopération, construire la confiance entre les anciens adversaires. Je vous remercie.

4.8 RECONSTRUIRE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE (LECTURER: CARL BRUCH)

Après le conflit, il existe un large éventail de priorités: rétablir la sécurité, reconstruire les moyens de subsistance dans l'économie, reconstruire une gouvernance inclusive, fournir des services de base et favoriser la coopération et la réconciliation. Ceci est une liste standard mais quelque peu trompeuse. Bien que la gouvernance soit en effet un domaine d'effort distinct, elle sous-tend également tous les autres objectifs - tout comme les ressources naturelles et l'environnement. En tant que tel, la portée potentielle de ce chapitre est incroyablement vaste. Reconnaisant qu'il y a trop de choses à dire pour le temps dont je dispose, ce chapitre aborde brièvement sept thèmes centraux liés à la gouvernance, aux ressources naturelles et à la consolidation de la paix après les conflits.

Alors, qu'est-ce que la gouvernance? La gouvernance est le système de valeurs, de politiques et d'institutions par lequel une société gère ses affaires économiques, politiques et sociales - au travers de diverses interactions au sein de l'État, de la société civile et du secteur privé et entre ceux-ci. En d'autres termes, la gouvernance désigne la façon dont la société s'organise pour répartir les droits et les responsabilités entre différents intérêts et pour résoudre les différends de manière pacifique. Cette vision générale de la gouvernance reconnaît que la gouvernance opère à tous les niveaux de l'entreprise humaine, que ce soit le ménage, le village, la municipalité, la nation, la région ou le globe.

En effet, la gouvernance inclut à la fois les lois, les institutions et les pratiques statutaires et coutumières. Comme nous l'avons vu dans un autre chapitre, les conflits armés affaiblissent la gouvernance de plusieurs façons. Les impacts communs de la gouvernance sur les conflits comprennent la perte d'expertise en matière de capacité, notamment d'équipement, de personnel et d'information; la légitimité gouvernementale réduite, en particulier dans les régions où les insurrections peuvent avoir bénéficié d'un soutien populaire; la montée de la règle des armes à feu sur la primauté du droit; la prolifération des économies criminelles et informelles avec des organisations criminelles occupant les vides de gouvernance, ce qui est très fréquent dans de nombreux pays touchés par un conflit; dans la perte de confiance entre les communautés et avec les autorités locales.

La reconstruction de la gouvernance des ressources naturelles après un conflit est essentielle pour plusieurs raisons. Des études ont démontré que le risque de reprise des conflits dans les pays dotés d'une bonne gouvernance diminue rapidement après un conflit tandis que les pays à faible gouvernance restent vulnérables aux rechutes de conflit pendant beaucoup plus longtemps. Cela renforce d'autres résultats de recherche qui confirment que la mauvaise gouvernance des ressources conduit à la malédiction des ressources et à la violence.

La période d'après-conflit offre une occasion d'aborder les causes des conflits, de réformer les lois et les pratiques inéquitables et de jeter les bases d'une paix durable. Après le conflit, le gouvernement et le public sont souvent disposés à essayer d'autres approches de gestion des terres, de partage des revenus tirés des ressources extractives et de nouvelles façons de

gouverner les ressources naturelles - des approches qui ont été politiquement impossibles avant ou pendant un conflit.

À ce titre, les pays sortant d'un conflit passent souvent en revue et réforment les lois sur l'environnement et les ressources naturelles et les règlements d'application. Ils construisent ou reconstruisent des institutions régissant les ressources naturelles et l'environnement, et ils changent leurs pratiques dans le but d'être plus équitables, plus participatifs et plus durables. La plupart des efforts de gouvernance de l'environnement et des ressources après un conflit mettent l'accent sur un ou plusieurs des éléments clés de la bonne gouvernance suivants: une vision commune de la gestion des ressources naturelles; transparence et participation; protéger les droits sur les ressources; l'équité et le partage des avantages; l'accès à la justice et le règlement pacifique des différends; capacité institutionnelle; et reconstruire les relations avec les parties prenantes et la confiance.

Je vais maintenant discuter brièvement chacun d'eux à tour de rôle. Il existe souvent des visions concurrentes sur la meilleure façon de gérer les ressources naturelles. Dans ces situations, une vision partagée peut être essentielle pour réduire la probabilité que ces ressources contribuent à de nouveaux conflits. Les pays s'appuient souvent sur des processus consultatifs pour développer une vision commune autour de ressources contestées telles que la terre. Le Soudan du Sud, le Libéria et d'autres pays sortant d'un conflit armé ont créé des commissions foncières pour piloter les processus de réforme agraire au lendemain des conflits.

Une première étape pour ces commissions est de tenir une série de consultations publiques à travers le pays. Ces consultations ont deux objectifs. Elles cherchent à éduquer le public sur le processus ainsi que les options. Elles cherchent également à obtenir des commentaires du public sur leurs besoins, leurs préoccupations et leurs opinions sur les options. Grâce à ces consultations, les commissions foncières sont souvent en mesure d'élaborer une vision commune de la réforme agraire. Des processus similaires ont été entrepris au niveau local. Par exemple, l'étude de cas sur le Darfour explique comment une vision partagée a été développée pour les ressources en eau locales.

La deuxième approche de la bonne gouvernance est la transparence et la participation du public. La corruption est l'un des principaux obstacles à une bonne gouvernance des ressources naturelles après un conflit. Comme la corruption prospère quand il n'y a pas de contrôle public, la transparence est considérée comme le principal outil de lutte contre la corruption et d'amélioration générale de la gouvernance des ressources naturelles. La participation du public peut également améliorer la prise de décision en matière d'environnement et réduire la corruption autour des ressources naturelles dans les situations d'après conflit. Lorsque les citoyens participent à la prise de décision gouvernementale, ils ont souvent une voix et sont donc plus susceptibles de s'approprier le processus et de le respecter, et donc de suivre les décisions qui découlent du processus. Les décisions fondées sur la participation du public dureront probablement plus longtemps puisqu'elles reflètent une diversité de points de vue. Elles sont également plus susceptibles de refléter les meilleures informations disponibles, car la participation du public apporte souvent des informations supplémentaires.

Quatre moyens communes pour les pays sortant d'un conflit de promouvoir la transparence et la participation du public à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement comprennent:

1. Premièrement, la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives pour rendre publics les revenus extractifs des contrats. De nombreux pays sortant d'un conflit ont donné la priorité à la mise en œuvre de l'ITIE.
2. Deuxièmement, l'adoption et la mise en œuvre des procédures d'évaluation de l'impact environnemental.
3. Troisièmement, assurer la transparence et la participation aux décisions relatives aux concessions de ressources naturelles, à l'aménagement du territoire et aux permis environnementaux.
4. Et quatre, opérationnaliser le principe du Consentement Libre, Préalable, et Eclairé. Le CLPÉ, comme on le sait souvent, prévoit que les communautés, généralement des communautés autochtones, ont le droit de donner ou de refuser de consentir aux projets proposés susceptibles d'affecter les terres qu'ils possèdent coutumièrement, occupent ou utilisent.

La troisième approche clé de gouvernance est la protection des droits sur les ressources. Dans de nombreux pays touchés par les conflits, 60 à 80% de la population vit dans les zones rurales et dépend directement de la terre, des forêts et d'autres ressources naturelles pour leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leur bien-être. Cependant, ils n'ont souvent pas de titre statutaire officiel sur ces ressources. Au lieu de cela, leurs droits d'accès et d'utilisation de ces ressources sont régis par la tenure coutumière. Sans titre officiel, cependant, les droits ne sont pas sûrs. En effet, dans la course à la reconstruction du pays après le conflit, il y a souvent une forte pression sur le gouvernement pour qu'il accorde des concessions agricoles, forestières et minérales afin de générer des revenus.

Dans de nombreux cas, ces concessions comprennent des terres détenues sous régime foncier coutumier. Ces grandes concessions mènent souvent à des revendications d'accaparement de terres, qui peuvent dégénérer en violence sociale et même parfois en conflit violent. Les pays adoptent un certain nombre de moyens pour protéger les droits des communautés et des ménages en matière de ressources. Celles-ci comprennent, par exemple:

1. Premièrement, la reconnaissance des droits fonciers coutumiers et statutaires (on parle souvent de pluralisme juridique);
2. Deuxièmement, convertir les droits des ressources coutumières dans le cadre réglementaire;
3. Et troisièmement, décentraliser la gestion des ressources afin que les décisions concernant les ressources soient prises localement.

La quatrième approche de gouvernance est le partage équitable des revenus et autres avantages. Les griefs concernant le partage inéquitable des revenus et d'autres avantages tirés des ressources naturelles sont le moteur de nombreux conflits, tant locaux que nationaux. De plus en plus, les pays sortant d'un conflit ont cherché à améliorer le partage équitable des

avantages. Cela peut se faire par le biais d'accords de paix, de dispositions relatives au contenu local et d'accords de partage des avantages, entre autres. Par exemple, une partie de l'accord de paix global entre le Soudan et le Sud-Soudan a divisé les revenus pétroliers de manière égale. Et en Sierra Leone, une partie de la taxe imposée sur les diamants exportés est renvoyée aux communautés minières locales pour qu'elles investissent dans le développement local par l'intermédiaire du Fonds de développement communautaire de la zone diamantifère (DACDF).

La cinquième approche de gouvernance est la résolution pacifique des conflits et l'accès à la justice. Ce sont des approches connexes mais distinctes. Le règlement pacifique des différends fait en sorte qu'il existe des mécanismes permettant aux gens de régler leurs différends concernant l'eau, la terre et d'autres ressources par des moyens pacifiques. En effet, l'un des défis les plus importants dans la transition d'un conflit à la paix est la transformation de la règle du pistolet en état de droit. L'accès à la justice garantit que les gens ont accès à ces mécanismes pour protéger leurs droits. L'un des principaux moyens d'améliorer le règlement pacifique des différends et l'accès à la justice dans les pays sortant d'un conflit consiste à reconnaître formellement les institutions traditionnelles.

Par exemple, dans l'Afghanistan d'après-conflit, les tribunaux étaient difficiles d'accès; beaucoup de gens ne leur faisaient pas confiance. L'accaparement des terres était un problème répandu. La primauté du droit garantit que toutes les personnes, institutions et entités, y compris l'État lui-même, sont liées au respect de la loi. Le principal moyen de faire progresser le règlement pacifique des différends, l'accès à la justice et la primauté du droit et les pays sortant d'un conflit est une formation judiciaire. La formation judiciaire aborde souvent une combinaison des aspects substantifs du droit de l'environnement, de la procédure et des aspects administratifs (par exemple, sur l'accès du public aux tribunaux) et des considérations pratiques telles que l'indépendance judiciaire.

En outre, un nombre croissant de pays se concentrent sur la primauté du droit en matière d'environnement, qui reconnaît qu'il existe des défis et des risques distincts associés à la promotion de l'état de droit dans le contexte des ressources naturelles et de l'environnement. La règle de droit environnementale fournit un ensemble d'outils et de modes de pensée utiles pour garantir que les lois sur l'environnement et les ressources naturelles sont également appliquées et jugées.

Le renforcement des capacités institutionnelles est la sixième approche clé de la gouvernance. Les efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles comprennent: la création d'institutions environnementales; former et conseiller le personnel sur les fonctions de base telles que l'autorisation environnementale, l'évaluation de l'impact environnemental et l'inspection; fourniture de véhicules, d'équipement d'essai et d'autres matériaux nécessaires; le détachement de personnel pour fournir une assistance sur place et du mentorat; et une formation sur la médiation et le règlement des différends.

La septième approche de gouvernance consiste à reconstruire les relations avec les parties prenantes et la confiance. Lorsque les anciens adversaires sont capables de travailler en

coopération sur la gestion des ressources naturelles, cela peut servir de point d'entrée à faible enjeu pour le dialogue et favoriser la communication et la coopération futures si importantes pour le maintien de la paix. L'utilisation des ressources naturelles comme point d'entrée pour le dialogue, la coopération et la reconstruction de la confiance est étudiée plus en détail dans d'autres chapitres et dans les études de cas sur le Jourdain et le Darfour.

Avant de conclure, j'aimerais souligner deux initiatives qui peuvent être utilisées pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement et qui sont particulièrement importantes pour les pays touchés par les conflits. La première est la Charte des ressources naturelles et la deuxième est l'Indice de gouvernance des ressources.

En conclusion, je voudrais souligner quelques leçons. Premièrement, il n'y a pas d'approche ou de solution universelle pour gérer les ressources naturelles après un conflit, et le contexte est essentiel. Les lois, les règles et les procédures régissant les ressources naturelles et l'environnement doivent être adéquates et réalisables. Les règles d'attribution et de protection des droits sur les ressources, de gestion des conflits et de réglementation de l'utilisation et de l'accès sont particulièrement intéressantes.

Bien qu'il soit souvent question de ce qui est nécessaire, il arrive trop souvent que la réforme juridique post-conflit n'évalue pas précisément ce qui est faisable dans le pays sortant d'un conflit. La réforme et la mise en place d'une bonne gouvernance des ressources naturelles dépendent du leadership, en particulier au sein du gouvernement, mais aussi de la société civile, du secteur privé et de la communauté internationale. Lors de la réforme des règles, des institutions et des pratiques qui sous-tendent la gouvernance de l'environnement et des ressources naturelles, il est essentiel de prendre en compte les aspects liés au genre. Enfin, la réforme de la gouvernance prend beaucoup de temps et tout le monde doit la reconnaître et la planifier.

4.9 DONNER AUX FEMMES LE POUVOIR D'AGIR DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (LECTURER: SILJA HALLE)

Salut. Je m'appelle Silja Halle et je suis experte en genre, ressources naturelles et paix. Je travaille actuellement pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement et je suis heureuse de pouvoir fournir ce chapitre sur le genre. Jusqu'à récemment, lorsque le genre, les femmes et les ressources naturelles étaient mentionnées ensemble dans le contexte des conflits et de la consolidation de la paix, c'était généralement pour souligner que les femmes dans les situations de conflit étaient souvent victimes de violence lorsqu'elles exerçaient des fonctions liées aux ressources naturelles comme la collecte de l'eau ou du bois de chauffage, et pour réclamer une meilleure protection.

Tout en garantissant des protections plus fortes pour les femmes et les filles, il est d'une importance cruciale d'avoir une compréhension plus globale de la relation entre le genre, les ressources naturelles, les conflits et la paix, et les défis et opportunités qui s'y rattachent sont en train de se développer. Un nouveau champ de pratique est en train d'émerger pour exploiter les opportunités liées aux ressources naturelles afin de renforcer la participation politique et économique des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Donc dans ce chapitre, nous allons examiner deux choses. Premièrement, nous allons comprendre pourquoi il est important de comprendre et d'aborder le genre en relation avec les ressources naturelles, les conflits et la paix; et deuxièmement, nous allons examiner les opportunités qui se présentent pour utiliser les ressources naturelles afin de renforcer la contribution des femmes à la paix.

Cependant, avant d'aller plus loin, deux points très importants doivent être mentionnés. Premièrement, dans ce chapitre, nous nous concentrons spécifiquement sur les rôles des femmes, les rôles, les défis et les opportunités des femmes, ce qui est un aspect de la question du genre, mais bien évidemment pas le seul. Les masculinités et les minorités sexuelles et de genre dans les conflits sont également des domaines importants de recherche et de pratique, mais nous n'aborderons pas ces questions ici. Deuxièmement, les femmes ne forment pas un groupe homogène. Alors que nous discuterons de questions communes à de nombreux groupes de femmes, de nombreux défis se trouvent à l'intersection du sexe et de la classe socioéconomique, de l'âge et des origines ethniques et religieuses.

Le contexte étant posé, nous pouvons commencer. Alors pourquoi se concentrer sur les femmes? Eh bien, les femmes du monde entier jouent un rôle très important dans la gestion des ressources naturelles. Par exemple, les femmes représentent 43% pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement et sont responsables de quelque 80% des aliments produits en Afrique. Les deux tiers des éleveurs dans le monde sont des femmes et ce que nous savons peut-être moins c'est que les femmes représentent un tiers des mineurs artisanaux dans le monde.

Les femmes dans les situations de conflit sont souvent les principaux responsables des besoins en eau et en énergie au niveau des ménages et des communautés. Les femmes sont donc bien

placées pour tirer parti des avantages sociaux, politiques et économiques des ressources naturelles, mais elles sont généralement confrontées à de nombreux défis et obstacles dans la réalisation de ce potentiel. Nous avons déjà noté que la réalisation de tâches traditionnellement sexospécifiques telles que la collecte du bois de chauffage et d'eau peut devenir un problème de sécurité important dans les contextes de conflit où la violence sexuelle et sexiste est souvent utilisée pour terroriser les populations civiles.

Mais plus généralement, parce que les femmes ont tendance à dépendre fortement des ressources naturelles pour leur subsistance, elles sont particulièrement affectées par les changements dans leur disponibilité et leur qualité pendant et après les conflits. Cette vulnérabilité est amplifiée par des lois et des pratiques culturelles discriminatoires à l'égard des femmes. Par exemple, les femmes n'ont souvent pas d'accès légal ou pratique à la terre, qui sous-tend l'accès et les droits fonciers à d'autres ressources importantes telles que les cultures agricoles, les produits forestiers, ainsi que les métaux et les minéraux. Seuls 11% des propriétaires terriens dans les pays en conflit et sortant d'un conflit sont des femmes contre près de 20% dans le monde.

La terre, bien sûr, est également un atout clé pour obtenir du crédit et d'autres formes d'intrants productifs. Ainsi, le manque de droits à la terre et le manque d'application de ces droits peuvent forcer les femmes et les personnes qui en dépendent à se retrouver dans des situations de plus en plus vulnérables et les exposer à des risques physiques et de subsistance plus élevés. Et cela a de lourdes conséquences parce que nous savons que dans les contextes de consolidation de la paix, jusqu'à 40% des ménages sont dirigés par des femmes, de sorte que les retombées pour les familles et les communautés sont importantes.

Mais les conflits peuvent également créer des opportunités pour les femmes car les rôles traditionnels et la division du travail entre les hommes et les femmes changent souvent pendant et après les conflits. Les femmes assument souvent de nouveaux rôles en relation avec les ressources naturelles pour répondre aux besoins de leurs ménages et compenser la perte de revenu généralement fournie par les membres masculins de la famille. Elles peuvent prendre d'autres activités génératrices de revenus ou s'installer dans des secteurs masculins traditionnels comme l'agriculture, les cultures commerciales ou l'exploitation minière artisanale. Au lendemain des conflits, capitaliser sur ces rôles changeants peut aider les femmes à devenir autonomes et à améliorer leur productivité dans des secteurs souvent cruciaux pour le redressement économique et le développement durable - ainsi que pour leur sécurité et leur bien-être.

Cependant, la programmation des ressources naturelles dans les pays touchés par un conflit est souvent aveugle au genre, car l'aide aux femmes est largement orientée vers les secteurs de la santé et de l'éducation. Moins de 2% de l'aide au développement destinée aux secteurs économiques et productifs, dont l'agriculture par exemple, cible en fait des programmes d'égalité des sexes. En conséquence, de nombreux gains dans l'emploi des femmes, les revenus et la génération sont souvent perdus après un conflit lorsque des programmes tels que la restructuration économique, la réinstallation des populations déplacées et la démobilisation et la

réintégration des ex-combattants ignorent les changements ou les gains qui ont eu lieu et ne tiennent pas compte des besoins et des opportunités des femmes.

Cela a un impact préjudiciable sur les femmes et leurs familles mais aussi sur l'efficacité du processus de consolidation de la paix dans son ensemble. Et c'est vraiment regrettable car les interventions autour des ressources naturelles et des processus de consolidation de la paix offrent des opportunités significatives pour autonomiser les femmes et renforcer leurs contributions à la paix dans trois domaines: premièrement, dans le dialogue, la médiation et les efforts de résolution des conflits; deuxièmement, en matière de gouvernance et de prise de décision à tous les niveaux; et troisièmement, dans les contributions à la relance économique et au développement durable.

En ce sens, les programmes de ressources naturelles sensibles au genre dans un contexte de conflit soutiennent la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de nombreux autres engagements internationaux et régionaux liés aux femmes, à la paix et à la sécurité. Maintenant, regardons les opportunités dans ces trois domaines.

Premièrement, la participation des femmes peut aider à prévenir et à résoudre les conflits générés par les ressources aux niveaux local et national. Des recherches récentes ont montré que la participation des femmes augmente de vingt pour cent la probabilité d'effet durable d'un accord de paix ayant une durée moyenne de deux ans et de trente-cinq pour cent celle d'un accord de paix ayant une durée moyenne de quinze ans. Pourtant, la participation des femmes aux négociations de paix reste incroyablement faible. Entre 1992 et 2011, seulement 4% des signataires des accords de paix et moins de 10% des négociateurs dans les négociations de paix étaient des femmes. Il y a eu une augmentation graduelle des chiffres, mais il reste de nombreux obstacles à franchir de sorte que les femmes aient la possibilité de s'engager de manière substantielle et de pouvoir influencer les résultats clés.

Il s'agit d'une occasion manquée très importante car l'expérience montre que l'engagement des femmes dans les processus de paix ne se limite pas seulement à une plus grande attention aux éléments liés au genre mais à un changement de dynamique, à un élargissement des problèmes discutés et à une augmentation des chances d'adhésion communautaire et surtout une augmentation de la possibilité de s'attaquer aux causes profondes. Parmi ces causes profondes, il a été démontré que les femmes accordent systématiquement la priorité à l'accès équitable aux ressources naturelles telles que la terre et l'eau, et au partage plus équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources extractives comme une partie importante de la paix.

Au niveau local les efforts de résolution des conflits qui s'appuient sur la capacité de médiation et d'influence des femmes au sein de leurs communautés se sont révélés particulièrement efficaces. Par exemple, dans le Kordofan méridional, au Soudan, la participation active des femmes pastoralistes aux processus de médiation locale et de gouvernance des ressources naturelles a été essentielle pour prévenir les conflits sur les pâturages et l'accès à l'eau.

Maintenant, passons à la deuxième opportunité liée à la participation politique et à la gouvernance. Travailler avec les autorités de gestion des ressources naturelles, des conseils d'utilisateurs locaux aux offices nationaux de l'eau, commissions forestières et foncières ou aux ministères nationaux, peut aider à accroître la participation des femmes dans la prise de décision. Au niveau local en particulier, les connaissances et l'expérience que les femmes peuvent avoir d'une ressource naturelle particulière en raison de leurs rôles et responsabilités peuvent fournir un point d'entrée clair pour l'engagement. Cependant, un soutien ciblé est nécessaire pour surmonter les obstacles structurels, sociaux et culturels à la participation politique formelle et informelle des femmes dans les situations de conflit.

Au Rwanda par exemple, des quotas ont été utilisés pour assurer la représentation des femmes dans le processus massif de réforme agraire d'après conflits de la Commission qui, entre autres, a entraîné une augmentation significative des droits fonciers des femmes et des terres en tant que copropriétaire unique ou égalitaire avec leurs époux. Construire des institutions inclusives pour la gouvernance des ressources naturelles est la clé des efforts de consolidation de la paix. Cela inclut la promotion de la représentation et de la participation des femmes dans la prise de décision formelle et informelle et la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux local, sous-national et national, et cela peut commencer immédiatement après la signature de l'accord de paix.

En Colombie, par exemple, l'PNUE en partenariat avec l'ONU-Femmes et le PNUD aident le gouvernement à assurer la participation substantielle et significative de divers groupes de femmes aux processus de planification liés aux ressources naturelles qui se déroulent dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix avec les FARC. Cela sera testé dans le Chaco, une région dévastée par les impacts de l'extraction illégale d'or, et inclura des consultations avec les groupes et réseaux de femmes (y compris les femmes autochtones, les femmes afro-colombiennes et les paysannes) et cela comprendra aussi un soutien technique ciblé et des initiatives de renforcement des capacités pour faire en sorte que les besoins et les préoccupations des femmes soient pleinement pris en compte et traités dans le développement d'après les conflits. Ce processus, s'il réussit, peut ensuite être reproduit dans d'autres régions de la Colombie à mesure que le processus de paix se déroule.

Maintenant passons à la troisième occasion sur la reprise économique. Le rétablissement des moyens de subsistance et la création des opportunités de production de revenus sont une étape cruciale vers le maintien de la paix, et la gestion durable des ressources naturelles offre d'importantes opportunités pour les salaires et le travail indépendant des femmes. Le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial, le FEM, a soutenu de nombreuses florissantes petites entreprises commerciales dirigées par des femmes, connexes aux ressources naturelles à partir d'une entreprise de crème glacée artisanale utilisant des fruits forestiers récoltés de façon durable en Colombie à la création d'une pépinière qui a contribué à la restauration de la forêt de Kibira dans Burundi. Ces exemples montrent que l'organisation collective peut être un outil puissant en termes d'accès au capital et à d'autres formes de soutien. En Sierra Leone et en Afghanistan, le Barefoot College basé en Inde, s'est associé à des femmes

locales pour les former en tant qu'ingénieurs de panneaux solaires, ce qui leur a permis de gérer des microentreprises de recharges des téléphones portables.

Cependant, pour que cela puisse réussir, il a fallu créer des conditions favorables qui permettent aux femmes de réaliser leur potentiel d'utilisation productive et durable des ressources naturelles pour la relance économique. Cela englobe: la prioritarisation des réformes juridiques et institutionnelles sur les droits fonciers et autres ressources; et surtout offrir une aide juridique, une médiation et des services de négociation aux femmes pour leur permettre de faire respecter leurs droits liés aux ressources; et accéder à des mécanismes de règlement des différends pour traiter les violations. Cela signifie également donner la priorité à l'accès au financement, aux intrants et à des formations professionnelles pour les femmes ainsi que pour les hommes et consulter les femmes sur le type de services financiers et de vulgarisation dont elles ont le plus besoin. Et enfin: le respect des droits de l'homme et des normes minimales du travail (par exemple, pour la participation des femmes dans les secteurs extractifs), en particulier dans les initiatives mondiales de diligence raisonnable et de transparence.

Comme mentionné dans l'introduction, ce champ de pratique est encore en développement. Au sein de l'ONU, nous travaillons pour tester différentes approches, identifier les meilleures pratiques et plaider en faveur d'une programmation plus efficace sur ces problèmes. Cela nécessite des agences et des mandats des agences différentes avec des mandats et une expertise pour travailler ensemble et affronter ce problème multidimensionnel de manière holistique et intégrée. Un exemple vient du Nord Kordofan au Soudan où le PNUE avec l'ONU Femmes et le PNUD testent une approche intégrée pour aborder ce nœud de problèmes complexes en combinant différentes mesures ciblant les femmes dans un projet plus large visant à réduire les conflits entre différents groupes d'utilisateurs sur des ressources limitées telles que les pâturages et l'eau.

Pour soutenir l'autonomisation économique des femmes, nous travaillons à développer des moyens de subsistance alternatifs pour les femmes à travers la formation professionnelle, les intrants et la création de coopératives de femmes qui aident à mettre leurs produits sur le marché. Nous soutenons également la participation de femmes représentantes de différents horizons à la planification d'actions environnementales communautaires, en s'appuyant sur leurs connaissances traditionnelles, leurs rôles et leurs responsabilités. Enfin, nous encourageons une plus grande intégration des femmes dans les structures de résolution des conflits existantes, notamment en travaillant avec les chefs traditionnels et les autorités de l'État pour lutter contre les perceptions, les attitudes et les comportements négatifs.

Donc, en conclusion, il existe de nombreux liens et opportunités pour l'intégration du genre des ressources naturelles et de la consolidation de la paix. Les opportunités vont dans les deux sens. La prise en compte du genre dans la gestion des ressources naturelles après un conflit est importante pour la consolidation de la paix; et la gestion des ressources naturelles après un conflit peut être un outil important pour améliorer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Il y a de plus en plus d'expérience dans la prise en compte du genre et des ressources naturelles après un conflit. Et il y a un nombre croissant stratégies et d'outils auxquels l'ONU contribue. Ce sera à vous de déterminer lequel de ces éléments est pertinent pour vos projets, mais assurez-vous de partager vos leçons et vos expériences dans le cadre de notre communauté de pratique grandissante. Je vous remercie.

4.10 UTILISATION DU DIALOGUE MULTI-PARTIES PRENANTES POUR NAVIGUER LES CONFLITS DE RESSOURCES NATURELLES (LECTURER: REBECA ARIAS FLORES)

Bonjour, je m'appelle Rebeca Arias. Je suis la Coordinatrice résidente des Nations Unies et la Représentante du Programme de développement des Nations Unies en Guatemala. Comme coordinatrice résidente, je dirige l'équipe de l'ONU en Guatemala et assure coordination du Programme de développement et alignement sur les objectifs de l'Agenda 2030 et des priorités nationales pour le développement.

Ce chapitre examine comment les processus de dialogue multipartite peuvent aider surmonter et transformer les conflits liés aux ressources naturelles. On examinera attentivement un étude de cas de Pérou ou un processus de dialogue multipartite, quoique difficile, a constitué un instrument fort pour transformer le conflit dans une région en proie à des conflits et occasionnellement la violence à cause du pétrole. On va considérer comment le dialogue et d'autres processus inclusifs sont essentiels pour établir un consensus pour l'aménagement ou utilisation des ressources naturelles et pour maintenir l'acceptabilité – ou « permis social » d'es opérations aux régions où les activités des entreprises affectent les communautés.

En Amérique latine, et aux autres régions du monde riches en ressources naturelles, PNUD a appuyé l'utilisation du dialogue multipartite comme un instrument pour établir un consensus au milieu des conflits autour des ressources naturelles. PNUD a contribué à générer des conditions propices aux processus de dialogue. Une contribution important du PNUD est d'appuyer les gouvernements à construire un cadre institutionnel nécessaire pour mener un dialogue multipartite. Dans le rôle d'acteur impartial, PNUD a été demandé superviser la provision des soutiens techniques, comme pour la remédiation de l'environnement.

Dans ce chapitre, nous nous voulons partager quelques enseignements tirés sur ce qui marche bien quand on utilise le dialogue multipartite comment instrument pour transformer les conflits liés aux ressources naturelles. Nous examinerons aussi les obstacles ou défis qui restent et les compromises qu'il faut accepter.

Suivant le grand boom des matières premières en Amérique latine dans les années 2000s, des griefs à long terme ont été développés et nourris. Beaucoup de communautés, compris les populations autochtones, sentaient que leurs voix ont été exclues de dans la prise de décisions. Souvent, les communautés n'ont pas été consulté sur les activités d'extraction des entreprises qui affectaient leurs territoires et moyens d'existence. Les gouvernements ont joué un rôle important aussi parce qu'ils ont approuvé des licences pour des plans environnementaux et des concessions pour exploitation des ressources naturelles. Les secteurs du gouvernement, organisations internationales, société civile, et entreprises privées ont commencé à considérer les instruments disponibles pour résoudre et transformer les conflits sociaux avant de devenir assez violents - et comment ces instruments peuvent être institutionnalisés et servir pas seulement la mitigation des crises mais aussi pour construire des compétences institutionnelles.

L'ONU définit le dialogue comme un processus dans lequel les gens se rejoins pour construire compréhension et confiance mutuelle malgré leurs différences, et pour créer des résultats positifs

par la conversation. Les dialogues multipartis sont des réunions de délibération qui abordent les questions à la fois politiquement controversées et techniquement complexes. Les dialogues multipartis essaient d'échanger information et développer des recommandations par consensus pour le gouvernement, les entreprises, communautés, and autres parties prenantes. Ces dialogues multipartis sont un instrument pour chercher consensus sur les questions compliqués liés aux ressources naturelles pour prévenir le conflit ou pour résoudre de problèmes n'importe ou pendant le cycle de conflit.

Ces dialogues incluent un organisateur, on objectif négocié, parties prenantes qui sont prêtes pour se réunir et avoir un dialogue au sujet des questions difficiles et essayer de résoudre les problèmes d'un façon discipliné, et des facilitateurs pour aider organiser et modérer les procédures. Il faut que l'organisateur soit une organisation qui est à la fois crédible et bien placée pour rassembler les parties importantes – et un organisation avec laquelle les parties ont envie de travailler et nouer le dialogue.

Les dialogues multipartis font face aux divers intérêts, et souvent sont concentrés sur une question règlementaire, politique, ou de la planification qui est à l'intérêt commun. Ces dialogues cherche à construire des solutions pratiques pour les questions complexes. Bien que ces dialogues peuvent prendre différentes formes, le processus doit être organisé autour de quatre étapes principales.

La première étape est une évaluation de volonté et préparation pour un dialogue – y compris un analyse du contexte, des conditions, organisateurs, disposition des parties prenantes, et le potentiel pour avoir un dialogue. Dans la deuxième étape, on élabore un processus inclusif pour le dialogue qui garanti un espace qui promeuve la construction de confiance, encourage une négociation équilibré et juste, et qui favorise la participation égale entre parties prenantes. Dans la troisième étape, l'implémentation du processus de dialogue, les participants doivent valider les règles fondamentales du processus, élaborer une agenda, décider les questions de priorité, et commencer sessions délibération. Souvent, l'objectif de cette étape est de parvenir à un accord. Dans la dernière (quatrième) étape, honorer les engagements, les participants garantissent que les agréments peuvent être compils et qu'il y a un plan pour surveiller le progrès – y compris la responsabilité, transparence, et prise en charge mutuelle des accords.

Le dialogue multipartis est complémentaire aux autres instruments comme la médiation pour la prevention du conflit qui nous permet mieux comprendre les disputes liés aux ressources naturelles. Le dialogue multipartis aide à achever une vaste gamme de résultats même si la Dispute ne soit pas réglé. Cet instrument contribue à la construction de confiance mutuelle et compréhension malgré les différences entre partis, offre une opportunité pour analyser un problème ou contexte partagé ensemble et pour développer un agenda partagé pour l'action, et aide à élaborer programmation sensible aux conflits et qui ait un ralliement général.

Mettre en œuvre un processus de dialogue multipartis est difficile et des questions particulières doivent être abordées, par exemple: asymétrie de pouvoir; quand la défiance empêche le désire de trouver un terrain commun; la question de représentation, particulièrement quand les parties importantes ne sont pas suffisamment organisés ou manquent un sentiment d'identité ou d'intérêt

collectif; balancer la pression temporelle avec la nécessité de de collaboration; des très faibles capacités pour suivi et pour l'implémentation des agréments; et des intérêts forts, spécifiques, et quelquefois cachés.

Maintenant, nous allons discuter comment le dialogue multiparti a été utilisé dans une dispute complexe lié au pétrole en Pérou. Dans les quatre bassins fluviaux de Pastaza, Tigre, Corrientes, et Marañon dans la région amazonienne en Pérou, deux sites d'exploitation pétrolière produisaient plus que 25 pourcent de la production pétrolière du pays. La région environnante ces bassins est caractérisée par des hauts niveaux de pauvreté et de la faible présence de l'état. Les projets de l'industrie extractive ne s'ont pas encore traduit avantages réels pour les communautés, en majorité autochtones. Dans cette région, la production pétrolière avait causé des dommages sérieux à l'environnement, et il y avaient des préoccupations concernant la santé humaine. L'état n'avait pas réhabilité les dommages causés par des déversements de petrole, et des mauvaises pratiques de quelques compagnies a causé une vraie défiance entre les communautés et l'état.

Les attentes insatisfaites des gens a causé des manifestations dirigées par des groupes sociaux depuis l'année 2006. Les efforts gouvernementaux pour résoudre les doléances sociales et environnementales n'ont pas satisfait les exigences des citoyens. En 2011, une nouvelle loi qui réquisit la consultation publique avant accorder les permis d'exploration ou exploitation du pétrole, gaz naturel et d'autres ressources naturelles.

Et consultation préalable avec des populations autochtones. Dans ce nouveau contexte legale, les communautés autochtones ont imposé cinq exigences conditionnelles pour leur participation dans les consultations obligatoires. Les exigences étaient: restauration environnementale; titrage du territoire; de l'eau potable et assainissement; compensation pour l'usage de la terre; et compensation pour les dommages environnementaux. Ces exigences étaient abordés avec un tribune pour le dialogue multiparti qui s'appelle la Commission multi-secteur pour le développement, Convoqué par le vieux Bureau national de dialogue et durabilité (ONDS), une agence du gouvernement péruvien qui s'appelle le Vice ministère de gouvernance territoriale aujourd'hui.

Etabli en 2012 pour analyser et aborder les conflits causes par le secteur extractif en Pérou, l'ONDS se concentrait sur le dialogue comment un instrument pour transformer le conflit et assurer que la politique publique considèrerait plus attentivement et abordait mieux le conflit social. En ce cas, PNUD a appuyé l'ONDS a créer des conditions favorables pour le dialogue. PNUD a aidé développer la compétence des parties pour participer. La vue du PNUD comme une organisation impartiale et a été un facteur important de motivation pour s'engager dans ce processus.

Après de 10 mois de dialogue entre 2014 et 2015, on a signé un accord. La Commission essaierait de améliorer les conditions des communautés dans les quatre basins au même temps d'appuyer l'implémentation des projets de développement économique. La Commission était organisé dans trois tables de dialogue. Table 1 était concerné avec l'abondamment du développement interculturel, assainissement, services publiques, et projets de production. Table

2 abordait la restauration et compensation environnementale. Et finalement, Table 3 se concernait avec le titrage du territoire ou de la propriété et de la compensation pour les dommages.

Chaque Table avait un coordinateur et un rapporteur et a été composé par des partis représentant chaque secteur. Les Tables se rencontraient régulièrement pendant le processus de dix mois. Le processus est parvenu à un consensus pour le dessin et pour l'implémentation des projets d'assainissement et d'infrastructure de l'eau - l'installations de traitement, par exemple - le renforcement des interactions et éducation culturelle et bilingue, l'établissement et création d'un étude technique indépendant dirigé par PNUD pour guider la restauration environnementale, la création des fonds de prévoyance pour la restauration environnementale, and la reconnaissance du titrage de la terre pour 124 communautés autochtones dans les quatre basins.

Un résultat d'achever un consensus était que les peuples autochtones et leurs organisations étaient prêts à participer dans le nouveau processus des consultations obligatoires pour l'octroi des licences pour le pétrole et gaz. Tout ce que la commission a fait a été documenté et publié. Actuellement, les résultats et accords sont en train d'être mis en œuvre et d'être surveillés.

Bien que le dialogue a achevé des bons résultats, le travail de la Commission péruvienne a affronté des défis. D'abord, il y avait la défiance entre les parties prenantes à cause des obligations non respectés du passé. Deuxièmement, les barrières interculturelles entre partis étaient significatives. Le gouvernement n'avait pas assez de fonctionnaires qui parlaient les langues indigènes et ça a gêné le progrès. Troisièmement, les rôles et responsabilités pour l'élaboration du projet n'étaient pas assez clairs ou complètement collaboratifs. Le chevauchement et la mauvaise définition des rôles ont causé de la confusion et ont été contre-productif aux efforts à surmonter la défiance. D'abord, il y avait une asymétrie d'informations techniques entre les communautés d'un côté et les fonctionnaires et entreprises de l'autre - et ça a géré le progrès aussi. Finalement, l'exécution de l'accord continue d'être prolongé et incomplet, parce que le gouvernement n'a pas alloué assez de budget pour mettre en œuvre tous les aspects de l'entente.

Ces décélérations ont sapé la méfiance dans le processus. Par cette expérience en Pérou et des autres dialogues multipartis, on a appris cinq leçons importants qui peuvent améliorer l'utilisation du dialogue comme instrument pour prévenir le conflit et parvenir à un consensus pendant les disputes liées aux ressources naturelles. Il est important d'avoir:

1. Une élaboration du processus qui soit inclusive et sensible culturellement;
2. l'investissement en l'instauration de confiance entre parties prenantes avant de commencer le dialogue;
3. Efforts et ressources pour le dessin collaboratif des processus;
4. Etablissement de règles fondamentales claires pour les processus et établir rôles de chaque partie impliqué clairement est essentiel (et plus efficace s'ils sont établis de manière collaborative avec toutes les parties);
5. Surmonter les capacités et informations techniques déséquilibrées, y compris s'assurer que les asymétries de connaissances spécialisées entre les communautés, entreprises, et fonctionnaires soient abordés – pour faire ça on peut avoir un parti

- impartial qui peut faire des capacitations et donner des conseils techniques pour tous les partis (par exemple, les agences de l'ONU);
6. Les soutiens financiers pour l'exécution des accords. Quand les accords incluent l'obligation de fournir les services publics comment, par exemple, de l'eau, ou la santé, - il faut avoir un budget gouvernemental ou de la compagnie pour couvrir les couts d'en mettre en œuvre. Sans ça, les agréments peuvent se rater facilement et les conflits peuvent continuer.

En conclusion, achever le développement durable dans le contexte des conflits violents et sociaux liés aux ressources naturelles n'est pas possible. L'Agenda 2030 a établi la norme que la paix est essentielle pour le développement durable. Dans les régions qui exploitent Les ressources naturelles, il faut qu'on redouble d'efforts pour légitimer le dialogue vraiment juste et démocratique. Ça nous permettra de développer le respect, construire la confiance et un consensus, transformer les relations sociales, et renforcer les fondations du développement durable et de la paix durable. Il faut que les instruments du dialogue multiparti soient institutionnalisés par les gouvernements afin d'être utilise au-delà de la mitigation des crises à la construction de compétences pour le dialogue. Le dialogue est un instrument important pour la consolidation de la paix et pour un vraiment inclusif développement durable. Merci.

4.11 PLANIFICATION ET RÉCUPÉRATION SPATIALES (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bonjour à tous et bienvenue dans ce chapitre sur l'aménagement du territoire. Maintenant, comme toutes phases de relèvement et de reconstruction après le conflit se déroulent, il est absolument essentiel de comprendre le contexte spatial. En d'autres termes: la localisation géographique de chaque projet et les relations spatiales avec d'autres projets, les établissements humains, les infrastructures, les ressources naturelles et les principaux risques.

Ces risques pourraient désormais inclure des conflits locaux en cours, des zones contrôlées par des groupes armés ou des zones contaminées par des mines et des munitions non explosées. Et de plus en plus, il est également important de prendre en compte les risques futurs tels que les dangers naturels ou les changements climatiques, afin d'accroître la résilience à ces chocs et contraintes futurs dans le cadre du processus de planification.

Maintenant, toutes ces informations sont regroupées dans une sorte de plan spatial, et nous allons parcourir différents outils de planification spatiale dans le reste de ce chapitre, Allons-y donc sans plus tarder. En définitive donc, le développement des ressources naturelles pour soutenir la consolidation de la paix après les conflits consiste vraiment à comprendre la distribution spatiale et les relations entre quatre variables clés:

1. Premièrement, l'emplacement des ressources naturelles par rapport aux infrastructures clés telles que les routes, les ports et l'énergie;
2. Les moyens de subsistance existants, l'utilisation des terres et les droits légaux à l'accès aux ressources dans ces zones;
3. Les risques potentiels d'un investissement dans les ressources découlant des aléas naturels, du changement climatique ou de l'insécurité permanente;
4. Et enfin, les sensibilités environnementales, culturelles et sociales existantes dans la zone d'opération planifiée.

Voyons maintenant comment ces variables peuvent être traitées dans différents processus de planification spatiale. En ce qui concerne la planification spatiale après les conflits, il existe souvent trois grandes catégories d'échelles de planification associées qui sont. Nécessaires: premièrement, les plans spatiaux intégrés au niveau national. Ceux-ci se concentrent vraiment sur l'allocation des ressources privées et publiques et la coordination des investissements en infrastructures dans un cadre national planifié. À l'échelle nationale, l'un des principaux objectifs de la planification est de comprendre quels investissements de base sont nécessaires pour stimuler la croissance économique et d'évaluer les différents compromis, y compris la façon de protéger ou de conserver les différentes ressources naturelles.

Deuxièmement, les plans sectoriels mettent l'accent sur le développement de secteurs spécifiques: par exemple, les mines, les forêts ou les eaux. Ces plans sectoriels alimentent également la stratégie de développement national. Et troisièmement, les plans d'utilisation des terres locales. Il s'agit maintenant d'une planification globale menée par les unités de

gouvernement local pour toutes les zones sous leur juridiction, et ces plans identifient les utilisations optimales des terres et servent réellement de base à l'adoption du zonage ou d'autres contrôles de l'utilisation des terres. Maintenant, les plans nationaux et sectoriels tendent à être plus dirigés par les experts et techniquement orientés tandis que les plans au niveau local sont des processus beaucoup plus participatifs et inclusifs où les demandes multiples sont équilibrées. En conséquence, les plans locaux sont souvent considérés comme un outil clé pour la prévention des conflits sur les ressources naturelles. Dans de nombreux cas, les plans locaux d'utilisation des terres peuvent être utilisés comme des contributions importantes dans les plans nationaux et sectoriels, en particulier en termes de plans de zonage pour différentes ressources naturelles.

Les plans spatiaux intégrés au niveau national offrent donc une vue d'ensemble du développement économique basé sur la répartition spatiale des personnes, des infrastructures et des activités économiques. Et dans de nombreux cas, ils reflètent la vision nationale et les aspirations au développement. Dans la consolidation de la paix après les conflits, le principal défi consiste réellement à mobiliser et coordonner une combinaison d'investissements publics et privés pour soutenir la réduction de la pauvreté, la relance économique et la diversification économique - et comment le faire de manière équitable pour maintenir le processus de réconciliation et de paix.

Il est donc évident que les ressources naturelles jouent un rôle majeur dans la réalisation de ces objectifs. En particulier, les investissements dans une ressource naturelle spécifique peuvent être un catalyseur pour stimuler d'autres types de développement économique et d'infrastructure. Par exemple, les investissements dans le secteur extractif peuvent également aider à soutenir le développement des marchés agricoles ou de nouvelles capacités de transformation.

Au sein de la planification au niveau national, vous devez vous familiariser avec deux concepts clés: les pôles de croissance et les corridors de ressources. L'idée centrale des pôles de croissance est que le développement économique ou la croissance ne sont pas uniformes dans l'ensemble d'une région mais plutôt autour d'un pôle spécifique. Ce pôle est souvent caractérisé par des industries clés et des infrastructures connexes autour desquelles des industries liées se sont développées. La Silicon Valley est un exemple bien connu de pôle de croissance technologique. Dans la planification du relèvement économique après les conflits, l'investissement public et privé coordonné est souvent orienté vers des pôles de croissance dans l'espoir qu'il conduira à la diffusion de la croissance dans les régions environnantes ou même à l'émergence de pôles de croissance secondaires. La théorie des pôles de croissance est appliquée dans un certain nombre de pays sortant d'un conflit.

Par exemple, le Mozambique s'est engagé dans un programme de reconstruction et de relance économique après les conflits basé sur la théorie des pôles de croissance. L'économie a progressé à un taux moyen d'environ 8%. La croissance a été stimulée par un grand nombre de projets d'investissement ainsi que par d'importants apports d'aide au développement venant de l'étranger. Le pôle de croissance de Tete visait réellement à renforcer les secteurs des minéraux, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Le pôle de croissance de Nampula s'est concentré

sur l'agriculture, l'industrie légère et la logistique, en tirant parti également des infrastructures ferroviaires et portuaires. Et le pôle de croissance de Beira se concentre sur l'agriculture commerciale.

Le deuxième concept majeur est le corridor des ressources. Désormais, les corridors de ressources sont des aménagements d'infrastructures qui permettent le développement de ressources naturelles autrement économiquement non viables, renouvelables ou non renouvelables. Les corridors de ressources consistent en un projet d'ancrage qui peut être optimisé pour produire des résultats de développement plus larges comprenant la diversification économique et l'accroissement des échanges. Ainsi, les corridors de ressources aident à relier les pôles de croissance existants et potentiellement à générer des pôles secondaires.

En particulier, les corridors de ressources devraient permettre une double utilisation de l'infrastructure pour soutenir le développement d'autres secteurs connexes tels que l'agriculture. Par exemple, l'infrastructure ferroviaire développée pour une mine peut également être utilisée pour transporter des produits ou des personnes. Actuellement, le Mozambique expérimente également des corridors de ressources, et il y a une étude de cas sur la mine d'Aynak en Afghanistan, qui fournit également un exemple de terrain plus détaillé.

Passons maintenant à la planification sectorielle. De nombreux pays s'appuient également sur des plans sectoriels pour coordonner les investissements et les stratégies de gestion d'une ressource naturelle spécifique. Maintenant, trois des plans de ressources les plus communs que vous pourriez rencontrer dans un contexte d'après-conflit incluent les plans de gestion intégrée des ressources en eau, ou plans de GIRE. Le but d'un plan GIRE est de fournir suffisamment d'eau pour le développement et les besoins sociaux sans compromettre les besoins en eau des écosystèmes clés. Un plan de gestion forestière vise à maximiser et à gérer une combinaison d'avantages forestiers, y compris la faune, le bois, les loisirs, la valeur esthétique et d'autres avantages pour les différents utilisateurs. Enfin, un plan de gestion des pâturages qui réglemente l'utilisation des différentes zones de pâturage et des voies de migration connexes.

Passons maintenant au troisième et dernier outil de planification. Nous allons maintenant descendre dans notre échelle et revoir les plans d'utilisation des terres au niveau local. Aujourd'hui, l'aménagement du territoire local est davantage un processus participatif conçu pour identifier les utilisations optimales des terres, et il vise à servir de base pour le zonage et les autres contrôles d'utilisation des terres. Au cœur de la planification de l'utilisation des terres, il y a l'équilibre des utilisations concurrentes des terres par toutes les parties prenantes. Il s'agit donc intrinsèquement d'un outil de prévention des conflits - à condition que les utilisations concurrentes des terres puissent être résolues.

En fin de compte, il s'agit de gérer un paysage dans lequel les ressources naturelles sont gérées durablement et exploitées comme l'une des nombreuses activités sur ce paysage. Les plans locaux d'utilisation des terres sont des outils beaucoup plus flexibles et ils doivent s'adapter aux changements constants de la situation dans le paysage et dans les zones voisines. Et il est important de relier les plans d'utilisation des terres locaux aux plans nationaux.

Un bon exemple vient de Colombie. Dans le cadre du processus de paix, ils ont entamé un processus global de planification territoriale. Chaque municipalité doit décider de l'utilisation des terres, du zonage, de la gestion des ressources naturelles, de la protection de l'environnement, etc. Et chacun de ces plans territoriaux alimentera un plan national de consolidation de la paix et d'investissement. Ce type de planification fonctionne bien s'il y a une confiance entre les niveaux des gouvernements municipaux et nationaux les niveaux de gouvernement nationaux, mais cela peut être un défi si cette confiance est brisée.

Enfin, quelques mots sur la bonne gouvernance et l'aménagement du territoire. Maintenant, dans tout contexte, la planification intégrée de l'espace repose sur la clarté des lois, des politiques et des règlements; avoir des institutions solides; et des professionnels compétents qui sont des planificateurs de ressources. Cela nécessite une compréhension des rôles et des responsabilités des différents acteurs et des mécanismes de responsabilisation. Donc, en bref, une bonne gouvernance sous-tend vraiment la planification intégrée de l'espace, et dans un contexte d'après conflit, les organisations internationales peuvent avoir besoin de renforcer les capacités des institutions nationales et locales pour mener à bien la planification spatiale. Maintenant, même si cela peut être un défi, c'est un investissement important à faire en particulier pour maximiser les avantages que les ressources naturelles peuvent apporter à la consolidation de la paix et au développement.

En conclusion, nous vous avons brièvement présenté la valeur de la planification spatiale pour soutenir la reconstruction au lendemain des conflits à différentes échelles. Il est important de savoir que les nouvelles technologies et l'accès à l'information en temps réel révolutionnent le domaine de l'aménagement du territoire, en réduisant les coûts et en démocratisant davantage le processus. Il y a aussi une nouvelle compréhension de la nécessité de développer des plans d'aménagement qui résistent aux chocs et contraintes majeurs tels que les catastrophes naturelles et les changements climatiques. Je vous remercie.

4.12 LIMITER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA RECONSTRUCTION (LECTURER: DAVID JENSEN)

Ok, nous allons un tout petit peu changer les choses. Maintenant dans ce chapitre, nous allons nous concentrer sur l'atténuation des impacts environnementaux de la reconstruction. Maintenant que le processus de reconstruction au lendemain des conflits commence, de nombreux projets doivent être entrepris à un rythme rapide. Les routes et les ponts doivent être reconstruits, les bâtiments doivent être restaurés et les infrastructures hydrauliques réparées ou construites. C'est une période d'hyperdéveloppement où une injection massive d'aide internationale soutient l'effort de reconstruction.

Maintenant, l'ampleur et l'intensité de ce processus signifie qu'une multitude de projets ont le potentiel d'avoir un impact négatif sur les ressources naturelles et l'environnement. La demande massive d'énergie, de sable, de gravier, de bois et d'eau sera probablement sans précédent et difficile pour les gouvernements de gérer les impacts tout au long de la chaîne d'approvisionnement. L'un des outils qui peut aider à identifier et à atténuer les impacts environnementaux potentiels de la reconstruction s'appelle une évaluation de l'impact sur l'environnement ou EIE. En fait, la réalisation d'une forme d'EIE est désormais une exigence opérationnelle standard pour la plupart des organisations internationales, des institutions financières et des pays hôtes.

Donc, cette conférence se concentre vraiment sur les types de processus EIE et les outils que vous pourriez rencontrer dans un contexte d'après-conflit. Ceux-ci comprennent des évaluations d'impact environnemental standard, des évaluations accélérées de l'impact sur l'environnement et des évaluations environnementales stratégiques. Commençons donc par une évaluation d'impact environnemental standard. Celles-ci sont utilisées pour étudier les impacts environnementaux potentiels ou prévus d'un projet proposé. Une EIE permet à une équipe de projet et à un décideur de comprendre les risques environnementaux d'un projet, d'identifier des mesures d'atténuation et de prendre une décision éclairée en fonction de ces risques.

Il est important de noter que les EIE doivent prendre en compte les impacts des conceptions alternatives sur le projet proposé y compris l'alternative de ne prendre aucune mesure d'exécution. Ils devraient examiner les impacts physiques directs du projet ainsi que les impacts secondaires de l'approvisionnement en matériaux de construction ou des nouvelles demandes créées pour les ressources naturelles qu'un projet va créer. Les EIE devraient être transparentes et elles devraient impliquer le public dans le processus. Et en tant que telles, elles peuvent vraiment être utilisées comme une mesure précoce de dialogue et de confiance avec les communautés autour de la zone du projet.

Maintenant, il est important de comprendre que les EIE n'exigent pas que les décideurs choisissent l'option qui cause le moins de dommages à l'environnement. Dans certains cas, la sécurité, le développement ou d'autres priorités peuvent plaider en faveur d'actions ayant un impact sur l'environnement. Les EIE doivent maintenant prendre en compte les impacts

différentiels des projets sur les hommes et les femmes ainsi que sur les différents groupes dans la zone d'influence du projet. De plus en plus, les impacts environnementaux d'un projet sont évalués en même temps que les impacts sociaux, un processus connu sous le nom d'évaluation d'impact environnemental et social. Les contextes d'après conflit étant extrêmement fragiles, il est important d'entreprendre des évaluations d'impact environnemental et social afin de prévenir les impacts potentiels qui pourraient déclencher de nouveaux conflits ou saper la confiance du public dans un gouvernement.

Pour vous donner un exemple pratique sur les raisons pour lesquelles les exigences de l'EIE sont si importantes, considérons le cas de la Sierra Leone après le conflit. Maintenant, l'exploitation minière représente une énorme opportunité de développement économique que le pays souhaite saisir. En 2009, plus de 150 licences de prospection et d'exploration avaient été octroyées à plus de 100 entreprises. Maintenant, collectivement, les licences couvraient environ 60 000 kilomètres carrés, soit 82 pour cent de la surface du pays. Donc, même si un quart de ces licences permettait de découvrir des minéraux et des métaux de qualité commerciale, pouvez-vous imaginer l'ampleur et l'étendue potentielles des impacts environnementaux à travers le pays?

Heureusement, le gouvernement a demandé à tous les promoteurs de mener une EIE pour tous les grands projets miniers afin qu'ils soient examinés et approuvés par l'Agence de protection de l'environnement de la Sierra Leone. Maintenant, c'est là que l'affaire la situation donne aussi une leçon très importante. L'EPA a reçu le mandat d'examiner et d'approuver les EIE sans les ressources ou la capacité de le faire. Et sous peu elle a du faire face à un arriéré sur plus de 200 EIE qu'elle devait examiner et approuver. Rapidement, l'exigence de l'EIE a été perçue comme bloquant les investissements et des appels ont été lancés par le milieu des affaires pour l'éliminer. La leçon à en tirer est donc que les processus d'EIE doivent être adaptés au contexte et aux capacités du pays dans lequel ils opèrent.

Passons donc à l'examen de la manière dont les processus d'EIE peuvent être accélérés ou rationalisés pour les situations de reconstruction après un conflit. Surtout dans la période qui suit immédiatement le conflit, il n'y a pas assez de temps ou de capacité pour mener full EIAs des EIE complètes pour tous les projets de reconstruction. Il y a aussi des pressions politiques pour des projets immédiats et visibles qui rendent difficiles les processus d'EIE qui prennent du temps. Cependant, les EIE ne doivent pas être entièrement abandonnées. Ces contextes nécessitent simplement un processus accéléré d'EIE adapté à l'objectif visé.

Au minimum, tout processus accéléré d'EIE devrait aider le promoteur d'un projet à franchir les étapes clés suivantes: premièrement, contextualiser les projets et tenir compte des vulnérabilités environnementales et des principaux moyens de subsistance des zones où sont situés les projets; deuxièmement, évaluer les projets en fonction des impacts négatifs potentiels sur l'environnement compte tenu du contexte; troisièmement, atténuer ces impacts en modifiant la conception du projet ou en compensant les impacts négatifs; et enfin, et ceci est très important, d'améliorer les avantages environnementaux du projet lorsque cela est possible. Il existe maintenant de nombreuses options pour développer un processus d'EIE accéléré. Examinons ensemble trois d'entre eux.

La méthode la plus simple consiste à ce que les promoteurs de projets de reconstruction remplissent des listes de contrôle standard ou des auto-évaluations des impacts potentiels, ainsi qu'un plan environnemental. Ainsi, dans ce contexte, les promoteurs sont tenus de soumettre ces informations dans le cadre du processus d'examen et d'approbation du projet au ministère des Finances ou à un fonds fiduciaire géré par l'ONU et la Banque mondiale. Si les documents ont été correctement remplis, il n'y a généralement pas d'autre examen technique des impacts environnementaux potentiels. La documentation qu'ils soumettent ne fait que saisir les problèmes clés et les sensibiliser sur les impacts potentiels permettant aux gouvernements de commencer à dépister les problèmes dans les secteurs clés. Un plan environnemental a été conçu par le PNUE pour coder les projets humanitaires et de récupération en fonction de leur impact négatif potentiel sur l'environnement et si des mesures d'amélioration ou d'atténuation visant à réduire cet impact ont été intégrées au projet. Le marqueur sert vraiment d'indicateur indirect pour mesurer le degré dans laquelle l'environnement est pris en compte lors de la conception du projet.

Cette approche a été testée pour la première fois en Afghanistan. En 2004, sur un total de 432 projets de reconstruction, 188 (environ 44%) ont été identifiés comme étant susceptibles d'impact sur l'environnement. Les principaux risques étaient liés à l'énergie, à l'exploitation minière, au transport et à l'irrigation. Mais cela démontrait seulement à quel point les listes de vérification de base et un marqueur environnemental devaient comprendre les risques potentiels.

À présent, un processus plus rigoureux implique qu'un tiers procède à un examen environnemental indépendant de chaque soumission de projet dans le cadre du processus d'examen et d'approbation. Dans ce processus, chaque projet est catégorisé en termes d'impact potentiel par un tiers impartial qui recommande ensuite des mesures d'atténuation et de renforcement. Celles-ci peuvent être contraignantes ou, plus communément, laissées à la discrétion des promoteurs du projet.

Par exemple, en 2004-2005, la valeur totale du fonds fiduciaire irakien s'élevait à 1,5 milliard de dollars. Le PNUE a agi en tant que tierce partie impartiale pour examiner tous les projets afin de déterminer les impacts environnementaux potentiels, puis a recommandé des stratégies d'atténuation. Au total, 47 projets représentant environ 350 millions de dollars ont été évalués pour leurs impacts environnementaux et des mesures d'atténuation ont été recommandées. Les mesures d'atténuation des impacts des mesures d'atténuation impliquent la protection de la qualité et de la quantité des eaux de surface, l'élimination sûre des déchets solides et l'utilisation durable des ressources biologiques y compris les plantes, les arbres, la faune et la pêche. Cependant, comme les recommandations n'étaient pas contraignantes, dans ce cas précis, aucun des projets n'a été réellement modifié en raison d'un manque de financement additionnel requis pour l'atténuation. La leçon tirée est donc que dans un examen impartial, il est très important de disposer de fonds supplémentaires pour financer les mesures d'atténuation.

La meilleure option est peut-être quand une organisation adopte un processus d'examen environnemental simplifié ou rapide comme exigence interne de tous les projets. Cela inclut souvent une série de mesures qui aident à construire un ensemble standard de mesures

d'atténuation dans la conception de chaque projet en fonction du type d'impact qu'elles génèrent généralement. Il comprend des garanties internes étendues, normes et recommandations ainsi que la formation du personnel et l'accès à des experts internes pouvant fournir des conseils en temps réel. Le processus d'examen environnemental de l'USAID pour les projets internationaux en est un bon exemple.

Ce processus commence par un examen environnemental initial du projet. Ceci vise à déterminer le niveau d'impact potentiel et si le projet suit déjà les meilleures pratiques pour l'atténuation de l'impact. Maintenant, l'une des trois conséquences découle de cet examen environnemental initial. Premièrement, les projets de reconstruction qui ne causent généralement pas d'impacts environnementaux sont catégoriquement exclus de tout autre examen environnemental. Deuxièmement, les projets qui ont causé des impacts environnementaux connus dans d'autres juridictions sont catégorisés et revus en fonction du niveau des mesures d'atténuation qu'ils ont adopté. Si la mesure d'atténuation proposée correspond aux impacts attendus, aucun autre examen environnemental n'est nécessaire.

Ainsi, l'USAID documente les impacts des catégories de projets suivantes et a des normes et des directives très spécifiques pour une atténuation efficace des impacts. Le troisième résultat ne se produit que lorsqu'un projet proposé ne peut démontrer suffisamment comment les impacts attendus seront atténués. Dans ce cas, un examen environnemental approfondi est déclenché. Cette approche permet donc de démarrer rapidement des projets essentiels, ne mettant en attente que des projets contenant des informations d'atténuation insuffisantes ou incertaines.

Passons maintenant à la dernière boîte à outils de ce chapitre. Bien que les EIE ou les EIE accélérées se concentrent sur les impacts environnementaux individuels des projets, elles ne tiennent pas compte des impacts combinés ou cumulatifs de plusieurs projets ainsi que des politiques, plans ou programmes plus généraux. Ceci est le domaine des évaluations environnementales stratégiques, ou EES, et elles peuvent aider à comprendre et à traiter les effets cumulatifs qui peuvent ne pas être apparents lorsqu'on considère des projets spécifiques isolés les uns des autres. Elles peuvent également aider les gouvernements à comprendre comment différents projets s'articulent dans l'espace et commencent à influencer l'utilisation des terres.

Les EES aident donc à comprendre l'ensemble de la situation, ce qui peut ensuite aider à affiner les critères d'approbation des projets ainsi que la planification de l'utilisation des terres. Ainsi, par exemple, une EES a été appliquée au Plan de travail humanitaire du Soudan de 2014 en utilisant les données des marqueurs environnementaux qui ont été soumis par chaque projet. Une analyse de ces données a révélé que 54% des projets comprenaient des mesures d'atténuation ou d'amélioration de l'environnement. Cependant, 33% des projets ayant un impact potentiel sur l'environnement n'ont pas tenté d'atténuer le risque. Ces projets étaient liés au relèvement, au retour et à la réintégration des personnes déplacées. Cette analyse a donc permis une formation ciblée et un soutien technique à ce secteur très spécifique afin d'améliorer leur performance dans les années à venir.

Donc, ce chapitre a vraiment couvert une gamme d'outils pour atténuer l'impact environnemental d'un projet ou d'un programme de reconstruction. Les EIE ne doivent pas prendre beaucoup de temps ou entraîner nécessairement de longs retards et des approbations de projets. Elles peuvent être adaptés à l'usage et rationalisés. Désormais, les pays ou les organisations qui gèrent des propositions d'EIE pour différents projets de reconstruction doivent veiller à ce qu'ils puissent être agrégés et analysés dans le cadre d'une évaluation environnementale stratégique afin que l'impact global d'une politique ou d'un programme sectoriel puisse être compris à travers une zone géographique. Je vous remercie.

4.13 COORDINATION DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Ce chapitre examine l'importance de la coordination des efforts de consolidation de la paix dans l'après-conflit. Il y a un vieux dicton dans le développement mondial, «< tout le monde voit le besoin de coordination, et pourtant personne ne veut être coordonné.>> Dans un contexte d'après-conflit où vous avez une situation très fluide en raison d'institutions instables et d'acteurs multiples, la coordination est vitale étant donné les enjeux de ne pas vouloir revenir au conflit.

En tant que tel, une coordination efficace doit prendre place de trois manières différentes. Il y a un besoin de coordination entre les gouvernements, c'est-à-dire que nous avons besoin d'une coordination intergouvernementale ou d'une coordination interinstitutionnelle, ce qui implique une coordination entre les donateurs, entre les donateurs et le gouvernement, ou entre différents acteurs gouvernementaux. Il y a un besoin de coordination intersectorielle: c'est-à-dire de coordination entre les différents secteurs de ressources. Et puis, il y a un besoin de coordination entre différents utilisateurs dépendant de la même ressource.

Bien que nous sachions que la coordination est importante, elle demeure difficile en raison d'un certain nombre de facteurs qui comprennent le coût, les efforts, le manque de temps, entre autres. Qui a besoin de coordonner? Dans un contexte d'après-conflit, il y a souvent des centaines d'acteurs différents qui avancent chacun leur propre objectif. En tant que tel, la coordination est désordonnée et compliquée.

Prenez la Sierra Leone: plus de 400 organisations ont aidé le pays à se relever d'un conflit. Celles-ci incluent 17 agences des Nations Unies, 95 ONG internationales, et de nombreuses autres organisations internationales, nationales et du secteur privé. Toutes ces organisations ont des objectifs différents. Ils peuvent avoir des mandats différents en matière de sécurité, de développement, d'aide humanitaire et d'environnement. En tant que telle, la coordination peut aider à garantir que les efforts d'un groupe ne sapent pas les efforts d'un autre groupe.

Si nous regardons le Libéria, nous pouvons également voir pourquoi la coordination est nécessaire dans le secteur forestier. Au Libéria, Charles Taylor a utilisé des ressources ligneuses de grande valeur pour financer la guerre civile. Il a exporté des centaines de millions de dollars de bois pour acheter des armes. Dans le contexte d'après-conflit, les forêts peuvent jouer de nombreux rôles dans le rétablissement. Ils sont importants pour la foresterie commerciale; ils sont également importants à des fins de conservation. Parce que les forêts ont été utilisées pour financer des conflits armés et couvrir les insurgés, elles sont également importantes pour faire avancer les problèmes de sécurité. Et, parce que la gestion des forêts a souvent été caractérisée par la corruption, les forêts deviennent un élément central de la réforme de la gouvernance.

Par conséquent, une coordination entre les différents acteurs gouvernementaux, les entreprises du secteur extractif, les organisations des droits de l'homme et de conservation ainsi qu'un large éventail d'acteurs internationaux est nécessaire pour garantir que les efforts de consolidation de la paix après un conflit afin d'améliorer l'exploitation forestière commerciale puissent aussi

générer des avantages pour la communauté et atteindre les objectifs de conservation et de gouvernance. Au Libéria, pour atteindre ces buts et objectifs, un groupe diversifié d'organisations internationales, bilatérales et nationales s'est réuni. Ce n'est que grâce à la coordination de ces acteurs qu'il a été possible de réformer le secteur forestier grâce à l'Initiative forestière du Libéria.

Quand la coordination autour des ressources naturelles est-elle possible et souhaitable ? Premièrement, la coordination est nécessaire lorsque les ressources naturelles sont importantes pour des objectifs multiples tels que le redressement économique, les moyens de subsistance ou les préoccupations en matière de sécurité et de gouvernance. Deuxièmement, il est souvent nécessaire de coordonner les ressources - de manière à coordonner les ressources naturelles qui peuvent fournir l'infrastructure nécessaire pour développer un autre type de ressources naturelles et diversifier l'économie. Ainsi, une coordination peut être nécessaire pour relier les industries extractives au secteur agricole.

La coordination est également souhaitable lorsque les résultats socioéconomiques et les moyens de subsistance dépendent de la coordination entre les secteurs. Ainsi, l'eau et l'énergie sont nécessaires à la production alimentaire. Et enfin, la coordination est nécessaire quand plusieurs acteurs utilisent ou travaillent sur la même ressource. Ensuite, nous examinerons certains des outils et des approches qui ont été essayés pour favoriser la coordination entre les différents gouvernements, les donateurs et la société civile ainsi que les ONG dans les situations d'après conflit.

La première solution que nous examinerons est une approche groupée pour favoriser la coordination entre plusieurs acteurs travaillant sur la même ressource. Les acteurs humanitaires utilisent souvent une approche groupée pour coordonner leurs activités. Les grappes sont définies par un secteur, et dans une approche de grappes, vous aurez une organisation responsable qui est désignée pour superviser la mise en œuvre et le renforcement des capacités dans chaque secteur. Par exemple, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a été désigné chef du groupe mondial de l'assainissement et de l'hygiène de l'eau.

Une autre solution pour la coordination concerne les outils d'évaluation. Un type d'outil d'évaluation qui a été utilisé est l'évaluation du rétablissement et de la consolidation de la paix, qui s'appelait officiellement Évaluation des besoins après un conflit. Ces évaluations sont réalisées en coordination entre l'ONU, l'Union européenne et la Banque mondiale. Ils aident les gouvernements à identifier, prioriser et séquencer les activités de rétablissement et de consolidation de la paix. Ces évaluations ont été introduites en Ukraine, au nord du Mali et au nord-est du Nigeria. Une autre évaluation relative au secteur de l'environnement est une évaluation environnementale après un conflit qui est utilisée pour aider et prioriser les interventions en matière d'environnement et de ressources naturelles.

Une autre manière de favoriser la coordination est la coordination des donateurs lors des conférences et des réunions. Avoir une coordination lors des conférences des donateurs est important car cela permet aux différents donateurs de savoir qui fait quoi. Souvent, ils utilisent des plateformes et des outils en ligne tels que la cartographie spatiale. Les bailleurs de fonds

auront souvent aussi une coordination thématique interne, comme il peut y avoir un groupe qui travaille sur l'environnement et les ressources naturelles.

Et puis, il y a des réunions régulières de donateurs qui rassemblent les gens dans une même pièce pour les aider à comprendre à nouveau les différents objectifs et buts de chaque programme de donateurs et essayer d'orchestrer un plan pour atteindre un résultat coordonné et souhaité. Un exemple serait au Moyen-Orient. L'USAID travaille à coordonner les réunions des donateurs travaillant sur l'eau en Palestine et en Israël.

Une autre solution pour favoriser la coordination est la programmation conjointe. La programmation conjointe fait référence à la décision de deux agences ou plus de travailler conjointement à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation d'un projet afin de renforcer son impact. Un exemple de programmation conjointe vient de la Sierra Leone où, en 2009, 18 organisations et agences des Nations Unies se sont réunies pour travailler sur les efforts de consolidation de la paix. Ensemble, ils ont produit une vision commune pour la Sierra Leone. Dans le cadre de cette programmation conjointe, ils ont convenu de cinq objectifs qui comprennent: la consolidation de la paix et de la stabilité, l'intégration des zones rurales dans l'économie nationale, l'intégration économique et sociale de la jeunesse, l'accès équitable et abordable à la santé et la promotion des services publics accessibles et crédibles.

Une autre solution concerne les programmes basés sur des programme régionaux. Un programme régional consiste à cibler une zone géographique spécifique dans un pays caractérisé par un problème de développement complexe avec une approche intégrée, inclusive, participative et flexible. L'approche utilise une zone comme un point d'entrée pour la consolidation de la paix et peut être particulièrement efficace dans la consolidation de la paix environnementale compte tenu de la nature territoriale de nombreuses ressources naturelles.

Prenons l'exemple de la côte sud d'Haïti. En Haïti, le Programme des Nations Unies pour l'environnement dirige une initiative territoriale sur la côte sud qui met l'accent sur son rétablissement et son développement. Cette zone a besoin de politiques et de programmes spécifiquement adaptés car la côte sud d'Haïti souffre d'une dégradation extensive des terres, d'une grande vulnérabilité aux catastrophes naturelles et d'un soutien financier limité. Cette initiative implique le gouvernement national et multiples agences des Nations Unies. Et ils se sont concentrés sur des sujets tels que la terre, les routes, l'énergie et la gouvernance, ainsi que la mer.

Une autre solution concerne la coordination intersectorielle, c'est-à-dire la coordination entre des secteurs tels que l'énergie, l'eau et la terre. Souvent, ces secteurs sont tous importants pour la restauration de moyens de subsistance résilients et durables. Et pour raviver l'agriculture, il ne suffit pas d'avoir une réforme concernant la terre, mais il faut aussi s'assurer que l'eau est disponible.

Enfin, il existe également un besoin de coordination gouvernementale. Nous ne nous intéressons donc pas seulement à la coordination des bailleurs de fonds, mais également à la coordination

interministérielle. Et c'est important quand vous avez un grand projet extractif dans un pays où vous avez besoin d'investissements importants dans le secteur extractif. Ainsi, il est important de s'assurer que tous les ministères sont impliqués - que toute l'administration se réunit. Le principal défi à relever ici est que le ministère de l'environnement est généralement le plus faible des ministères, et, par conséquent, il est nécessaire d'aider à renforcer la capacité du ministère de l'environnement à créer une coordination efficace.

En un mot: la coordination est importante.

4.14 ÉTUDE DE CAS: RENFORCEMENT DE LA PAIX DE L'ENVIRONNEMENT PAR LA GESTION DE L'EAU À WADI EL KU, SUDAN (LECTURER: DAVID JENSEN)

Bienvenue à cette étude de cas sur la consolidation de la paix environnementale en utilisant la gestion intégrée des ressources en eau au Darfour. La région du Darfour au Soudan offre maintenant un exemple pratique de l'utilisation des ressources naturelles comme point d'entrée pour le dialogue et la coopération entre les groupes divisés et les différents niveaux de gouvernement. Malgré tous les problèmes et les conflits auxquels le Darfour est confronté ces dernières années, c'est une région incroyable avec beaucoup de potentiel, en particulier dans ses ressources naturelles.

Le projet de gestion de l'eau de Wadi el Ku a exploité ce potentiel et à travers ce processus, a établi des relations et de la confiance dans le cadre de la consolidation de la paix locale. C'est aussi un excellent exemple de la façon dont un projet de ressources naturelles peut être utilisé comme une opportunité pour l'engagement et l'autonomisation des femmes.

Avant de passer à l'étude de cas, repérons-nous très rapidement sur cette carte. Le Soudan se trouve dans la partie nord-est de l'Afrique et compte environ 38 millions d'habitants. Le Darfour est à l'ouest du Soudan, couvrant une superficie d'environ la taille de l'Espagne. Il abrite environ 8 millions de personnes, soit environ 20% de la population totale du Soudan. Maintenant, le Darfour n'est pas seulement ce que vous pourriez voir dans les médias.



Si vous effectuez une recherche Google sur le Darfour, c'est le genre d'image typique qui apparaît. Nous voyons souvent des conditions difficiles, des paysages secs de Dust Bowl, de la sécheresse, des conflits, des armes à feu. Ce sont toutes des réalités, bien sûr, mais le Darfour est plus riche et beaucoup plus nuancé que cela. Le Darfour est riche en ressources naturelles.

Vous y trouverez de l'eau, y compris des cours d'eau saisonniers et souterrains, des pâturages, de l'agriculture et des forêts. Mais si vous visitez le Darfour à la mauvaise saison, vous pourriez manquer cette beauté. Le Darfour abrite de nombreux moyens de subsistance productifs, dont environ 60% dépendent directement des ressources naturelles. L'agriculture et le pastoralisme sont les moyens de subsistance dominants.

Maintenant, le conflit au Darfour qui a commencé en 2003 a déplacé environ 2,5 millions de personnes. En 2017, le conflit se poursuit mais à une intensité moindre, surgissant à des points d'éclair localisés dans toute la région. Le conflit peut être compris comme ayant trois niveaux principaux, qui interagissent. Il y a un conflit au niveau local, impliquant environ 36 tribus différentes, sur l'accès à la terre et à l'eau. Il y a un conflit au niveau national impliquant la marginalisation de la région du Darfour, la mauvaise gouvernance et les tensions ethniques. Et il

y a un niveau transfrontalier au conflit impliquant les intérêts régionaux, les tensions et la migration pastorale.

L'un des principaux impacts des décennies de conflit au Darfour a été les institutions et les relations sociales liées à la gouvernance des ressources naturelles. Il a opposé les gens les uns aux autres et érodé la communication et la confiance qui sont le fondement des relations sociales au Darfour.

Les moyens de subsistance ont été encore plus affaiblis par les conséquences directes du conflit sur les ressources naturelles qui, comme nous le savons, soutiennent la plupart des moyens de subsistance du Darfour. Les moyens de subsistance maladaptés ont pris racine, ce qui signifie qu'ils ont eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des autres. Par exemple, la coupe d'arbres pour le feu de bois et la construction sont maintenant monnaie courante, et les jeunes pasteurs ont rejoint les milices salariées.

Tout cela est aggravé par le stress climatique, qui a un impact sur la disponibilité et la distribution des ressources naturelles clés telles que l'eau. La consolidation de la paix au Darfour signifie donc le rétablissement à la fois des relations sociales et des institutions locales de gestion des ressources naturelles.

Passons maintenant aux spécificités de la région de Wadi el Ku. Ainsi, le Wadi el Ku est une rivière saisonnière dans le nord du Darfour. Le bassin versant de la rivière est d'environ 27 000 kilomètres carrés, ce qui est plus grand que la taille de la Slovénie, et ses eaux - même si elles sont saisonnières - sont la pierre angulaire de l'État. Ce qui se passe dans cet oued touche directement plus de 700 000 personnes et indirectement l'ensemble de la population de l'Etat, environ 1,5 million. C'est un domaine qui a été affecté par les conflits et la dégradation de l'environnement pendant des décennies.

En 2012, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et nos partenaires ont été invités par le gouvernement du Nord Darfour à démontrer dans un tronçon de 50 kilomètres de cet oued comment l'amélioration de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles pourrait contribuer à la consolidation de la paix environnementale au niveau local. Ainsi, lorsque nous avons commencé à travailler sur le projet, nous avons rapidement compris que les différents acteurs de l'État, que ce soit le gouvernement, les communautés ou les ONG avaient des idées très différentes sur le projet et les objectifs du projet; et ils n'étaient pas particulièrement enthousiastes à l'idée de travailler ensemble.

En fait, il y avait un grand manque de confiance entre tous les acteurs. Les communautés et les ONG se méfiaient beaucoup du gouvernement étant donné la faible présence et le manque d'engagement dans les zones rurales. Les communautés se méfiaient aussi l'une de l'autre étant donné le contexte hautement politisé et polarisé. Les ministères sectoriels avaient des mandats qui se chevauchaient et ne partageaient pas l'information, ne collaboraient pas ou ne coordonnaient point. Et le gouvernement se méfiait également des motivations des acteurs internationaux, y compris des ONG internationales et des agences des Nations Unies. Cependant, tout le monde était d'accord sur le fait que les ressources naturelles dégradées et

l'utilisation non durable de l'eau et des terres constituaient un problème critique qui devait être résolu.

Pour aborder ces problèmes, je tiens à souligner que le processus lui-même était l'aspect le plus important du projet. Nous avons commencé par engager toutes les parties prenantes et par établir une vision commune sur ce que le projet espérait réaliser. En particulier, nous avons co-conçu le processus avec les parties prenantes afin de garantir leur appropriation, leur adhésion et leur confiance. Ce fut un processus ascendant avec les parties prenantes locales ainsi qu'un processus descendant avec les ministères sectoriels importants.

En particulier, nous devons veiller à ce que les gens dans les 34 villages soient pleinement à bord et dirigent le processus en définissant leur paysage, leurs problèmes et leurs actions prioritaires. Nous devons également veiller à ce que les femmes puissent avoir une voix efficace dans le processus dès le départ. Nous avons travaillé en partenariat avec une ONG locale appelée Practical Action qui avait déjà reçu la confiance des communautés locales. Nous avons adopté une approche de gestion intégrée des ressources en eau afin de gérer l'eau dans le contexte du plus grand bassin versant ou zone de captage.

Une approche sensible aux conflits était également fondamentale étant donné que les changements en amont dans la disponibilité de l'eau pouvaient avoir des impacts potentiels sur les utilisateurs en aval. L'une des techniques clés que nous avons utilisée était d'inviter des représentants des communautés à construire une carte en trois dimensions et à l'échelle de leur région. Ce processus comprenait tous les différents utilisateurs des terres y compris les agriculteurs et les pasteurs. Ils ont commencé par construire ensemble une carte pour définir les principaux problèmes environnementaux de la région, et il était intéressant d'observer les paysans à l'écoute des pasteurs et d'apprécier leur compréhension du paysage et vice versa.

Pour de nombreuses communautés, c'était la première fois qu'ils avaient ce genre de discussions. Lentement, au fil des jours, la carte a pris forme, et il est devenu de plus en plus évident que ce qui s'est passé en termes d'utilisation de l'eau et d'utilisation des terres en amont a affecté les zones avoisinantes en aval et comment les ressources naturelles et l'amélioration de l'état de ces ressources sont essentielles pour tous les moyens de subsistance locaux. Une fois la carte complétée, la communauté a présenté la carte au gouvernement local comme un outil de planification interne.

Les communautés ont trouvé un moyen novateur de collaborer avec les ministères concernés, notamment l'environnement, la planification et l'agriculture. Dans le cadre du processus, les communautés ont ensuite défini des plans d'action locaux pour leurs villages spécifiques. Il s'agissait d'un exercice plus fin où une base plus large de personnes de chaque différent village se réunissait pour cartographier leurs ressources et définir leurs actions prioritaires. Ces plans au niveau du village ont informé toutes les autres programmes d'action.

L'une des principales priorités qui ressortent de ces plans de village est liée à la gestion de l'eau. Le projet a ensuite entrepris de montrer aux communautés comment mieux récolter et utiliser les pluies limitées. Nous avons aidé les communautés locales à localiser et à concevoir trois barrage

en terre conçus pour tirer le meilleur parti des pluies pour l'irrigation pour que quand il pleut, l'eau ne coule pas simplement en aval, mais les déversoirs ralentissent l'eau de pluie et la répandent à travers une vaste zone rendant l'eau disponible à plus d'agriculteurs et permettant à cette eau de mieux s'infiltrer dans le sol.

Dès le début, les barrages ont été conçus pour faire un meilleur usage de l'eau de pluie limitée sans pour autant priver les communautés en aval de leur débit d'eau. Les intervenants ont choisi trois emplacements pour construire les déversoirs d'eau. Dans la construction de ces barrages, les communautés locales ont offert de contribuer à l'ensemble de la main-d'œuvre de la construction en tant que leurs investissements dans les déversoirs et ont également contribué en espèces.

Lorsque le moment de la construction est arrivé, la mobilisation de la communauté était impressionnante. Les gens ont travaillé jour et nuit pour construire les barrages à temps pour les pluies, dans certains cas dans la chaleur de 40 degrés pendant le jeûne du Ramadan parce qu'ils ne voulaient pas manquer la saison des pluies. Les principaux ministères des gouvernements nationaux étaient également très favorables au projet et ont pris la responsabilité. Le premier déversoir qu'ils ont construit dessert une vingtaine de villages et a augmenté la culture d'environ 4 000 acres. Depuis lors, deux autres barrages ont été construits. Alors, quels sont les principaux résultats de consolidation de la paix de ce cas?

D'abord et avant tout, l'établissement de relations et l'action conjointe. Le projet a réussi à rassembler de multiples communautés et parties prenantes qui auparavant avaient une grande méfiance dans le dialogue direct et dans la coopération directe. Ils possèdent la solution et coopèrent sur la gestion de projet. Nous avons également aidé à connecter les communautés locales avec les autorités nationales en utilisant l'eau comme pont. Différents ministères nationaux se sont également réunis pour soutenir le projet.

Maintenant, espérons que les relations établies et l'action conjointe menée sur la gestion de l'eau peuvent renforcer la confiance dans la collaboration. Cela peut potentiellement déborder sur d'autres formes de coopération. Ce capital social est également important pour renforcer la résilience locale aux conflits qui pourraient survenir.

Un deuxième résultat majeur: améliorer les moyens de subsistance. Le projet a augmenté la productivité agricole et les moyens de subsistance locaux. Ceci est important pour réduire la pauvreté et augmenter la résilience locale aux autres chocs et stress. Plus important encore, les intervenants locaux considèrent le projet comme un succès et sont très motivés à partager leurs expériences avec d'autres communautés. Et enfin: la participation soutenue des femmes.

Tout au long du projet, nous avons été en mesure de permettre aux femmes de s'engager à chaque étape du projet, et elles se sont de plus en plus exprimées sur leur intérêt et se sont engagées dans la gestion locale de l'eau. Sur la base de ces succès, le projet est actuellement étendu à une deuxième phase avec le soutien continu de la Commission européenne. Ainsi, cette

étude de cas a vraiment démontré l'importance de l'appropriation au niveau local et de l'implication au niveau local pour faire avancer le processus et bénéficier des résultats.

4.15 RÉCAPITULATION DU MODULE 4 (LECTURER: ERIKA WEINTHAL)

Les chapitres de ce module ont porté sur les diverses façons dont l'examen des ressources naturelles et de l'environnement pouvaient directement contribuer aux problèmes essentiels liés à la consolidation de la paix après un conflit, notamment en aidant à assurer la sécurité, à reconstruire les moyens de subsistance, à favoriser la reprise économique, à restaurer la gouvernance et à reconstruire la confiance. Ce chapitre de conclusion cherche à récapituler brièvement certains des thèmes principaux et points à retenir à travers les chapitres.

Tout d'abord, les évaluations jouent un rôle très important. Une fois qu'un cessez-le-feu ou un accord de paix est en place, la première étape essentielle consiste à mener une évaluation pour éclairer la planification d'après conflit en ce qui concerne les ressources naturelles et l'environnement. Les évaluations peuvent aider à identifier, hiérarchiser et évaluer les besoins d'un pays sortant d'un conflit. Toute stratégie de consolidation de la paix après un conflit doit également prendre en compte à la fois les ressources renouvelables et les ressources non renouvelables et analyser les risques et avantages inhérents aux différentes ressources disponibles.

Pour maintenir la paix, il faut également établir un relèvement durable et résilient des moyens de subsistance et œuvrer à la promotion de la diversification économique. Plus encore, les chapitres ont montré qu'à la fin de la guerre, une gestion efficace des ressources naturelles et de l'environnement peut jouer un rôle essentiel dans la promotion du dialogue, de la confiance et de la coopération entre les anciens adversaires. Le maintien de la paix est essentiel pour prévenir une rechute dans les conflits; et l'environnement et les ressources naturelles peuvent également constituer un levier financier dans les opérations de maintien de la paix. En effet, l'agriculture et les autres moyens de subsistance basés sur les ressources sont une composante importante de la plupart des efforts visant à réintégrer les ex-combattants.

Il y a un certain nombre de thèmes transversaux qui ont été mis en évidence dans ces chapitres. L'un concerne le genre: les rôles des femmes changent souvent pendant le conflit et après un conflit. Ainsi, la planification d'après conflit doit prendre en compte le genre dans la gestion des ressources naturelles comme un moyen de promouvoir la consolidation de la paix et la reprise économique après un conflit. Construire des institutions sensibles et inclusives du genre pour la gouvernance des ressources naturelles dans l'environnement commence par la promotion de la représentation et de la participation des femmes dans la gestion et l'appropriation des ressources naturelles.

Un autre thème transversal concerne la coordination. La gestion des ressources renouvelables et non renouvelables nécessite une coordination entre les différents acteurs, les ressources et le secteur des ressources. La coordination, cependant, prend du temps et des efforts. Dès lors, il est important que les avantages de la coordination soient clairs pour les différentes parties prenantes. Dans de nombreux cas, la coordination autour des ressources naturelles s'accompagne d'une sorte de plan spatial.

Le dernier thème transversal a trait à la reconstruction de la gouvernance des ressources naturelles dans les pays sortant d'un conflit, car cela est essentiel au maintien de la paix. En particulier, l'après-conflit, la consolidation de la paix, les ressources naturelles et la gouvernance sont étroitement liés.

Dans l'ensemble, les chapitres ont mis en évidence sept approches de base pour améliorer la gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement. Cela incluait une vision partagée de la gestion des ressources naturelles, la promotion de la transparence et la participation, la protection des droits sur les ressources, l'accent sur l'équité et le partage des revenus et des avantages, l'examen des questions d'accès à la justice et de règlement pacifique des différends. Un autre mécanisme concerne le renforcement des capacités institutionnelles et ensuite la reconstruction des relations et de la confiance.

En fin de compte, il n'y a pas d'approche ou de solution universelle pour gérer les ressources naturelles et l'environnement après un conflit. Ces chapitres ont souligné le fait qu'il n'y a pas d'approche unique pour tous. Le contexte est essentiel pour développer des programmes répondant aux besoins de tout pays sortant d'un conflit.

MODULE 5: RÉCAPITULATION DU COURS ET ÉVALUATION FINALE

5.1 RÉCAPITULATION DU COURS ET ÉVALUATION FINALE (LECTURER: DAVID JENSEN)

Félicitations. Vous avez terminé ce cours avec succès. Nous espérons que vous avez profité de ce cours autant que nous avons profité de le créer pour vous. Alors, nous avons essayé de vous guider à travers le cycle de conflit et explorer les différents risques et opportunités présentés par les ressources naturelles et l'environnement. Nous avons souligné l'importance du contexte encore et encore et on a emphatisé que toutes les situations touchées par le conflit sont uniques et qu'il faut vraiment examiner diligemment un contexte pour le comprendre. On a essayé de vous donner un langage et un ensemble des termes pour parler de ces questions avec un nombre de diverses acteurs, et on a essayé d'aborder de nombreux points d'entrée.

Alors, ces questions sont généralement difficiles d'aborder. Pour chaque pas en avant, il y a souvent un pas en arrière. Mais on espère qu'on a aussi offert un ensemble d'outils et stratégies pour surmonter les contretemps ou défis et pour trouver des nouvelles façons d'avancer. Tout au long du cours, on a abordé la gamme de ressources naturelles, y compris la terre et de l'eau et l'agriculture et les ressources extractives. On a aussi abordé une variété de considérations ou facteurs, allant des moyens de subsistance au genre à la sécurité.

Maintenant on prévoit développer d'autres cours plus avancés ou concentrés sur des ressources naturelles ou d'outils spécifiques, et on a besoin de vos commentaires dans les évaluations du cours pour mieux comprendre vos besoins. Si utiliser du contenu ou des ressources de ce cours vous intéresse, n'hésitez pas. Nous vous encourageons de partager ce contenu aussi largement que possible.

Nous voulons que vous sachiez aussi qu'en réussissant ce cours, vous êtes maintenant ambassadeur/ambassadrice pour cette cause. Une des premières choses que vous pouvez faire est rejoindre notre communauté de pratique pour la gestion environnementale de la paix (« environmental peacebuilding »). Dans cette communauté, on vous encourage de partager votre expérience et expertise à ce sujet pour nous aider faire avancer et renforcer la communauté de pratique pour la gestion environnementale de la paix. On vous remercie encore d'avoir passé le temps avec nous et ce cours. On apprécie énormément votre intérêt et on espère que ça vous inspirera à avoir un impact positif sur le monde.